



La mort lente de l'apartheid

PAN par pan, le mur de l'apartheid est en train de tomber. Aujourd'hui, le long des plages et bientôt sur les terrains de sports, dans les parcs et les bibliothèques, M. Frederik De Klerk, le chef de l'Etat sud-africain, a, en effet, annoncé, jeudi 16 novembre, devant le conseil présidentiel, que la loi sur la ségrégation dans les lieux publics serait abolie « aussitôt que possible », sans doute lors de la prochaine session parlementaire qui s'ouvrira, début février, au Cap.

Homme de bonne volonté, ouvert au dialogue, M. De Klerk s'emploie ainsi à effacer les traces les plus voyantes et, comme on le dit, les plus meurtrières d'une ségrégation raciale au quotidien. Mais il entend agir en ce domaine « avec prudence », notamment dans « certaines zones sensibles », afin d'éviter des manifestations d'intolérance comme il s'en est produit, ces derniers mois, sur plusieurs plages réservées aux Blancs.

JUSQU'OU M. De Klerk poussera-t-il sa politique de réformes ? Pas question pour lui de faire disparaître, dans un proche avenir, les autres lois en vigueur qui imposent la ségrégation dans les hôpitaux, les transports en commun et surtout les écoles et le logement. Il n'empêche que, en bonne logique, le démantèlement complet de l'apartheid n'est plus qu'une question de temps, même si pour les gens au pouvoir, il n'est pas, aujourd'hui, opportun de le laisser espérer.

Déjà l'extrême droite a vivement réagi, par le biais du Parti conservateur, à la décision de M. De Klerk, qui, à l'en croire, « va accélérer l'invasion des gens de couleur dans les zones blanches ». Pour ces partisans acharnés du statu quo — peut-être n'ont-ils pas tort de le penser ? — c'est le commencement de la fin. Habile stratège, le chef de l'Etat tient à les ménager, bien qu'il ait officiellement annoncé, il y a deux mois, lors de sa prise de fonctions, « la fin de la domination blanche ».

LES nationalistes noirs, quant à eux, refusent de se laisser séduire par ce nouveau langage. Ils doutent que le chef de l'Etat soit décidé à mener à son terme cette politique de réconciliation nationale dans la mesure où, à leur avis, il raisonne faux en prônant le développement séparé des différents groupes raciaux. Pour pousser leurs idées, ils réclament, dans l'immédiat, la levée de l'état d'urgence, la reconnaissance du Congrès national africain (ANC) et des mouvements armés et, enfin, la libération de Nelson Mandela, qui, elle, n'est peut-être plus qu'une affaire de semaines.

Toujours est-il que, en annonçant ce nouveau train de réformes, M. De Klerk s'est défendu de s'être laissé forcer la main par quiconque. « Le gouvernement, a-t-il déclaré, ne cherche pas à gagner une popularité à court terme ou à essayer de plaire aux dirigeants des pays étrangers. Quand nous agissons rapidement, ce n'est pas pour la galerie, ce n'est pas parce que nous jouons une partie d'échecs artificielle, mais parce que nous savons que nous avons peu de temps... » Les gens au pouvoir à Pretoria ont enfin découvert, mieux vaut tard que jamais, que l'immobilisme serait suicidaire.

M 0147 - 11180 - 4,50 F



3790147004500 11180

Condamné par le président Cristiani

Le massacre de jésuites au Salvador est attribué à l'extrême droite

L'assassinat à San-Salvador de six jésuites — personnes liées à la gauche — a été condamné, jeudi 16 novembre, par le président Cristiani, qui a paru prendre ses distances à l'égard des éléments les plus durs du régime, soupçonnés de ce « règlement de comptes ». Cet événement a provoqué la consternation tant au Salvador qu'à l'étranger, où se multiplient les appels à l'arrêt des combats, qui continuent avec intensité. Washington a accepté en principe une demande du gouvernement salvadorien pour une accélération des livraisons américaines d'équipements anti-émeutes et d'armes légères.

SAN-SALVADOR

de notre envoyé spécial

Six des plus prestigieux intellectuels du Salvador, tous jésuites, ont été assassinés sauvagement, au moment précis où l'armée lançait une puissante contre-offensive pour tenter de déloger, sans succès, les guérilleros qui occupent une partie de la capitale depuis samedi. Le recteur de l'université d'Amérique centrale, le Père Ignacio Ellacuría, le vice-recteur, Martín Baró, le directeur de l'Institut des droits de l'homme, Segundo Montes, et trois autres prêtres (Armando López, Juan Moreno et Joaquín López) ont été tués par un commando d'une trentaine d'hommes en uniforme. Tout indique qu'ils ont été vic-

times des Escadrons de la mort liés aux secteurs les plus extrémistes de l'armée et du parti au pouvoir, l'Alliance républicaine nationaliste (ARENA, ultra-droite).

Les auteurs de ce massacre, qui a provoqué une véritable commotion à San-Salvador, se sont surpassés dans l'horreur. Selon des témoins cités par d'autres jésuites résidant sur le campus de l'université — aucun témoin direct n'ose pour l'instant s'exprimer publiquement — les tueurs se seraient présentés sur les lieux, jeudi vers 3 heures du matin, alors que les bombardements aériens secouaient la capitale.

BERTRAND DE LA GRANGE

Lire la suite page 6

Les Verts le seul parti heureux

Les Verts réunissent leur assemblée générale annuelle à Marseille, samedi 18 et dimanche 19 novembre. Alors que les autres partis politiques subissent une disaffection générale, les rangs de la formation écologiste grossissent. D'un millier de membres il y a un an, les Verts sont passés à cinq mille adhérents.

Les succès enregistrés par les écologistes aux municipales, puis aux européennes, les confortent dans la stratégie autonome que le parti vert a toujours, pour sa part, privilégiée.

Lire les articles de O. Boffin, R. Claus et V. Derlich, page 27 - section C



Sur les traces du Big Bang

Un satellite américain lancé le 19 novembre va mesurer les rayonnements témoins des premiers temps de l'univers

Au commencement était le Big Bang : une gigantesque explosion de l'œuf cosmique qui, en un instant, a donné naissance à l'univers, dont l'ensemble des étoiles, galaxies et planètes qui composent aujourd'hui notre univers. Cette théorie, relativement récente, reçoit désormais le soutien de la plupart des astrophysiciens. Mais le télescope le plus puissant reste incapable d'explorer la naissance du cosmos, cet instant initial dont nous séparons environ quinze milliards d'années-lumière.

Pour confirmer et préciser la théorie du Big Bang, il existe pourtant une piste : le bruit de fond cosmique, seule signature tangible à l'heure actuelle de l'apparition explosive de l'univers. Prédit dès 1946 par le phy-

sicien George Gamow, ce rayonnement fossile fut détecté par hasard, en 1965, par les astronomes américains Arno Penzias et Robert Wilson — alors que ces derniers, qui travaillaient dans les laboratoires de la compagnie téléphonique Bell, cherchaient simplement à régler une antenne micro-ondes destinée aux télécommunications par satellite. Aujourd'hui, devenu l'une des pierres angulaires de la théorie du Big Bang, c'est précisément cette lumière fossile, dont l'énergie représente moins de 1 milliardième de l'énergie totale de l'univers, que le satellite COBE (Cosmic background explorer) sera chargé d'étudier.

Lancé dimanche 19 novembre par une fusée Delta, depuis la base californienne de Vandenberg, ce dernier devrait ensuite

être placé sur une orbite polaire, à 900 kilomètres d'altitude. Après une dérive de trente jours, ce dernier devrait en effet, avec une précision inégalée jusqu'alors, enregistrer pendant deux ans le spectre lumineux émis par ce lointain écho de la création. Grâce à ses capteurs infrarouges et à micro-ondes, COBE pourrait permettre de déterminer la date de naissance des premières galaxies, que l'on situe approximativement à deux cent millions d'années après le Big Bang. Et peut-être de remonter plus loin encore dans le temps, à cette époque si mal connue où les lumières de l'univers s'étaient par encore allumées.

CATHERINE VINCENT

Lire la suite page 29 - section C

Tout en réaffirmant son opposition à l'unité de l'Allemagne

Berlin-Est propose à Bonn la négociation d'un nouveau traité

Le nouveau chef du gouvernement est-allemand, M. Hans Modrow, a réitéré, vendredi matin 17 novembre, son opposition à la réunification de l'Allemagne. Il a, en revanche, proposé la négociation d'une nouvelle construction juridique (Vertragsgemeinschaft) entre les deux Etats allemands, allant « bien au-delà du traité fondamental » conclu en 1972. « Ce qui s'est passé, a-t-il d'autre part déclaré devant la Chambre du peuple, est irréversible (...). Le peuple balaiera quiconque tentera de rétablir l'ordre ancien. »

M. Modrow a présenté à la Chambre un gouvernement formé de vingt-huit ministres ; onze ne sont pas membres du Parti communiste, mais ils appartiennent aux petites formations alliées traditionnelles du SED.

Lire page 3 l'article de notre envoyé spécial Henri de Bresson sur la formation du gouvernement est-allemand

Les trois réunifications

par André Fontaine

AUTRES temps, autres mœurs. Pour empêcher ses administrés de filer à l'Ouest, Ulbricht, encouragé par d'imprudents propos du président de la commission des affaires étrangères du Sénat américain (1), les avait tout bonnement enfermés. C'est dans le même but que Krenz a fait percer le mur de Berlin. Sans doute pensait-il que le fruit perd de son attrait à n'être plus défendu.

La construction du mur, en 1961, avait provoqué des drames personnels et familiaux. Elle avait attisé la crainte, alors très forte, de voir la guerre froide se transformer en guerre tout court. Elle n'avait pas changé grand-chose aux relations internatio-

nales. Partagée depuis 1949, l'Allemagne demeurait partagée.

Elle l'est encore, et Gorbatchev ne perd pas une occasion de répéter qu'elle doit le rester. Il n'empêche que, loin de signifier un retour au statu quo ante, le rétablissement de la liberté de circulation entre les deux Allemagnes achève de remettre en cause les bases de l'ordre précaire à l'abri duquel les Européens dormaient sur leurs deux oreilles.

Lire la suite page 3

- Le chef du PC moldave destitué, page 4
- Nouveaux « cours » en Bulgarie, page 4
- Naissance du chow-bucinas à l'Est, page 17 - section C
- Le point de vue de Marion Dönhoff et Helmut Schmidt, et celui de Pierre Sudreau, page 2

Le budget de 1990

M. Rocard engage la responsabilité du gouvernement. L'opposition réplique par le dépôt d'une motion de censure page 7

Déficit commercial record

Le déficit du commerce extérieur de la France s'est fortement accru en août (9,3 milliards de francs) à cause des importations de biens de consommation page 37 - section D

La contre-offensive de M. Médecin

Le maire de Nice dénonce un complot contre l'ensemble de la droite après les accusations portées contre lui page 28 - section C

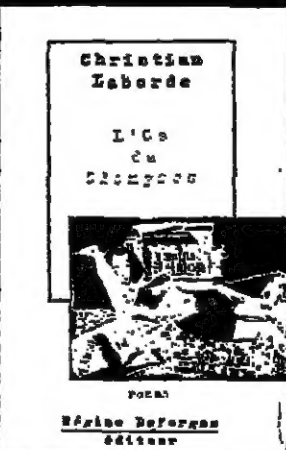
SANS VISA

- L'Arizona de John Wayne ● L'UNESCO sur les routes de la soie ● Gastronomie ● Jeux pages 21 à 26 - section C

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 48 - section D

Christian Laborde

L'Os de Dionysos



Aujourd'hui comme hier, l'école passe à côté de la viande...

Régine Deforges
— éditeur —

هكذا من الاعمال

DÉBATS

Europe

Tout dépend désormais de l'Ouest

par Marion Dönhoff et Helmut Schmidt

Nous publions les principaux passages d'un article paru dans Die Zeit de cette semaine sous les signatures de Marion Dönhoff et de Helmut Schmidt, ancien chancelier de la République fédérale d'Allemagne.

On a coutume de dire qu'il n'y a jamais eu, en Allemagne, de véritable révolution. Or l'une des grandes révolutions européennes a pris son essor dans notre pays, à savoir, sous l'égide de Martin Luther, la Réforme. Néanmoins, nombre d'observateurs voyaient en l'Allemagne un pays inapte à la révolution. Se sont-ils trompés ?

Nous sommes aujourd'hui les témoins d'un grand bouleversement qui a déclenché ceux qui, en RDA, sont descendus dans la rue ; ils ont fait preuve de leur détermination et de leur pondération ; ils n'ont point usé de violence, et n'ont pas versé de sang. Ils ont imposé ce grand changement que n'avaient pu forcer ceux qui, des décennies durant, avaient misé sur la politique du plus fort. Berlin, Leipzig, Dresde... Jamais, au cours de l'histoire, le rapport entre les coûts et le rendement d'une révolution n'a été aussi favorable.

La révolution en RDA est la continuation de ce qui a commencé chez ses voisins, en Pologne et en Hongrie, grâce à la nouvelle attitude de l'URSS personnifiée par M. Gorbatchev. Le mouvement est parti de l'Est. Mais, à toute allure, il est en train de changer la face de l'Europe et, peut-être, du monde entier (...)

Nous touchons à la fin d'un siècle marqué par des catastrophes sans précédent : deux guerres mondiales, l'Holocauste, Hiroshima, Hitler, Staline... Cependant, le pragmatisme tend enfin à s'imposer face aux idéologies, aux dogmes et aux ressentiments. Il n'est pas exclu que se réalisent désormais les grands espoirs caressés durant les décennies écoulées. Mais il n'est pas exclu non plus que tout s'effondre si les Occidentaux tergiversent plutôt que d'accourir au secours de ceux qui se battent pour la liberté. 1989 se trouve dans la droite ligne de 1789 (...)

D'aucuns assistent non sans « Schadenfreude » (1) à l'effondrement économique du communisme, qui apporterait la preuve de la supériorité du capitalisme occidental. Comme si tout se mesurait à la croissance du produit national et du revenu disponible... Or il y a d'autres critères non moins importants. Le plaisir d'avoir remporté une victoire ne devrait pas éblouir notre sens de la responsabilité face à des changements historiques.

Il nous semble que les Occidentaux sont plus soucieux du maintien de leur niveau de vie que de venir en aide aux pays d'Europe de l'Est (...)

La Pologne a demandé aux Occidentaux un milliard de dollars indispensables pour stabiliser son nouveau gouvernement. Du coup, le président des Etats-Unis propose au Congrès une enveloppe de deux cents millions. Même aux yeux des parlementaires soucieux d'économies, ce montant est ridiculement modique, ils veulent l'augmenter. « Il semble que le gouvernement ait carrément la nostalgie de la guerre froide », disait récemment le sénateur démocrate George Mitchell (...)

Il était grand temps que la Communauté européenne entre en jeu, car il s'agit du futur de l'Europe. Nous applaudissons à l'initiative du président Mitterrand de convoquer les douze chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté pour une réunion ad hoc avant la rencontre entre MM. Bush et Gorbatchev, les 2 et 3 décembre à Malte. Car il serait insupportable que les deux superpuissances examinent l'avenir de l'Europe sans que cette dernière fasse entendre sa voix.

Un grand programme

A notre avis, François Mitterrand devrait proposer et faire voter un grand programme d'aide au redéploiement économique à l'Est. Ce programme devrait garantir aux pays d'Europe de l'Est qui s'engagent dans la voie des réformes et du pluralisme un soutien massif pour une durée de trois ans. Jusqu'à nouvel avis, cette aide ne pourrait aller qu'à la Pologne et à la Hongrie. Mais si — par bonheur — la RDA instaure le pluralisme et organisait des élections libres dans le courant de l'année 1990, elle devrait être incluse dans le cercle des bénéficiaires. Il en irait de même pour la Tchécoslovaquie si, enfin, elle

devait tourner la page du stalinisme.

Les principaux éléments de ce grand programme pourraient être les suivants :

1. Dons et crédits à long terme, à taux d'intérêt réduit, pour un montant de cinq milliards d'euros par an pendant trois ans ; soit, au total, 15 milliards d'euros. Le tout sous l'égide de la Communauté européenne, à savoir la Commission ou une agence qu'elle créerait ad hoc.

2. Décisions immédiates en vue d'une consolidation — et, dans une large mesure, d'une remise — des dettes en devises étrangères ; cela, également, sous l'égide de la Communauté européenne.

3. Les dons et crédits ne seront attribués qu'en fonction de projets concrets. Pour chaque pays bénéficiaire, une « banque d'investissements » coordonnera les opérations et prendra les décisions au jour le jour. La Commission de Bruxelles aura un droit de contrôle quant à l'utilisation des fonds. Les crédits devront être remboursés — en monnaie nationale et non pas en écus — à la banque d'investissements. L'argent remboursé servira à financer de nouveaux crédits (dans la monnaie du pays), comme ce fut le cas il y a quarante ans dans le cadre du Plan Marshall (ERP-compartiment funds).

4. Un montant limité sera consacré à l'aide alimentaire durant l'hiver 1989-1990.

5. Les douze pays membres de la Communauté participeront au grand programme. La contribution des pays les plus industrialisés, et notamment celle de la RFA, sera proportionnellement plus importante que celle des autres pays.

6. Les Etats-Unis, le Japon, le Canada et les pays de l'AELE (en premier lieu la Suède, la Suisse, l'Autriche et la Norvège) seront invités à participer au programme.

7. Outre les aides financières, la Communauté s'efforcera de mobiliser les entreprises privées (...)

8. Enfin, les entreprises et les syndicats des pays occidentaux inviteront leurs partenaires — dirigeants d'entreprise, cadres, syndicalistes — à suivre à l'Ouest des stages de formation, voire d'initiation à l'économie de marché.

Tant que l'URSS dilapidera une bonne partie de son revenu national à des fins militaires, elle n'obtien-

dra que des crédits non subventionnés du secteur privé. La réduction des dépenses militaires est, pour Gorbatchev, l'une des clefs de la réussite de la perestroïka. De son succès dépend celui du processus de réformes dans les autres pays de l'Est. C'est dire l'importance du désarmement ; dans ce domaine, et grâce à l'acquis qui représente l'accord sur les INF, les chances sont meilleures que jamais.

L'importance du désarmement

A quelques jours de la rencontre en Méditerranée entre les présidents Bush et Gorbatchev, le Conseil européen devait lancer un appel au désarmement. Par la voix de son président, François Mitterrand, le Conseil devrait inviter MM. Bush et Gorbatchev à accélérer les négociations sur les trois accords de désarmement conventionnel, chimique et nucléaire, de façon qu'ils puissent être signés avant la fin de l'année 1990.

Bien sûr, il faut maintenir les équilibres militaires. Bien entendu, il faut que M. Gorbatchev ait l'intime conviction que le bat de l'Ouest n'est pas la désintégration du Pacte de Varsovie. Et il va de soi qu'il faut veiller à ce que l'Alliance atlantique demeure intacte. (...) D'ailleurs, il n'est nullement besoin de répondre aujourd'hui à la question allemande ou, plus précisément, à la question d'un toit commun pour les deux moitiés du peuple allemand.

Qui s'installe dans l'indécision et la mesquinerie ne saurait mettre les chances de son côté. Entrons-nous dans l'époque des occasions manquées ? Nous pensions que la force des Occidentaux — la force d'âme et non pas la force des armes — était plus impétueuse, plus généreuse, plus ingénieuse. Nous pensions que, le jour venu, les Occidentaux ne mépriseraient pas leurs forces au service des droits de l'homme, de la liberté et du pluralisme. Or, aux peuples d'Europe de l'Est en ruine, au bord du gouffre, nous donnons une piètre image de nous-mêmes.

(1) NDLR. Expression proutiquement intraduisible signifiant une sorte de pie malin.

TRAIT LIBRE



NOUVELLE LAÏCITÉ ?

AU COURRIER DU Monde

Réponse à Jean-Pierre Chevènement

Dans un article paru dans le Monde du 9 novembre, M. Jean-Pierre Chevènement extrait d'un de ses livres paru en 1981 une phrase de conclusion qui, pour un lecteur non averti, me présente comme un démolisseur de l'enseignement public. Ainsi présenté, je recommanderais de rendre l'école publique confessionnelle. Bien mieux, je recommanderais une atomisation du système éducatif pour le soumettre au pouvoir local des confessions et des factions politiques.

Il n'est pas possible de développer ici la conception que j'exposais alors dans les 207 pages de l'Ecole unique, à quelles conditions ? (Scarabée-Come). Le titre en lui-même est explicite. Je souhaitais l'unification du système éducatif français par la suppression des écoles privées. Une fréquentation commune d'une même école de secteur me paraissait et me paraît toujours apte à créer l'espace de tolérance et de convivialité nécessaires

à une société démocratique pluri-culturelle. Mais je soutiens que cette unification souhaitable ne pouvait pas se faire par l'exclusion pure et simple des sensibilités religieuses et des cultures particulières au profit d'un rationalisme scientiste imposé par l'Etat.

Je souhaitais, et je souhaite toujours, une école commune, enseignant un programme commun capable de développer l'autonomie, la créativité et la liberté intellectuelle, mais également une école ouverte de façon optionnelle à l'enseignement des diverses traditions morales et religieuses et lieu de débat entre ces diverses orientations culturelles. C'est d'ailleurs là le statut de la plupart des écoles publiques en Europe.

LOUIS LEGRAND
Professeur émérite
de sciences de l'éducation,
université Louis-Pasteur
(Strasbourg).

Sectarisme

C'est stupéfiant que j'ai pris connaissance de la proposition de loi déposée par des sénateurs appartenant au Rassemblement démocratique européen (RDE) visant à interdire dans tous les établissements de l'Etat le port de tout insigne ou signe distinctif, de nature politique ou confessionnelle, susceptible de porter atteinte à la cohésion sociale et nationale.

Les chrétiens sont-ils concernés par cette proposition de loi ? Je me reconnais dans la foi catholique et je porte, comme beaucoup de chrétiens, une croix, c'est vrai, autour du cou et donc invisible. Mais d'autres la portent de manière ostensible. Porter une croix est bien un signe distinctif de nature confessionnelle. Une croix, visible ou invisible, est-elle attentatoire, pour les honorables parlementaires, à la cohésion sociale ou nationale ?

On s'agit, le christianisme est-il resté dans ses prérogatives de religion d'Etat ? Enfin, quel est le sort de la kippa dans ce projet ? Ou sont-ce les seuls attributs de la foi musulmane qui font litige ?

Oui, la laïcité doit être défendue. Oui, certaines religions — toutes —, au nom de ce que l'environnement est dorénavant athée dans notre société, prétendent, au nom du droit des minorités, à le modifier et ainsi empiéter sur la liberté de ceux qui ne croient pas (Rushdie, Scorsese). Mais l'intolérance vis-à-vis des confessions, et plus particulièrement encore un sectarisme vis-à-vis de la plus récente dans notre pays, et celle des plus pauvres aussi.

JEAN-PIERRE MIGNARD
Avocat au barreau de Paris

Questions après la fête

par Pierre Sudreau

La destruction du mur de Berlin répétait les démocrates du monde entier. Mais la fête finie, un certain nombre de questions vont se poser sur les relations Est-Ouest, stratégiques et autres, ainsi que sur le devenir du peuple allemand. Encore une fois, l'Europe empiètrée dans ses discussions mercantiles n'est pas au rendez-vous. Elle ne constitue pas une force politique.

Depuis quarante ans, que de discours, de conférences, de réunions au sommet pour la Communauté et que d'occasions manquées ! Il est certes difficile d'effacer des antagonismes séculaires et les deux dernières guerres européennes qui ont allumé des cataclysmes mondiaux ont laissé des cicatrices. Face aux épreuves infligées par le nazisme, le peuple allemand a réagi avec sérieux, application et courage. Une grande leçon qui devrait être méditée. L'Allemagne fédérale est devenue une puissance économique de premier ordre. Bien plus, elle est désormais un modèle pour ses voisins, notamment à l'Est. La « Mittel-Europe » est en marche avec l'Autriche et la Hongrie, les Polonais et même les Soviétiques souhaitent une aide financière de Bonn. Ainsi se constitue une zone d'influence qui recouvre étrangement certains rêves hégémoniques.

L'Europe n'est pas au rendez-vous. Elle reste un système d'Etats « juxtaposés ». Chaque nation

continue à exploiter sa personnalité, à cultiver sa différence, à promouvoir la concurrence.

Cigale et fourmi

La persistance de politiques nationales divergentes sur les grands problèmes qui assaillent la Communauté est préoccupante. Il est fascinant de constater la divergence de comportements :

- la cigale-France a longtemps chanté politiquement ;
- la fourmi-Allemagne a forgé sa puissance économique ;
- et l'isolationnisme britannique a refléuri. L'Angleterre a un pied sur le Continent, mais la tête tournée vers le « grand large ».

Il est grave que les Etats appliquent avec une lenteur désespérante les directives de la commission de Bruxelles sur lesquelles pourtant un accord est intervenu après de laborieux compromis et malgré le consensus sur l'Acte unique. A l'automne 1989, sur les 279 directives, 68 devraient déjà être engagées et, bien qu'elles ne remettent nullement en cause les souverainetés, bien peu ont été appliquées.

Sur l'épineux problème monétaire, c'est la cacophonie. D'un côté les Allemands avec Theo Waigel, ministre des finances de la RFA et Karl Otto Pöhl, gouver-

neur de la Bundesbank, sont plus que réservés sur les parités actuelles des taux de change, pièce essentielle de la construction économique. D'autre part, Mme Thatcher vient de renouveler son opposition au plan Delors. Dans la conjoncture actuelle, c'est plutôt mal venu.

Les événements de l'Est ont, en effet, créé une situation entièrement nouvelle, et ils devraient inciter tous les responsables politiques à « revoir leurs copies ». Quelle que soit l'importance des problèmes économiques, les discussions marathon sur 1993 sont dépassées. Il faut parallèlement et impérativement jeter les bases d'une structure politique.

Il ne s'agit pas de mettre en cause la bonne volonté des dirigeants allemands actuels. Mais la dynamique d'un nationalisme exacerbé par les métrissures de l'après-guerre ne doit pas être sous-estimée. Elle peut les emporter. Les rapports du socialisme et du nationalisme sont ambigus. Lorsque le socialisme s'estompe, le nationalisme s'épanouit. Il ne s'agit même pas d'évoquer la réunification, mot magique, présent à tous les esprits, mais de prendre conscience de la naissance d'une puissance économique « kolossale » dont le poids aura inévitablement des conséquences politiques.

Le président Mitterrand a promis à Strasbourg, le 3 novembre,

un discours remarquable qui fera date, et le 10 novembre à Copenhague, il a justement souligné que : « Il faut maintenant inventer une autre phase de l'Histoire de l'Europe... La Communauté doit se doter de structures plus solides et d'une certaine forme de volonté politique commune ». Puisse-t-il entraîner et convaincre ses partenaires ainsi que les responsables européens !

Il n'est plus temps, en effet, de « chipoter », mais de créer une dynamique qui permettra de mieux structurer l'Europe et de surmonter les écueils du nationalisme.

L'Europe a un rôle immense à jouer face aux graves problèmes planétaires. Les gouvernements devraient donc voir plus loin et élever leurs débats. Les dirigeants britanniques ne connaissent peut-être pas les statistiques de l'ONU selon lesquelles, dans les premières décennies du vingt et unième siècle, le total des populations des Etats-Unis et de l'Europe ne représentera que 8,3 % de l'humanité.

Aucune nation européenne, même la puissante Allemagne, ne pourra, seule, faire face au monde de demain. Il faut donc agir vite. Le temps est compté !

► Pierre Sudreau, ancien ministre et ancien président du Mouvement européen.

Le Monde
Edité par le SARL le Monde
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Bouv-Méry (1944-1969), Jacques Faivet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)
Rédacteur en chef : Daniel Vernet
Correspondant en chef : Claude Sauts
Administrateur général : Bernard Worts
7 RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 06
Tél. : (1) 42-47-87-27
Tél. MONDIPAR 650672 F / Télécopieur : (1) 45-23-08-81

L'évolution du régime est-allemand et ses implications

● RFA : les partis politiques serrent les rangs

Le débat qui a suivi, jeudi 16 novembre à Bonn, la déclaration du chancelier Kohl sur l'évolution de la situation en RDA a permis à l'ensemble des partis politiques ouest-allemands de montrer leur convergence de vues. Des dissensions existent toutefois encore sur la mise en œuvre accélérée, proposée par la France, de l'union économique et monétaire au sein de la CEE.

BONN

de notre correspondant

Finies, les petites querelles de partis qui avaient accompagné à Bonn les journées historiques de l'ouverture du mur de Berlin. Oubliées, ou presque, les haines de la fureur rassemblée devant l'hôtel de ville de Schöneberg pendant le discours du chancelier Kohl, le 11 novembre. Durement rappelée à l'ordre par une presse et une opinion publique très critique sur le comportement de ceux qui entendaient tirer un profit partiel de ces événements, la classe politique ouest-allemande a voulu donner, jeudi 16 novembre, l'image du consensus et de la responsabilité.

L'occasion en était offerte par le débat au Bundestag qui a suivi la déclaration gouvernementale du chancelier Kohl rendant compte de son voyage en Pologne et analysant l'évolution de la situation en RDA. De la CSU bavaroise jusqu'aux Verts, un passage de la déclaration gouvernementale du chancelier a reçu, fait exceptionnel, les applaudissements unanimes des députés : « La liberté reste le cœur de la question allemande. Cela veut dire que nos compatriotes de RDA doivent pouvoir décider par eux-mêmes de la voie sur laquelle ils veulent s'engager dans l'avenir. Ils n'ont besoin de leçon de personne. Ce sont eux qui savent le mieux ce qu'ils veulent. Cela veut aussi pour la question de l'unité allemande, celle de la réunification ».

Reprise tour à tour par l'ex-chancelier Willy Brandt, M.M. Genscher (FDP), Waigel



(CSU) et Mme Vollmer (Verts), cette proclamation du droit du peuple de la RDA à décider seul de son destin sans intervention occidentale déçoit pourtant les intégristes de la réunification, qui estiment, comme l'éditorialiste de la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, qu'il s'agit là d'un renoncement à l'objectif fixé par l'article premier de la loi fondamentale ouest-allemande : « présumer l'unité de la nation dans le cadre de l'auto-détermination du peuple allemand dans son ensemble ».

Arrière-pensées

La détermination et l'unité dont ont fait montre ces dernières semaines les manifestants de Leipzig, de Berlin et d'autres villes de la RDA, la constatation faite à Bonn que la revendication de la réunification du pays n'était pas leur premier objectif et enfin les inquiétudes qui se manifestent chez les alliés occidentaux ont contraint les plus impatients à modifier leur enthousiasme réunificationniste. Les arrière-pensées, cependant, demeurent. Ainsi, M. Theo Waigel, président de la CSU, est persuadé que la population de la RDA se prononcera, dès que l'occasion lui sera donnée, pour l'unité, alors que les Verts, et à un

moindre degré les sociaux-démocrates, n'excluent pas l'idée qu'une RDA démocratisée politiquement et réformée économiquement puisse se survivre dans une entité étatique autonome.

Pour le chancelier et le gouvernement il s'agit, en prenant cette attitude modérée de laisser le temps au nouveau régime de RDA de prendre son rythme de croisière, au gouvernement de se constituer et au parti de tenir son congrès, avant d'engager des négociations sérieuses avec les nouveaux dirigeants du pays. Le ministre à la chancellerie, M. Rudolf Seiters, se rendra lundi prochain à Berlin-Est pour rencontrer M. Egon Krenz et le nouveau premier ministre, M. Hans Modrow. Il viendra pour s'informer des projets de la nouvelle équipe gouvernementale et pour régler les questions matérielles urgentes posées par l'ouverture de la frontière entre les deux Allemagnes : transports, allocation de devises, ouverture de nouveaux points de passage, aide d'urgence proposée par la RFA, dans le domaine médical notamment.

Le chancelier devrait attendre l'issue du Congrès extraordinaire du SED, qui doit se tenir à la mi-décembre, pour se rendre personnellement en RDA : il ne tient pas à se montrer trop tôt en compagnie d'un secrétaire général du parti que ses services de renseignements

jugent menacé par la révolte de la base du SED.

Consensus

Un autre point d'accord s'est manifesté lors du débat au Bundestag : la nécessité de poursuivre selon le schéma prévu l'intégration européenne dans le cadre de la CEE. Ce serait une erreur de ralentir la construction de l'Europe en raison des développements de la situation en Europe de l'Est, ont proclamé à l'unisson M.M. Kohl et Brandt. Les deux hommes ont salué l'initiative de François Mitterrand d'organiser, samedi, une « rencontre informelle » des chefs d'Etat et de gouvernement des Douze à Paris. A Bonn, cependant, on tient à souligner qu'on ne doit attendre de cette rencontre imprévue qu'un « échange d'informations et d'analyses » sur la situation à l'Est. Si le gouvernement ouest-allemand peut se prévaloir du consensus qui règne dans le pays sur l'attitude à adopter vis-à-vis de la RDA, il reste divisé sur la question de la mise en œuvre accélérée de l'union économique et monétaire. Le ministre des finances, M. Theo Waigel, reste réticent devant le projet français de réunir au plus vite, c'est-à-dire dans le courant de l'année 1991, la conférence intergouvernementale modifiant le traité de Rome pour permettre cette union, alors que M. Genscher y est favorable.

Le gouvernement fédéral, soutenu par l'opposition, est en fait tout à fait défavorable à une conférence des alliés sur la question allemande : cette hypothèse, qui avait été formulée par l'expert social-démocrate pour les questions de sécurité, M. Egon Bahr, a fait l'unanimité contre elle. Ce que l'on demande des alliés, c'est plutôt pour l'instant qu'ils restent discrets pendant que le peuple allemand manifeste sa volonté, dans les deux Etats. On presse plutôt, au ministère des affaires étrangères, les Etats-Unis et l'URSS de débloquent les négociations de Vienne sur le désarmement conventionnel.

LUC ROSENZWEIG

● RDA : onze ministres non communistes sur vingt-huit dans le nouveau gouvernement

Le premier ministre est-allemand, M. Hans Modrow, a présenté, vendredi 17 novembre, la composition de son cabinet et rendu public son programme de gouvernement. Le numéro un de RDA, M. Egon Krenz, a, d'autre part, demandé, jeudi 16 novembre, à vingt-sept députés communistes, dont son prédécesseur, M. Erich Honecker, de démissionner de la Chambre du peuple.

BERLIN-EST

de notre envoyé spécial

Sur les vingt-huit membres que compte le nouveau gouvernement de coalition de la RDA, onze n'appartiennent pas au Parti communiste (SED) mais aux quatre partis qui lui étaient associés au sein du Bloc national. En revanche aucune personnalité extérieure ne fait son entrée dans le nouveau cabinet présenté par M. Hans Modrow. Ce dernier a aussi fait connaître les grands points de son programme :

- Réforme du système politique en vue de renforcer l'Etat de droit, grâce à une réforme du système électoral des lois sur la presse, le droit pénal et des possibilités de voyage.
- Réforme du fonctionnement de l'économie, en développant l'esprit d'initiative réduisant, ainsi le rôle de l'Etat et améliorant la productivité : une modification du processus de fixation des prix est aussi prévue ;
- Modification du système éducatif ;
- Elaboration d'un programme de protection de l'environnement lié à la politique économique ;
- Réforme en profondeur de l'administration, qui devra être dégraissée ;

La composition du gouvernement Modrow traduit la volonté des dirigeants communistes est-

allemands de recréer une sorte de pluralisme politique en s'appuyant sur les quatre formations qui leur sont associées au sein du Bloc national. Ces quatre formations — les partis chrétiens-démocrates (CDU), démocrate-libéral (LDPD) national-démocrate (NDPD) et paysan (DBD) — jouaient jusqu'à présent un rôle purement décoratif sur la scène politique.

Dans le gouvernement sortant, chacune d'entre elles disposait d'un portefeuille sur un total de quarante-deux ministres. Le Parti libéral en grande partie grâce au flair de son président M. Hans Gertach, vice-président du Conseil d'Etat (la présidence de la République est-allemande), a relativement réussi ces dernières semaines à apparaître comme un porteur de changement. Il a été le premier à réclamer la démission du gouvernement et une réforme en profondeur de la Constitution. Bien que ces partis sortent de leurs années de soumission au SED avec une crédibilité pratiquement nulle dans la population, le Parti libéral et la CDU peuvent néanmoins, à condition de se renouveler, de se rattacher à une certaine tradition jusqu'en 1948, ils avaient pu faire illusion en tentant de résister à l'hégémonie du Parti communiste.

C'est en partie pour briser cette résistance que ces deux autres partis avaient été créés de toutes pièces.

L'association plus étroite des partis membres du Bloc national aux responsabilités gouvernementales ne doit pas faire trop illusion. Cela ne change rien au fait que leur poids au sein du Parlement reste peu important. Le véritable rapport de force qui existe à l'heure actuelle en RDA se joue à l'intérieur du Parti communiste lui-même entre conservateurs et réformateurs. Ces partis peuvent néanmoins jouer dans ce conflit éventuellement le rôle de force d'appoint dans un sens ou dans un autre.

HENRI DE BRESSON

Les trois réunifications

Suite de la première page

SANS que, dans aucun cas, on puisse considérer leur succès comme acquis, trois réunifications sont en route :

1. — Réunification du langage : Confucius disait que, si jamais il devenait empereur, il commencerait par faire un dictionnaire « pour rendre aux mots leur sens ». Nul n'étant prophète en son pays, la langue de bois continue de triompher en Chine, mais elle est en voie de disparition en Europe de l'Est et même en URSS. Des termes comme « liberté », « démocratie », « droits de l'homme » ont désormais la même signification dans les deux Europes. Il n'est donc pas excessif de parler d'une réunification du langage, étant entendu que celle-ci constitue la condition sine qua non de l'appel constant de Gorbatchev à la réconciliation des deux camps de l'ex-querelle froide autour de ce qu'il appelle les « valeurs communes » de l'humanité.

2. — Réunification de l'Allemagne : quoi qu'on espère ou craigne, quoi qu'on pense de la valeur des sondages, passablement contradictoires, réalisés sur le sujet dans les deux Allemagnes, il saute aux yeux qu'elles sont engagées dans la voie de leur réunification sinon comme Etat, du moins comme nation. Les hommes, les femmes et les enfants qui se sont mêlés pendant trois jours de part et d'autre du mur devenu soudain leur peuple, partaient la même langue, avaient des références

morales et culturelles voisines, constituaient une seule famille.

Bien sûr, on ne vit pas impunément séparés pendant quarante ans, même si le fait de regarder chaque jour la même télévision fait appartenir les uns et les autres, en fin de compte, au même univers culturel. Mais les possibilités de rencontre s'étaient multipliées au cours des dernières années entre gens de l'Est et de l'Ouest, si bien qu'il s'est agi ces jours-ci de retrouvailles bien plus que de découverte.

Si l'on ajoute que le gouvernement de Berlin-Est s'est mis depuis longtemps dans la dépendance financière de celui de Bonn, que les frontières de la RDA ne doivent rien à la géographie ni à la volonté de ses habitants, que ceux-ci manifestent chaque jour un peu plus leur refus de l'idéologie qui constituait, selon le mot d'un de leurs dirigeants, la seule justification de son existence, on est amené à conclure non seulement que la réunification a toutes chances sous une forme ou sous une autre de se faire un jour, mais qu'à bien des égards elle est déjà faite.

3. — Réunification de l'Europe : parmi les mots qui viennent de changer de sens, il y a celui d'« Europe ». Pendant longtemps on l'a identifiée à la CEE : elle retrouvait aujourd'hui prioritairement sa définition géographique. Même s'il est bien difficile de dire où elle s'arrête à l'Est, les deux versants de l'Oural étant aussi russes, et donc aussi européens l'un que l'autre.

NUL doute en tout cas que la Communauté se trouve interpellée de plein fouet par l'ouverture du mur. Se grande réussite était d'avoir substitué entre des pays qui n'ont cessé de se faire la guerre la règle du droit à la loi de la jungle, l'intérêt, et donc l'ambition, de tous devrait être d'étendre à toute l'Europe le primat de l'Etat de raison sur la raison d'Etat. On n'y parviendra que si les Douze trouvent les moyens de surmonter les craintes suscitées par l'évolution actuelle :

a) S'il n'y a pas en Asie d'organisation comparable à la CEE, c'est parce que la puissance propre du Japon fait redouter qu'il ne la domine. En Europe de l'Ouest, au contraire, il existe, pour bâtir un équilibre, quatre pays de dimensions et de poids économiques comparables : RFA, France, Royaume-Uni, Italie.

La première nommée se retrouve aujourd'hui largement en tête avec un Deutschland qui tend à devenir la monnaie de réserve du SME, une montagne de réserves de devises, un commerce extérieur florissant, une inflation bien contenue, un important renfort de main d'œuvre qualifiée venu de RDA et le retour à une position économique dominante, sans tirer un coup de fusil dans son traditionnel Lebensraum d'Europe centrale.

Réunification formelle ou pas, il est difficile d'imaginer comment cette puissance économique formidable pourrait ne pas se transformer en puissance poli-

tique si la construction européenne ne réussit pas à rendre sans objet, en son sein, les rivalités nationales.

b) L'Est est menacé de tomber dans la misère et le chaos. Dieu seul sait ce qu'il en pourra sortir. Le devoir de l'Europe qui a réussi est d'aider celle qui a échoué à trouver sa place dans cette « maison commune » dont Gorbatchev souligne à chaque instant la nécessité. Celle-ci devient avec pour premier objet de mettre fin aux craintes de l'Ouest, d'une part, l'URSS, d'autre part, continuant d'éprouver pour leur sécurité.

En jouant avec une détermination accrue la carte du grand marché unifié, la Communauté contribuera à retirer à la compétence des Etats la compétition économique qui a été dans le passé à l'origine de tant de guerres. Elle relativisera de ce fait la notion de puissance.

En accélérant l'institutionnalisation des relations inter-étatiques, elle superposera aux patriotismes un sentiment d'appartenance commune qui aidera à éviter le piège des particularismes et des tribalismes. Elle apaisera, à l'Ouest et à l'Est, la crainte que le recul des idéologies et des hégémonies n'ouvre la porte à un réveil de ces nationalismes dont l'affrontement, en entraînant l'Europe, a tant contribué à son effacement.

ANDRÉ FONTAINE

(1) « Je ne comprends pas pourquoi les Allemands de l'Est ne ferment pas leurs frontières », avait dit, le 30 juillet 1961, soit quatorze jours avant la construction du mur, le sénateur Fulbright à la télévision.

à M. Hans Modrow, nouveau chef du gouvernement est-allemand, M. Mitterrand écrit : « D'importantes mesures viennent d'être prises en réponse aux aspirations de nos concitoyens. Votre engagement en faveur de réformes démocratiques ne peut que contribuer à de nouveaux progrès en ce sens. Je vous souhaite à cet égard un plein succès. » — (AFP.)

Deux millions de visiteurs, huit mille réfugiés

Huit mille cinq cents Allemands de l'Est ont déclaré vouloir s'installer à Berlin-Ouest depuis l'ouverture du mur, il y a une semaine, a-t-on appris jeudi au Sénat de Berlin.

Ouest. Il s'agit d'une très faible proportion au regard du nombre considérable, plus de deux millions, d'Allemands de l'Est qui ont visité Berlin-Ouest. — (AFP.)

Jean DANIEL

Youri AFANASSIEV

CETTE GRANDE LUEUR A L'EST

On ne peut pas dire bonjour à la nouvelle Europe sans faire ses comptes avec l'ancienne. C'est ce que font Jean Daniel et Youri Afanassiev. Il faut les lire.

Régis DEBRAY

Cette grande lueur à l'Est démontre, avec autant de force que les manifestants de Berlin-Est, que la perestroïka doit aller jusqu'au bout.

Jean LACOUTURE

Aujourd'hui, d'Est en Ouest, deux Europe se redécouvrent. La route des retrouvailles est encore longue et, pour en comprendre les méandres, mieux vaut avoir lu ce livre.

Bernard GUETTA

MAREN SELL

■ Démission du président des Jeunesses communistes. — Le chef de l'organisation des Jeunesses communistes est-allemandes (FDJ), M. Eberhard Aurich, a annoncé sa démission dans un entretien publié vendredi 17 novembre par le quotidien de la FDJ, *Junge Welt*. M. Aurich, membre du comité central du Parti communiste (SED), a expliqué que la jeunesse de RDA

avait maintenant besoin d'une organisation homogène et démocratique, qui travaille pour le socialisme dans le pays et qui ne soit pas scindée de la base. Quelques centaines de membres de la FDJ avaient manifesté, jeudi soir à Berlin-Est, pour réclamer la démission de M. Aurich ainsi qu'une démocratisation de leur mouvement. — (AFP.)

■ Messages de M. François Mitterrand. — Le président Mitterrand a fait part à M. Egon Krenz, président du Conseil d'Etat de la RDA, de « la compréhension de la France » face au mouvement de « profondes transformations » engagé en RDA et lui a rappelé son intention de « se rendre prochainement » à Berlin-Est.

Dans un autre message, adressé

حکذا من الاجل

EUROPE

L'évolution des pays de l'Est

MM. Dumas et Delors à Budapest

La Communauté doit faire « un effort d'imagination particulière » pour l'aide à la Hongrie

BUDAPEST

de notre envoyé spécial

Pour remédier aux graves difficultés de trésorerie que connaît actuellement la Hongrie, la Communauté doit-elle lui accorder une aide financière transitoire avant même qu'elle ait conclu un accord avec le Fonds monétaire international (FMI) sur les réformes économiques à entreprendre ? En début de semaine, les ministres des finances de la Communauté ont répondu de façon négative. Vendredi 17 novembre, au cours de leurs entretiens avec les dirigeants hongrois, MM. Roland Dumas et Jacques Delors devaient examiner si une formule donnant satisfaction à la Communauté devait être envoyée dans la soirée pour Varsovie puis repartir à Paris samedi en fin d'après-midi pour participer à l'Elysée au dîner informel des Douze convoqué par M. François Mitterrand.

Plus endettée que la Pologne

Le gouvernement s'est montré laxiste laissant au-delà du raisonnement les Hongrois assouvir leur soif de consommation en Autriche, les dirigeants d'entreprises publiques accordant des hausses de salaire... bref la situation économique est-elle si désastreuse ?

L'endettement de la Hongrie, principalement la dette privée à

l'égard des banques, est plus élevé que celui de la Pologne, atteignant 1 500 dollars par habitant. Les ministres des finances de la Communauté sont cependant peu enclins à créer un précédent et veulent par conséquent garder les cordons de la bourse serrés tant qu'ils n'ont pas reçu le feu vert du FMI. Or des hauts fonctionnaires du Fonds se trouvent à Budapest dès lundi. « C'est passablement risqué de tout miser sur un accord avec le FMI. La nécessité de trouver des relais financiers est bien réelle », observe apparemment presque convaincu M. Dumas.

De fait le gouvernement de Budapest hésite à souscrire juste avant les élections à un programme de réformes économiques inévitablement impopulaires. M. Delors se demandait jeudi si les principaux partis en lice ne pourraient conclure un pacte politique soustrayant les indispensables réformes économiques du débat électoral.

PHILIPPE LEMAÎTRE

M. Rocard : « la communauté se prépare à affirmer sa cohésion »

La politique de la France face aux bouleversements dans les pays de l'Est donnera lieu, samedi 20 novembre, à un débat au Sénat, en présence du premier ministre, M. Michel Rocard, et du ministre d'Etat chargé des affaires étrangères, M. Roland Dumas. Profitant de la séance des questions au gouvernement, jeudi 16 novembre, au palais du Luxembourg, M. Rocard a évoqué la situation dans les pays de l'Est en ces termes : « La liberté et les droits de l'homme, s'il est déclaré, sont d'admirables produits d'exportation. Quelle qu'en soit la rapidité, nous ne pouvons que constater que la liberté, la démocratie, la République, la France n'a pas été prise au dépourvu. Le président de la République avait depuis plus d'un an relancé activement le dialogue de la France avec les pays de l'Est. Le premier ministre a par ailleurs qualifié « d'exceptionnel » le dîner des douze chefs d'Etat ou de gouvernement de la CEE, prévu samedi 18 novembre à l'Elysée.

La Communauté des Douze, a ajouté M. Rocard, se prépare à affirmer sa cohésion, facteur de stabilité en Europe qui lui permet

tra d'établir des liens nouveaux avec les pays de l'autre Europe.

« Il ne s'agit pas simplement d'aide. Il s'agit de concevoir des relations d'un type nouveau entre l'Europe de la Communauté, qui progresse sur le chemin de l'union, et les pays de l'autre Europe qui se transforment. » M. Rocard a estimé indispensable le renforcement de la Communauté européenne afin « qu'elle offre un axe, un pôle de stabilité, de résolution commune d'organisation interne et de cohésion qui lui permette d'organiser autour d'elle l'arrivée vers la démocratie, vers la liberté, vers des échanges intensifiés des pays de l'Est ».

Dans un entretien publié vendredi 17 novembre dans l'Express, M. Jean-Pierre Chevènement affirme que « la priorité est à la construction d'une Europe confédérale et organisée pour éviter le retour aux déchirements du passé ». Pour le ministre de la Défense, « il faut que la RFA fasse clairement le choix de la construction européenne, avec les politiques communes que cela comporte.

Bref, autre chose qu'une zone de libre échange ».

M. Chirac : « médiocre »

Présent jeudi 16 novembre au Havre, M. Jacques Chirac a reproché à M. Mitterrand son comportement « très timoré et bien médiocre » dans les initiatives et les réactions, estimant que, plutôt qu'un dîner, « l'importance des événements européens justifiait une réunion des Douze sérieuse, longue et approfondie ». Le président du RPR a proposé la réunion d'une « cellule de crise franco-allemande » ainsi qu'une rencontre des quatre pays « cotuteurs » existant en RFA, la puissance d'occupation (Union soviétique, Etats-Unis, Grande-Bretagne, France) avec les deux Etats allemands « pour mettre le règlement de paix sur les rails ». Après avoir souhaité la réussite de M. Mikhail Gorbatchev, l'ancien premier ministre à ce point de vue, M. Chirac a déclaré : « Le système est instable, donc dangereux ».

BULGARIE : M. Mladenov consolide sa position

Plusieurs proches collaborateurs de M. Todor Jivkov sont évincés du bureau politique du PCB

Le comité central du Parti communiste bulgare a procédé jeudi 16 novembre à un renouvellement partiel de son bureau politique. Plusieurs conservateurs, proches de M. Todor Jivkov, ont été éliminés et cèdent la place à des réformateurs. Vendredi, le nouveau secrétaire général du PCB, M. Petar Mladenov, devait également être élu chef de l'Etat par le Parlement.

Les changements s'accomplissent en Bulgarie. Moins d'une semaine après le limogement de M. Todor Jivkov, le nouveau secrétaire général du PCB, M. Petar Mladenov, s'est débarrassé de plusieurs hauts responsables proches de son prédécesseur. Réuni, à huis clos, en plénum, jeudi 16 novembre à Sofia, le comité central du Parti communiste a accepté la démission de trois des dix membres à part entière du bureau politique. Ce sont MM. Milko Babev, secrétaire aux affaires étrangères, ancien premier ministre et responsable de l'économie, Griska Filipov, secrétaire aux affaires étrangères, et Dimitar Stolev, secrétaire et un ancien ministre de l'Intérieur et « bête noire » de l'opposition. Ce dernier avait été des dernières années l'un des maîtres d'œuvre de la politique d'assimilation forcée de la minorité turque de Bulgarie, qui a conduit à un exode massif de cette communauté.

Deux membres suppléants perdent aussi leurs fonctions : MM. Petko Datchev, responsable de l'industrie chimique, Stolen Orlovski, ministre de l'Economie et de la planification, et Vladimir Jivkov, transféré sept ans, le fils de Todor Jivkov, bien connu pour ses penchants pour le jeu et l'alcool, qui occupait des affaires culturelles, est éliminé du comité central ainsi que deux autres personnes de l'entourage de l'ancien numéro un.

Entrent au bureau politique comme membres de plein droit : MM. Andreï Loukanov (ex-membre suppléant), Nacho Papazov, président de la commission de contrôle du parti, Mitcho Iovchev et Panteïl Patchov, premiers secrétaires respectivement pour les régions d'Helevo (sud-est) et de Plovdiv (sud). M. Loukanov, cinquante et un ans, ministre du commerce extérieur, est considéré comme l'un des chefs de file des réformateurs. Le comité central a proposé, d'autre part, que le nouveau secrétaire général du PCB, M. Petar Mladenov, devienne également chef de l'Etat, et son élection

devait être entérinée, vendredi, par le Parlement.

Le feu vert de Krenlin ?

Tous ces départs des « durs » du régime et ces nominations indiquent que M. Mladenov est en train de consolider sa position personnelle, et l'on estime, dans l'opposition, qu'il n'a pu le faire qu'avec le feu vert du Kremlin. Selon certaines informations, les divergences au sein du bureau politique ont éclaté à la suite de l'annonce de plus de 300 000 Bulgares d'origine turque vers le Turkestan, au début des années 1970, en raison du durcissement du régime à l'égard de cette minorité. Fin octobre, M. Mladenov aurait adressé une lettre ouverte aux instances dirigeantes du PCB, dans laquelle il accusait Todor Jivkov de conduire le pays à la catastrophe nationale et d'être responsable de cette politique. Quelques jours plus tard, il aurait fait escale à Moscou, lors de son voyage officiel en Chine.

Le 8 novembre, plusieurs membres du bureau politique auraient rencontré le « père de la nation » pour lui demander de se retirer, ce que M. Jivkov aurait refusé de faire. M. Gorbatchev serait même intervenu, en vain, par téléphone. Le lendemain, il était « lâché » par la plupart des membres de ce politburo où il disposait, une semaine plus tôt encore, d'une solide majorité. Le programme particulièrement chahuté du chef du Kremlin, le soir même de l'élection de M. Mladenov, donne à penser que l'Union soviétique apportait son soutien total à ce remaniement.

Vendredi après-midi 16 septembre, le PCB devait organiser une grande manifestation à Sofia pour appuyer la politique de réforme. Quant à l'opposition, elle tiendra son meeting samedi. Les organisateurs (Club pour le soutien à la glasnost et la perestroïka, Ecologues, le syndicat Prokretsa, Association pour la défense des droits de l'homme, Comité pour la surveillance des accords d'Helevo), tout en saluant « les changements et le premier pas vers la démocratisation », interviennent en Bulgarie, réclament que : « toutes les libertés civiles soient accordées d'urgence ». Ils demandent, d'autre part, que les responsables de la situation actuelle, caractérisée par des « magazines vides » et des « tensions ethniques » soient désignés et sanctionnés.

A. D.

URSS

Le chef du PC de Moldavie a été destitué

Le premier secrétaire du Parti communiste de la République de Moldavie, M. Semyon Grossou, a été limogé jeudi 15 novembre. Sa démission, annoncée lors d'une réunion du comité central à Kichinev, intervient une semaine après les violents incidents entre manifestants nationalistes et unités de la milice qui avaient fait une centaine de blessés à Kichinev (le Monde daté 12-13 novembre).

Le nouveau secrétaire du PC, M. Pyotr Luchinski, est un Moldave âgé de quarante-neuf ans. Membre du comité central du PCUS à Moscou, il était, depuis 1986, le numéro deux du PC du Tadjikistan, en Asie centrale. La ferveur nationaliste qui s'est emparée depuis deux ans de la Moldavie, République limitrophe de la

Roumanie, dont l'identité culturelle est menacée par un demi-siècle d'intense russification et une forte émigration, a conduit à la fondation d'un Front populaire moldave, dont les responsables réclament maintenant la libération.

Les récentes élections municipales de la capitale, Kichinev, au cours de la révolution d'octobre 1917 avaient été perturbées à Kichinev par des nationalistes qui avaient barré la route au défilé militaire officiel et organisé leur propre cortège, drapeaux moldaves en tête. Selon l'agence Tass, M. Grossou a été appelé à « d'autres fonctions ». Son successeur, selon certaines informations, est un proche de M. Gorbatchev. — (AFP, Reuters.)

□ Limogement en Ouzbékistan. — Le dirigeant du Parti communiste de la province autonome géorgienne d'Ossétie du sud, M. Anatoli Chekhouev, a été destitué de ses fonctions dimanche 12 novembre. Le journal géorgien Zaria Vostoka lui reproche dans un éditorial de ne pas avoir agi « fermement et de manière conséquente » pour faire face à la montée des tensions interethniques dans la région. — (Reuters.)

□ Session du Congrès des députés du peuple le 12 décembre. — La prochaine session du Congrès des députés du peuple s'ouvrira le 12 décembre, a annoncé, lundi 13 novembre, le Soviet suprême, l'organe législatif permanent du Parlement soviétique. Le Congrès des députés, qui compte 2 250 membres et dont la première session s'était tenue du 25 mai au 10 juin 1989, est seul habilité à ratifier les lois et à modifier la Constitution. — (AFP.)

TCHÉCOSLOVAQUIE

L'idéologue du PC a fait une « visite de travail » à Moscou

M. Jan Fojtik, secrétaire du comité central du Parti communiste tchécoslovaque chargé des questions idéologiques, s'est rendu, jeudi 16 novembre, à Moscou pour une « visite amicale de travail », à l'invitation du comité central du PCUS.

Ce voyage à Moscou de l'idéologue en chef tchécoslovaque intervient à un moment où les réformes engagées dans ce pays demeurent timides et lentes. Des rumeurs de « pressions » de Moscou sur Prague en faveur d'une plus grande libéralisation du régime ont été formellement démenties par le porte-parole du gouvernement tchécoslovaque. « Le premier ministre, Ladislav Adamec, n'a reçu aucun message en ce sens », a déclaré M. Miroslav Pavel à la presse, et je ne peux pas m'imaginer que la direction soviétique actuelle puisse lancer de tels conseils alors qu'elle s'est prononcée à maintes reprises pour le principe de non-ingérence et qu'elle est décidée à laisser chaque pays libre de choisir sa propre voie ».

Par ailleurs, l'agence officielle CTK a annoncé jeudi que le prochain plénum du comité central du Parti communiste tchécoslovaque aura lieu les 14 et 15 décembre à Prague. Ce XVI^e plénum sera consacré notamment au projet de plan économique pour 1990 et aux questions de restructuration. — (AFP.)

ESPAGNE

Deux cent mille personnes ont assisté aux obsèques de la Pasionaria

MADRID

de notre correspondant

Les communistes sont toujours à même de remplir les rues en Espagne. Ils l'ont prouvé, le jeudi 16 novembre, à l'enterrement de leur héros, Dolores Ibarruri, la Pasionaria. Ils étaient, quelques deux cent mille, venus de tout le pays, à suivre dans les rues de Madrid le cortège funéraire du dernier monstre sacré de la guerre civile.

Après avoir fait naître de son vivant tant de passions contradictoires, Dolores Ibarruri, à sa mort, a ainsi suscité, presque unanimement, le respect. Et nombre d'hommes politiques d'autres bords que le sien ont tenu à suivre, jeudi, son dernier voyage.

Deux heures avant le début du cortège, la foule avait déjà bloqué la rue où se trouve le siège du Parti communiste espagnol (PCE). Lorsque le cortège en sort, vers 16 heures, recouvert d'un drapeau rouge et porté à bras d'homme, un frémissement parcourt l'assistance. Un tonnerre d'applaudissements, quelques cris : « Dolores, présente ! », et puis, spontanément, un autre cri repris par des milliers de voix, tandis que les poings se lèvent : « No pasaran ! » (« Ils ne passeront pas »). Ce slogan que la Pasionaria répéta tant de fois à la radio en 1936, galvanisant les habitants de Madrid face à l'avance des troupes franquistes, et qui allait la rendre à jamais célèbre.

Il y a dans la foule beaucoup de vieux. De ceux qui ont l'âge d'avoir combattu sur le front

républicain. Aujourd'hui, plus d'un demi-siècle plus tard, dans l'Espagne de la démocratie retrouvée, ils sont nombreux à pleurer sans honte, le point levé, en scandant à nouveau ce même slogan.

« No pasaran ! » Le cri se propage tout au long des rues, au fur et à mesure qu'avance le cortège, escorté d'une double haie de poings levés.

Après deux heures de défilé, le cortège arrive sur la place de Colon, noire de monde. Après un poème de Rafael Alberti, Julio Anguita, le secrétaire général du PCE, prononce le dernier discours. « Dolores, tu es étendue là, la main dans l'urne, dans les tranchées, au Parlement. Regarde le peuple qui te regarde : un jour heureux de la démocratie retrouvée, tu es pu revivre marcher dans les rues de Madrid, et aujourd'hui nous sommes venus t'accompagner dans ta promenade ». Et puis tout à coup, c'est la Pasionaria qui parle. Un enrouement récent : Dolores chante une chanson de sa Biscaïe natale. On l'entend plus un murmure sur la place de Colon, juste la voix cassée d'une vieille dame.

La cérémonie est terminée. Une heure plus tard, Dolores Ibarruri sera enterrée au cimetière de Madrid, tout à côté de Pablo Iglesias, le typographe qui fonda, seize ans avant la naissance de la Pasionaria, le Parti socialiste ouvrier espagnol. Un symbole de réunification posthume sans doute bien dans l'air du temps !

THIERRY MALINIAK

Une bonne affaire pour les fermiers danois

COPENHAGUE

de notre correspondant

La direction des chemins de fer danois (DSB) envisageait ces derniers temps de fermer sa ligne de ferry-boat Gødsbøl-Warremünde, assurée par le Kong-Frederik-IX. Depuis des années, elle ne servait en fait que pour le transport des marchandises, et les passagers étaient extrêmement rares. Mais, samedi 11 novembre, elle a changé d'avis et pense que cette liaison a de l'avenir. En effet, maintenant que le ministre danois de la justice, après quelques hésitations, a autorisé les citoyens de la RDA à passer trois jours pleins au Danemark sans avoir besoin du visa réglementaire (le Monde daté 12-13 novembre), le Kong-Frederik-IX refuse du monde. Plus d'un millier d'Allemands de l'Est, venant principalement de la région de Rostock, sont déjà venus passer quelques heures au Danemark ; les voyageurs motorisés n'ont pas hésité à pousser jusqu'à Copenhague et au-delà, et beaucoup d'autres attendent leur tour. « Voici quarante ans, confie un passager âgé habitant Warremünde, que je voyais presque chaque jour partir le ferry-boat sans avoir jamais la possibilité de monter à bord. Je crois rêver ».

Le grand problème pour tous ces touristes est évidemment celui des devises : en principe, ils ne peuvent emporter que 15 marks, mais les banques locales danoises ont quand même accepté de changer 100 marks de l'Est contre 40 couronnes (le taux officiel est 60 couronnes).

Dans le sens inverse, l'express Copenhague-Berlin est complet, et il faut désormais attendre sa place longtemps à l'avance. Nombreux, en effet, sont les Danois qui souhaitent aller dans l'ancienne capitale du Reich pour retrouver des parents, des amis de RDA, ou simplement parce qu'ils sont curieux.

C. O.

Les Litaniens restent décidés à former un parti indépendant

Moscou. — Les dirigeants communistes litaniens, qui ont achevé, jeudi 16 novembre, à Moscou, des pourparlers de crise avec le bureau politique du grand complet du PC soviétique (le Monde daté 17 novembre), restent apparemment décidés à former un parti local indépendant malgré l'opposition du Kremlin.

« La réunion du bureau politique est terminée, et les dirigeants litaniens maintiennent leurs positions antérieures », a déclaré, à la radio lituanienne, Iouras Pojels, membre du bureau politique du PC de la République balte, à l'issue de la réunion de jeudi.

Le Kremlin avait antérieurement condamné toute tentative visant à mettre fin à l'unité du PC soviétique par la formation de partis indépendants dans les Républiques de l'Union.

Confrontés à des pressions croissantes de la population, les dirigeants communistes litaniens estiment, pour leur part, qu'il n'existe pas d'autre moyen de promouvoir leur image pour remporter les élections prévues au printemps prochain, et, en dépit de l'insistance de M. Gorbatchev, ils n'ont pas non plus renoncé à leur décision de tenir leur congrès le 19 décembre prochain. — (Reuters.)

AFRIQUE

Somalie : un régime à bout de souffle...

Le général Syaad Barré vient de fêter le vingtième anniversaire de son arrivée au pouvoir. alors que l'anarchie a gagné l'ensemble du pays

MOGADISCIO

de notre envoyé spécial

Depuis les émeutes de juillet (vingt-trois morts selon le gouvernement, plus de mille selon d'autres sources), un certain calme est revenu en Somalie. Dans la ville blanche de Mogadiscio, chacun semble vaguer tranquillement à ses occupations. Le couvre-feu a été levé, fin août. Les « *Mamas* » italiennes, précipitamment évacuées avec leurs enfants au lendemain du 14 juillet sanglant, sont presque toutes revenues. A l'école italienne, on certifie que sur les cent quatre-vingt-dix élèves que comptait l'établissement avant les « événements », plus de 60 % ont retrouvé le chemin de la classe. Et si le 21 octobre, vingt-cinq ans après l'arrivée au pouvoir du président Syaad Barré, a été chichement célébré, près de mille deux cents prisonniers ont bénéficié d'une nouvelle mesure d'amnistie.

La « République de Bénadir »

Les choses vont-elles donc mieux ? Une ou deux ambassades occidentales ferment, en tout cas, de le croire. Elles estiment que les récentes promesses du régime, concernant le multipartisme et la tenue d'élections libres d'ici à la fin de 1990, constituent « un premier pas » dans la bonne direction. Presque partout ailleurs, on hoche une tête sceptique : « Pour engager concrètement ces réformes, il faut d'abord amender la Constitution. » Un comité vient d'être créé dans ce but.

Les Somaliens, eux, n'attendent plus. Ils fuient, ou, du moins, essaient de le faire. Par centaines, voire par milliers, les demandes de visa pleuvent, depuis juillet, sur les guichets des ambassades. Celle d'Italie demeure la plus prisée : « Deux mille visas par mois », murmure-t-on en coulisse. Deux

ministres somaliens (celui des travaux publics et celui des ressources minières), ainsi que deux vice-ministres, auraient pris, fin octobre, la poudre d'escampette.

Certains ont pris l'habitude, pour railler l'isolement du gouvernement, d'appeler la République de Somalie la « République de Bénadir ». Le mot *Bénadir*, dérivé de l'arabe, désigne la bande côtière de Mogadiscio. Selon ces mauvaises langues, c'est, en effet, la seule région que contrôlerait encore le président Syaad Barré. « Le régime est à l'agonie, mais c'est une agonie qui peut durer, corrige un religieux. Car le « Vieux » tient encore l'armée, en tout cas son commandement. Tous les officiers sont désormais des hommes de son clan, celui des *Marahans*. »

Mobilisée depuis le début des années 80 dans le nord du pays afin de lutter contre les maquisards issaques du mouvement national somalien (MNS), l'armée n'a pas remporté les succès militaires escomptés. Bien qu'elle ait repris pied dans la plupart des villes du Nord, sa position reste précaire. Hormis les quelques localités, dévastées par la guerre, où la croix rouge internationale est autorisée à poser ses avions depuis le mois de mars, la situation dans la « brousse » est plus que chaotique et l'insécurité y est générale.

Les rebelles du MNS ont finalement su résister aux bombes et aux fusils gouvernementaux. Ne dit-on pas que leur drapeau flotte sur Loyada, petite bourgade côtière, située à une volée de bourse de Djibouti ? « Il n'existe aucune partie de pays qui puisse être considérée comme hors contrôle du gouvernement », affirme le ministre de l'Intérieur, M. Ahmed Sulaiman Abdelle.

Cela semble douteux car, si tel est le cas, on comprend mal pourquoi les organisations humanitaires ont presque toutes déserté le nord de la Somalie. Ni pourquoi l'ensemble des projets de développement, financés par l'étranger, y

ont été suspendus. On voit encore moins ce qui a pu pousser plus de trois cent mille civils somaliens à s'enfuir en Éthiopie.

L'enquête américaine réalisée pour le département d'Etat et connue sous le nom de « rapport Gersony » (du nom de son auteur) apporte un éclairage terrifiant sur les atrocités perpétrées par les troupes régulières. Depuis mai 1988, si l'on en croit ce document rendu public à la mi-septembre, ce sont cinq mille civils qui auraient été massacrés, en deux ans, par l'armée nationale. Le rapport précise : « Le choix de ces victimes s'est effectué sur une base principalement ethnique. Bien que les responsables du MNS ne soient pas oubliés — les camps de réfugiés des Nations unies ont été attaqués à de nombreuses reprises et les rebelles auraient tué quatre cents personnes au bas mot —, l'armée fait néanmoins figure d'accusé principal.

Chars libyens

Ce document n'est pas fait pour redorer le blason du régime. L'ensemble des pays occidentaux a d'ores et déjà diminué considérablement son aide, qu'elle soit militaire, économique ou humanitaire. D'ici à la fin novembre, l'organisation américaine, USAID, aura réduit son personnel de moitié. L'indulgence et la bonne volonté ont atteint leur limite, même chez les Italiens qui y seraient les plus enclins.

Dans ce contexte d'isolement grandissant, il n'est pas tellement étonnant que le président Syaad Barré ait choisi de se tourner vers Tripoli. Les fournisseurs d'armes libyennes — que les autorités de Mogadiscio continuent à démentir — ne peuvent pas, cependant, constituer une panacée. Les dix, vingt, voire les cinquante chars, livrés début octobre, ne pourront pas restaurer la crédibilité ni l'autorité du gouvernement. Et,

tandis que les passions claniques s'exacerbent, l'espoir d'un dialogue national semble de plus en plus chimérique. La question d'une éventuelle relève du vieux président ne provoque que des chuchotements sans conviction.

Les mutineries qui ont éclaté, en avril, dans les garnisons du Sud, accentuent l'impression de chaos, sans que le Nord, l'ombre d'une alternative politique, n'est-à-dire nationale. « Les cibles des rebelles ogadens sont exclusivement des cibles gouvernementales : les victimes des déserteurs sont les soldats ou les notables *marahans* », explique un jeune médecin italien. Ces mutins Ogadens ne sont, semble-t-il, ni très nombreux — deux cents à trois cents hommes, dit-on — ni très armés.

Pendant ce temps, les difficultés économiques s'aggravent. Les sociétés étrangères ou privées doivent employer des ruses de Sioux pour parvenir à acheter sans encombre le paye de leurs salariés. Dans la ville même de Mogadiscio, on assure que le personnel de l'hôpital et les enseignants n'ont pas touché leur traitement depuis juillet. Le directeur de la banque, le gouverneur de la ville et plusieurs notables locaux ont, précise-t-on, fait depuis longtemps leurs valises. La situation n'est guère plus brillante à Mogadiscio. Mis à part les expatriés et la poignée de « *gras cads* », — comme on surnomme ces hommes d'affaires — capables de nous signer un chèque de un million de dollars, sur le champ et sans sourcilier, la survie est devenue acrobatique.

Le ministre des finances, M. Mohamed Sheikh Osman reconnaît que la Somalie est « confrontée à de très sérieux problèmes ». L'Arabie saoudite, autrefois friande du bétail somalien, admet avoir réduit drastiquement ses relations commerciales avec Mogadiscio. L'indulgence, à l'instar, à ses limites.

CATHERINE SIMON

Le conflit du Sahara occidental

Le Polisario multiplie les attaques contre le « mur » marocain

Pour la cinquième fois en moins de deux mois, après une accalmie d'une année, des combats ont eu lieu, jeudi 16 novembre, sur le « mur » marocain au Sahara occidental. Rabat a confirmé que le Front Polisario avait lancé une attaque d'« envergure » dans les secteurs d'Amgala et de Guelat-Zemmour. Les combats ont duré plus de trois heures et ont opposé à l'armée royale deux bataillons motorisés des Sahraouis. Le communiqué marocain fait état de cinq morts et treize blessés parmi les défenseurs du « mur » et d'une centaine de morts chez l'assaillant. Le Polisario, qui a toujours contesté les chiffres marocains après les précédentes offensives, n'avait publié aucun bilan vendredi matin.

Alors que l'ONU paraît avoir de grandes difficultés pour organiser le référendum d'autodétermination que le Maroc et le Polisario déclarent accepter en posant chacun leurs conditions, la reprise des combats

révèle, selon les Sahraouis, du refus du roi Hassan II de dialoguer directement avec eux. Pour éviter que le Polisario puisse se poser en interlocuteur officiel, le souverain a fait la sourde oreille à l'annonce de la libération « unilatérale » de prisonniers marocains. Apparemment Rabat considère qu'il y avait un piège diplomatique dans ce « geste de bonne volonté ».

Deux cents prisonniers de guerre marocains, libérés en juin par les Sahraouis, mais qui n'ont pu rejoindre leur pays, « en raison du refus du Maroc de les prendre en charge », ont demandé au président Hosni Mubarak d'Égypte et au roi Fahd d'Arabie saoudite d'aider à leur retour dans leurs familles, a indiqué jeudi le Polisario. Les deux cents Marocains qui se trouvent « totalement libres » dans les camps de réfugiés sahraouis, près de Tindouf, dans le Sud-Ouest algérien, avaient déjà adressé des lettres aux chefs d'Etat européens et au pape Jean-Paul II.

NAMIBIE

Le chef de la SWAPO rejette l'idée d'une coalition gouvernementale

Les chefs d'Etat des six pays de la « ligne de front » (1), à l'issue d'une réunion tenue, jeudi 16 novembre, à Lusaka en Zambie, ont exprimé leur satisfaction après les élections au Namibie et décidé d'envoyer une délégation à la prochaine session spéciale de l'ONU à New-York sur l'Afrique du Sud, « afin de voir comment on peut résoudre le problème sud-africain ». « L'Afrique du Sud s'est bien comportée dans l'affaire namibienne, malgré des hauts et des bas », a déclaré le président zambien, M. Kenneth Kaunda, qui présidait la somme, auquel assistaient le chef de la SWAPO, M. Sam Nujoma, et le secrétaire général de l'ANC.

M. Nujoma a déclaré : « Notre majorité est claire et nous n'avons besoin d'aucune coalition, car nous

pourrions faire adopter n'importe quelle loi sans l'accord des autres parties ». Alors que M. Nujoma avait annoncé à son arrivée que la Namibie indépendante accorderait son soutien aux mouvements de libération sud-africains, notamment l'ANC, dans leur lutte contre le gouvernement de la minorité blanche, les six chefs d'Etat africains ont conseillé à la SWAPO de s'abstenir de prendre une telle initiative, en la qualifiant de suicidaire.

« Votre économie et tout le secteur de la fonction publique est entièrement aux mains de l'Afrique du Sud. (...) Faites attention à cela », a déclaré M. Kaunda.

(1) Angola, Botswana, Tanzanie, Mozambique, Zambie, Zimbabwe.

Paris « n'envisage pas » une dévaluation du franc CFA

MM. Jacques Pelletier, ministre de la coopération et du développement, et Philippe Jurgensen, directeur de la Caisse centrale de coopération économique, ont tenu, jeudi 16 novembre, à Paris, une conférence de presse commune sur le thème « Pour une nouvelle politique de l'entreprise en Afrique ».

Mettant un terme à certaines spéculations sur une dévaluation du franc CFA, monnaie en cours dans la plupart des anciennes colonies françaises d'Afrique noire, M. Pelletier a dit : « Le gouvernement français croit profondément qu'une zone monétaire commune, bâtie sur une parité stable et un facteur de développement des échanges est un pont irremplaçable entre l'Europe et nos partenaires privilégiés de l'Afrique (...). La parité du franc CFA avec le franc français à son niveau actuel nous paraît être un fondement de la crédibilité de la zone franc. En totale harmonie avec Pierre Bérégovoy, je vous dis donc que la dévaluation du franc CFA est inenvisageable à nos yeux ».

Le ministre a ensuite annoncé une série de mesures pour enrayer le désengagement d'Afrique des entreprises françaises depuis par le taux actuel de rentabilité des investisseurs sur le continent noir et tentées de se redéployer en direction de l'Europe. Ces mesures sont présentées comme un dispositif d'incitation au secteur privé, français et aussi africain. Un département du développement des entreprises est créé au ministère de la coopération.

La Caisse centrale de coopération économique, dont l'action principale a longtemps été la mise en place des grandes infrastructures économiques et sociales, fera plus de place au financement des entreprises du secteur productif privé, le plus apte à se substituer à un secteur public défaillant.

Parallèlement à la restructuration du système bancaire en Afrique, un fonds de garantie des prêts d'investissement sera créé dès le premier semestre de 1990. Le ministère de la coopération lui accordera tout de suite 25 millions de francs et la Caisse centrale, dont l'action sera de plus en plus associée à celle de la « rue Monsieur », 15 millions de francs. Au-delà des mesures techniques, exposées devant une assemblée comptant de nombreux chefs d'entreprises, M. Pelletier a tenu à assurer que « la France ne se résigne pas à une marginalisation supposée de l'Afrique ».

SOUDAN : limogeage de l'ambassadeur en France. — Pour suivre sa campagne d'épuration de l'administration, la junte de Khartoum vient de mettre à la retraite une quarantaine de diplomates et de fonctionnaires du ministère des affaires étrangères. Parmi les « épurés » figurent l'ambassadeur du Soudan à Paris, M. El Tayeb Humaida, et M. Abdel Wahab El Sawi, conseiller à l'ambassade. Aucune explication officielle n'a été fournie par les autorités concernant ces « limogeages », qui frappent surtout des diplomates connus pour leur attachement aux principes de la laïcité et de la démocratie.

PROCHE-ORIENT

LIBAN : la mission de paix du comité arabe tripartite

Le ministre algérien des affaires étrangères reçu par M. Mitterrand

La crise libanaise a été au centre d'un entretien, jeudi 16 novembre, à l'Élysée, entre M. François Mitterrand et le ministre algérien des affaires étrangères, M. Sid Ahmed Ghazali. Celui-ci a souhaité, à l'issue de cette rencontre, qui a duré quarante-cinq minutes, que « tous les pays qui ont soutenu le peuple libanais se mettent d'accord pour mettre un terme aux tentatives de ceux qui entendent le processus de paix au Liban ».

Le chef de la diplomatie algérienne, qui fait partie du comité arabe tripartite sur le Liban, a assuré, sans jamais citer le général Michel Aoun, que « le moment était venu pour que tous ceux [qui auront contribué à la recherche d'une solution] redoublent

d'efforts afin de ne laisser aucun espoir à ceux qui ont adopté des positions individuelles conduisant à l'avenement, c'est-à-dire à la reprise de la guerre ».

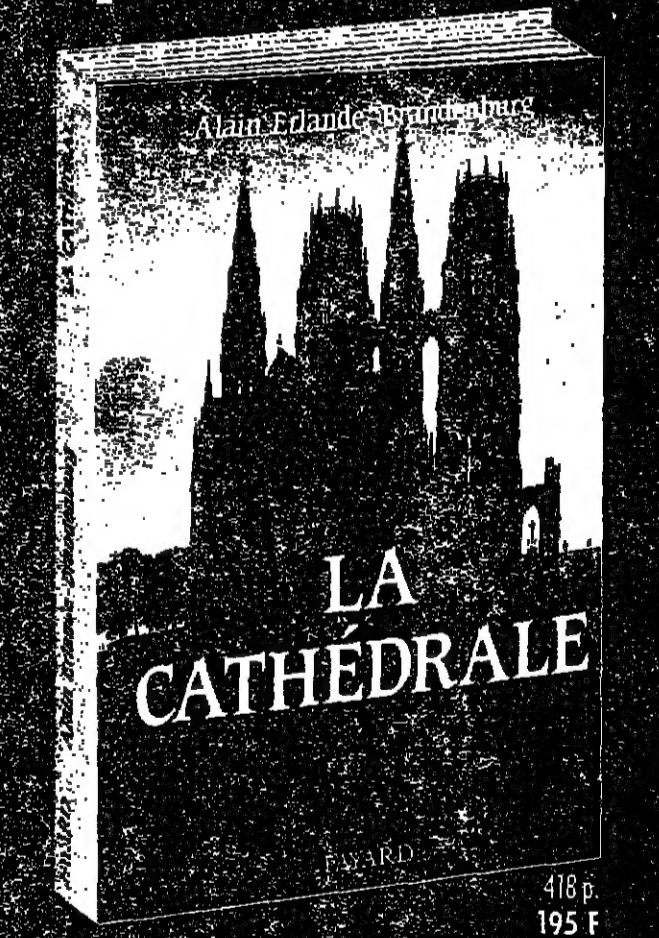
M. Ghazali, qui a remis à M. Mitterrand un message du président Chadi, a répondu par la négative lorsqu'on lui a demandé s'il avait demandé à la France « d'exercer des pressions sur le général Aoun ». « Il me semble que la position de la France et de l'Algérie sont très proches sur ce sujet, à savoir une volonté puissante en faveur de l'application de l'accord de Taëf. Il n'y a aucune ambiguïté sur la position française à cet égard », a dit le ministre algérien.

Faux enlèvement d'une Américaine et de deux Allemands

Une Américaine et deux Allemands viennent d'être au centre d'une mystérieuse affaire au Liban, qui relève du faux enlèvement. M^{me} Deborah Fahrend, cinquante-quatre ans, Mounir Sami, trentenaire, et son fils Daniel, sept ans, dont le rap avait été annoncé mercredi 15 novembre dans la soirée — photocopies de documents d'identité à l'appui — par une mystérieuse organisation (nos premières éditions du 17 novembre) ont, en fait, passé la nuit dans un hôtel du « pays chrétien ».

« Tous trois ont appris leur prétendu enlèvement à l'hôtel en lisant le journal. Ils se sont aussitôt rendus au consulat » de RFA, a indiqué à l'AFP l'ambassadeur d'Allemagne fédérale, M. Wolfgang Gottelmann. Selon celui-ci, « l'affaire repose sur un malentendu, leurs papiers d'identité ayant pu être photocopiés lors de démarches administratives à Beyrouth-Ouest (secteur musulman). Les trois « faux otages » ont finalement quitté librement le Liban pour Chypre, où ils sont arrivés vendredi.

LA CATHÉDRALE part en flèche



Le propos est ambitieux. Ce grand livre d'historien que nous devons à l'un de nos meilleurs archéologues est une réflexion nuancée, nourrie d'exemples... Alain Erlande-Brandenburg a l'habitude de renouveler les sujets. Avec La Cathédrale nous gardons celle de le lire avec passion.

Jean Favier, Le Figaro

L'Histoire
FAYARD

هكذا من الاجل

حکومت الاموال

DIPLOMATIE

Le débat sur le Cambodge à l'ONU

L'Assemblée générale a voté la résolution favorable à la coalition présidée par le prince Sihanouk

Seuls les Khmers rouges n'avaient pas encore donné leur aval, vendredi 17 novembre, à un projet de résolution, sans doute dès le mois prochain à Djakarta, des quatre factions cambodgiennes pour tenter de relancer la négociation. La Thaïlande a,

en effet, proposé un nouveau plan, pour sortir de l'impasse. Dans un premier temps, un « cessez-le-feu sur place » serait décrété sous contrôle de l'ONU. L'organisation internationale serait également chargée de vérifier la réalité du

retrait des troupes vietnamiennes et de procéder à un recensement de la population en vue d'élections générales. Selon le premier ministre thaïlandais, cette ébauche de règlement aurait reçu l'accord de Pékin.

NEW-YORK (Nations unies)
de notre correspondant

En 1988, le traditionnel débat sur la situation au Cambodge avait essentiellement porté sur la nécessité d'imposer au Vietnam un retrait de ses troupes stationnées dans ce pays depuis plus de dix ans. Et la résolution en ce sens déposée alors par les pays de l'ASEAN (Association des nations de l'Asie du Sud-Est) avait recueilli 122 voix, face à 19 non et 4 abstentions. Cette année, alors que le Vietnam affirme avoir retiré son armée du Cambodge le 26 septembre, la résolution présentée une fois de plus par l'ASEAN a obtenu, le 16 novembre, un score supérieur : 124 oui, 17 non et 12 abstentions.

A en juger par l'attitude de la délégation vietnamienne à l'issue du scrutin, ce vote, obtenu après deux jours de débats, constitue un nouvel aveu

de la situation pour ce pays. A double titre. D'abord sur le retrait de ses troupes, sans doute incomplet en l'absence de mécanisme international de contrôle chargé de s'assurer de sa réalité, soulignent les pays qui s'opposent à Hanoï. Ensuite sur la volonté réaffirmée par le Vietnam (et soutenue par l'URSS et les autres pays socialistes, à l'exception notable de la Hongrie qui n'a pas pris part au vote) de négocier un règlement partiel du conflit via un cessez-le-feu.

Mais les Vietnamiens, dernier rempart du régime instauré à Phnom-Penh après les sanglants événements de 1975-1978, ne sont pas seuls en cause. Les auteurs de cette résolution parrainée par soixante-dix-huit pays (contre soixante-quatre en 1988) se disent aussi « fortement troublés par la poursuite des combats au Cambodge et par l'instabilité qui persiste dans ce pays ». Une allusion à peine voilée à l'intensification des opé-

tions de guérilla des Khmers rouges, ces derniers semaines au Cambodge (le Monde du 11 novembre).

Cette accentuation des hostilités sur le terrain, allée à une série de reportages télévisés sur le génocide perpétré il y a près de quinze ans par le régime de Pol Pot, a conduit pratiquement toutes les délégations à l'ONU favorables à la résolution (une cinquantaine de pays sont intervenus au cours du débat) à tenter d'éloigner le péril khmer rouge. Ce fut notamment le cas des Douze (le Monde du 17 novembre).

Sur le chapitre d'une participation des Khmers rouges au gouvernement de coalition dont la résolution préconise la formation, le Vietnam conserve une position tranchée. « Personne n'a le droit de forcer le peuple cambodgien à partager le pouvoir. Et à prendre le risque d'une coexistence avec les Khmers rouges », a affirmé

au cours du débat général son représentant, M. Trinh Xuan Lang. Des propos qui ont permis par la suite à la Chine (rangée aux côtés des Khmers rouges) de dénoncer Hanoï qui, « depuis dix ans, fait la sourde oreille ». Son ambassadeur, M. Li Luyang, a demandé une nouvelle fois « le retrait véritable et complet des forces vietnamiennes du Cambodge » et la mise en place à Phnom-Penh « d'une coalition quadripartite avec, à sa tête, le prince Norodom Sihanouk ». Un schéma de gouvernement qui a les faveurs d'une large majorité des pays signataires de la résolution élaborée par l'ASEAN. Et qui comporte pourtant le refus de la participation de certains Khmers rouges (« le moins possible », disent les Américains), qui devront, pour la circonstance, se débarrasser des sanglants habits du régime de Pol Pot.

SERGE MARTI

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS

La CIA préparerait de nouvelles opérations contre le général Noriega

Le gouvernement américain a autorisé la CIA à lancer une nouvelle opération secrète, d'un coût de 3 millions de dollars, pour tenter de renverser l'homme fort du Panama, le général Manuel Antonio Noriega, en recrutant des officiers panaméens et des opposants capables d'organiser un coup d'État : c'est ce qu'affirme, dans son édition de jeudi 16 novembre, le quotidien Los Angeles Times. L'administration Bush, avec l'accord secret du Congrès, aurait autorisé le recours à une stratégie « à haut risque » outrepassant les restrictions jusque-là imposées à la CIA et n'excluant pas que le général Noriega puisse être blessé ou tué, rapporte le journal en citant des sources « bien informées ». Interrogé sur ces révélations, le président Bush s'est refusé à confirmer ou démentir.

Cette nouvelle tentative contre M. Noriega ferait suite à quatre autres tentatives de déstabilisation orchestrées par la CIA. Le 3 octobre dernier, lors d'un putsch manqué contre l'« homme fort » du Panama, le gouvernement américain — et la CIA au premier chef — avait été très vivement critiqué pour l'insuffisance de son soutien à cette initiative. Les États-Unis essaient de venir à bout de M. Noriega depuis février 1988, date à laquelle le général a été inculpé de trafic de drogue en Floride. Mais c'est surtout depuis mai dernier que Washington s'est résolu à employer les grands moyens pour le faire tomber, lorsque M. Noriega a annulé les résultats de l'élection présidentielle qu'il ne trouvait pas à sa convenance. — (Reuters)

SALVADOR

Le massacre des jésuites

Suite de la première page

Tirant des rafales de fusil-mitrailleur, les tueurs se seraient introduits dans la résidence des jésuites, qu'ils auraient exécutés à bout portant. Ils auraient ensuite traité les corps de quatre des victimes à l'extérieur pour les abandonner sur la pelouse, le crâne éclaté par les impacts de balles. Pour faire bonne mesure, ils ont également assassiné une domestique et sa fille de quinze ans.

Jeudi matin la nouvelle s'est répandue très vite. La presse étrangère avait coutume d'aller consulter le Père Ellacuría, âgé de cinquante-neuf ans, pour prendre le pouls de ce petit pays meurtri par dix ans d'une guerre civile atroce (plus de 70 000 morts). Il recevait tout le monde avec simplicité dans les locaux de « son » université, qui a formé l'essentiel de l'intelligentsia du Salvador et qui, peccata capital dans cette société terriblement inégalitaire, a façonné beaucoup de révolutionnaires et de « théologiens de la libération ».

Pour l'extrême droite, qui refuse tout changement, il était depuis longtemps l'ennemi numéro un. Au début des années 80, prenant prétexte de leur qualité d'étrangers — la plupart sont espagnols, mais certains, comme le Père Ellacuría, arrivé en 1949, ont acquis la nationalité salvadorienne, l'oligarchie avait entrepris une intense campagne pour obtenir l'expulsion de ces jésuites, qualifiés par la presse officielle de « loups déguisés en brebis ».

La revanche de la ligne dure

Malgré les menaces incessantes, le Père Ellacuría avait décidé de ne pas prendre de précautions particulières. Au cours des derniers jours, contrairement aux dirigeants de gauche, il avait refusé de se réfugier dans une ambassade, en dépit des attaques dont il était l'objet sur les ondes de la radio contrôlée par les militaires depuis le début de l'offensive de la guérilla. Dans les heures qui ont suivi sa mort, le commentateur de la radio officielle a versé des larmes de crocodile en commentant son communiqué par ces mots : « Les séduits Ellacuría, Montal et Martin Baro (les trois plus connus) ont été sauvagement assassinés... ». Et il a ajouté que le crime était attribuable au Front Farabundo-Marti de libération nationale (FMLN), qui aurait voulu ainsi punir des « traitres à sa cause » sous prétexte que les jésuites « ne l'appuyaient plus ».

Sans avoir jamais soutenu la stratégie de la guérilla, le père Ellacuría était néanmoins un critique très sévère des différents gouvernements qui s'étaient succédé au pouvoir. A la suite des élections de mars dernier, largement remportées par M. Alfredo Cristiani, il avait reconnu que, le peuple ayant choisi la non-violence au cours d'un scrutin démocratique, le FMLN devait en tenir compte et prendre désor-

mais la voie de la négociation pour mettre fin à la guerre civile. Les dirigeants rebelles, en particulier le commandant Joaquín Villalobos, avec lequel il entretenait des relations suivies, ne l'ont finalement pas écouté, comme le prouve leur offensive actuelle, visiblement préparée de longue date.

L'ambassadeur des États-Unis, M. William Walker, et le président Cristiani lui-même ne semblent pas partager le point de vue de la radio officielle sur la responsabilité des insurgés dans la mort des jésuites. Visiblement ébranlé, M. Walker a estimé que « le crime, qu'il soit le fait des assassins de droite ou de gauche, fait le jeu de la guérilla ». M. Cristiani est allé un peu plus loin, déclarant au cours d'une conférence de presse qu'il n'écarterait pas la possibilité que « des militaires puissent après s'être tirés individuellement en marge de l'institution en marge de la politique du gouvernement ».

Cette déclaration est d'autant plus étonnante qu'elle intervient au moment où les tenants de la ligne dure au sein du gouvernement et de l'armée semblent l'avoir emporté du fait de l'offensive de la guérilla. Pendant que M. Cristiani dit que l'armée prend de grandes précautions pour éviter de bombarder la population civile, les militaires ne semblent pas aussi préoccupés par ce souci humanitaire et refusent même de laisser passer les ambulances dans les secteurs les plus affectés par les combats. On a l'impression que M. Cristiani est devenu plus que jamais la façade modérée d'un régime désireux de prendre une revanche terrible sur ceux qui ont ridiculisé l'armée salvadorienne au cours des derniers jours.

Sur le plan militaire, la situation est certes en train de tourner en faveur de l'armée, mais celle-ci éprouve toujours de sérieuses difficultés dans certains quartiers de la banlieue nord de la capitale. L'ambassadeur des États-Unis, qui parlait la veille de la déroute des insurgés, a bien dû reconnaître, jeudi, que la bataille de San Salvador n'était pas encore gagnée et qu'il y avait même des « rumeurs de renforts reçus par la guérilla ».

BERTRAND DE LA GRANGE

Protestation du Comité international de la Croix-Rouge. — Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) s'est toujours pas réuni, jeudi 16 novembre, dix-huit jours après l'assassinat de jésuites par les militaires de la capitale. Le CICR se plaint de n'avoir pas obtenu la possibilité d'être présent dans les zones affectées par les combats. Il maintient une antenne comprenant dix-huit délégués venus de Genève, ainsi que de nombreux employés locaux, et a fait acheminer par voie aérienne 625 kilos de médicaments depuis le Nicaragua et 5 tonnes de secours depuis le Guatemala. Un avion doit partir de Genève dimanche et transporter vers le Salvador 1 850 kilos de matériel chirurgical et médical. — (Corresp.)

Médecins du monde et Médecins sans frontières dénoncent le « danger khmer rouge »

Les associations humanitaires françaises Médecins du monde (MDM) et Médecins sans frontières (MSF) ont dénoncé, jeudi 16 novembre, à Paris, le « danger khmer rouge » au cours du lancement d'une « opération Cambodge » en présence du secrétaire d'État à l'action humanitaire, M. Bernard Kouchner.

MDM et MSF ont, lors d'une conférence de presse, appelé les gouvernements du monde à refuser aux Khmers rouges, « responsables du génocide » au Cambodge, « toute légitimité internationale ». Ce texte, co-signé par le professeur Alexandre Minkowski et l'écrivain Jean Lacouture, sera adressé à M. François Mitterrand.

Les signataires, qui souhaitent diriger leur action à d'autres organismes tant au plan national qu'international, appellent également « la communauté internationale à accroître l'aide humanitaire au Cambodge et à renforcer la présence humaine sur le terrain », ainsi qu'à « la création d'un camp [de réfugiés] neutre sous statut international à la frontière khméro-thaïlandaise ».

M. Kouchner a souligné « l'immoralité profonde de l'Histoire », tandis que Jean Lacouture a dénoncé « l'alliance obscène » du prince Norodom Sihanouk et de son ancien premier ministre Son Sann avec les Khmers rouges. « Cette alliance n'a plus de justification dès lors que les troupes vietnamiennes ont évacué ou sont en cours d'évacuation du Cambodge », a estimé l'écrivain. Il a indiqué que, selon lui, il n'est plus possible d'aider Sihanouk et Son Sann, et que, si ces derniers ne se « désolidarisent » pas des Khmers rouges, il faut « rompre avec Sihanouk et reconnaître, malgré tout, le rôle du mouvement [proviétnamien] de Phnom-Penh ».

Le « cynisme des États » a été stigmatisé par M. Jacques Lebas, président de MDM, tandis que M. Rony Brauman, de MSF, dénonçait le « silence affligeant de l'opinion ». Une « équipe mixte MDM-MSF » a quitté Paris, mercredi, pour Phnom-Penh, afin de se rendre dans la zone de combats autour de Battambang, à l'ouest du Cambodge, pour identifier les besoins médicaux, ont-ils annoncé.

Fin de la Conférence générale de l'UNESCO Le programme de M. Mayor a été adopté mais sans augmentation du budget

La vingt-cinquième Conférence générale de l'Organisation des Nations-unies pour l'éducation, la science et la culture, commencée le 17 octobre, s'est achevée jeudi 16 novembre à Paris, après avoir adopté le programme pour les six années à venir, présenté par le directeur général, M. Federico Mayor.

En exprimant, au nom du gouvernement, « la satisfaction particulière de la France », à la suite de cette réunion, qui a vu « le succès du dialogue après les temps des querelles et des controverses », M. Thierry de Beaucourt a sans doute traduit le sentiment dominant parmi les quelque trois mille délégués de cent-soixante pays, rassemblés à Paris pour une conférence qui avait débuté dans un climat plutôt incertain (le Monde du 17 octobre).

Le secrétaire d'État français aux relations culturelles internationales a, d'autre part, exprimé le regret d'une minorité d'États devant le refus de la Conférence générale d'accorder à M. Mayor l'augmentation de 2,5 % qu'il avait réclamée pour son budget. Celui-ci sera donc, pour la période 1990-1991, de 380 millions de dollars (environ 2 milliards 250 millions de francs).

La France, qui était la seule grande puissance à avoir soutenu la demande d'augmentation budgétaire soulevée par M. Mayor, a souligné que « des contributions volontaires extraordinaires des nations les plus favorisées » seraient nécessaires pour mener à bien le programme adopté. Elle-même sera la première à donner l'exemple.

Les États-Unis, qui sont peut-être les plus influents à l'UNESCO qu'à l'époque où ils en étaient membres, avaient fait pression sur des pays, surtout d'Europe et d'Amérique du Sud, pour que « le principe de la croissance zéro ne soit pas transgressé ». L'Union soviétique était aussi de cet avis.

Le plan 1990-1995, préparé par M. Mayor et par le conseil exécutif de l'UNESCO, a, en revanche, été adopté assez facilement. Rensé par rapport aux précédents, le nouveau programme donne la priorité à l'alphabétisation, l'éducation de base, l'environnement et la communication. Ce dernier domaine, abordé sous l'angle technique, a été définitivement débarrassé de toute « idéologisation ».

Dans le but de concurrencer le prix Nobel de la paix, cent-vingt États ont proposé la création d'un prix international Élophosphore-Beligny pour les recherches sur la paix, auquel sera affectée une dotation « plus importante que celle du Nobel », constituée de dons des gouvernements.

Quant à la Palestine, si elle n'a pu être admise, au cours de cette session, comme membre à part entière, elle verra ses principes les plus affectés à l'éducation dans les territoires occupés passer à près de 6 millions de francs par an, soit le triple de la somme consacrée jusque-là à ce secteur par l'Organisation. Enfin, la première conférence mondiale sur l'éducation sera convoquée en Thaïlande au printemps 1990.

L'ensemble de ces décisions ont fait dire aux observateurs américains que l'UNESCO venait de passer, à leurs yeux, « de l'insupportable à l'ambigu » et que « c'était peut-être un pas important vers l'attrayant », stade à partir duquel Washington pourrait envisager de revenir à l'UNESCO (les États-Unis, la Grande-Bretagne et Singapour ont quitté l'UNESCO il y a cinq ans pour protester contre la gestion du directeur général, M. M. B. B.).

Toutefois la politique de M. Mayor va continuer à préparer le retour « en douceur » des Anglo-Saxons d'Ici à la prochaine conférence générale, dans deux ans. En attendant, l'UNESCO va travailler à redynamiser son image culturelle, essentiellement en mettant en marche de prestigieux projets comme la Bibliothèque alexandrina en Égypte, la sauvegarde des temples d'Angkor et la résurrection scientifique des Routes de la soie (sur ce projet, voir « le Monde sans vis » dans ce même numéro).

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ

ASIE

CHINE

Les attachés militaires américain et français victimes d'ostracisme

Les attachés militaires américain et français sont, depuis le « printemps de Pékin », systématiquement tenus à l'écart des activités officielles par le ministère de la défense chinois, a-t-on appris de source diplomatique dans la capitale chinoise. Pékin reproche à la France et aux États-Unis d'avoir pris la tête des sanctions occidentales contre la Chine, y compris le gel de la coopération militaire, pour protester contre la répression sanglante de juin dernier. Le Français et l'Américain partagent désormais le sort de leur collègue vietnamien, victime d'ostracisme depuis la guerre sino-vietnamienne de 1979. Ainsi, par exemple, n'ont-ils pas été invités, le mois dernier, au concours annuel de tir au cours duquel officiers supérieurs chinois et étrangers se mesurent avec des armes diverses, dont des AK-47.

Le Quotidien de l'armée a appelé vendredi 17 novembre à « renforcer le patriotisme » à l'heure où « la lutte des classes dans le monde a pris un tour très aigu » et où la Chine doit se défendre des tentatives de « destruction » de la part des pays capitalistes « dirigés par les États-Unis ». Le journal a remis à l'honneur la pensée militaire de Staline et de Mao Zedong, déplorant que, sous l'influence des « théories militaires occidentales » et du « libéralisme bourgeois », « certains aient considéré que la pensée militaire dialectique de Mao était dépassée et inadéquate aux exigences d'une guerre moderne ».

Le gouvernement chinois a, d'autre part, demandé aux administrations, entreprises et universités de surveiller leurs téléphones. Une personne devra les contrôler en

permanence pour empêcher la distribution de « propagande réactionnaire » envoyée par des réfugiés à l'étranger, notamment de France. Tout document subversif doit être immédiatement remis aux services de sécurité. « Ceux qui auront diffusé ou caché chez eux des publications de ce genre seront châtiés », a averti la municipalité de Pékin. Depuis des mois, les dissidents chinois utilisent la télévision pour envoyer sur le continent de la propagande contre le régime.

Ce contrôle des « publications réactionnaires » s'étend également aux étrangers résidant à Pékin, qui ont été mis en garde contre le caractère « illégal » et « incriminal » d'activités de propagande contre le gouvernement chinois, déclare par ailleurs une nouvelle directive officielle. « Il faut renforcer l'éducation des hommes d'affaires et autres étrangers à Pékin et leur apprendre qu'il est défendu » de s'en prendre aux autorités. Dans les entreprises mixtes sino-étrangères, « on doit veiller à bien apprendre aux employés à ne pas écouter, à ne pas croire et à ne pas diffuser la propagande réactionnaire ».

Enfin, selon des sources chinoises citées par l'agence américaine UPI, plus de quarante responsables du « printemps de Pékin » — dont le dirigeant étudiant Wang Dan, le militant des droits de l'homme Ren Wanding et un ancien conseiller du gouvernement, M. Cao Siyuan — seront prochainement jugés pour « crimes contre-révolutionnaires ». Ils risqueraient au moins dix ans de prison ou de camp de travail. — (AFP, UPI, AP.)

AFGHANISTAN :
un rapport de l'ONU

Le régime de Kaboul détient trois mille prisonniers politiques

L'Afghanistan détient plus de trois mille prisonniers politiques dans des conditions « déplorables », indique un rapport de l'ONU sur la situation des droits de l'homme dans ce pays et publié, jeudi 16 novembre, à New-York. Dans son rapport, le professeur de droit autrichien, M. Félix Ermakov, qui a visité, le 18 septembre, la principale prison de Kaboul, Pol-Charkhi, a constaté que les prisonniers « sont détenus comme des animaux dans de petites cellules, où ils doivent rester debout ou s'accroupir pendant une durée indéterminée (jusqu'à sept mois) derrière des barreaux et le plus souvent avec une lumière insuffisante ».

D'autre part, quarante Afghans au moins ont été tués lors de plusieurs explosions qui ont entièrement détruit, mercredi, un dépôt d'armes et de munitions utilisé par une faction de moudjahidins près de Chitral (nord du Pakistan), à la frontière avec l'Afghanistan (nos dernières éditions du 17 novembre).

L'origine de la première explosion est pour l'instant inconnue, mais certains moudjahidins n'excluaient pas qu'un missile tiré par les forces de Kaboul ait atteint le dépôt d'armes et de munitions, situés à proximité de la frontière. — (AFP.)

POLITIQUE

Les travaux du Parlement et l'utilisation de l'article 49-3 sur le projet de budget

Le miracle ne s'est pas reproduit. Contrairement à l'an dernier, M. Michel Rocard n'a pu dégager une majorité suffisante à l'Assemblée nationale pour approuver son budget. Les centristes étaient décidés à voter contre, comme toute la droite, et les communistes n'entendaient pas, cette fois, s'abstenir comme ils l'avaient fait à l'automne de 1988. Le premier ministre a donc dû, à l'aube du vendredi 17 novembre, engager la responsabilité de son gouvernement sur l'approbation de la loi de finances pour 1990.

Les députés du RPR, de l'UDF et de l'UDC, lors d'une réunion de leur intergroupe le mercredi 15 novembre, avaient par avance, prévu de répliquer par une motion de censure; celle-ci sera discutée le lundi 20. Un vote par tête avait même permis, pour manifester l'unité retrouvée, de décider que celle-ci serait défendue par un orateur unique, en l'occurrence M. Charles Millon qui, actuellement, assure la présidence tournante de l'intergroupe.

Le gouvernement n'est pas pour autant menacé. Les communistes ont,

en effet, confirmé qu'ils ne comptent pas mêler leurs voix à celles de la droite pour le censurer. De plus, M. Rocard peut escompter sur quelques défections centristes, M. Raymond Barre ayant déclaré: «censurer ce budget, ce serait me censurer moi-même».

Cette opposition globale de la majorité de l'Assemblée au budget n'a pas empêché que onze des vingt budgets de ministères aient été approuvés au cours de la discussion. Cela parce que le PC s'est abstenu sur sept d'entre eux, l'UDF, sur trois,

l'UDC sur quatre, les centristes votant même les crédits de la coopération des DOM-TOM et des P. et T.

Soul, le RPR a voté contre tous les budgets. Neuf d'entre eux contre cinq l'an dernier ont quand même dû être «réservés» jusqu'à la fin de la discussion budgétaire et ainsi bénéficier de l'engagement de responsabilité (anciens combattants, communication, fonction publique, logement et transport, défense, solidarité et santé, intérieur, jeunesse et sports, justice).

Si le gouvernement a fait peu de concessions à ces oppositions, il a dû

négoier serré avec les socialistes. Ainsi, ceux-ci ont, notamment, obtenu l'engagement de la suppression, en 1991, de la part départementale de la taxe d'habitation qui sera remplacée par une imposition basée sur les revenus des contribuables. Tel qu'il se présente, ce budget prévoit un déficit de 90 742 millions de francs, alors qu'il n'était que de 90 227 millions de francs dans le projet initial du gouvernement. Mais M. Michel Charasse espère le réduire à 90 142 millions d'ici la fin des navettes parlementaires.

M. Rocard sans états d'âme

En engageant la responsabilité de son gouvernement, vendredi 17 novembre à 6 h 30 du matin, le premier ministre s'est voulu sans états d'âme: «Ce budget est bon»; sans amertume à l'issue d'une discussion budgétaire difficile nécessitant la réserve de nombreux crédits de ministères: «Une majorité de fonctionnaires budgétaires a été adoptée alors que nous ne disposons que d'une majorité relative»; sans regret à l'égard du recours à cette procédure autoritaire de l'article 49-3, qui avait pu être évité en 1988: «L'année dernière, divers groupes avaient souhaité

une discussion réelle. Nous avions fait la preuve que nous y étions tous disposés. Les mêmes cette année ont préféré multiplier les refus. Libre à eux, nous n'allons pas leur enlever leur suffrage»; et sans rancune envers un groupe socialiste qui avait pourtant, lors de la première partie de la discussion du projet de loi de finances, multiplié ses exigences en faveur d'un «gauchissement» du budget: «Un seul groupe, le PS, a réellement débattu, proposé, amendé».

Nulles tractations dans les couloirs, nulles conciliations de der-

rière minute n'auront marqué, cette fois, la discussion finale du projet de loi de finances. Et l'absence d'un valence budgétaire en faveur notamment des anciens combattants et du logement social n'aura même pas permis d'emporter une abstention centriste ou communiste sur l'un des nombreux budgets réservés et soumis au vote dans la nuit de jeudi à vendredi.

L'UDC, résolu cette année à rejeter les crédits des ministères «politiques» comme ceux de l'intérieur, de la justice, de la défense, de la solidarité et de la

santé, avait toutefois tenu à conserver sa liberté à l'égard de ses collègues UDF et RPR, déclinant ça et là des bons points, et permettant par son abstention l'adoption de certains budgets comme ceux de l'emploi et de la formation professionnelle, voire en votant pour d'autres comme celui des postes et télécommunications. Partagé sur l'opportunité de voter contre le budget — certains de ses membres ayant même été tentés par la dissidence lors de l'examen de la première partie de la loi de finances — le groupe centriste a annoncé,

par la voix de M. François Rocheloin, qu'il participera au dépôt de la motion de censure et qu'il la votera.

Les communistes ont quant à eux maintenu leur opposition «à un budget d'inégalité sociale» marqué par «de nouveaux cadeaux au patronat», selon M. Fabien Thériault, et par «la poursuite au nom de l'Europe d'une politique inégalitaire, d'une politique d'austérité pour les travailleurs, d'une politique archaïque dont la faillite est patente».

Quant à l'opposition RPR et UDF, elle a eu beau jeu de railler la «discussion laborieuse», selon M. Philippe Auberger (RPR), ou les «conditions tristes et assez lamentables», selon M. Gilbert Gantier (UDF), dans lesquelles s'est achevé l'examen du projet de loi de finances. Et de se réjouir par avance de son unité retrouvée dans le dépôt et le vote d'une motion de censure, en lançant au premier ministre, vendredi au petit matin, un tonitruant et jovial «A lundi!».

PASCAL ROBERT-DIARD.

Les principales mesures adoptées

1. Lutte contre la fraude fiscale

• Renforcement des moyens de contrôle et d'information de l'administration fiscale. — Dans la perspective de l'ouverture du marché des capitaux à compter du 1^{er} juillet 1990, les députés ont adopté toute une série de mesures destinées à lutter contre la fraude fiscale ou le blanchiment des capitaux. Le dispositif adopté tend à renforcer les moyens de contrôle et d'information de l'administration fiscale sur les flux financiers transfrontaliers sans pour autant entraver la liberté des capitaux.

Les personnes physiques qui transfèrent vers l'étranger ou en provenance de l'étranger des sommes, titres ou valeurs d'un montant supérieur à 50 000 F sans l'intermédiaire d'un organisme habilité doivent en faire la déclaration. Les personnes physiques, les associations, les sociétés n'ayant pas la forme commerciale, domiciliées ou établies en France, sont tenues de déclarer les références des comptes ouverts, utilisés ou clos à l'étranger. Tout organisme habilité doit communiquer sur leur demande aux administrations fiscales et douanières la date et le montant des sommes transférées à l'étranger par les personnes physiques, les associations, les sociétés n'ayant pas la forme commerciale, ainsi que l'identification de l'auteur du transfert et du dépositaire de la somme. Ces dispositions valent également pour les opérations effectuées pour le compte de ces personnes, par des comptes de non-résidents.

Des pénalités spécifiques sont prévues en cas d'infraction: les sommes transférées et non déclarées sont considérées pour leur totalité comme des revenus imposables. Les organismes qui refusent la communication des informations demandées par l'administration fiscale sont redevables d'une amende fiscale égale à 80 % du montant des sommes non communiquées.

• Évaluation forfaitaire des éléments du train de vie dans le calcul de l'impôt sur le revenu. L'initiative de M. Christian Pignatelli (PS, Vosges), la commission des finances a fait adopter un amendement tendant à reprendre en compte certains éléments du train de vie pour l'évaluation forfaitaire minimale du revenu. Cette disposition avait été supprimée par le gouvernement de M. Jacques Chirac en décembre. Aux éléments du train de vie déjà pris en compte (valeur locative cadastrale de la résidence principale et des résidences secondaires, employés de maison, voitures automobiles, motocyclettes de plus de 450 centimètres cubes, yachts ou bateaux de plaisance à voile et à moteur, avions de tourisme, chevaux de selle) sont ajoutés: les chevaux de course, la location de droits de chasse et la participation aux sociétés de chasse et aux clubs de golf. Des dispositions que M. Patrick Balkany (RPR, Hauts-de-Seine) a jugées «particulièrement rigoureuses».

• Obligation du paiement par chèque ou carte bancaire de tout achat supérieur à 150 000 francs. — Les députés ont également adopté un amendement rendant obligatoire le paiement par

chèque, carte de paiement ou de crédit de tout achat d'un montant supérieur à 150 000 francs effectué par des résidents non-commerciaux. Les infractions à ces dispositions sont sanctionnées par une amende fiscale égale à 25 % des sommes.

• Contrôle des comptabilités informatisées. — Les informations et traitements comptables informatisés devront désormais être conservés pendant six ans soit sur un support informatique, soit sur un autre support. Les agents des impôts sont habilités à exercer le contrôle de la comptabilité des données, des traitements et de la documentation informatique.

• Responsabilité accrue des centres de gestion agréés. — L'expert comptable ou le comptable d'un centre de gestion agréé ne doit délivrer de visa qu'après s'être assuré de la régularité des documents fiscaux qui lui sont remis. Cet amendement renforce la valeur du visa et tend à responsabiliser les dirigeants des centres de gestion agréés.

2. Réforme de la taxe professionnelle. — A l'initiative de M. Edmond Hervé (PS, Ille-et-Vilaine), les députés ont adopté plusieurs dispositions relatives au calcul et à la répartition de la taxe professionnelle, afin de corriger les déséquilibres entre les communes. Les entreprises ont en effet tendance à s'implanter dans les communes ayant le taux de taxe professionnelle le plus bas, provoquant du même coup l'aggravation de la pression fiscale dans les communes où ces taux sont plus élevés. L'amendement déposé par M. Hervé a modifié par le gouvernement prévoit qu'à partir de 1991 dans les communes où les bases nettes de taxe professionnelle dépassent le double de la moyenne nationale des communes à population équivalente, un prélèvement égal à la moitié des bases excédentaires sera effectué au profit du Fonds national de péréquation. La mise en œuvre de cette disposition est étalée sur quatre ans. Elle ne s'applique pas aux communes membres d'un district ou d'une communauté urbaine.

Pour ces communes, il est prévu une imposition en cas d'excédent, destinée pour moitié au profit de la commune et pour l'autre moitié au profit du groupement, au taux résultant de la moyenne du taux voté par la commune et du taux moyen des communes associées.

Le gouvernement s'est engagé à réaliser une simulation sur cette réforme, dont les résultats seront présentés au Parlement avant le 30 avril 1990. C'est au vu de cette simulation que seront déterminées la date et les conditions d'entrée en vigueur de cette réforme.

Un autre amendement, déposé par M. Hervé afin de renforcer la solidarité intercommunale, rend graduellement obligatoire pour les districts la perception d'impôts locaux propres. Cette mesure permettra au district de bénéficier de la dotation globale de fonctionnement (DGF). Cet amendement adopté, contre la volonté de M. Michel Charasse, ministre du budget, a été voté par les seuls députés socialistes, l'UDC s'est

abstenue, le RPR, l'UDF et le PC ont voté contre.

Les députés ont, par ailleurs, adopté deux amendements confiant au gouvernement le soin de réaliser des simulations: l'une, demandée par M. Alain Richard (PS, Val-d'Oise), rapporteur général du budget, sur l'instauration d'une cotation nationale de péréquation de la taxe professionnelle calculée sur la valeur ajoutée produite par les entreprises; l'autre, à l'initiative de M. Edmond Alphandery (UDC, Maine-et-Loire) pour la mise en place d'un Fonds national de solidarité de la taxe professionnelle.

3. Réforme du calcul de la taxe d'habitation. — Conformément à l'accord intervenu lors de la discussion de la première partie de la loi de finances entre le gouvernement et le groupe socialiste, M. Edmond Hervé a déposé un amendement tendant à associer le calcul de la part départementale de la taxe d'habitation sur le revenu à compter du 1^{er} janvier 1991. M. Hervé a précisé que pour permettre une «personnalisation» de la taxe, celle-ci serait assise sur les revenus et plus-values pris en compte pour établir l'impôt sur le revenu et comporterait deux abattements, l'un pour charges de famille, l'autre avec une partie forfaitaire et une partie fixée librement par le conseil général. Là encore, le gouvernement devra présenter au Parlement les conclusions d'une simulation avant le 2 avril 1990.

4. Instauration d'un plan d'épargne populaire (PEP). — Afin de développer l'épargne à long terme des particuliers et notamment des ménages modestes — dans le but de compléter les revenus de la retraite, un plan d'épargne populaire est créé. Le PEP doit ainsi se substituer au plan d'épargne retraite (PER). Dans un ménage, chacun des époux pourra souscrire un PEP dans la limite d'un plafond de 600 000 francs. Pendant les dix premières années du plan, les versements effectués seront non imposables et ouvriront droit à une prime d'épargne d'un montant maximal de 1 500 francs par an. Le PEP sera clos en cas de retrait pendant les dix premières années du plan, sauf cas de force majeure.

5. Déduction d'impôts pour faciliter l'accueil des personnes âgées au domicile de leurs enfants. — Les personnes âgées de plus de soixante-dix ans, accueillies au foyer de leurs enfants, mais dont l'état de santé nécessite l'emploi d'une aide à domicile, pourront bénéficier d'une réduction d'impôt égale à 25 % des sommes versées, dans la limite de 13 000 F, pour l'emploi de cette aide. Dans le dispositif actuellement en vigueur, la déduction fiscale ne s'applique qu'aux personnes âgées de plus de soixante-dix ans vivant seules sous leur propre toit.

La réduction fiscale a également été étendue aux couples âgés dont l'un des membres de plus de soixante-dix ans est placé en long séjour ou en section de cure médicale, l'autre demeurant seul ayant besoin d'une aide à domicile.

6. Crédits d'impôt en faveur des entreprises proches de la fin de leur durée d'exploitation. — Les entreprises indus-

trielles et commerciales qui accroissent ou maintiennent la durée d'utilisation des équipements et qui procèdent à une réduction de la durée hebdomadaire du temps de travail peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt annuel. Ce crédit peut s'élever à 3 000 francs par salarié et par heure réduite si l'entreprise accroit fortement la durée d'utilisation de ses équipements ou si elle réduit la durée du travail d'au moins trois heures. Le montant du crédit d'impôt est de 6 000 francs par salarié et par heure réduite, lorsque les deux conditions — accroissement de la durée d'utilisation des équipements et réduction du temps de travail — sont réunies.

7. Reconduction des mesures d'incitation fiscale pour l'investis-

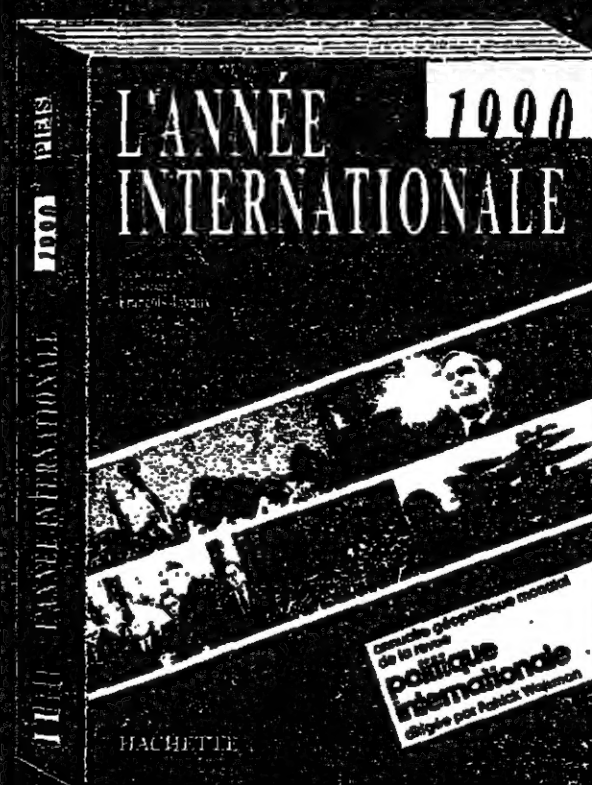
sement locatif et pour l'entretien du patrimoine immobilier. — Les mesures d'incitation fiscale en faveur de l'investissement locatif, destinées à favoriser l'acquisition de logements plus grands, sont reconduites jusqu'au 31 décembre 1992. Les plafonds de dépenses donnant droit à des réductions d'impôt sont portés de 200 000 à 300 000 francs pour les personnes seules et de 400 000 à 600 000 francs pour les couples mariés.

Sont également reconduites les réductions d'impôt prévues pour les dépenses de grosses réparations, au taux de 25 % dans la limite d'un plafond de 8 000 francs pour une personne seule et de 16 000 francs pour un couple marié, sur les

dépenses payées entre le 1^{er} janvier 1990 et le 31 décembre 1992.

Le gouvernement s'est en revanche opposé à un amendement déposé conjointement par M. Alain Richard (PS, Val-d'Oise), rapporteur général du budget, et M. Roland Carraz (PS, Côte-d'Or), tendant à instituer une réduction d'impôt en faveur des étudiants qui ont contracté un emprunt pendant la durée de leurs études supérieures, et qui, pendant cette période, sont restés rattachés au foyer fiscal de leurs parents. Cet amendement prévoyait que les intérêts des prêts-études remboursés en fin d'études viendraient en réduction d'impôt à concurrence de 50 % du montant des intérêts.

P. R.-D.



Annuaire géopolitique mondial de la revue politique internationale.

- L'année politique dans le monde.
- Plus de 100 articles originaux.
- Réalisé par 73 experts.

Pour percevoir ce qui motive les grands de ce monde, j'ai besoin de les rencontrer. Mais pour comprendre ce qui fonde leur action, j'ai besoin de lire L'Année internationale.

Patrick Poivre d'Arvor.

Par la force et la vigueur des analyses, la compétence et la renommée des auteurs, L'Année internationale constitue une synthèse inédite de l'actualité mondiale.

Jean Lecanuet

La situation internationale paraît soudain plus claire, comme si l'analyse exacte du présent ouvrait les perspectives de l'avenir. Il faut lire cet ouvrage.

Thierry de Beaucourt

Mieux qu'un annuaire... le commentaire des faits, éclairer les faits sans les dénaturer.

Jean-François Deniau

L'entreprise était ambitieuse. Elle est parfaitement réussie. L'annuaire est à la hauteur de la Revue.

Jean-François Poncet

HACHETTE

سكنا من الاصل

حکومت الاحوال

POLITIQUE

L'élection du président de la commission des affaires étrangères M. Michel Vauzelle sur l'avant-scène

Elu jeudi 16 novembre président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale par trente-six voix contre trente-cinq à M. Jean-François Deniau (UDF) candidat de l'opposition, M. Michel Vauzelle a rendu hommage à son prédécesseur M. Valéry Giscard d'Estaing.

Député des Bouches-du-Rhône depuis avril 1986, candidat malheureux à la mairie d'Arles en mars dernier, M. Vauzelle s'est rangé parmi les partisans de M. Laurent Fabius dans la préparation du congrès socialiste de mars prochain. A quarante-cinq ans, il a déjà derrière lui une longue carrière politique, commencée en 1969 au cabinet de M. Jacques Chaban-Delmas. Le premier chef de gouvernement de Georges Pompidou mettait en œuvre, alors, un programme résumé sous le titre « La nouvelle société », qui associait, parmi ses collaborateurs, MM. Jacques Delors et Simon Nora.

M. Vauzelle est resté fidèle à M. Chaban-Delmas après la mise à l'écart de celui-ci, en 1972, par M. Georges Pompidou. Avocat de formation, il s'est éloigné des cabinets ministériels pour exercer sa profession, jusqu'à la candidature du maire de Bordeaux à la présidence de la République en 1974. Après la défaite de M. Chaban-Delmas au premier tour de scrutin, il s'est rallié, au second tour, à M. François Mitterrand, qui l'a encouragé à adhérer au Parti socialiste.

M. Vauzelle a hésité pendant un an et demi avant de prendre sa carte du PS, en 1976, à Arles, ville à laquelle il était attaché depuis son enfance. Soutenu par Gaston Defferre, patron du PS dans les Bouches-du-Rhône, il est élu, en mars 1977, conseiller municipal d'Arles. Délégué national du PS aux libertés et aux affaires judiciaires, il devient, en 1981, directeur adjoint du cabinet de M. Mi-

terrand pendant la campagne présidentielle.

En mai 1981, le nouveau président de la République le choisit comme porte-parole, fonction qu'il remplira pendant cinq ans.

M. Vauzelle est, par force, un porte-parole discret, tandis que, à Arles, l'union de la gauche, à laquelle il est contraint, derrière le maire communiste, favorise la victoire de la droite aux élections municipales de mars 1983. Trois ans plus tard, M. Vauzelle est élu député des Bouches-du-Rhône au scrutin proportionnel, siège qu'il conservera en juin 1988, au scrutin majoritaire. En mars 1989, l'hostilité du PCF l'empêche de prendre la mairie d'Arles à M. Jean-Pierre Camoin (RPR).

D'origine modeste, né le 15 août 1944 à Montémar (Drôme) dans une famille catholique, M. Vauzelle, licencié en droit et diplômé de sciences politiques, a su se faire admettre dans les milieux dirigeants sans vouloir vraiment s'y intégrer. Passionné par la politique, il se reconnaît pour « parrains » dans ce métier, MM. Mitterrand et Gaston Defferre. Son élection à la présidence de la commission des affaires étrangères le propulse sur l'avant-scène.

P. J.

o Polémique Denis-Stasi. — M. Xavier Deniau, député (RPR) du Loiret, a qualifié, jeudi 16 novembre, de « diffamatoires » les propos de M. Bernard Stasi, député (UDC) de la Marne, qui l'avait accusé d'avoir détourné le vote de M. Michèle Alliot-Marie, députée (RPR) des Pyrénées-Orientales, lors de la désignation du candidat de la droite à la présidence de la commission des affaires étrangères. Selon M. Stasi, M. Alliot-Marie, absente de Paris, souhaitait voter pour lui, mais M. Xavier Deniau, à qui elle avait donné pouvoir, en avait fait bénéficier son frère, M. Jean-François Deniau, député (UDF) du Cher. M. Xavier Deniau a affirmé que sa collègue ne lui avait donné aucune consigne de vote.

Face aux parisians du maintien de la suppression de l'article 1er, supprimé au cours de l'examen du texte par l'Assemblée nationale, les socialistes et le gou-

La commission des finances élabore un contre-projet de budget

Le texte du projet de loi de finances pour 1990 devrait être examiné par les sénateurs à partir du mardi 21 novembre. M. Roger Chénouard (RI, Paris), rapporteur général du projet, a fait connaître, jeudi 16 novembre, les propositions de la commission des finances, qui entend utiliser au mieux l'examen de ce texte pour aboutir à un véritable contre-projet de loi de finances. Selon M. Chénouard, la réduction du déficit public est insuffisante, alors que, dans le même temps, les dépenses de l'Etat augmentent de façon excessive. M. Chénouard, au nom de cette commission, va proposer une série d'amendements articulés autour de trois axes principaux.

Le rapporteur fixe d'abord comme objectif la réduction du

déficit budgétaire à hauteur de 20 milliards de francs. Cette réduction serait financée par la reprise du processus de privatisations et par une réduction des dépenses ordinaires civiles. Ensuite, l'investissement des entreprises serait encouragé par une baisse de deux points du taux de l'impôt sur les bénéfices distribués.

Enfin, l'harmonisation du système de TVA français avec celui de ses partenaires européens serait favorisée par la diminution d'un point du taux normal (de 18,6 % à 17,6 %). Parmi les autres mesures proposées par la commission des lois, figure une modification de l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) et la mise en chantier d'une réforme de l'impôt sur le revenu.

Adoption des projets relatifs au financement des campagnes électorales et des partis

Les sénateurs ont adopté, jeudi 16 décembre, les deux projets de loi, ordinaire et organique, relatifs au financement des campagnes et des partis et groupements politiques, présentés par M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur. La majorité sénatoriale a voté le projet de loi ordinaire, alors que les socialistes s'abstenaient et que les communistes votaient contre : pour le projet de loi organique, seuls les sénateurs communistes ont voté contre.

En dépit des déclarations préliminaires, l'ombre de l'amnistie a tout de même plané sur l'hémicycle, l'espace d'un article. Au cours de la discussion générale, un « front du refus » s'était improvisé, les sénateurs communistes s'étant retrouvés aux côtés de leurs collègues centristes, RI et RPR pour se déclarer « intraitables sur tout ce qui pourrait ressembler à l'amnistie ». « Cette énorme guesse qui aurait sans doute fait chavirer » la barque du gouvernement (M. Paul Masson, RPR, Loiret).

Face aux parisians du maintien de la suppression de l'article 1er, supprimé au cours de l'examen du texte par l'Assemblée nationale, les socialistes et le gou-

vernement s'étaient retrouvés isolés, campant sur des positions qui leur faisaient trouver cette amnistie toujours « souhaitable ».

Pour l'ensemble des projets, les principales dispositions, proposées au nom de la Commission des lois par le rapporteur, M. Christian Bismet (RI, Morbihan), ayant déjà été adoptées au cours des séances précédentes (le Monde du 15 et du 16 novembre), les sénateurs se sont contentés d'adopter une dernière modification touchant le plafond des dépenses électorales pour un candidat à l'élection de la présidence de la République.

L'amendement voté par les sénateurs a permis d'élever, pour les candidats présents au second tour, le plafond de 140 à 160 millions de francs. Le président de la Commission des lois a conclu la discussion en indiquant que la morale ne découle pas d'un acte juridique, mais qu'en politique cette morale était bête, il avait bien fallu lui ajouter des béquilles, pendant que M. Charles Lederman (PC, Seine-et-Marne) dénonçait une dernière fois le « corsetage » et la « privatisation » de l'activité politique en France.

La modification des statuts de l'AMF

La révolte des maires ruraux embarrasse le PS

Il est des projets de réformes qui se transforment en véritable boomérang. M. Pierre Mauroy est, peut-être, en train d'en faire, une fois encore, l'amère constatation.

Depuis des mois, le premier secrétaire du Parti socialiste réclame, à cor et à cri, une modification des statuts de l'Association des maires de France (AMF), afin d'y diminuer le poids des élus ruraux, qui est tel que la gauche en est désavantagée (le Monde du 11 novembre). Or la discussion qui a eu lieu, jeudi 16 novembre, au cours du congrès de cette association, a permis aux élus des petites communes, de répliquer : oui, il faut modifier les statuts, mais parce que nous sommes... sous-représentés !

La révolte est montée de tous côtés. Les présidents des associations départementales des maires, par les voix de MM. Edmond Pédagot (Maine) et Jean-Denis Turpin (Vendée), ont d'abord fait remarquer que, pour l'instant, celles-ci n'étaient pas, de droit, associées au fonctionnement de l'AMF ; or la coordination, entre l'échelon départemental et le niveau national, est pourtant indispensable ; d'où leur souhait de participer, en qualité, aux organes de direction de l'AMF. Cela ne peut qu'être contraire à un accroissement de la représentation de la gauche, puisque dans les associations départementales, comme dans l'association nationale, chaque maire dispose des mêmes

droits, quel que soit le nombre d'habitants de sa commune.

Les « sans-grade » ont été tout aussi nets. Un représentant d'un village de l'Ain a ainsi accusé l'AMF d'être « colonisée » par les députés et les sénateurs, et a été fortement applaudi lorsqu'il a demandé que plus de places soit faites aux maires des communes de moins de deux mille habitants. D'ailleurs, M. François Paour, président de la Fédération nationale des maires ruraux, a fait remarquer qu'ils ne disposaient que de vingt-quatre places sur cent au comité directeur de l'association, alors qu'ils représentent 85 % de l'espace ; les premiers magistrats des cités de plus de deux mille habitants (12 % des trente-six mille communes françaises) ont eux soixante-seize représentants. M. Paour a aussi fortement contesté, au nom de l'« apolitisme de nombreux maires », la parité droite-gauche dans les instances dirigeantes de l'AMF que le PS vient d'arracher.

Un statut de l'État

Même le représentant communiste, M. Dominique Frelaut (maire de Colombes, Hauts-de-Seine), a repoussé tout ce qui pourrait diminuer la place des maires ruraux. La position de M. Marcel Lucotte, sénateur RI de Saône-et-Loire, qui anime le groupe de travail du bureau de l'AMF, reflète-

La préparation des assises nationales de février

Les « contributions » se multiplient au sein du RPR

La préparation des assises nationales du RPR, prévues pour le 11 février 1990, continue de donner lieu à l'élaboration de projets de contribution. Ceux-ci seront enregistrés définitivement lors du conseil national du 2 décembre et donneront alors éventuellement naissance à des courants organisés puisque le principe de ceux-ci est désormais reconnu au sein du mouvement de M. Chirac.

Le texte de la direction du RPR est actuellement préparé par M. Juppé, secrétaire général, et il pourrait réaliser la synthèse avec d'autres projets déjà déposés.

Tous les textes qui ont été jusqu'à présent rédigés insistent sur la fidélité et la confiance en MM. Chirac et Juppé, sur la nécessité de maintenir la personnalité du RPR compatible avec la reconnaissance d'une diversité à son sein et sur le souci de développer à des degrés variables l'union de l'opposition.

Dès lors, certains rapprochements pourraient s'opérer entre plusieurs tendances. Toutefois, il est encore prématuré d'envisager une seule motion pour les assises. En effet, certains courants préféreraient se compter et même présenter leurs propres candidats pour la désignation des membres élus du conseil national.

M. Jacques Toubon a déposé, à titre personnel, une proposition, tout en affirmant ne pas vouloir « créer une nouvelle tendance organisée ». Souhaitant que le RPR soit un parti « populaire et moderne », il affirme que ses membres doivent être « des réformateurs ».

Les « rénovateurs », dont l'émergence au printemps dernier est à l'origine de la modification des statuts reconnaissant l'existence de courants, ne sont pas encore parvenus à concrétiser leur cohésion. En effet, le courant VIE (Vitalité, imagination, environnement) animé par M. Alain Carignon et

qui a rendu publique sa contribution cosignée par M. Michel Noir (le Monde du 15 novembre), n'a pas réussi à attirer ceux des « rénovateurs » qui sont proches de M. Philippe Séguin.

Malgré plusieurs rencontres entre les représentants de ces deux groupes, les amis du maire d'Epinal, qui ont préparé un texte sur le thème « union et rénovation », n'auraient pas pu obtenir de modification assez substantielle du projet du maire de Grenoble. Une contribution « séguiniste » pourrait donc également être publiée. Les autres textes dont dispose déjà le secrétaire général sont ceux de M. Michel Giraud, député du Val-de-Marne, de MM. Borotra et Mazaud sous le nom « Avenir et fidélité », de M. Kasperkiewicz, intitulé « Nouveaux horizons du gaullisme », et enfin d'un dernier document publié par le groupe « Vitamines » qui rassemble quelques députés élus pour la première fois en 1988 et qui a choisi pour titre une profession de foi : « Ce qui nous unit est beaucoup plus fort que ce qui nous sépare ».

La liste des signataires de la contribution Borotra qui vient d'être rendue publique comporte quarante et un noms de députés et dix de sénateurs (1).

Celle de Vitamines en compte pour le moment dix, mais d'autres signatures sont annoncées par son leader, M. Jean-Yves Chamard, député de la Vienne (2), alors que le groupe Carignon compte sept députés et sept sénateurs. Mais on constate aussi que les différences entre plusieurs de ces textes sont parfois si minimes que certains élus ont signé plusieurs documents à la fois.

Ainsi l'esquisse, ou plutôt sa confirmation, une configuration entre deux grandes tendances possédant chacune en son sein ses propres nuances : d'un côté les « rénovateurs » et de l'autre, tous les autres.

ANDRÉ PASSERON

(1) Les signataires de la motion « Avenir et fidélité » comportent deux sous-groupes : les sénateurs et ceux qui lui sont proches. Pour les premiers : MM. Borotra (Yvelines), Mezzand (Hauts-de-Seine), Jean-Louis Debré (Eure), Elisabeth Habert (Loire-Atlantique), Louis de Broissac (Cher), Christian Cabat (Loire), Jean-Michel Couvre (Var), Henri Coq (Yvelines), Marianne Dangeilh (Alpes-Maritimes), Jean-Marie Demange (Moselle), Jacques Mandes-Arns (Yvelines) et Jean Ueberschiag (Haut-Rhin).

Pour les autres : MM. Emmanuel Aubert (Alpes-Maritimes), Pierre de Bénouville (Paris), Nicole Catala (Paris), René Couvignes (Hérault), Olivier Dassetin (Oise), Bernard Delaune (Oise), Xavier Desmurs (Loire), Claude Dhimin (Nord), Jean-Louis Estrosi (Alpes-Maritimes), Jean-Louis Cossou (Finistère), François Crusemeyer (Bas-Rhin), Alain Joumann (Yvelines), Jean Kliffer (Moselle), Claude Labbé (Hauts-de-Seine), Armand Leporel (Vienne), Jacques Limouzy (Tarn), Lucette Michaux-Chevry (Guadeloupe), Roland Nungesser (Val-de-Marne), Charles Paccou (Nord), Christiane Papon (Val-de-Marne), Pierre Papon (Corse), Régis Perbez (Ardèche), Pierre Raynal (Camal), Jean-Paul de Rocca Serra (Corse), Suzanne Sauvage (Alpes-Maritimes), Bernard Schreiner (Bas-Rhin), Georges Tranchant (Hauts-de-Seine), Robert André Vivien (Val-de-Marne).

Dix sénateurs : MM. Robert Calme-Jane (Seine-Saint-Denis), Auguste Cebalès (Pyrénées-Atlantiques), Philippe François (Seine-et-Marne), Christian de La Malène (Paris), Arthur Moulin (Nord), Paul d'Ornano (Principauté de Monaco), Alain Pichet (Eure), Nelly Rodi (Yvelines), Jean Simonin (Eure), et Serge Vignon.

(2) Les signataires de la motion « Vitamines » sont MM. Jean-Yves Chamard (Vienne), André Berthel (Moselle), Nicole Catala (Paris), Olivier Dassetin (Oise), Eric Dolige (Loire), Alain Joumann (Yvelines), Jean-Luc Raitzer (Haut-Rhin), Bernard Schreiner (Bas-Rhin), Jean-Claude Thomas (Marne), Léon Vachet (Bouches-du-Rhône).

PUBLICATION JUDICIAIRE

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS

CONdamnATION PÉNALE

Par jugement contradictoire en date du 23 mai 1989, la 31^e chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour : USURPATION D'APPELLATIONS D'ORIGINE, DUTILISATION D'UN SIGNE QUELCONQUE DE NATURE A TROMPER SUR L'ORIGINE D'UN PRODUIT, ALTERATION OU SUBSTITUTION DE NOM SUR UN PRODUIT FABRIQUE, DETENTION OU COMMERCE DE PRODUITS SOUS UNE MARQUE CONTREFAISANTE OU FRAUDEUSE, TROMPERIE, PUBLICITE FAUSSE OU DE NATURE A INDUIRE EN ERREUR.

Claude CHARBONNEL, Alain PALMA, à Paris, de juin 1986 à février 1987, et Patricia FUENTES, à St-Denis (93), de juin 1986 à février 1987, pour avoir : Claude CHARBONNEL : apposer, soit fait apposer, par addition, retranchement ou par une altération quelconque sur les produits naturels ou fabriqués, mis en vente ou destinés à être mis en vente, des appellations d'origine qu'il savait inexactes ;

sur des bouteilles de vin, apposer ou sciemment utilisé une marque de fabrique ou de commerce, un nom, un signe ou une indication quelconque de nature à faire croire que les vins étaient d'une origine différente de leur véritable origine ;

— apposer, soit fait apposer par addition, retranchement, ou par une altération quelconque, sur des objets fabriqués le nom d'un fabricant autre que celui qui en est l'auteur, ou la raison commerciale d'une fabrique autre que celle où lesdits objets ont été fabriqués, ou le nom d'un lieu autre que celui de la fabrication ;

— apposer une marque appartenant à autrui, en l'espèce en portant frauduleusement sur des étiquettes de bouteilles de vin des noms de domaine ou de châteaux ;

— trompé ou tenté de tromper le contractant sur la nature, l'espèce, l'origine et les qualités substantielles de la marchandise, en l'espèce en portant sur des bouteilles de vin de fausses indications d'espèce, d'origine et de provenance ;

Alain PALMA : vendre ou mis en vente des bouteilles de vin portant des indications d'origine (vins de pays du Gard) auxquelles ils ne pouvaient prétendre.

Patricia FUENTES : vendre ou mis en vente des bouteilles et des contenants de vins portant des indications d'origine (vins de pays du Gard) auxquelles ils ne pouvaient prétendre.

Alain PALMA et Patricia FUENTES :

— vendu ou mis en circulation des produits naturels ou fabriqués portant une appellation d'origine qu'ils savaient inexacte ;

— sciemment exposé ou mis en circulation des objets marqués de noms supposés ou altérés, en l'espèce des bouteilles de vin portant sur leurs étiquettes des noms de propriétaires, de viticulteurs, de lieux et de marques usurpés ;

— sciemment vendu, mis en vente des produits qu'ils savaient revêtus d'une marque frauduleusement apposée ;

— trompé ou tenté de tromper le contractant sur la nature, l'espèce, l'origine et les qualités substantielles de la marchandise vendue, en l'espèce en portant sur des bouteilles de vin de fausses indications d'espèce, d'origine et de provenance ;

— effectué une publicité comportant des allégations, indications ou présentations fausses ou de nature à induire en erreur sur les qualités substantielles et l'origine des produits en apposant dans leur magasin un panneau indiquant « VIN PROVENANCE DIRECTE », alors que le vin n'était pas vendu par le producteur ou le fabricant.

M. CHARBONNEL Claude, né le 24 avril 1940 à TALENCE (33), commerçant, demeurant à PARIS (20), 2, rue des Couronnes ;

— à la peine de 18 mois d'emprisonnement avec sursis et 10 000 F d'amende.

M. PALMA Alain, Raymond, né le 20 février 1964 à St-Denis (93), livreur, demeurant à St-Denis (93), cité Guyonnet, bâtiment 1 ;

— à la peine de 1 an d'emprisonnement avec sursis et 10 000 F d'amende.

M. FUENTES Patricia, Ida, Valérie, née le 12 février 1966 à Nice (06), commerçante, demeurant à St-Denis (93), 26, rue Gabriel-Péri ;

— à la peine de 1 an d'emprisonnement avec sursis et 10 000 F d'amende.

Le tribunal a, en outre, ordonné aux fins des condamnations la publication de ce jugement par extrait dans le journal « le Monde ».

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur de la République sur sa réquisition. - N.Y. AYANT APPEL.

PUBLICATION JUDICIAIRE

La première Chambre du tribunal de grande instance de Paris a, par jugement du 13 janvier 1988, condamné M. GOLDSMITH, directeur de publication de l'EXPRESS, et la société Groupe EXPRESS, editrice de cet hebdomadaire, à payer à M. Rifaat-el-Assad, articles parus dans le numéro du 30 avril au 7 mai 1987, intitulés respectivement : « Armes, drogue, voitures : le trafic syrien » et « Le mort de l'autoroute A 7 ».

L'ITALIE DE LA RENAISSANCE

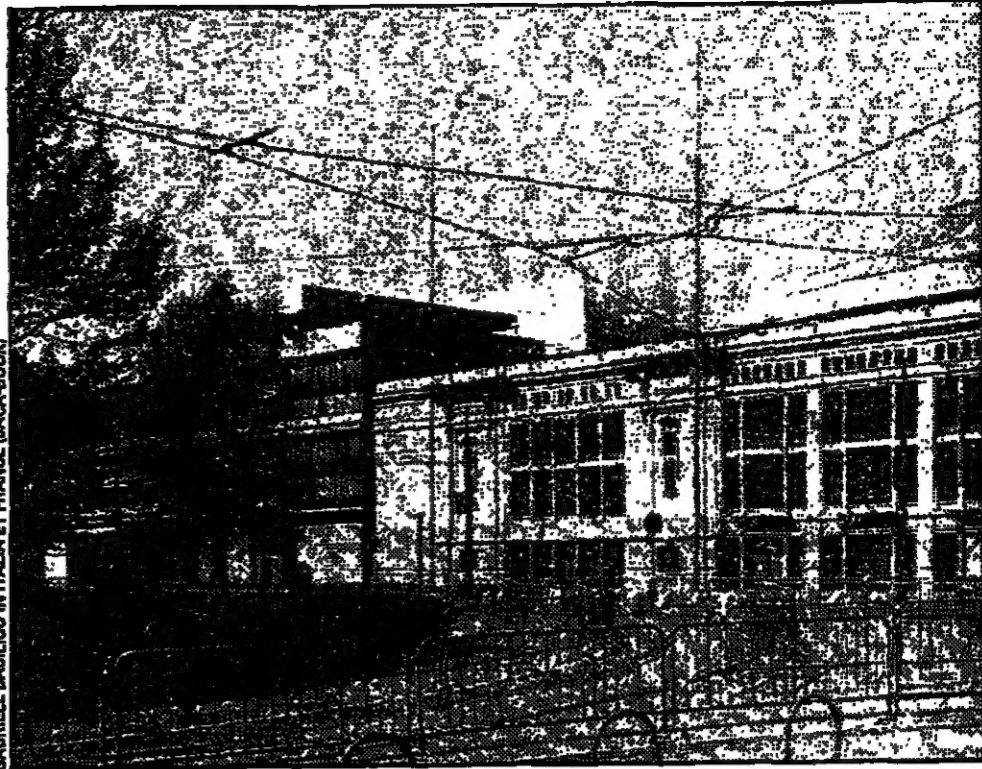
Aggiornamento général. A trois ans du grand rendez-vous européen, l'Italie se lance tête baissée dans un vaste remue-ménage. Régénération, mutation ou rénovation, appelons le phénomène comme on veut : un puissant et brûlant vent réformiste souffle désormais sur la nation la plus énigmatique du Vieux Continent. Un optimisme quasi névrotique, mais solidement justifié par de miraculeuses performances économiques, semble avoir saisi la population et ses dirigeants. Après des années d'atavismes et d'autodétournement, le « Bel Paese » trémit d'enthousiasme, d'ambition et de projets.

Oh bien sûr, tous les maux traditionnels — mafia, clientélisme politique, déficiences publiques — qui interdisent à la cinquième puissance économique mondiale de prendre la place qui lui revient dans l'arène internationale n'ont pas disparu.

L'Université retrouve son autonomie (page 13) et le système bancaire se rénove, trop lentement il est vrai (page 11); la privatisation de certaines branches du colossal secteur public est à l'honneur, même si les problèmes énergétiques ne sont pas réglés (page 12); la mode italienne conquiert la planète (page 14), mais le cinéma demeure moribond (page 15). Les déficits de l'Etat restent abyssaux, à commencer par le plus grave d'entre eux, celui de l'entretien et de l'efficacité (page 10). Mais là aussi, les choses bougent. Et à l'heure où l'on annonce un peu partout dans la péninsule le requiem de la première République, il n'est plus interdit d'en imaginer une seconde. Plus dynamique, plus moderne, à l'image du pays...



CLAUDE BORDI IN VACANZE A LITTORIO (CONTRASTO)



GABRIELE BILLO IN ITALIA ET FRANCE (L'ESPRESSO)



LUIGI BERNI / GALLERIA PIVANZI (L'ESPRESSO)



ROBERTO KOCH / CONTRASTO

L'automne de la première République

**« A RCHAIQUE, dépassée, sclérosée, déshé-
rée. »** Mille fois entonné dans les médias transalpins par tout ce que l'Italie compte de politiciens, de syndicalistes, d'économistes, bref de décideurs, le royaume de la présente Constitution fait quasiment l'unanimité. Le cadre fondateur de la première République italienne, trop rigide, a fait son temps. Question : faut-il l'arracher de l'histoire ? Donner naissance à la deuxième République ? Pourquoi pas ? Mais le système doit-il être présidential ou semi-présidential ? Jugé, « législatif » par le chef de l'Etat lui-même, le débat est à l'ordre du jour.

Quatre dizaines de gouvernements en quarante-quatre ans. Un taux de dix mois en moyenne, sans compter les périodes parfois longues — trois mois cette année — où le pays n'est pas gouverné du tout. C'est peu dire, comme Gianni Agnelli cet été, qu'une réforme des institutions italiennes est désormais urgente. Comment la cinquième ou sixième puissance économique de la planète — selon qu'on intègre ou pas le quart « parallèle » et non déclaré de l'activité nationale — peut-elle encore progresser quand tout le processus décisionnel public est bloqué les trois quarts du temps par les incessantes querelles des partis ? C'est en substance la question posée par le grand patron de la Fiat. Et il n'est pas le seul à s'inquiéter.

« Le système est paralysé, affirme M. Sergio Finin, président de la Confindustria, le CNPF italien. Entre la poursuite nécessaire du développement et l'urgence inévitable de l'instabilité (gouvernementale), l'économie apparaît de plus en plus incertaine. (...) Les forces économiques seules ne peuvent plus affronter les problèmes de l'efficacité du système-Italie. » Il faut, ajoutait pour sa part M. Carlo De Benedetti, que « les politiciens comprennent que le pays est différent de ce qu'il était il y a trente ans. Nous avons d'ambitieux rendez-vous avec nos partenaires et, eux aussi, ils ont beaucoup changé. Je soutiens que nos institutions et notre appareil administratif sont en retard sur les faits. »

Arrêtons là l'inventaire des récriminations du monde de la production, contrainst par exemple de mettre en place son propre service postal avec délivrance quotidienne du courrier en territoire suisse, de manière à ne pas être pénalisé par un service public qui peut mettre quinze jours pour délivrer une lettre de Paris à Rome. Incurie de la poste, mais aussi des télécommunications, du secteur santé publique,

des transports en commun ou du ramassage des ordures. C'est là l'un des paradoxes de ce pays, qui, tout en poursuivant d'un pas allégre sa marche vers le vingt et unième siècle, conserve, avec semble-t-il une apparente nostalgie, un pied dans le tiers-monde le moins avancé.

Sur les causes de l'inefficacité et de l'impuissance de l'Etat, tout le monde ou presque est d'accord : hypertrophie du pouvoir parlementaire, hégémonie des partis, colonisation totale des structures publiques par les hommes de la « partitocratie », la plus envahissante d'Europe. « La Constitution, disait récemment M. Francesco Cossiga, l'actuel président de la République, est née en 1946 après une interruption de vingt années de

l'expérience démocratique. Elle est née dans une société pré-industrielle, et les rythmes de la société civile tout autant qu'économique se sont modifiés. » Manière élégante de décrire l'archaïsme d'un texte élaboré au sortir du fascisme pour interdire, quoi qu'il arrive, la répétition du phénomène.

Mais près d'un demi-siècle après la dictature mussolinienne, personne au monde ne peut nier le caractère éminemment démocratique et, en dépit des convulsions, profondément enraciné de la société transalpine. L'heure n'est-elle pas venue de faire un peu plus confiance aux hommes et un peu moins à la rigidité des carcans qui brident leur créativité ? L'élection directe au suffrage universel d'un

président de la République digne de ce nom, c'est-à-dire non soumis au diktat des partis, pourrait-elle faire avancer la cause de la modernité et de l'efficacité de l'Etat ? S'inspirant confusément des systèmes américain et français, le Parti socialiste italien, propagateur de l'idée, y travaille avec opiniâtreté.

« Le modèle présidentiel constituerait un grand pas en avant », estime ainsi M. Gianni De Michelis, ministre des affaires étrangères et numéro trois du PSI. L'opinion publique, qui, selon M. Cossiga lui-même, a un peu le « complexe du père », est apparemment d'accord avec les socialistes : 75 % des Italiens, d'après les sondages, souhaitent pouvoir choisir directement leur prochain chef

de l'Etat. Ils ne savent pas vraiment quel pourrait être ses pouvoirs, puisque personne dans le monde politique n'ose encore en débattre, mais le citoyen de base, c'est clair, ne veut plus d'un président-potiche, réduit le plus souvent à un rôle de notaire, enregistrant la disponibilité ou le plus souvent l'indisponibilité des partis à former une coalition de gouvernement.

« Le président de la République, précise la Constitution, nomme le président du conseil des ministres et, sur proposition de ce dernier, les ministres. » En fait, ironisait récemment la Repubblica, « il aurait fallu écrire : le président de la République signe la nomination du président du conseil désigné par les secrétaires des partis qui forment la coalition du moment, puis il ratifie la liste des ministres, à lui soumise par le président du conseil, en fonction des choix opérés par les différents courants des partis coalisés ». Bref, quelle que soit sa personnalité, le chef de l'Etat en Italie est d'abord un spectateur privilégié de la dégénérescence du système et, au mieux, le conseiller numéro un de la République. Rien de plus.

« Qui commande en cas de guerre ? », demandait ainsi crûdement M. Cossiga, alors que le chef du Parti socialiste, M. Bettino Craxi, était premier ministre. Trois ans après, aucune réponse vraiment satisfaisante et claire n'a été fournie. Comme dit le président de la République, « sur la base des pouvoirs actuels, certaines équivoques sont possibles... ». Et fréquemment. « Le système présidentiel, reprend donc M. De Michelis, aurait l'avantage de clarifier tout notre mécanisme politique. » Le problème est de savoir comment y arriver, sachant qu'en dehors du MSI néofasciste, qui rêve toujours de la grandeur perdue, aucun des autres partis italiens ne soutient la proposition socialiste.

PATRICE CLAUDE
Lire la suite page 16

51^{ème}

EXPOSITION INTERNATIONALE
DU CYCLE ET DU MOTOCYCLE

Foire de Milan - 21 - 27 Novembre 1989

21 - 22 Novembre (journées réservées aux professionnels)

E.I.C.M.A. - Secrétariat: Via Mauro Macchi, 32 - 20124 MILANO (Italie)
TEL. 2/66981818 - Fax 2/66982072 - Télex 315694 ANCM I

هكذا من الاجل

حکذا من الاجل

L'ITALIE DE LA RENAISSANCE

Les secrets du miracle économique

Déficit budgétaire, inflation et argent cher sont compensés par une grande souplesse et une rude débrouillardise.

Le miracle italien se poursuit, aussi mystérieux que la bénédiction du sang de saint Janvier. L'année 1989 s'achève avec une croissance probable de 3,4 à 3,5 %, et les prévisions du gouvernement pour 1990 restent fondées sur 3 % au moins. Et que dire des trois années précédentes ? 1986, l'année du sorpasso, où, à l'occasion d'une réévaluation des comptes nationaux, l'Italie se découvrait plus riche que la Grande-Bretagne ; 1987, où elle était de nouveau dépassée par l'Angleterre mais croissait à plus de 3 %, bien plus vite que l'Allemagne et la France ; 1988, où elle frôlait les 4 %. L'étonnant, le miracle dans ce dynamisme, c'est qu'il s'opère dans des conditions qui, dans tout autre pays, inhiberaient gravement l'économie.

Epargne et autofinancement

Le problème numéro un y reste celui du déficit budgétaire, qui représente encore 11,5 % du produit intérieur brut (PIB), après avoir atteint jusqu'à 12,5 % en 1985. Le gouvernement Andreotti s'est donné pour objectif prioritaire de réduire cette impasse budgétaire qui alimente une dette publique déjà égale à 100 % du PIB. Jusqu'à présent, le déficit public italien a pu être financé sans trop de problèmes à cause du comportement patrimonial très

particulier des habitants de la péninsule. Les Italiens sont les plus grands épargnants d'Europe. Ils mettent de côté l'équivalent de 21 % du revenu national et, qui plus est, absorbent sans broncher le flux montant des bons du Trésor. Désormais, le tiers des avoirs financiers des ménages italiens sont constitués de titres d'Etat.

Le revers de la médaille, c'est que, pour attirer les investisseurs, l'Etat doit leur consentir des conditions très favorables : il emprunte à taux élevés et variables, le plus souvent à court terme. Le refinancement annuel de la dette publique italienne représente près de 40 % du PIB. D'où un effet d'éviction au détriment des autres agents économiques. Les ménages, par exemple, ont les plus grandes difficultés à emprunter pour se loger. Faisant de nécessité vertu, ils économisent avant d'acheter. Les entreprises, elles aussi, souffrent des taux d'intérêt élevés, d'autant qu'elles ne peuvent pas, pour la plupart, compter sur l'apport du marché boursier, encore relativement peu développé. Il leur faut compter sur leurs propres forces et s'auto-financer. Rien de tel pour obliger à bien gérer !

On peut empocher le problème du déficit budgétaire par le bout des recettes ou par celui des dépenses. Côté recettes, il y a, pour parler pudiquement, quelques gains fiscaux à exploiter en Italie. Mais, comme ses prédécesseurs, le gouverne-

ment Andreotti a préféré augmenter les taxes sur l'essence et les droits de timbre, faciles à engranger, que de se lancer dans une véritable chasse aux fraudeurs. Côté dépenses, on va réduire les dégrèvements fiscaux accordés aux entreprises et tailler dans les budgets de l'agriculture, de la défense, des postes et des transports. L'Etat compte même se débarrasser d'une partie de son patrimoine immobilier.

Reste ce qui coûte vraiment très cher et qu'il est très délicat politiquement de toucher : la *prevoyance sociale*, un tiers des dépenses budgétaires (contrairement à la France, les budgets sociaux ne sont pas, en Italie, comptabilisés séparément). Quatre millions d'Italiens perçoivent des pensions d'invalidité, dont beaucoup sont à l'origine des petits cadeaux qui entretiennent l'amitié entre élus et électeurs. Et puis, il y a le poids très réel d'une population vieillissante dont la demande de santé va croissant.

Téléphoner, un poème

Si au moins cet Etat dépensier offrait aux Italiens des services publics satisfaisants, mais c'est loin d'être le cas. Téléphoner, c'est un poème : communications bruyamment interrompues, conversations qui s'entrechoient, délais de plusieurs semaines, voire de plusieurs mois, pour obtenir une nouvelle ligne. Le poste est incertain. Les transports publics, sujets à

des retards imprévisibles, à des grèves incompréhensibles à l'usage. Les grands projets d'infrastructure, toujours évoqués, tardent à voir le jour (ainsi les lignes de train à grande vitesse qui permettraient de désengorger les principales liaisons aériennes).

Ces inconvénients de la vie quotidienne ont forgé chez les Italiens un rude esprit de débrouillardise. Mais à l'heure de l'Europe sans frontières, ils pourraient se révéler un handicap majeur. Le raisonnement ne vaut d'ailleurs pas que pour les services publics. Le système bancaire sort lentement de son archaïsme. Une Italie sous-bancarisée, où les paiements par chèques restent exceptionnels, a fort à faire pour se mettre au niveau des autres pays européens. La législation bancaire interdisait jusqu'à ces dernières années les prêts au-delà de dix-huit mois et établissait une séparation stricte entre banques commerciales et banques d'affaires. Ces verrous ont été supprimés, mais la restructuration du secteur bancaire est entamée, à marche forcée.

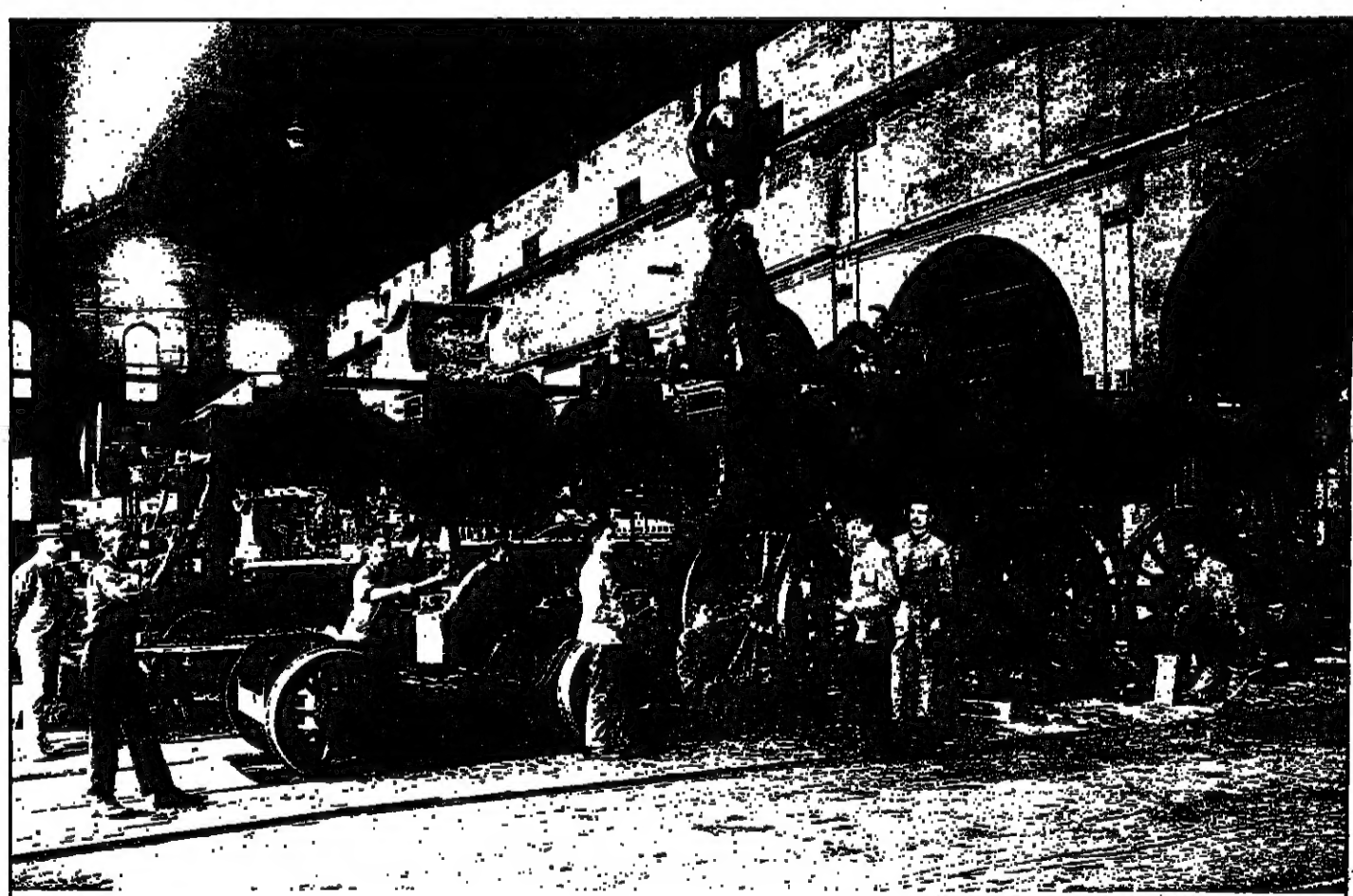
La drôle de maison Italie, avec ses excroissances baroques, est tout de même un édifice solide. Grâce à un esprit d'entreprise et à une flexibilité - *improvvisazione* - selon les termes de l'OCDE, elle a amélioré de 30 % en volume sur cinq ans ses exportations. Même si elle reste peu présente sur les secteurs de la haute technologie, l'Italie occupe les marchés des biens de consommation et des biens d'équipement.

A côté des vedettes, les Benetton, Fiat et autres Olivetti, il y a cette foule de petites entreprises qui exportent de tout sur tous les marchés du monde : des machines à coudre, la laine, des emballages de cigarettes ou des corolles, produits pour lesquels les Italiens occupent souvent des positions de leaders mondiaux. La véritable richesse de l'Italie est là, dans ces entreprises souvent familiales, mais qui ont su se moderniser, soulignent les observateurs étrangers.

Malgré une inflation plus rapide que prévue (6,5 % en rythme annuel en octobre contre un objectif de 4 % pour 1989), l'Italie maintient tant bien que mal sa compétitivité à l'exportation. Cette orientation exportatrice aurait d'ailleurs conduit certaines sociétés italiennes à négocier un peu trop le marché intérieur, d'où un fort courant d'importations pour satisfaire la consommation, toujours vive. Conséquence, les comptes extérieurs de la péninsule restent structurellement déficitaires (12 863 milliards de lire, soit 60 milliards de francs de déficit commercial en 1988).

Le résultat est que la lire a retrouvé depuis quelques mois sa place d'« homme malade » du système monétaire européen. La devise italienne est proche du bas de sa marge de fluctuation et fera sans doute les frais du prochain réajustement des parités.

SOPHIE GHERARDI



Le futur a une histoire.

Des technologies d'avant-garde. Plus de cent entreprises. Quarante pour-cent du chiffre d'affaires en exportation. Une présence dans les cinq continents. Six secteurs industriels d'intervention stratégiques : moyens de transport collectifs, systèmes aéronautiques et aérospatiaux, systèmes technologiques, aluminium, verre, technique de projet et d'installation. Trois sociétés financières (Aviofer, FinBreda, Alumix) et deux chefs de groupe (Siv, Efimpiani). Tout cela a des racines profondes. Tout cela a la valeur du futur. Et un nom : EFIM.



Industriel Public Stratégique

Les fruits de la perestroïka

Ténacité et prudence politique sont les clés des marchés de l'Est

La Hongrie et la Tchécoslovaquie sont les chasses gardées de la RFA. La Pologne, pour gagner le paradis, faisait remarquer récemment un économiste italien. Reste pourtant que l'Italie se taille une part appréciable du marché à l'Est, avec, il est vrai, pour débouché essentiel et traditionnel, l'URSS. Essentielle parce que le volume des échanges entre les deux pays a atteint en 1988 près de 6 824 milliards de lire (35 milliards de francs), plaçant l'Italie au troisième rang des partenaires occidentaux de l'Union soviétique après la RFA et la Finlande. (Le volume global des échanges entre l'Italie et l'Europe de l'Est était en 1988 de 17 108 milliards de lire, soit environ 85,5 milliards de francs.)

Traditionnel si l'on considère que Fiat a inauguré sa première succursale en Russie en 1912, et que Montedison, société à vocation essentiellement chimique, qui a rejoint depuis peu le groupe Ferruzzi, a construit ses premières usines en Ukraine en 1933. Cela étant, l'Italie est loin d'être absente des autres pays de l'Est. Selon des sources polonaises, elle serait même le deuxième investisseur occidental en Pologne avec un montant de 12,2 milliards de zlotys (après la RFA avec 14,4 milliards de zlotys).

La encore, contrairement à la France, l'Italie a joué à l'égard de la Pologne la carte de la continuité, renouant très vite (notamment en termes économiques) avec le gouvernement du général Jaruzelski après l'instauration de la loi martiale en 1981.

C'est sans aucun doute à ce pragmatisme et à son sens de l'adaptation que l'Italie doit de récolter aujourd'hui les fruits de la perestroïka. Avant même la mise en place, par Fiat, du grand complexe automobile VAZ (Volga Automobile Plant) à Togliattigrad - du nom de Togliatti, l'ancien leader du Parti communiste italien - dans les années 60, qui marque le coup d'envoi d'une véritable coopération industrielle entre l'Italie et l'URSS, la Péninsule comptait, dans les années 50, plusieurs petites sociétés de « trading ». « La grande chaîne des Italiens, c'est qu'ils ne font peur à personne. Ils n'ont jamais adopté d'attitude polémique vis-à-vis de l'URSS en particulier, ce qui n'est pas le cas de la France », faisait encore remarquer notre économiste italien.

Au plus fort des tensions Est-Ouest, à la fin des années 70, la firme Nuovo Pignone a continué de livrer des stations de pompage destinées à la construction du gazoduc sibérien, encourageant les foudres de Washington.

Aujourd'hui encore, Olivetti qui est très présent sur les marchés de l'Est, a fait l'objet d'une plainte des Etats-Unis auprès du gouvernement italien pour avoir enfreint les règles du COCOM. Selon les services secrets américains, Olivetti aurait exporté pour 25 millions de dollars de matériel informatique vers l'URSS en 1984, destiné à équiper des avions de chasse et à

enfreindre les règles du COCOM. M. De Benedetti a contesté ces accusations.

En attendant, l'Italie s'apprête à recevoir M. Gorbatchev à la fin du mois de novembre et compte à cette occasion donner corps à des projets déjà discutés par les deux pays il y a tout juste un an, lors de la grande exposition « Italia 2000 », organisée par les Italiens à Moscou.

Un déficit chronique

En tête des grandes entreprises, Fiat espère pouvoir signer avec le ministère de l'Automobile soviétique un contrat portant sur la production d'une voiture de petite cylindrée. Il s'agit d'une joint-venture et Fiat parle d'une cadence de production annuelle avoisinant un million de véhicules.

Le groupe Ferruzzi, de son côté, a deux grands projets en cours. A Tengiz, près de la mer Caspienne, il prévoit la construction - dans le cadre d'une joint-venture - d'un complexe chimico-industriel intégré d'une valeur de 6 milliards de dollars. Pour ce projet, Montedison, Ferruzzi est allié du côté occidental à la branche chimie de l'ENI, le grand holding public italien, ainsi qu'à la firme américaine American Occidental Petroleum et à la japonaise Marubishi.

« Il s'agit de la plus importante joint-venture du monde », déclarait, lors de la signature du protocole d'accord en mars 1988, le PDG de l'Occidental Petroleum. L'autre projet de Ferruzzi concerne la pôle agro-industriel dans la région Ukraine-Caucase. « C'est un premier pas vers l'auto-suffisance soviétique en matière alimentaire, puisqu'il vise à la transformation sur place des produits agricoles », a dit M. Reni Gardini, président de Ferruzzi à Moscou.

Si l'URSS apparaît effectivement comme la locomotive des relations économiques entre l'Italie et les pays de la Péninsule, comment à tourner leur regard vers la Hongrie, la Tchécoslovaquie et la Pologne.

M. De Benedetti a annoncé il y a peu, à Paris, la création en Hongrie d'une société financière dont la vocation sera de prendre des participations dans les entreprises en voie de privatisation. Le groupe d'assurances Generali - premier en Italie, quatrième en Europe - vient de prendre 40 % dans deux entreprises d'assurances hongroises et a signé un accord de coopération avec la compagnie d'Etat tchécoslovaque Ceska Statni Pojistovna. Sans oublier Fiat en Pologne, qui attend de réaliser le contrat passé avec Varsovie pour la fabrication d'une nouvelle voiture à moyenne cylindrée. Renault, qui était sur les rangs, avait retiré sa candidature, et Fiat l'a emporté au finish sur le japonais Daihatsu. Il s'agit de produire, dans les années 90, cent vingt mille voitures par an, qui remplaceraient la Polski Fiat.

MARIE-FRANCE CALLE

L'ITALIE DE LA RENAISSANCE

Les banques au pied du mur

Atomisation, sureffectifs et inefficacité : le système n'a que quelques années pour effectuer sa révolution culturelle

« **L**ES banques italiennes se trouvent au premier rang des branches d'activité qui seront probablement perdantes face à l'intensification de la concurrence étrangère amenée par l'échéance de 1992. Qui exprime aussi ouvertement son pessimisme ? Tout bonnement M. Piero Barucci, président de l'Association bancaire italienne (ABI), l'équivalent de l'AFB française, et, par ailleurs, président d'un des établissements les plus performants de la péninsule, le Monte dei Paschi di Siena.

M. Barucci, qui tenait ces propos en juin dernier à l'assemblée générale de l'association, ajoutait que le système bancaire italien est « moins efficace », que d'autres en Europe, et que les banquiers de son pays « admettent ouvertement qu'ils craignent l'insécurité qu'ils craignent d'un marché européen unifié des services financiers ». Pour le président de l'ABI, ces banquiers n'ont jamais été aussi conscients de la vulnérabilité de leur secteur, jusqu'à présent très protégé, très réglementé et, aussi, peu performant.

Cette prise de conscience tardive contraste avec le relatif optimisme qui régnait il y a deux ans, où l'approche de l'échéance de 1992 excitait tout le monde en Italie (le Monde du 20 octobre 1987), les banques se voyant déjà partir à l'assaut de l'Europe. Aujourd'hui, on déchantait et la prise de conscience est amère, comme le démontre une étude sévère publiée récemment par Eurmanagement Consultants, sous la plume de M. Philippe Engerer, responsable des études du Banco di Roma France, et un survol de la situation chez notre voisin transalpin.

Pas de « géants » mondiaux

Le système bancaire italien, tout d'abord, est atomisé, extrêmement fragmenté et peu concentré, avec 1 169 établissements, soit deux fois plus qu'en France et en Allemagne : neuf cents d'entre eux sont exclusivement locaux, tandis que les trente banques majeures effectuent 70 % des opérations d'intermédiation et les neuf banques principales du secteur public (par ordre d'importance des ressources Lavoro, Comit, Napoli, San Paolo, Credito Italiano, Cariplo, Banco di Roma, Monte dei Paschi, Sicilia) drainent 27 % des dépôts et octroient près de 31 % des crédits avec 22,6 % des guichets.

Encore ces trente banques majeures sont-elles de faible dimension par comparaison avec l'étranger : il n'existe pas de « géants mondiaux » d'origine transalpine. On ne trouve que huit banques italiennes dans les cent premières de la planète, une seule dans les cinquante premières (la Banca nazionale del lavoro, au quarante-cinquième rang) et aucune dans les vingt-cinq premières. A titre d'illustration, le résultat brut d'exploitation des « trois vieilles françaises » (BNP, Crédit lyonnais et Société générale) représente près de 40 % de celui des soixante premières italiennes en 1988.

Ensuite l'Italie, communément appelée « la mère des banques », parce que les grands banquiers florentins inventèrent l'effet de commerce et la lettre de change et que le Monte dei Paschi fut fondé à Sienne en 1472, est l'un des pays les moins « bancarisés » d'Europe, avec une agence pour 3 700 habitants contre une pour 1 600 en France et en Allemagne, et trois fois moins de comptes que la moyenne communautaire. Le réseau de distribution automatique de billets et de guichets automatiques est inférieur de moitié au réseau français. Quant aux terminaux points de vente

chez les commerçants, leur nombre est infime : 1 000 en Italie contre 70 000 en France, 22 000 en Espagne et 15 000 en Grande-Bretagne.

Il faut dire que l'Italien est pathologiquement attaché aux règlements en espèces, qui représentent 83 % des transactions, ce pourcentage atteignant 65 % pour le paiement des loyers et 72 % pour celui des impôts. Il utilise assez peu le chèque bancaire (environ vingt chèques émis annuellement par ménage et pour un faible montant moyen). Faut-il y voir une des traditions pratiques de l'économie souterraine ? Le commerce « au noir » étant évalué à 15 % des dépenses de consommation ?

Manque de qualification

Au-delà de ces insuffisances structurelles, les banques italiennes sont affectées par de grands handicaps : des sureffectifs notoirement, une productivité insuffisante et une inefficacité manifeste, notamment dans le service à la clientèle. A la fin 1988, les effectifs des banques, à l'exclusion des caisses rurales et artisanales, s'élevaient à 314 458 personnes, en croissance de 14,4 % sur 1980, soit, estimée-on, 30 000 à 35 000 agents de trop. En Italie, la plupart des emplois, en particulier dans les banques contrôlées par l'Etat (63 % du total), sont « à vie » et, à tous les échelons de la hiérarchie, pas seulement les plus élevés, les « recommandations » politiques sont indispensables. Si on y ajoute une syndicalisation corporatiste très puissante, on s'aperçoit que toutes les conditions sont réunies pour rendre difficile toute réduction d'effectifs. De plus, le manque de professionnalisme et de qualification du personnel est flagrant, comme le constatent les banques étrangères qui s'installent en Italie. Quant à la formation professionnelle, elle est systématiquement reléguée au second plan.

En conséquence, le coût du personnel bancaire est plus élevé qu'ailleurs en Europe, et l'Italie arrive en tête pour l'importance des frais généraux : environ 65 % du produit net bancaire, contre 59 % en France et 56 % en Allemagne. Le plus piquant est que la rentabilité brute des banques italiennes est très forte, beaucoup plus qu'ailleurs, grâce au niveau élevé des taux d'intérêt réels et de celui du taux d'intermédiation (écart entre le coût des ressources collectées et le taux des crédits accordés). Mais la rentabilité finale est assez basse, du fait de la faible productivité du système. Quant aux services rendus à la clientèle, ils sont jugés médiocres et même qualifiés d'« exécrables ». Une attente d'une heure à un guichet, pour une opération courante, n'est pas rare. En outre, comme il n'existe aucun système de compensation automatique des chèques, le délai d'encaissement pour un chèque « hors place », c'est-à-dire dont le titulaire est domicilié dans une autre ville que le bénéficiaire, est d'environ quatre semaines contre trois jours en moyenne dans les autres pays.

Fusions et concentrations

Il n'est pas étonnant qu'une banque étrangère, comme la Dresdner, rachetant à la Bank of America plusieurs guichets à Rome et offrant un service ultrarapide, voie les clients se précipiter. Sans doute les dépôts à vue des clients sont rémunérés, entre 3 % et 7 %, mais avec de gros écarts entre les établissements et, surtout, de lourdes commissions de tenue de compte, chaque opération étant facturée entre 500 et 1 000 liras (de 2 F à 4 F). En 1987, ces commissions rapportaient aux banques l'équivalent de 1 656 F en Italie, 807 F en Allemagne et... 69 F en

France. Un récent sondage a montré qu'un tiers des clients sondés ne comprenait rien à ses extraits de compte et ne connaissait pas les conditions de rémunération consenties aux dépôts, 37 % estimant qu'il fallait un quart d'heure à une demi-heure pour déposer un chèque au guichet.

Si on ajoute à tout cela les handicaps habituels de l'Italie — une politique monétaire contraignante pour soutenir la lire, de lourdes réserves obligatoires, la contrainte de souscrire des obligations affectées à certains emplois privilégiés, — on peut avancer que les banques italiennes, à l'échéance de 1992, risquent de se heurter à de sérieuses difficultés, voire à une véritable crise.

A cette analyse très noire, on peut opposer l'abondance des atouts que détiennent ces banques. Sortant d'un demi-siècle de protectionnisme, elles sont en train de mettre les bouchées doubles, faisant en deux ou trois ans davantage qu'en cinquante ans.

Les fusions et concentrations vont bon train, de même que les



DINO FRACCIA, CONTRASTO

investissements dans l'informatique. Les Italiens, avec leur capacité d'adaptation, leur flexibilité naturelle et leur créativité, sont tout à fait à même de relever les défis qu'ils doivent affronter. Des établissements aussi dynamiques que l'Istituto San Paolo, la Comit et la Cariplo (caisse d'épargne de Milan), les plus profitables et les plus productifs du pays, le démontrent tous les jours.

Toutefois, comme l'Italie, avec l'ouverture des frontières, son retard structurel et le plus gros flux d'épargne de l'Europe, devrait vraisemblablement enregistrer un très vif développement de son activité bancaire, comme l'Espagne, elle risque de devenir, selon l'expression de l'économiste Mario Monti, « la plus importante terre de conquête financière du monde ». Toutes les banques étrangères

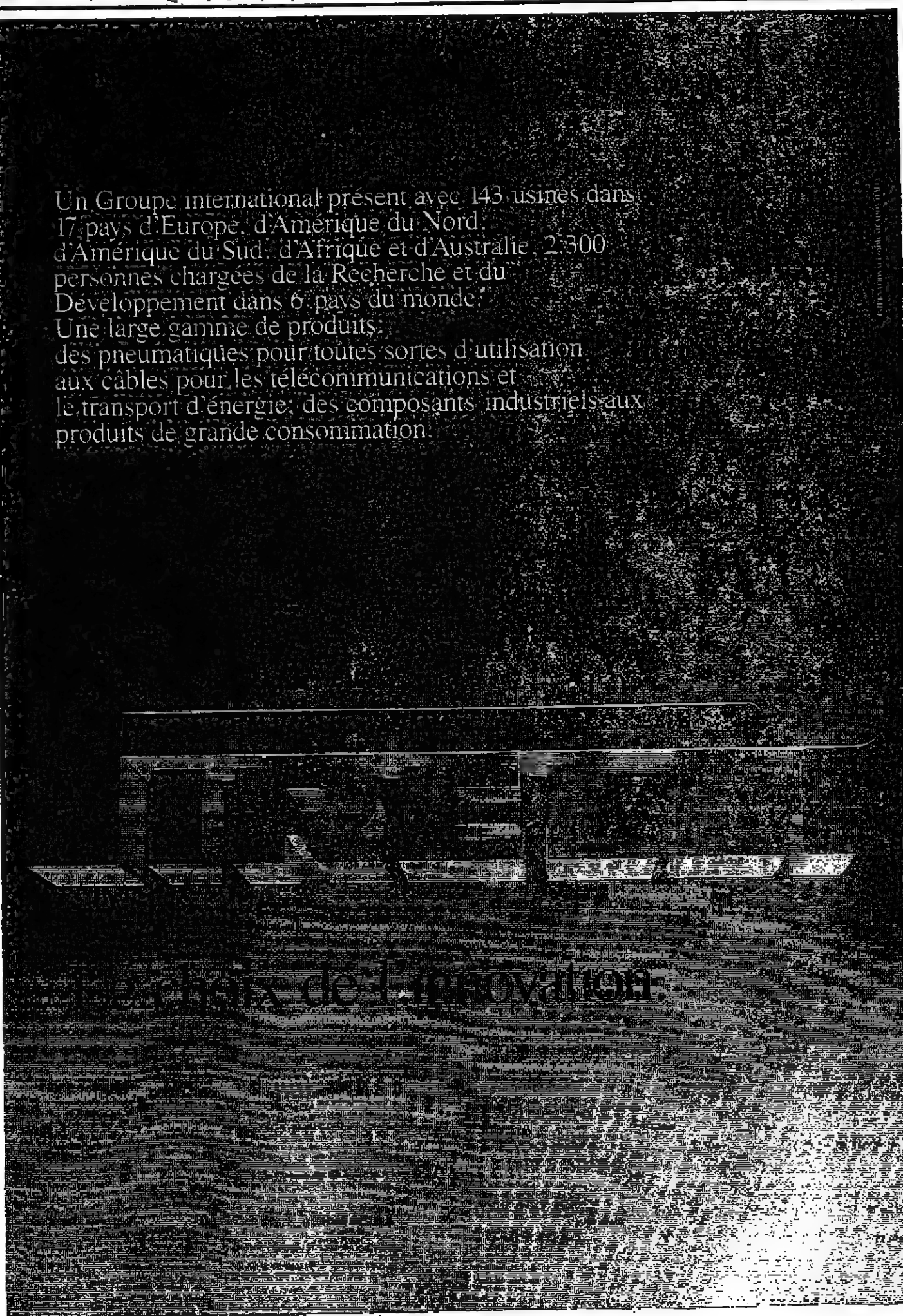
s'y ruent, avec des bonheurs divers, car le système bancaire italien n'est pas très accueillant.

Le dernier en date est le Crédit agricole, qui tente d'acquérir 10 % du Nuovo Banco Ambrosiano et de ses 330 guichets, après le Crédit lyonnais, qui va contrôler le Credito bergamasco : la chasse est ouverte.

FRANÇOIS RENARD

Un Groupe international présent avec 143 usines dans 17 pays d'Europe, d'Amérique du Nord, d'Amérique du Sud, d'Afrique et d'Australie. 2 300 personnes chargées de la Recherche et du Développement dans 6 pays du monde.

Une large gamme de produits : des pneumatiques pour toutes sortes d'utilisation aux câbles pour les télécommunications et le transport d'énergie ; des composants industriels aux produits de grande consommation.



هكذا من الاجل

L'ITALIE DE LA RENAISSANCE

Retrouver l'atome ?

Deux ans après le référendum populaire contre le nucléaire, la dépendance énergétique nationale est telle que l'on repart de l'atome civil.

UNE épée de Damoclès est suspendue au-dessus de l'industrie italienne. Elle tient à un fil électrique... Depuis le premier choc pétrolier, la Péninsule n'a pourtant pas ménagé ses efforts. Rationalisation des processus de production et économies d'énergie n'ont pas manqué. Favorisées par l'évolution récente des prix du brut, les sorties de devises pour cause d'importations de pétrole se sont sensiblement réduites : 70 milliards de francs en 1988 contre 89 milliards en 1987 et plus de cent milliards en 1980. Bref, le déficit, qui était proche de 82 milliards de francs pour les seuls produits pétroliers il y a neuf ans, est tombé à moins de 30 en 1988.

Peu nucléarisé, le système bénéficiait ainsi à plein de la baisse du coût des hydrocarbures. Avantage intéressant mais quelque peu paradoxal puisque ce sont les retards du pays qui se traduisaient ainsi par des gains de productivité. Revers de la médaille, la consommation d'électricité, qui aurait dû être réduite, n'a pas cessé d'augmenter : + 5 % en moyenne par an. Résultat : l'Italie se retrouve aujourd'hui championne d'Europe des importa-

teurs d'électricité. Pis, le pays semble incapable de se doter d'une stratégie de sortie de crise.

La société nationale de production - ENEL - a certes mis au point un système d'interconnexion et des procédures informatisées de répartition tellement sophistiquées qu'elles font l'envie de ses homologues étrangers, y compris français. Mais la situation est devenue telle que les jongleries ne suffisent plus. Les contraintes politiques qui pèsent sur l'investissement énergétique paralysent son développement. Les achats étrangers, qui représentent déjà 15 à 18 % de la consommation totale, posent d'innombrables problèmes techniques.

Importer 32 milliards de kilowattheures, dont un bon tiers en provenance de France, et probablement deux fois plus si l'on comptabilise les transits par la Suisse, n'est pas une mince affaire ! Il y a cinq ans, les achats étaient trois fois moins élevés. Aujourd'hui, les équipements d'acheminement sont insuffisants.

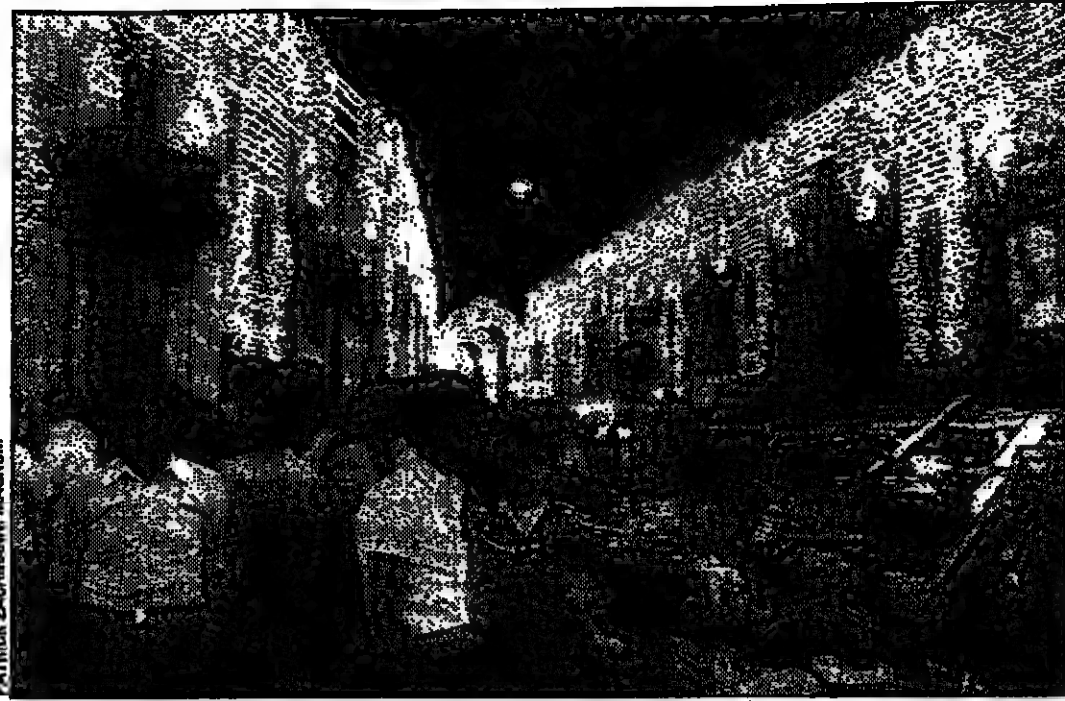
Pendant ce temps, les risques d'accident, dans un pays qui ne dispose pas d'un volant de production suffisant, deviennent préoccupants.

Et pourtant, les projets d'importation de courant se multiplient. Non seulement de France, de Suisse ou de Yougoslavie, mais aussi de Grèce - via un câble sous-marin - et même d'Union soviétique grâce à un électroduct qui traversant la Hongrie, tirerait partie des décalages horaires entre l'Est et le Sud.

En fait, remarquent les experts, tous le monde lorgne plus ou moins avec gloutonnerie sur le déficit électrique italien. Ainsi, en octobre dernier, l'Autriche, oubliée pour une fois de ses préoccupations écologiques, a fait savoir, presque incidemment, qu'elle allait construire une centrale de 2 000 mégawatts pour alimenter « il bel paese ». Apparemment, l'ENEL n'a même pas été consultée.

Le référendum de 1987

Mais les obstacles à tous ces beaux projets ne manquent pas. Outre les industriels italiens, qui renâclent sous prétexte d'indépendance nationale et qui, en réalité, craignent un amoindrissement de leurs parts de marché, il y a les lenteurs bureaucratiques, et surtout l'opposition presque systématique



des collectivités locales à l'édification de nouvelles lignes à haute tension.

La vulnérabilité transalpine a pour origine première le vote anti-nucléaire du référendum de novembre 1987, imposé par les Verts et toute la gauche, socialistes en tête. Deux ans avant, l'Italie n'était pourtant dotée d'un plan énergétique, massivement approuvé par le Parlement, qui, après plus d'une décennie d'at-

molements, prévoyait le recours à l'atome civil. D'ailleurs, rappellent ceux qui étaient pour, « trois centrales étaient déjà réalisées au moment du référendum et deux autres étaient en cours ». Notamment l'unité géante de Montalto di Castro, près de Rome.

Bref, le coup de démocratisme tomba et priva sur-le-champ l'Italie d'un bon dixième de ses besoins électriques. Aujourd'hui, les chiffres sont impressionnants : 60 % de la production locale dépendent du pétrole (dont un quart pour le gaz). A titre de comparaison, la proportion est en moyenne quatre fois moindre dans l'OCDE et trente fois moindre dans la France nucléaire !

Au total, la dépendance italienne vis-à-vis de l'étranger, qui était déjà de 58 % dans les années 60, est passée à près de 80 %. La facture est salée. Il a suffi par exemple que les prix du brut et que les cours du dollar se redressent un peu au premier semestre de cette année pour que l'Italie doive déboursier un bon tiers de devises supplémentaires (soit environ 9 milliards de francs). Cela étant dit, la responsabilité des antinucléaires dans cette calamité nationale n'est pas seule en cause.

Déjà en 1987-1988, l'augmentation des besoins - près de 20 milliards de kilowattheures - aurait dû être satisfaite par la mise en service de cinq mille MW. Or l'ENEL, durant cette période pré-référendaire, n'a augmenté sa capacité que de 500 MW. Aujourd'hui, chacun le reconnaît, il faudrait, pour satisfaire la demande, ouvrir chaque année une mégacentrale de 2 500 MW, comme celle de Brindisi sud, dont les travaux ont d'ailleurs été bloqués des mois entiers cette année.

Idem pour le nouveau plan énergétique national (PEN), qui a été approuvé dès août 1988 par le gouvernement. Le Parlement, lui, n'a pas encore trouvé le temps de l'examiner... Le PEN prévoit de recourir massivement à de grosses centrales polycombustibles, notamment au charbon, dont l'Italie ne tire encore que 15 % de son électricité, alors que la proportion atteint 40 % ailleurs dans l'OCDE. Le problème, là encore, est écologique : au nom de la protection de l'environnement, la houille aussi provoque une puissante levée de bouillottes. Et d'innombrables petits référendums locaux viennent en bloquer régulièrement l'exploitation.

Contre les « ayatollahs » Verts

Le passage au gaz, pourtant, ne résout pas toujours les problèmes. Les Verts y sont de moins en moins favorables, et les collectivités locales s'opposent parfois énergiquement à l'installation sur leur territoire des lourdes conduites de méthane. Alors, soutenu par la Cofindustria - le CNPF italien - le ministre de l'Industrie a décidé de partir en guerre contre les « ayatollahs » de l'environnement. « Les gens ne semblent pas se rendre compte, rugissait-il en août dernier, qu'au rythme actuel de croissance nous aurons une pénurie d'au moins 5 000 MW avant six ans ! Et cela même si les programmes en cours ne sont pas, comme en ce moment, ralentis et contestés partout ! »

De fait, six unités en construction et sept autres en cours d'agrandissement ou de reconversion sont dans le collimateur des écologistes. Une douzaine de lignes à haute tension ont en outre été sabotées depuis deux ans.

A tous ces ennemis, il faut encore ajouter les rivalités des industriels liés à telle ou telle tendance de la coalition gouvernementale. Ainsi

les choix de l'ENEL doivent-ils être prudemment répartis entre, par exemple, les modèles de turbine-fabriques par l'Ansaldo, filiale du groupe IRI (proche de la démocratie chrétienne), ceux de Nuovo Pignone, qui, elle, est liée à l'autre conglomérat public, l'ENI - contrôlé par le Parti socialiste, - et enfin ceux de la Fiat, le grand groupe privé de Gianni Agnelli.

Bref, on voit mal comment la péninsule pourrait se doter, d'ici à 1995, des 15 000 MW qui pourraient porter sa capacité aux 65 000 unités jugées indispensables. « On dit un peu non à tout », résume Giuseppe Bianchi, directeur général de l'énergie. « C'est pratiquement du khomeinisme... » Chargé du secteur à la Cofindustria, l'ingénieur Reimann se ne prive pas de critiquer l'Etat : « Pour nous industriels, affirme-t-il, le discours du nucléaire ne se pose plus. Nous avons investi et nous avons perdu. Et pour ce qui concerne la production d'énergies nouvelles, l'aide de l'Etat est à la fois insignifiante et fortement fluctuante. Bref, nous sommes résolument sceptiques, il ne faut pas le cacher. Et nous n'avons pas l'intention de courir trop de risques... »

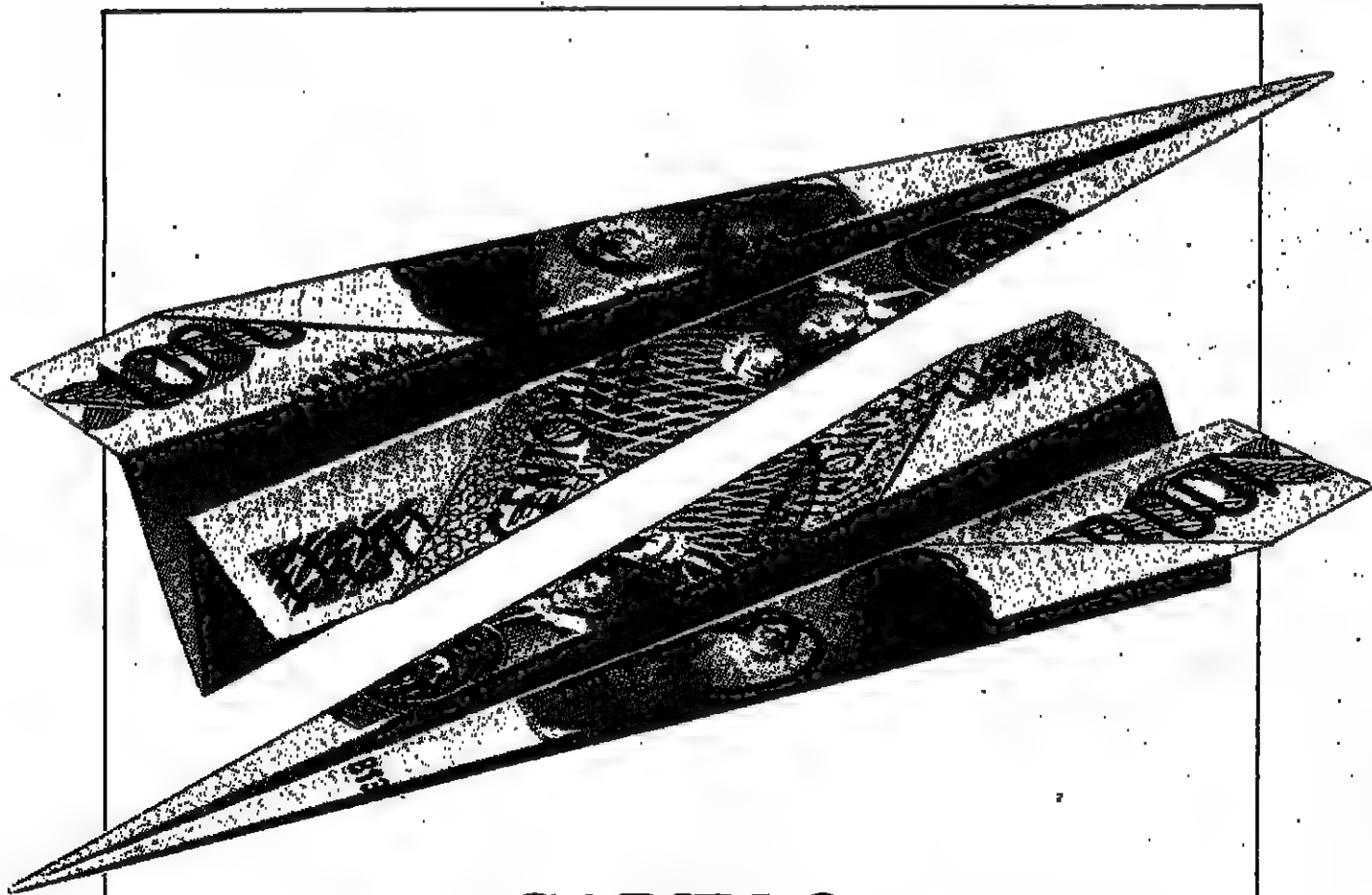
Alors, nécessité faisant loi, l'ENEL a décidé d'ouvrir elle-même une brèche dans son monopole de production. L'idée nouvelle est de permettre aux groupes privés de produire eux-mêmes leur électricité. Non seulement au coup par coup, pour telle ou telle de leurs usines, mais pour la totalité d'entre elles. A charge pour l'entreprise publique d'acheminer le courant « privé » là où les usines en ont besoin. Sachant que le premier de ces nouveaux « autoproduleurs » est la SELM, filiale du groupe Ferruzzi, qui dispose de vingt-trois centrales et produit déjà 9 % de l'hydroélectricité nationale, on comprend l'importance de l'enjeu.

Reste que le nucléaire n'est pas encore complètement entravé et demeure, dans l'esprit de nombreux experts, totalement incontournable. Beaucoup estiment déjà que son retour en grâce est inéluctable. Par quel cheminement ? Tout le problème est là. Le référendum a été des plus explicites, l'administration s'est inclinée, et si elle continue de se battre, c'est le désastre.

Première phase de la stratégie de reconquête : faire en sorte que le mot même de « nucléaire » ne soit plus un anathème. La presse, qui au moment de Tchernobyl, et bien plus qu'en France, avait durablement bouleversé l'opinion, présente déjà plus souvent l'opinion, présente que du silence : le « oui » énergétique qui stopperait les usines. Dans le même temps, l'administration multiplie les arguments en faveur d'un nucléaire « pur et sûr ». Des partenaires suédois, américains ou français sont déjà recherchés pour travailler avec les Italiens sur des réacteurs à haute sécurité. Et l'ENEA - le CEA italien - teste par ailleurs de rester impliqué dans Super-Phénix.

Excellent, mais ce programme ne peut avoir que des effets à long terme. En attendant, l'ENEL cherche à faire diminuer la consommation des ménages et à faire augmenter ses tarifs d'abonnement. Mieux, avec une conception toute personnelle de l'économie, elle tente aussi, sans grandes chances de succès, de faire adopter par ses partenaires des mesures similaires d'économie. Une seule chose est sûre : des efforts sérieux sont en cours. Un jour sans doute, l'Italie industrielle pourra obtenir ces kilowatts dont le pays a tant besoin et que les électeurs lui refusent ? C'est l'essentiel.

GENEVIEVE DE MONTGOLFIER



CARIPLO. ALL OVER THE WORLD. IN BANKING CLASS.

En Italie, Milan est le cœur de la finance, de l'industrie et du commerce. Et Cariplo est le cœur de Milan. Pour toute opération bancaire avec l'Italie, adressez-vous directement à Cariplo qui peut satisfaire vos besoins avec rapidité et compétence. Cariplo, dont le siège social est à Milan, est à votre disposition avec 450 succursales en Italie et d'autres succursales à Londres, New York, Grand Cayman et Hong Kong, ainsi qu'avec des bureaux de représentation à Beijing, Bruxelles, Francfort, Madrid, Paris et Séoul; une filiale: CIB (Compagnie Internationale de Banque, Paris) et plus de 1.800 banques correspondantes. 10, Rue de la Paix - F - 75002 Paris - Tél.: 1-42603352 - Tlx: 215227 CARIPLO F

CARIPLO
CASSA DI RISPARMIO DELLE PROVINCE LOMBARDE
We know how.

CARIPLO. DANS LE MONDE ENTIER. EN CLASSE BANCAIRE.

L'ITALIE DE LA RENAISSANCE

Le danger se lève au Sud

L'ennemi n'est plus au Nord, ni à l'Est.
L'armée italienne se redéploie vers le Sud méditerranéen et affûte son épée.

« L'ITALIE n'est pas seulement un pays méditerranéen en Europe, c'est aussi un pays européen en Méditerranée », expliquait en mars 1989 M. Valerio Zanone, alors ministre de la Défense. L'Italie tente régulièrement d'attirer l'attention sur sa vulnérabilité particulière. Et le ministre ajoutait : « L'intérêt prioritaire pour le Centre-Europe ne doit pas détourner l'attention de la zone méditerranéenne, où se profilent à l'horizon des facteurs d'instabilité et d'insécurité ». Une analyse que la Libye s'efforce sans cesse à confirmer.

Depuis de longues années, l'Italie se bat pour le renforcement du « flanc sud » de l'OTAN, nettement plus dépourvu que le théâtre du Centre-Europe. Mais à cette préoccupation « traditionnelle » s'en est ajoutée une autre, qui a provoqué une réorganisation du dispositif militaire italien jusqu'ici trop exclusivement tourné vers sa frontière nord-orientale : la « menace » du Sud. En clair : la Libye fait peur, non comme puissance militaire, mais par sa propension au coup d'éclat inattendu, à l'action isolée et déstabilisante.

La décision de l'Italie d'accueillir les euro-missiles, les cent douze Cruise missiles installés en 1987 à Comiso (Sicile), procède directement de cette préoccupation de renforcer le flanc sud. Après l'accord FNI du 8 décembre 1987 et le démantèlement en cours de ces missiles, la décision italienne d'autoriser le transfert en Calabre, dans le cadre de l'OTAN, des bombardiers F-16 américains actuellement sta-

tionnés à Torrejón en Espagne, et qui doivent quitter prochainement ce pays, est un reflet de cette même préoccupation : « garantir » le front sud.

C'est qu'il y a urgence : avec une régularité déconcertante, le bouillonnant colonel Kadhafi défie sur l'Italie les frustrations accumulées par ses tensions avec les États-Unis, ou par ses échecs africains. Après l'affrontement américano-libyen dans le golfe de Syrte en mars 1986, puis le bombardement américain de Tripoli et de Benghazi, la Libye s'est retournée contre l'Italie, dont les deux petites îles de Lampedusa et de Pantelleria sont respectivement à 300 km et 500 km des côtes libyennes. Le 15 avril 1986, alors que la VF flotte était déjà repartie au loin, les Libyens ont surpris les Italiens en tirant plusieurs missiles Scud-B dont deux, en limite de portée, sont venus exploser à moins de 1,5 mille du rivage de Lampedusa.

La reorientation des forces terrestres

C'est le ministre de la Défense Giovanni Spadolini qui, le premier, en 1982, constatant le « tron européen » en Méditerranée, a décidé du principe d'une reorientation de l'axe de défense italienne. A la faveur de cette réorganisation, l'armée de terre prend de la souplesse : on crée une Force d'intervention rapide (FIR) de dix mille hommes, et on donne la préférence à des engins à

roues (Centauro de Fiat-Iveco) pour le remplacement de certains blindés des régiments mécanisés.

Depuis, les successeurs de Spadolini (PRI), de Valerio Zanone (PLI) et de Nino Martinazzoli (DC) n'ont fait que confirmer cette réorientation. L'une des missions explicites de la FIR est l'évacuation de ressortissants italiens résidant à l'étranger et menacés par des situations conflictuelles. L'une des plus importantes communautés italiennes concernées est précisément celle des trois mille Italiens travaillant en Libye et traités parfois en « otages » par la Jamahiriya.

Depuis 1985, l'Italie avait un superbe porte-avions : le *Garibaldi*. Mais il ne pouvait embarquer que des hélicoptères. La loi Balbo de 1926 empêchait la marine d'avoir une aéronavale digne de ce nom, laissant le monopole des avions à l'armée de l'air. Et puis, le 26 janvier dernier, après des années de guérilla parlementaire contre les lobbies favorables à l'armée de l'air, finalement les députés abrogent cette loi et le *Garibaldi* peut devenir un véritable porte-avions. Doté d'un pont court sans catapultes, qui ne lui permet d'utiliser que des avions à décollage vertical, le choix était limité au seul appareil de ce type — à l'exclusion des soviétiques — le *Harrier*. Dès le 15 février, le constructeur aéronautique Aeritalia signe un accord de coopération avec British Aerospace et, si tout va bien, le porte-avions recevra ses appareils vers 1995.

La marine italienne multiplie les contacts pour renforcer la présence alliée

en Méditerranée. Ainsi, dans le cadre de l'OTAN, a-t-elle réussi à obtenir de la RFA une présence permanente de la Bundesmarine à chaque manœuvre biannuelle de la force de l'OTAN, et elle a conclu en 1987-1988 des accords de coordination aéronavale avec la France et l'Espagne.

L'affaire d'Ustica

Idem en matière de défense aérienne, de manière à compléter le dispositif italien notoirement insuffisant sur la Méditerranée. L'affaire d'Ustica fournit un bon exemple. Le 27 juin 1980, un DC-9 disparaît au-dessus de l'île sicilienne d'Ustica. Dix ans plus tard, de multiples enquêtes officielles, judiciaires et administratives ont réussi à ne pas mettre la vérité au jour. La seule quasi-certitude est que l'avion a été abattu par un missile, et qu'un ou plusieurs chasseurs non identifiés évoluaient à proximité. Au-delà des nombreuses hypothèses qui circulent (avions libyens en poursuite d'un autre, avions de l'OTAN interceptant un libyen, etc.), le problème qui s'est posé aux autorités italiennes est assez simple : ou bien les radars n'avaient rien vu, et la défense aérienne n'était pas assurée, ou bien ils avaient tout vu, et soit ils n'ont pas eu les moyens d'intervenir, soit ils ont été liés par l'action d'un allié opérant sans autorisation. Ce qui dans les deux cas constitue une faille dans le dispositif italien.

Tournant important par rapport à ses réticences d'après guerre à l'égard de tout ce qui pouvait apparaître comme une aventure militaire, l'Italie a manifesté ces dernières années une grande disponibilité à participer à la défense de la paix hors de la zone strictement concernée par le dispositif de l'OTAN. Outre sa participation permanente à la force intermédiaire au Liban du Sud (FINUL depuis 1978) et à la force de l'ONU dans le Sinaï (MFO depuis 1982), elle a participé aux deux forces multinationales de Beyrouth en 1982-1983, aux opérations de déminage dans le canal de Suez en 1985 et dans le golfe Persique en 1987. Engagée malgré elle dans les remous provoqués par la Libye, l'Italie est le premier pays méditerranéen à raisonner simultanément en termes de dissuasion Est-Ouest et Nord-Sud : une responsabilité pour laquelle elle attend la solidarité de ses partenaires européens.

La création « sur mesure », pour l'Italie, d'un poste d'adjoint au commandant en chef des forces alliées pour l'Europe du Sud (couvernant l'Italie, Grèce, Turquie, Méditerranée et mer Noire), confié le 5 novembre au général Oreste Gargioli, répond à cette attente. Plus personne désormais ne s'avise de plaisanter sur les appréhensions méditerranéennes de Rome. Un sondage, effectué après le mystérieux assassinat d'un technicien italien à Tripoli le 26 octobre, indiquait que 36,4 % des Italiens trouvaient la réaction de leur pays « trop molle ».

ANTHONY GORDON

Universités autonomes

Après des années d'atavismes, les universités gagnent enfin leur autonomie et adoptent un profil plus européen

UN peu d'air frais est entré dans les universités italiennes. Premier pas, d'une importance considérable, franchi récemment : l'insertion du ministère de l'Université et de la recherche scientifique et technologique (loi du 9 mai 1989). La conséquence de cette décision a été l'unification des secteurs de la recherche et de l'enseignement supérieur sous la même autorité, celle du ministre, qui aura une fonction de promotion et de coordination dans le respect de l'autonomie des institutions universitaires.

Avant cela l'Université (plus d'un million d'étudiants) faisait partie du ministère de la Pubblica Istruzione (éducation nationale). Elle n'était donc qu'un élément parmi d'autres dans la vaste constellation de l'enseignement. Ce cadre ne permettait pas à l'Université d'exercer pleinement son autonomie, pourtant reconnue par l'article 33 de la Constitution.

Le besoin de changement d'un système hantement bureaucratique, tel qu'il s'exprime dans la loi de 1989, n'est pas seulement une opération d'ingénierie juridique. Il traduit la profonde évolution du rôle de l'Université dans les vingt dernières années. Tout d'abord, les vieux fantasmes qui attribuaient à l'Université le rôle d'une école de formation professionnelle sont en partie tombés. Les industriels italiens eux-mêmes reconnaissent qu'ils ont surtout besoin de jeunes disposant d'une formation de base vaste et solide : pour la préparation strictement professionnelle, ils préfèrent offrir aux étudiants qui ont obtenu la *laurea* (maîtrise), un cycle de formation dans l'entreprise.

Dorénavant, les enseignants pourront enfin travailler sans se sentir coupables de ne pas apprendre un métier à leurs étudiants. En outre, comme le répète souvent l'actuel ministre Antonio Rubeo, l'Université doit être le lieu privilégié de la recherche fondamentale.

Gagner en souplesse

L'autonomie devrait permettre de mieux affronter l'épineux problème des nombreux étudiants qui n'achèvent pas leur cursus. On estime actuellement que, sur 250 000 étudiants qui s'inscrivent en première année de faculté, 84 000 — soit un tiers — n'arrivent pas en fin d'études. Il faut dire aussi que l'Université italienne ne délivre aucun diplôme avant quatre ans minimum d'études.

La nouvelle autonomie permettrait aux universités de décerner des diplômes intermédiaires de deux ans, comme d'organiser des cours de spécialisation postuniversitaires, et la souplesse qui en découle rendrait possible leur alignement sur les critères européens. Autre changement prévu par la loi de 1989, celui de la gestion financière, qui sera allégée et assouplie. Il sera enfin possible d'intervenir sur le problème des taxes universitaires comme sur celui des bourses, tout à fait insuffisantes. En 1987, un étudiant coûtait 3,4 millions de lires (15 000 F environ) et payait 400 000 lires de taxes universitaires (1). L'État déboursait donc 3 millions de lires par étudiant indépendamment des conditions de fortune et des capacités de ce dernier.

Le casse-tête de Rome-La Sapienza

La chose reste difficile à digérer dans la mesure où une augmentation des taxes exige une meilleure organisation des services et une amélioration des structures de l'enseignement. Dans cette perspective, les universités moyennes (de 40 000 étudiants par exemple) seront probablement les mieux placées. Les autres, et notamment la méga-université de Rome-La Sapienza avec ses 180 000 étudiants, seront obligées de réviser leur position. On commence à y réfléchir sérieusement.

Les contradictions accumulées dans cette université — mais la situation n'est pas meilleure dans celles de Milan ou de Naples — ne peuvent plus demeurer. Son recteur a fait appel au gouvernement pour demander une loi spéciale. Cette année, il y a eu encore 6 000 nouveaux inscrits, à peine moins que le total de l'autre université romaine, Tor Vergata, qui compte environ 10 000 étudiants. Il est clair que ce problème ne pourra être résolu sans une intervention politique qui vise à une répartition plus correcte des étudiants entre les différents sièges universitaires. L'équilibre doit être trouvé non seulement à l'échelle d'une région, mais du pays tout entier, car la migration des étudiants méridionaux vers les universités du Centre-Nord n'est qu'un premier pas vers leur implantation définitive, qui accentuera encore le fossé entre les deux Italie.

FRANCO RIZZI

(1) La Repubblica, 19 septembre 1989.

Nous le trouvons où qu'il soit.

LE PETROLE est notre principale source d'énergie. C'est lui qui fait tourner le monde et il en sera ainsi pendant bien des années. Encore faut-il être prêt à arracher de haute lutte ce trésor aux profondeurs les plus secrètes de la terre, en recourant aux technologies les plus avancées, et oser s'aventurer dans des lieux hostiles et inaccessibles.

Agip, la société pétrolière nationale de l'Italie a relevé ce défi il y a 60 ans. Inlassablement elle sonde le cœur de la terre, explore de nouvelles techniques et mobilise pour ces activités des ressources humaines et économiques toujours à la mesure des difficultés à surmonter.

Pourtant où la moindre possibilité de trouver du pétrole existe, Agip est sur les lieux, avec son esprit d'initiative et ses décennies d'expérience. Les succès qu'Agip a remportés dans 30 pays et 5 continents, seule ou en collaboration avec d'autres compagnies pétrolières de premier plan, font de cette société un interlocuteur fiable dans tous les domaines de l'activité pétrolière.

Y compris ceux où nul autre ne s'est jamais aventuré.

Agip
En Group

Recherche en profondeur.
Réussite au sommet.

هكذا من الاجل

حکذا من الاميل

L'ITALIE DE LA RENAISSANCE

L'imagination au pouvoir

Un flair fabuleux allié à un savoir-faire commercial exemplaire. Les couturiers italiens habillent la planète et Casanova dicte ses goûts jusqu'en Extrême-Orient.

J'ADIS scandaleux, aujourd'hui seulement turbulent, le couturier Moschino espère que « l'hystérie qui anime en ce moment le marché de la mode pourra se résorber ». Dernière provocation ou vengeance d'une pythie longtemps rejetée par les siens, et pour qui la mode a toujours été « un divertissement, une culture superficielle » ? Pour ce styliste on ne peut plus milanais, qui puise son inspiration dans l'art de la confusion, du désordre et de la théâtralité, c'est clair : « La création n'appartient plus à l'Italie. Nous connaissons des succès commerciaux. Et comme fabricants nous sommes très sérieux... Ce sont Valentino, Armani avec leurs vrais produits italiens, bien classiques et d'une qualité incomparable, qui ne nous ont pas permis d'être originaux ».

Au printemps dernier, Valentino burle qu'on ne l'y prendra plus. L'Italie est devenue trop provinciale pour lui. C'est décidé, il va à Paris. En fait, il y fera quelques défilés, mais restera à Rome. Car, en Italie, la mode s'adosse à l'Histoire. A Florence, l'élégance est à l'évidence dans l'air du temps. Les palais de la cité des Médicis se sont ouverts aux défilés, et le marquis Emilio Pucci a donné son nom et sa demeure à sa maison de haute couture.

Pour Milan, plus autrichienne, le chic est confortable et cher, à l'abri de toutes les rigueurs. Rome, déjà très orientale, se couvre de bijoux. Le bien culturel est systématiquement, mais subtilement, utilisé pour démontrer, si besoin était, la qualité et le raffiné du « made in Italy ». C'est ainsi que le salon professionnel Ideacomo se déroule dans un des plus beaux et des plus luxueux hôtels d'Italie, la Villa d'Este sur les rives du lac de Côme. « Les stylistes italiens sont trop liés aux industriels pour faire de l'avant-garde. Et puis, nous

sommes très traditionalistes. Les Français sont beaucoup plus libres. Mais, ce qui est notre faiblesse au niveau de la création devient notre force sur le plan commercial. » C'est ainsi que Giorgio Armani dégonfle les éternels chauvinismes français et italiens. Dior fait appel à Gianfranco Ferré. L'Italie, toujours agacée par sa rivale, voit la reconnaissance d'un talent supérieur. « Dior, d'ordinaire se prononce Ferré », dit-on ici. Par rapport aux nombreux créateurs italiens qui, dans le passé, choisirent de s'expatrier à Paris — de Cardin à Torrente en passant par Tarlazzi — il y a pourtant une notable différence. Ferré, par exemple conserve ses bases bolognaises et développe ses propres collections.

90 000 entreprises
840 000 personnes

Dans ce contexte, l'ultime coquetterie de ce monde de la coquetterie est de minimiser ses propres capacités sans douter pour autant ni de sa force ni de son devenir. N'est-ce pas Armani encore qui chuchote, sourit aux lèvres : « Nous ne sommes pas les meilleurs parce que nous le sommes, mais parce que nous savons mieux que quiconque en convaincre les autres ». En effet, derrière les fondoyants succès commerciaux de la mode italienne, il y a non seulement un système de production original et efficace mais aussi un savoir-faire commercial, un flair fabuleux, un extraordinaire sens de l'anticipation.

Comment réagissent les industriels de la Péninsule ? Comme partout, il y a d'abord ceux qui gémissent, accusent l'Etat et font appel à lui. N'oublions pas qu'il y a 90 000 entreprises dans le textile-habillement (140 000 en comptant



les micro-entreprises), qui emploient 840 000 personnes et dont plus du tiers des ventes, près de 110 milliards, est réalisé à l'étranger.

Dans le secteur de l'habillement, 24 % des exportations vont en Allemagne, 14 % aux Etats-Unis et 13 % en France. C'est dire l'extrême sensibilité de ce tissu industriel. La lire « superstar » et l'agressivité commerciale des « dragons » asiatiques ou méditerranéens, souvent relayés par de grandes maisons européennes, font mal aux petits entrepreneurs. Et Giancarlo Lombardi, ex-responsable de la Fédération textile, de déclarer : « Pour l'ensemble des entreprises du secteur, dont les exportations équivalent au total des automobiles Fiat, la perte de compétitivité par rapport à l'Allemagne est de 7 à 8 points. Et ce sera encore pis dans six mois : Armani et Valentino ne constituent qu'une petite partie d'entre nous. » La est la question.

Les grands, de fait, s'en tirent assez bien. Reste que depuis le début de l'année les importations

progressent de 15 %, un rythme supérieur de près de 5 points à celui des exportations.

Les inspirations en matière de stratégie sont cependant fort imaginatives. La plus classique est de s'appuyer sur un réseau de sous-traitants et de fournisseurs associés, bien contrôlés sur le plan social et fiscal. Une autre manœuvre consiste à se délocaliser. Sergio Tacchini, qui réalise plus d'un milliard de francs dans le vêtement de sport, a déjà des antennes en Corée, à Taiwan et à Hongkong. La maille de Venétie, elle, va chercher fortune en Turquie. GFT, deuxième entreprise italienne, dirigée par la famille Rivetti, un groupe qui pèse plus de 6 milliards, a pris racine au Mexique, au Canada, aux Etats-Unis, en Chine et en Australie.

Telle est la troisième idée : travailler les plus grands marchés de l'intérieur, y produire sans souci des oscillations monétaires sans rien perdre de l'image du « chic italien ».

La finance et la diversification constituent une autre formule.

Nicola Trussardi crée, avec une banque d'affaires, une société de loisirs. L'idée est de mettre son nom et son sens du marketing de luxe au service du tourisme de la troisième génération. Le même Trussardi vient aussi d'acheter les manufactures Rotondi, une vieille société textile dont il vise les avoirs immobiliers. Giorgio Armani, qui avoue « ne plus très bien savoir quoi faire de l'argent amassé ces dernières années », vient d'acquiescer 40 % de la SIM, qui lui fabrique ses célèbres jeans.

Ce mouvement vers l'aval n'est pas habituel. Dans la symphonie de grise de son luxueux immeuble milanais, le regard bleu négligemment posé sur le portrait qu'a fait de lui Andy Warhol, Armani, éternel jeune homme aux cheveux blancs, explique pourquoi il a racheté son fournisseur : « Il s'agissait pour moi de maintenir la qualité. Je faisais la moitié de son chiffre d'affaires, et il avait des difficultés. Bref, ce fut l'occasion de ne plus me faire imposer les prix par les fabricants ».

Convergences
avec des intérêts japonais

En tout cas, on peut le croire lorsqu'il soutient que « c'est en grande partie la manque de temps qui lui a fait refuser les propositions de Lanvin. Plateaux mais incompatibles avec la poursuite de sa propre aventure ».

Pour les grandes griffes il ne s'agit plus seulement de se diversifier sur des continents d'accroissement et de gonfler les royalties. Il faut aussi et surtout contrôler la distribution. Ainsi les sœurs Fendi inaugureront-elles début novembre une somptueuse surface de 2 000 mètres carrés sur la 5^e Avenue, à New-York. Pour ce groupe dont les ventes consolidées dépassent le milliard de francs, dont les deux tiers hors d'Italie, il

n'y a pas d'objet qui ne puisse être signé : des briquets aux parapluies en passant par les lunettes, la valisette et la layette.

Avec ses 22 implantations au Japon, Fendi n'est qu'un exemple de l'extraordinaire convergence d'intérêts qui est en train de se nouer entre la finance et la distribution japonaises, d'une part, l'industrie et le style italiens, de l'autre. Les coopérations se renforcent dans les deux sens. M. Hasegawa, président de Takashimaya, Italie, est ainsi convaincu que sa chaîne de grands magasins a besoin de stylistes transalpins pour défendre sa propre image au Japon. On dépasse donc le schéma ancien qui consistait à simplement acquiescer en masse des licences de production.

La stratégie vers l'Orient de Ermesegildo Zegna, qui, avec ses 2 milliards de francs de chiffre d'affaires survole le marché du vêtement d'homme de luxe, est parallèle. Avec 21 points de vente au Japon, un grand magasin, depuis octobre au cœur de Tokyo et aussi 70 % du marché australien, la célèbre firme milanaise n'est pas encore satisfaite. D'ici trois ans, elle entend ouvrir une cinquantaine de boutiques en franchise, et la moitié de celles-ci seront installées en Extrême-Orient. Il s'agit de tirer parti de plusieurs facteurs : les hauts cours du yen, l'explosion des revenus dans toute la zone, le snobisme des hommes d'affaires asiatiques, pour qui un complet du plus de 1 000 dollars est un « must ».

En définitive, le vrai défi, sinon le seul, vient de l'intérieur, où, sur un marché en légère croissance, l'industrie nationale perd des positions au bénéfice de la concurrence étrangère. C'est cette banalisation, cette internationalisation des comportements, qui oblige la création italienne à partir sur l'extérieur.

G. de M.



La plus grande raffinerie de la Méditerranée à votre service

SARAS a toujours été à la pointe de la technologie pour raffiner le pétrole brut de ses partenaires, leur assurant une grande valeur ajoutée.

Avec ses 18 millions de tonnes par an de capacité de raffinage et ses 5 millions par an de conversion, la raffinerie SARAS peut accueillir des navires de pétrole brut jusqu'à 260.000 DWT, l'entreposer dans son parc à réservoirs de très grande capacité (4 millions de mètres cubes) et fournir une gamme de produits pétroliers complète et adaptée aux exigences des clients.



SARAS S.p.A. RAFFINERIE SARDE
DIREZIONE GENERALE ED AMMINISTRATIVA - 20122 MILANO - GALLERIA DE CRISTOFORI, 8 - TEL. (02) 77371 - TELEFAX 31273 FAX (02) 780640
RAFFINERIE - 05010 SARONNO (CAGLIARI) - S.S. SULTANA KM 19 - TEL. (070) 50911 - FAX (070) 300269
BUREAU DE REPRESENTATION - 00187 ROMA - SALITA S. NICOLA DA TOLENTINO 1-B - TEL. (06) 4742701 - FAX (06) 4742701



BdS
BANCO di SICILIA

62, Rue la Boétie - 75008 Paris
68, Rue Mercière - 69002 Lyon

FIERA MILANO
des Manifestations
1990

L'ITALIE DE LA RENAISSANCE

La résurrection de « Hollywood-sur-Tibre »...

La crise est encore là, mais Cinecittà, ultra-modernisée, marche du feu de Dieu. Et de jeunes producteurs prennent des risques.

BERNARDO BERTO-
LUCCI tourne au
Maroc il 78 nel deserto
à partir d'un roman de
Paul Bowles, *The Shelter-
ing Sky*. Michelangelo An-
tonioni est à Miami pour son nouveau
film *La Ciuma*. Luigi Comencini
vient de terminer *Buon Natale*.
Buon Anno. Federico Fellini met la
dernière touche à *La Voce della
Luna*. Francesco Rosi, en Sicile,
transpose sur pellicule le roman
d'Edmondo Charles-Roux, *Omblier
Palermo*. A Cinecittà, le plateau
n° 5 est prêt pour Francis Ford Cop-
pola, qui, le 15 novembre, y donnera
le premier tour de manivelle du
Farrain n° 3. Juste avant Ettore
Scola, qui attaquera son *Capitaine
Fracasse* en décembre. Cinecittà
attend aussi Robert Altman, alors
que Claude Chabrol vient d'y termi-
ner *Jours tranquilles à Clichy*.

Avec ses seize plateaux, ses équi-
pements à la pointe de l'électroni-
que, un chiffre d'affaires de 40 mil-
lards de lire pour 1989, Cinecittà
est, redevenue, « Hollywood-sur-
Tibre », même si la via Veneto n'a
plus la douce vitalité d'autrefois.

Le marché de la télévision

Ce regain de vitalité semble
contredire les Cassandre qui depuis
des années annoncent la fin pro-
chaine du cinéma italien. S'il y a
crise, où se situe-t-elle ? Les chif-
fres sont clairs. En quinze ans, le
nombre de spectateurs a baissé de
544 millions à 93 millions, et celui
des salles de cinéma de 11 500 à
3 500 en 1988. Le fait est indéni-
able, les salles italiennes dans
l'ensemble sont vétustes, inconvé-
nables, mal équipées.

Des efforts se font néanmoins.
Berlusconi, propriétaire de Cir-
cuit 5, ex-salles Gaumont, en a
modernisé une vingtaine, question

de voir. Et il a vu. En septembre
dernier, le nombre de ses specta-
teurs a augmenté de 66,6 % par rap-
port à la même période de l'année
précédente.

Depuis plus de dix ans, la télévi-
sion sert de bouc émissaire à tous les
maux qui se sont abattus sur le sé-
pulture art. Et pourtant, sans elle, le
cinéma italien serait vraiment mort
pendant les années 80. Mû par l'État
qui subventionne les débuts, il n'y a
que les trois chaînes de la RAI, la télé-
vision d'État, et celles de Berlusconi
qui ont fait office de producteurs
cinématographiques ces dernières années.

Pour renflouer leurs fonds de
tirer, les deux rivaux de l'audiovisuel
ont distribué une montagne de
deniers, sans trop de discernement.
En tant que producteur et consom-
mateur de cinéma, Nanni Moretti
est révolté. « C'est vrai que les télé-

visions ont permis à certains films
de se faire, mais, quand un metteur
en scène répète ses ratages trois fois
de suite et continue à recevoir des
sous, cela veut dire qu'on ne tient
absolument pas compte du marché.
Le drame actuellement, c'est que le
producteur ne risque plus rien. »

Corruption politique à la RAI ?
Politique de marché chez Berlus-
coni ? Quel qu'il en soit, les auteurs
de cinéma ont été faits de découvrir
que le couteau avait deux tran-
chants. Excédés de voir leurs films
entrelardés de pubs à la télévision,
ils ont présenté un projet de loi sou-
levé par le Parti communiste pour
interdire ce genre de vandalisme. Si
Ettore Scola, « ministre » de la
culture du « cabinet fantôme » du
PCI, a poursuivi en justice Berlus-
coni, d'autres metteurs en scène ont
découvert après coup que certaines
clauses des contrats signés avec
l'une de ses chaînes (Rete Italia)

prévoient déjà « l'interruption du
film selon le bon vouloir d'un sponsor
éventuel ». Bref, un véritable
piège.

Berlusconi a bâti son empire sur
les films et la publicité télévisée.
Les télé « brûlent » environ 10 000
titres par an. De 1976 à 1988, le
nombre de messages publicitaires
est passé de 7 300 à presque
500 000 sur les seules chaînes du
groupe Fininvest (société finan-
cière de Berlusconi). « Nous avons
déjà espacé les interruptions dans
les films, mais y renoncer est
impossible », dit Mario Spinoia,
attaché de presse de la Rete Italia.
En matière de production cinématogra-
phique, Spinoia admet des
erreurs : « Il est vrai que nous avons
produit trop de films les premières
années. On a financé trop de projets
destinés à la télévision, et certains
petits producteurs ont abusé de
notre disponibilité. »

Si à la Fininvest on fait amende
honorabile, du côté de la RAI on se
tourne déjà vers le passé avec une
pointe de regret. Giuseppe Cereda,
de la première chaîne (démocrate-
chrétienne), déclare sans ambages :
« Notre budget pour la production
cinématographique n'a pas changé
depuis plusieurs années, 30 à
40 milliards. Ce qui fait que nous
produisons moins de films, mais de
qualité. »

Les conséquences de la nouvelle loi

La RAI 2 (socialiste) ne produit
presque plus rien (ce qui doit faire
l'affaire du grand ami de Bettino
Craxi, à savoir Berlusconi). Quant
à la troisième chaîne (commu-
niste), elle produit des films de
débutants, mais avec perspicacité.

En fait, on est parfaitement
conscient à la RAI que la nouvelle
loi sur le cinéma (actuellement dis-
cutée à la Chambre) risque de met-
tre un terme à son activité de pro-
ducteur cinématographique. « En
effet, explique le directeur général
du ministère du spectacle, Carmelo
Rocca, la proposition du ministre
Ciriaco De Mita pour but d'affranchir les
producteurs de cinéma de leur
dépendance vis-à-vis des télévisions
en élargissant les crédits octroyés
par l'État à l'ensemble des produc-
tions italiennes. »

Comme un chat qui retombe tou-
jours sur ses pattes, Berlusconi a
déjà contourné l'obstacle. En
s'alliant avec les derniers
« tycoons » du cinéma italien,
Mario et Vittorio Cecchi-Gori,
« Sua Emittenza » vient ainsi de
fonder La Penta, qui ne fera, elle,
que du cinéma, au risque de se
retrouver en situation de monopole
dans la production cinématogra-
phique.

Heureusement, une riche et
dynamique héritière vient d'entrer
sur le marché de la production. Elle
s'appelle Giovanna Romagnoli, elle
a vingt-neuf ans. Non contente
d'être à la tête d'un des plus grands
circuits de distribution, la Titanus
(Palombella Rossa, entre autres),
et d'un réseau de salles, la Mondial-
cine, elle vient de fonder la Forum
Pictures, une maison de production
qui vise surtout les produits de qua-
lité. Premier tournage en cours avec
un auteur réputé difficile, Marco
Ferreri (pour son nouveau film
Miss Sordide). Les méchantes lan-
gues lui prêtent déjà une fin com-
parable à celle de la Gaumont-Italie,
qui a dû fermer ses portes il y a près
de dix ans. On verra bien. Giovanna
Romagnoli, elle, est convaincue
que, pour ramener les gens au
cinéma, il faut de bons films.

FRÉDÉRIC MATHIEU



**FIERA
MILANO**

Ente Autonomo
Fiera Internazionale di Milano
Largo Domodossola, 1 - 20145 MILANO
Tel. 02 - 49971
Telex 331360 / 322221 EAFM I
Téléfax 02 - 4997375

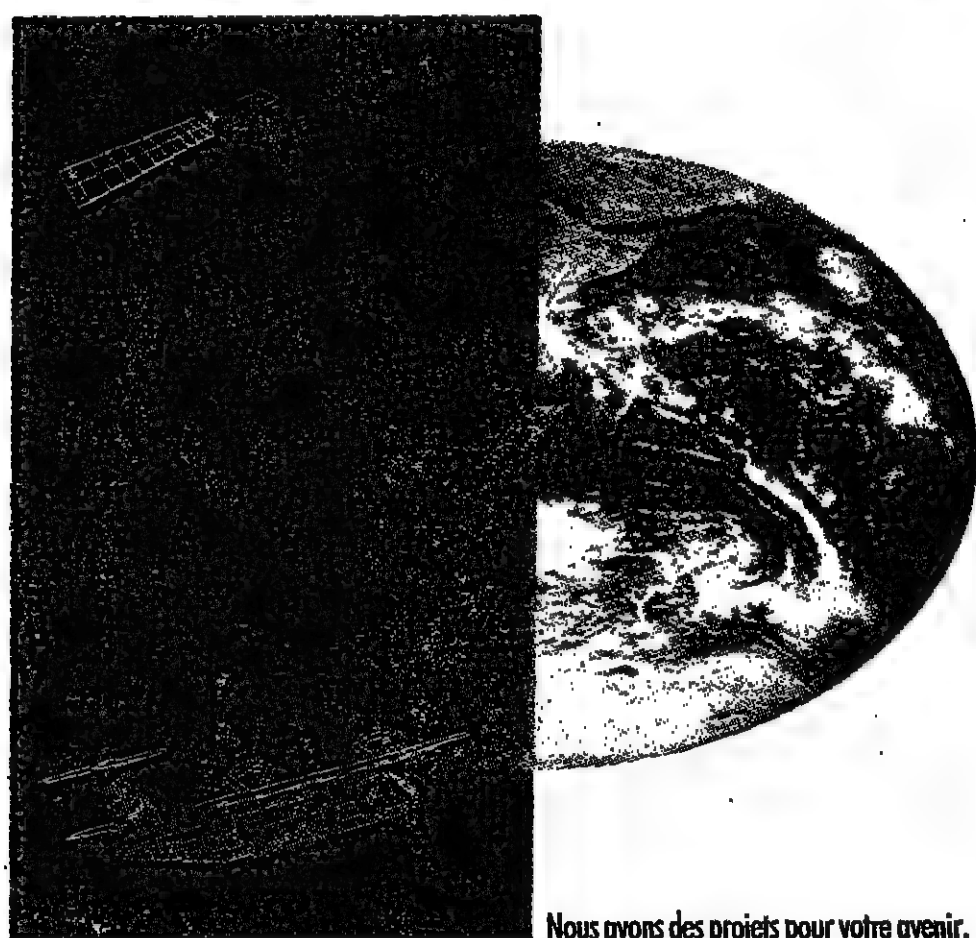
Représentant pour la France
Chambre de Commerce Italienne
pour la France
134 Rue du Faubourg St. Honoré
F - 75008 Paris - Tél. (1) 42253660
Téléx 650486 CAMERIT F
Téléfax (1) 42891458

Calendrier des Manifestations 1er semestre 1990

Janvier	Milano Collezione Uomo	
Janvier	Milano Collezione Uomo	
18 - 22 Janvier	Château '90	Salon Intern. des Articles-cadeaux, Bijouterie fantaisie et Parfumerie
18 - 22 Janvier	Cart '90	Salon Intern. de la Papeterie
25 - 30 Janvier		
28	Salone Internazionale del Giocattolo	Jouets
4 - 6 Février	Milano Invernale '90	Marché Intern. des Articles de sport et de camping
6 - 8 Février	L. CO. GRAPHICS	Congrès Intern. de Graphisme et Computer
9 - 12 Février	Milano Primavera '90	Foire Intern. des Articles ménagers, Articles-cadeaux, Argentaria, Orfèvrerie
16 - 19 Février	Milano	Floriculture, Accessoires, Outillages
20 - 24 Février	USA TECH EUROPA	
21 - 25 Février	B.I.T. '90	Bourse Intern. du Tourisme
2 - 6 Mars	Milano Collezione Uomo	
2 - 6 Mars	Milano Collezione Uomo	
2 - 6 Mars	Contemporary	Présentation des Collections de Mode d'avant-garde internationale
2 - 6 Mars	Modelli	Présentation Intern. des Collections pour femme
4 - 8 Mars	Milano Collezione	Présentation des Collections Automne-Hiver 90-91
8 - 12 Mars	27° Mostra Convegno	Exposition Intern. de Chauffage, Hydrosanitaire, Ameublement pour salle de bain
16 - 19 Mars	57° Milipol	Salon Intern. du Marché Italien de la Maroquinerie

21 - 25 Mars	28° Conis/Pel	Marché Intern. de la Fourrure
22 - 24 Mars	Mode la	Tissus et Accessoires
Mars	Salone Market Mil	
23 - 26 Mars	8° Eurocup	Salon Intern. de Meubles de cuisine
23 - 25 Mars	Milano '90	Prêt-à-porter
30 Mars - 8 Avril	Internazionale dell'Antiquariato	Antiquité
1 - 8 Avril	19° Milipol	Salon Intern. des Machines, Installations et Produits pour la purification et la polissage
4 - 8 Avril	Feldhaus Compomag	Biennale Intern. de la Technique des Transmissions, de puissance, des commandes de la conception
21 - 29 Avril	Grande Fiera d'Aprile	Foire générale
21 - 29 Avril	Euronature	Alimentation, Cosmétique naturelle et Herboristerie
21 - 29 Avril	Verde Incastro	Le Jardin des Jardins
9 - 13 Mai	Milano '90	Salon Intern. du Mouvement Industriel
11 - 14 Mai	Milano '90	Foire Intern. de l'Optique, Optométrie et Ophtalmologie
11 - 14 Mai	19° Milipol	Foire Intern. de la Confection - Pâtisserie
24 - 27 Mai	Star '90	Salon Intern. du Tissu d'ameublement
24 - 27 Mai	Settore "Editori Tessili"	Revêtements textiles, muraux, Moquettes
24 - 25 Mai	Milano '90	Biennale Intern. de Machines et Accessoires pour le travail du bois
24 - 29 Mai	12° Saeal	Salon Intern. des Accessoires et Produits semi-finis pour la fabrication et la finition des meubles
1 - 4 Juin	Château '90	Salon Intern. des Articles-cadeaux, Bijouterie fantaisie, Parfumerie
Jun	Esse	Foire Intern. du Tricot
11 - 14 Juin	Com	Salon de la Communication et de l'Édition d'entreprise

AERITALIA.



Nous avons des projets pour votre avenir.

Dans un monde qui évolue dans le futur, il y a toujours plus de place pour une société dynamique. C'est notre cas. La compagnie aérospatiale italienne, Aeritalia, a été créée il y a 20 ans. et, aujourd'hui, compte parmi les plus importantes au monde dans ce secteur. Nous exploitons tous les domaines de l'aviation et de l'espace grâce au professionnalisme de 17.000 personnes et aux technologies d'avant-garde. Nous concevons et construisons des avions civils et militaires, des satellites, des systèmes de défense, spatiaux, ainsi que des systèmes pour l'environnement. Nous jouons un rôle de tout premier plan dans la conception des principaux programmes aérospatiaux. Alors pour vos projets d'avenir, choisissez une société qui vit déjà dans le futur. Une société dynamique.



LE SYSTÈME DYNAMIQUE.

هكذا من الاجل

هكذا من الالجل

L'ITALIE DE LA RENAISSANCE

L'automne de la première République

Suite de la page 9

« La République présidentielle s'écroule », s'exclame M. Mino Martinazzoli, chef du groupe démocrate-chrétien à l'Assemblée, mais elle est étrangère à notre histoire. Je suis contre. « Oui, l'élection directe du président peut être définie comme une solution antidémocratique », renchérit le président du même parti, M. Ciriaco De Mita, ancien et éphémère premier ministre. « La simplification de notre système politique est nécessaire, commente pour sa part le secrétaire général du Parti communiste, M. Achille Occhetto, mais, sans faire de procès d'intention à quiconque, il faut reconnaître qu'il y a dans ce pays une très discutée tentation plébiscitaire. » Et la gauche indépendante de dénoncer à son tour la « démocratie autoritaire et plébiscitaire » prônée, selon elle, par le PSI.

« Bonapartisme » et « fascisme »

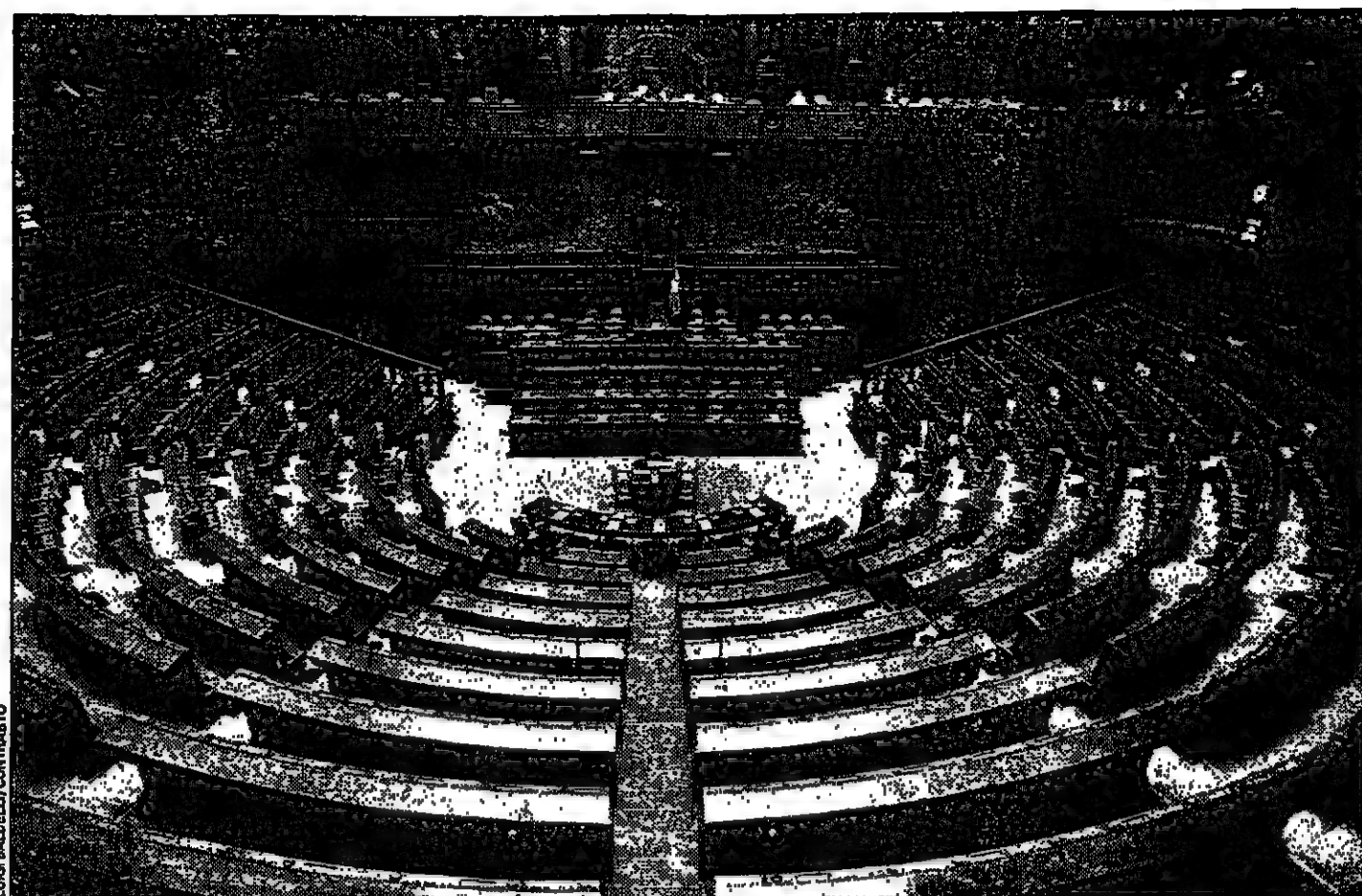
En clair, on l'aura compris, il ne faut pas compter sur les partis pour enterrer demain l'éventuelle diminution de leurs pouvoirs. Les socialistes ont donc résolu de tourner la difficulté en s'adressant directement à l'électorat. Mais il faudrait pour cela que le Parlement, citadelle de la partitocratie, accepte d'étendre la loi sur les référendums d'initiative populaire aux affaires constitutionnelles et permette à l'opinion publique non seulement d'abroger des lois existantes — comme aujourd'hui — mais également d'en proposer de nouvelles. C'est ce qu'on appelle en Italie le « référendum propositionnel ». Et là encore les résistances sont fortes.

« On ne veut pas aller en Afrique ou en Amérique du Sud », s'exclameait en juin dernier M. Arnaldo Forlani, secrétaire

général de la Démocratie chrétienne. Le référendum propositionnel reviendrait à un bouleversement total de la Constitution. On en voit bien les objectifs. Or l'Italie n'a pas besoin d'un homme qui pense et décide pour tous... « Même l'actuel président de la République, qui juge le débat « légitime », est contre. « Je suis un supporter invétéré du régime parlementaire, car, dans un pays varié et complexe comme le nôtre, il n'y en a pas de meilleur. » Exit la volonté populaire. Celui qui aujourd'hui en Italie se permet d'évoquer publiquement les avantages d'un système à la française se voit immédiatement qualifié de « bonapartiste », de « césarien », de « jacobin », voire de « fasciste ».

C'est par exemple le cas du très controversé professeur Gianfranco Miglio, célèbre constitutionnaliste et enseignant de sciences politiques à l'université catholique de Milan. Homme d'ordre aux idées tranchées, réputé « gaulliste » — ce qui en Italie n'est pas toujours du meilleur effet — le vieux professeur (soixante et onze ans) a publié tout récemment, avec son groupe de chercheurs, un énorme rapport de 1 200 pages, intitulé *Vers une nouvelle Constitution*. Après trois ans de travail, ces experts se prononcent pour une deuxième République, plutôt présidentielle. Leurs travaux ont été assez mal accueillis à la fois par la gauche (PCI et extrême gauche) et par la droite démocrate-chrétienne.

« Rien d'étonnant à cela », a rétorqué le professeur Miglio : les démocrates-chrétiens savent que la Seconde République sonnerait leur fin politique. Plus qu'à l'Etat ils sont attachés à la Constitution actuelle. Et aux affaires, évidemment. « Avis partagé par tous ceux qui estiment que l'actuelle fragmentation des pouvoirs favorise le clientélisme, véritable cancer de la démocratie italienne, qui coûte très



cher à la collectivité. Mais pour M. De Michelis, l'explication est plus politique : « La démocratie chrétienne et les communistes sont deux partis en crise. Ils craignent surtout le leadership de Bettino Craxi. » De fait, c'est effectivement à lui, la plus forte personnalité du monde politique italien, que songent ceux qui dénoncent par avance les « tentations autoritaires de certains ».

Sans être d'accord avec eux, Maurice Duverger, élu député européen sur les listes du PC italien, reconnaît que « les socialistes ont au moins le mérite de proposer quelque chose. Il ne faut pas défendre le système actuel, il faut leur répondre. » Bien. Mais que disent les autres ? En gros, « faisons plutôt la grande réforme ins-

titutionnelle » dont on parle en Italie depuis des lustres. Réduire le nombre pléthorique des députés (630), diviser par deux au moins, voire supprimer carrément le Sénat (315 sièges), qui se contente le plus souvent de faire doublon avec la Chambre des députés et qui est à l'origine de nombreux retards législatifs, tels sont quelques-uns des projets à l'étude. Le bicaméralisme tel qu'il existe aujourd'hui paraît en tout cas condamné.

Mais le « mouvement pour la réforme du système électoral » créé par un certain nombre de parlementaires et intellectuels de la DC, du Parti républicain, du Parti libéral et du PSI a d'autres projets plus précis. Né il y a dix-huit mois « pour combattre l'instabilité des

gouvernements et l'impossibilité pour les électeurs de choisir la coalition qui dirige le pays », le mouvement propose d'abord de mettre fin, en tout cas dans sa forme actuelle, au scrutin proportionnel intégral, et d'introduire une certaine dose de majoritaire. « Le scrutin uninominal majoritaire affirme M. Mario Segni, député démocrate-chrétien et promoteur du mouvement, aurait l'avantage de n'éliminer aucun des petits partis et obligerait les formations à s'entendre avant les élections pour présenter une alliance de gouvernement qui garantirait la stabilité. »

Avec une très légère variante, l'idée a le soutien du Parti communiste. Sera-ce suffisant pour la faire entrer dans les faits ? Rien

n'est moins sûr, puisque les socialistes, et avec eux l'opinion publique, semblent tenir à l'élection directe du chef de l'Etat. Depuis l'abolition à l'automne dernier de la procédure du vote secret des députés à l'Assemblée nationale — une petite tradition qui a coûté son existence à plus d'une vingtaine de gouvernements ces dernières années, — l'Italie a démontré qu'elle avait envie de changer ses mauvaises habitudes, et surtout qu'elle pouvait le faire. Reste, comme le dit si bien M. Arnaldo Forlani, qu'aucune réforme ne sert jamais à rien si on ne change pas d'abord nos coutumes, si l'on n'est pas un peu plus sérieux, plus cohérent et plus loyal entre nous... »

PATRICE CLAUDE

RCS Pubblica

Numero 118 - N. 285 - L. 800 - Anno 118 - 1989

CORRIERE DELLA SERA

Un'ora di scena a Varsavia: il regime sconfitto nel primo referendum dopo 40 anni

Torna la tensione sui mercati finanziari

THE TIMES

No 61918

Border Fox is shot and held in

CHACQUE PAYS A SON QUOTIDIEN DE REFERENCE.

LE MONDE RADIO-TELEVISION: les Français et les émissions politiques

Le Monde

La lutte contre le terrorisme

Louis Norman et de Roger Assouline

Max Frérot, l'artificier d'Action directe, arrêté

Frankfurter Allgemeine

ZEITUNG FÜR DEUTSCHLAND

Der Tagesspiegel

L'Italie a le Corriere della Sera. Une réalité quotidienne qui ne cesse de croître. L'autorité et la richesse d'informations qui caractérisent depuis toujours le Corriere della Sera en ont fait le référent du journalisme en Italie. Rien d'étonnant si le publicitaire lui donne une place prépondérante dans tous ses plans Media.

CORRIERE DELLA SERA
LE QUOTIDIEN DE REFERENCE

18 L'attente d'un concert à Berlin
19 Le marché mondial de l'audiovisuel

29 Lionel Stoleru et l'insertion des immigrés

31 La lutte contre les embouteillages à Paris
36 Sport professionnel : les pays de l'Est divisés

Rock, révolte et rouble

Naissance du show-business à l'Est

Prévue pour les 8 et 9 novembre, et ce depuis le début de l'été 1989, la rencontre Looking East entre professionnels de la musique de l'Est et de l'Ouest, s'est retrouvée plongée au cœur des bouleversements en RDA. Institution commerciale en Occident, le rock reste un enjeu politique et économique dans les pays socialistes. Le but affirmé de Looking East était de trouver un langage commun afin de permettre l'émergence à l'Est d'une industrie musicale capable de tenir sa place face aux géants de l'Ouest. Au même moment, les groupes alternatifs de la scène est-allemande connaissent un début de reconnaissance officielle.



Devant le mur de Berlin

Groupe est-allemands en liberté

BERLIN

de notre envoyé spécial
La Kraiskulturhaus Peter Edel de Weissenau ressemble à n'importe quelle MJC, sauf que l'alcool y coule à flots sous le regard inquisiteur des quelques Freies Deutschland Jugend qui parquent encore



avec le brassard rouge de leur organisation. Dans un faubourg de Berlin-Est, le ministère de la culture, en la personne de Lothar Dunge, directeur des relations extérieures du comité pour la jeunesse, a organisé à la fin du 8 novembre un concert avec cinq groupes alternatifs.

Ce spectacle qui prend un air de reconnaissance officielle rassemble donc les participants occidentaux à Looking East (les délégués des pays de l'Est ont préféré s'abstenir) et quelques centaines de jeunes Berlinois. Abstraction faite de la qualité de la coupe des vêtements, on retrouve les mêmes tristes qu'à l'Ouest, épinglés à l'oreille et voir mousser les poils et poço encore un peu sage sur les lustrés des années 60 les cinq groupes (Mixed Pickles, Die Vision, Die Art, Sandow, Die Firma) se succèdent. Ils se partagent la même sonorisation, souvent les mêmes instruments, les mêmes lumières rudimentaires. Ils jouent dans des conditions à faire fuir un groupe de lycéens français, quatre chantant en anglais, tous se rattachant fermement à l'un ou l'autre des courants occidentaux qui dominent en ce moment, rock sombre et déclamatoire entre Cure et Simple Minds, ou plus dur, lointains descendants orientaux des Sex Pistols. Mais à les voir jouer pour des punks qui méritent chaque jour leur crête d'iroquois, le souci de compétence musicale (qui est de toute façon réelle) ou d'originalité n'est pas primordial. Ces groupes existent depuis longtemps et leur seule survie est un défi.

A la ville, Tatiens est coiffeuse, à la scène elle est bassiste et chanteuse de Die Firma. Le groupe tourne depuis sept ans, dans les maisons de la

culture, des clubs privés, des clubs de travailleurs et ses membres se sont toujours vu refuser leur licence de musicien professionnel.

Ils chantent en allemand et reprennent le *Einheitsfrontlied* de Brecht et Kurt Weill, sans doute pas dans l'esprit qui sied : lorsque les autorités ont autorisé la réalisation d'une compilation de jeunes groupes, Die Firma n'a pu en faire partie, pour cause de textes non conformes. En sept ans, ils ont composé de quoi remplir plusieurs albums et sont maintenant décidés à enregistrer coûte que coûte, avec ou sans autorisation.

Mixed Pickles reprend *Paint It Black* des Rolling Stones comme si c'était un titre des Simple Minds. Leur jeune manager les fait chanter en anglais et rêve de tourner à l'étranger. La manager a pris des contacts à Londres.

Sandow vient des cités-dortoirs à banlieue de Kottbus. Depuis cinq ans, comme Die Firma, ils demandent régulièrement à la commission de leur district de leur accorder le statut de musiciens professionnels. Tout aussi régulièrement, les professeurs de musique qui composent la commission leur refusent ce statut. Après la venue de Bruce Springsteen en RDA, ils ont écrit *Born In The GDR* (né en RDA), encore une preuve de mauvais esprit. Mais les temps changent et le titre a servi à chapeauter la première soirée officielle du rock alternatif-est-allemand.

T. S.

BERLIN

de notre envoyé spécial

Le soir du vendredi 10 novembre, Nina Hagen (native de Berlin-Est) et Joe Cocker ont joué à Berlin pour célébrer l'ouverture du mur. L'an passé et celui d'avant, les jeunes Allemands de l'Est se pressaient contre ce même mur pour saisir les échos des grands concerts organisés à l'Ouest. En 1987, ceux qui étaient venus écouter David Bowie furent les premiers à crier « Le mur doit tomber » aux vops venus leur intimer l'ordre de se disperser. L'année suivante, le gouvernement de RDA organisa son propre concert rock (avec Bryan Adams, Big Country et la patineuse Katarina Witt) afin de détourner sa jeunesse des alentours de la porte de Brandebourg. Mais l'attraction de l'autre côté, où Pink Floyd, Nina Hagen ou Michael Jackson se produisaient fut la plus forte et les incidents se renouvelèrent.

Le rock est, en effet, devenu à la fois la bande-son et l'un des enjeux du grand bouleversement Est-Ouest. C'est à partir de cette constatation que Tony Hollingsworth et sa firme Tribune avaient prévu et organisé Looking East, cette rencontre entre professionnels de la musique venus de chaque côté des restes du rideau de fer. Les organisateurs ne se doutaient bien sûr pas qu'en trois jours, les conférences venues à Berlin verraient tomber le gouvernement et le bureau politique avant de voir s'ouvrir le mur. Mais au moment où la principale préoccupation des grands acteurs de l'industrie musicale occidentale, multinationales de la musique venus de chaque côté des restes du rideau de fer. Les organisateurs ne se doutaient bien sûr pas qu'en trois jours, les conférences venues à Berlin verraient tomber le gouvernement et le bureau politique avant de voir s'ouvrir le mur. Mais au moment où la principale préoccupation des grands acteurs de l'industrie musicale occidentale, multinationales de la musique venus de chaque côté des restes du rideau de fer.

Le rock est, en effet, devenu à la fois la bande-son et l'un des enjeux du grand bouleversement Est-Ouest. C'est à partir de cette constatation que Tony Hollingsworth et sa firme Tribune avaient prévu et organisé Looking East, cette rencontre entre professionnels de la musique venus de chaque côté des restes du rideau de fer.

Sponsors et système D

Au cours des vingt rencontres (organisation de tournées, distribution de disques, droits d'auteurs...), un mot revenait à chaque phrase : devises. Les meilleures intentions comme les pires venaient sans cesse buter sur la non-convertibilité du rouble, de l'estonien, du forint ou du zloty. Dans les salles de conférences de deux palaces est-berlinois (après des négociations ardues, les organisateurs avaient obtenu que les représentants de l'Est puissent y régler leurs notes en monnaies non convertibles), on a donc parlé affaires entre cadres branchés et fonctionnaires sérieux ou marginaux des deux camps (producteur bulgare résident à Los Angeles ou directeur d'un label indépendant britannique). Il ne manquait que les ruses de marketing habituelles dans ce genre de manifestations à l'Ouest : cassettes distribuées à tour de bras, gadget, badges et T-shirts et surtout la musique qui y

circule d'ordinaire, enregistrée, où, lors de *show-cases* (concerts à l'usage des professionnels). Il n'empêche qu'en fil des rencontres, on dressait un répertoire des contorsions obligatoires pour faire voyager le rock d'un camp vers l'autre.

Youri Makarov, un Estonien d'une trentaine d'années, organise le Festival de Tallinn et a déjà réussi à y faire venir ses derniers amis PH, Steve Hackert ou le Robert Cray Band. Pour y arriver, il leur propose des cachets bien inférieurs à ceux que ces artistes demandent ailleurs. Ensuite, il cherche des sponsors en Suède ou en Finlande, où l'on reçoit la télévision estonienne. L'argent versé par ces sponsors reste à l'Ouest, où il est directement versé aux artistes. Makarov fait partie de la première génération des indépendants soviétiques (officiellement, il agit au nom de l'Association des musiciens estoniens). En quelques années il a acquis une réputation de professionnel. Quand il fait traiter avec Gosconcert, organisateur officiel des tournées en URSS, on s'expose à d'autres déconvenues. Certes le cachet est versé sans problème, mais on peut jouer devant une salle vide, faute d'affichage en ville — en désespoir de cause, l'accompagnateur d'un groupe est-allemand s'est mis à porter-voix pour aller chercher des spectateurs sur la plage locale — ou utiliser la sonorisation qui sert d'habitude aux meetings du parti.

BB King, grand ancien du blues, a effectué une tournée dans les pays de l'Est accompagné d'une équipe de télévision soviétique. Tous les frais du guitariste ont été payés en, en repartant, il a emporté le film de sa tournée et ses droits de diffusion en Occident. BB King le rendra aux télévisions occidentales et rentabilisera ainsi sa tournée sans avoir fait passer un seul dollar d'Est en Ouest.

En Tchécoslovaquie, Supraphon, le label d'Etat, ne sort que vingt disques de variétés occidentales par an. Le directeur Pavel Smola, assistant au directeur-général, a expliqué pourquoi : « Chaque secteur de l'industrie doit équilibrer ses comptes en devises. Nous devons importer presque toute la technologie de fabrication des disques (la Tchécoslovaquie est l'un des seuls pays de l'Est capable de produire des compact-discs) et nous n'avons presque plus de devises pour acheter des enregistrements étrangers. » Une visite au rayon variétés d'un magasin de disques d'Alexander Platz confirme cette grande déshérence où le souci d'économie rejoint ce qui reste de crainte de contamination culturelle : quelques disques de blues, un vieux John McLaughlin, les artistes de variétés locaux et officiels et, sur la chaîne du magasin, une version note pour note de *La Isla Bonita* de Madonna par Ines Paulke, meilleure vendeuse (on ne peut s'empêcher d'ajouter par défaut de RDA).

La solution serait bien sûr que l'Est arrive à exporter son rock à l'Ouest. C'est la conviction de Tony Hollingsworth, représentant la génération morale occidentale,

celle de Sting ou Peter Gabriel, qui essaie de gérer son succès matériel sans déroger à une éthique faite d'humanisme, d'antiracisme et de mondialisme. Mais le rock à l'Est n'est pas encore vraiment fait pour voyager. Officiel, il n'existait que pour détourner la jeunesse des produits occidentaux ; alternatif, il est né contre l'ordre établi et a grandi dans des conditions matérielles et politiques qui l'ont encore plus éloigné des critères de professionnalisme occidentaux.

La discrétion des majors anglo-saxonnes

Aujourd'hui, les premiers managers de l'Est se prennent à rêver : le Soviétique Boris Grenbenshikov a signé avec CBS, d'autres multinationales sont prêtes à emboîter le pas pour montrer, au moins symboliquement, que les Soviétiques et les autres ne les intéressent pas uniquement en tant qu'amateurs potentiels de George Michael ou de Simple Minds. En revanche, la signature avec un label occidental engage souvent les groupes de l'Est (pour l'instant essentiellement soviétiques) dans un processus de normalisation : paroles en anglais, enregistrement dans un studio à l'Ouest sous la houlette d'un producteur de même provenance. Pour l'instant, il n'y a pas d'alternative : l'idée même de producteur musical est une nouveauté dans les pays socialistes et souvent les responsables des maisons de disques n'arrivent pas à comprendre pourquoi l'ingénieur du son ne suffit pas.

THOMAS SOTINEL

THEATRE DES CHAMPS ELYSEES

ALBERT SARFATI

pour la première fois à Paris
du 29 décembre 1989 au 6 janvier 1990

Leningrad Ballet Theatre de Boris Eifman

Soirées : 20 h 30 les 29, 30, 31 déc. 3, 4, 5 et 6 janvier

PRIX DES PLACES :

1^{re} catégorie : 220 F 3^e catégorie : 100 F
2^e catégorie : 170 F 4^e catégorie : 60 F + 10 F par réservation
LIBREZ VOS PLACES MAINTENANT PAR CORRESPONDANCE A L'ADRE DU BON DE RESERVATION CI-CONTRE (Les demandes seront servies dans l'ordre de leur arrivée)

RENSEIGNEMENTS : 49.52.01.99

BON DE RESERVATION à retourner au :
THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES 15, avenue Montaigne, 75008 Paris

Nom _____ Rue _____ N° _____
Code Postal _____ Ville _____ Tél. _____

INDIQUEZ CI-DESSOUS 3 DATES ET JOURS DIFFERENTS			
DATES	NOMBRE DE PLACES	PRIX UNITAIRE	TOTAL
LE _____ A _____			
OU LE _____ A _____			
OU LE _____ A _____			

Joindre règlement de 100 F par chaque locataire en postal 3 volets à l'ordre du THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES et une enveloppe timbrée à mon adresse pour l'envoi des billets.

هكذا من الاصل

صحنه من العمل

CULTURE

EXPOSITIONS

Arrêts sur images

A Marseille, « Peinture-cinéma-peinture » essaie de dresser un bilan des liens que la peinture entretient avec le cinéma

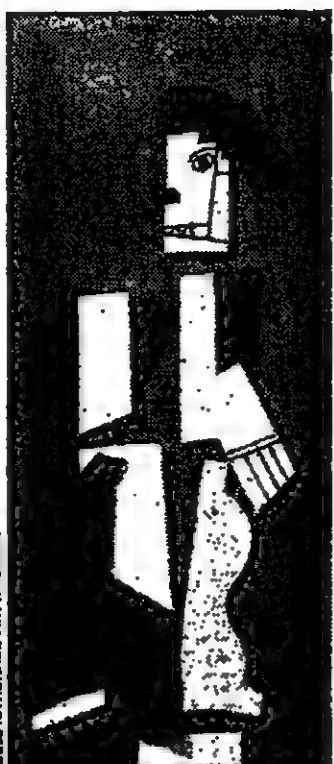
MARSEILLE
de notre envoyée spéciale

Beaucoup de peintres, bien plus qu'on le croit, ont utilisé aussi le cinéma comme moyen d'expression. Episodiquement ou parallèlement, de Duchamp à Warhol, en passant par Léger et Dali. Cela aurait dû tout naturellement amener, depuis longtemps, à s'interroger sur les rapports entre les deux disciplines. Pourtant cela n'a pas été vraiment fait, ni d'un côté ni de l'autre.

Aussi l'exposition de Marseille, qui tente de mettre en évidence l'apport du cinéma à la peinture, est-elle, quoique un peu confuse, fort précieuse. Que sont allés chercher les peintres du côté du cinéma ? Qu'y ont-ils pris ? Dans quelle mesure peut-on cerner cet apport, en dégager la spécificité ? Autant de questions soulevées dans le parcours de la Vieille Charité, qui entend donner un aperçu complet de l'histoire de la relation depuis les années 10, d'abord à travers l'iconographie du cinéma dans la peinture, puis en proposant une analyse de la peinture à travers trois données du cinéma : le mouvement, le montage, la séquence.

le parcours fléché qui, après le passage de la chapelle aux iocées, invite à découvrir toutes les façons dont les peintres se sont emparés du cinéma pour enrichir leur thématique.

D'Auguste Chabaud, qui en 1907 introduit dans son Paris de nuit le mot « cinéma » à côté des inscriptions Louvre et Moulin Rouge, au tableau de Martial Rayssé, *Ciné* de 1964, où cette fois le mot « ciné » est écrit en lettres de néon, à gauche de trois pin-up en maillot de bain entourées d'un envoi de fleurs, cette première grande partie de l'exposition nous promène du dehors au dedans de la salle obscure, de la rue et des affiches au public dans le noir, face à l'écran. Celui-ci peut être hors champ (Schlemmer), mais aussi pris dans la peinture : Saura y met une star en posture avastageuse, qu'il peint à la manière réaliste, alors qu'il traite la salle d'un seul tenant comme un grouillement informe de pensées bouillonnantes et convergentes.



Des œuvres, comme est assemblage de Fernand Léger de 1924, que le cinéma inspire peut-être...

leur permettait de rendre vraisemblable l'impossible, de manipuler des associations d'idées, de traduire le mouvement de l'inconscient. Le texte ouvrant la section montage nous dit que les peintures, dont on connaît les goûts et les expériences cinématographiques s'inspirent dans leurs compositions du montage de cinéma. Que voit-on dans cette partie de l'exposition ? Entre autres, des œuvres de Léger, des photomontages de Moholy-Nagy, un tableau de Picabia, *Le Sphinx*, dans lequel il brouille des images, des œuvres de Magritte dont *L'Evidence éternelle* où le corps d'une femme est découpé en cinq tableaux, de la tête au pied, une peinture de Dali pour *Spellbound* (la maison du Dr. Edvardes d'Hitchcock), un triptyque de Bacon, un tableau de Matta... des œuvres que le cinéma inspire peut-être, mais dont la construction ne ressort évidemment pas d'une simple adaptation de procédés cinématographiques.

« La valeur de l'objet »

Léger, auteur d'affiches pour la Rose de Gance, de décors pour L'Herbier, et du film *Ballet mécanique*, est un bon exemple de la difficulté à préciser ce que la peinture doit au cinéma. Lui qui aurait fallu lâcher celle-ci pour celle-là, dira d'ailleurs : « Le cinéma, à part qu'il ne s'est pas servi pour la peinture ». Mais il reconnaît aussi : « Le grossissement du plan, l'individualisation du détail m'ont servi dans certaines compositions ».

Rien ne va vraiment de soi dans cette exposition à problèmes. Une curieuse exposition, où tout est donné, où malgré les références multiples au septième art contenues dans les œuvres, ce qui est montré ne parvient pas à convaincre au fond de l'importance du rôle du cinéma dans la peinture (sauf dans des cas exceptionnels, comme celui de Warhol). On y est plutôt amené à penser que l'étude des moyens du cinéma n'a fait que permettre aux artistes de mieux cerner les moyens spécifiques de leur art (sans quoi, ils auraient fait du cinéma). D'où l'envie de renvoyer les deux modes d'expression dos à dos. Tout en reconnaissant malgré tout que le cinéma a pu exercer sur la peinture un pouvoir occulte, indéfinissable, qu'on voudrait, bien sûr, tenter de définir en recréant un nouveau parcours, maintenant que celui-ci a débroussaillé le terrain. Par exemple autour de l'idée d'écran, de transparence, de grain, de gros plan, d'irréalité des images, de magie, de raccourci entre le spectateur et l'œuvre. D'abstraction et d'images fixes. Pour voir.

GENEVÈVE GRENETTE

► « Peinture-cinéma-peinture ». Centre de la Vieille-Charité, 2, rue de la Charité, Marseille. Jusqu'au 12 janvier. Exposition sous la direction de Germain Viatte. Catalogue comportant de nombreuses collaborations d'universitaires.

En mal de mouvement

L'écran étant là, il ne pouvait pas ne pas envahir tout l'espace du tableau, s'y substituer pour donner des images de baisers, d'étreintes (Picabia, Aillaud, Schnabel...), de stars, tour à tour sacrilèges et démythifiées, voire empaquetées (par Christo). B.B., Garbo, l'imaginaire du cinéma, c'est l'affaire du pop art et du nouveau réalisme, mais aussi des peintures de la figuration narrative. Ces derniers tentent d'ailleurs d'adapter le mode de récit spécifique du cinéma : le montage (Monory dans *Meurire* n° 10/2-1968) ; ou bien de créer un

Le bicentenaire des diplomates

Au Quai d'Orsay, une exposition sur « La diplomatie pendant la Révolution »

Opération portes ouvertes au Quai d'Orsay - grandes ouvertures sur le passé, entrouvertes sur le présent : pour célébrer le Bicentenaire, le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, prête ses salons pendant les week-ends à une exposition sur « La diplomatie pendant la Révolution ».

Accueilli par les portraits des grands de l'époque, le visiteur suit à travers plus de deux cents documents authentiques extraits d'archives publiques et privées, françaises et étrangères, le récit très pédagogique d'une douzaine d'années (1789-1800) qui n'ont pas fini d'ébranler le monde. Parmi les plus curieuses, la correspondance de Louis XVI et du pape à propos de la Constitution civile du clergé, une liste des agents secrets de l'an III avec leurs émoluments, le « serment de haine » contre la royauté et l'anarchie, que devait prêter le personnel du ministère sous le Directoire, le traité de Campo-Formio signé de la main de Bonaparte avec, énoncées en superbe calligraphie, ses clauses secrètes.

La plus émouvante par sa concision même est sans conteste la dépêche de Jean Delory, plénipotentiaire français au Congrès de Rastadt (où s'évanouirent les espoirs d'une paix durable) annonçant l'attentat dont il venait d'être victime : « Mes deux collègues ont été assassinés près de Rastadt ; je viens d'arriver à Strasbourg comme par miracle ». Le document est signé « pour copie » par Chappe qui, bouleversé, le transmet lui-même par le télégraphe optique qu'il venait d'inventer.

En prime, les visiteurs ont un aperçu du Quai d'Orsay (seul ministère français avant Bercy construit spécialement pour sa fonction) et de ses salons chargés d'ors d'autant du Second Empire, notamment du salon de l'Horloge réservé aux actes diplomatiques les plus solennels.

M.D.
► Ministère des affaires étrangères, 37, quai d'Orsay, les samedis et dimanches, de 10 h 30 à 17 heures jusqu'au 7 décembre.

MUSIQUES

« Visage nuptial » de Pierre Boulez

Après quarante-trois ans Boulez crée à Metz la version définitive de son premier chef-d'œuvre

METZ
de notre envoyée spéciale

Les dix-huitièmes Rencontres internationales de musique contemporaine ont débuté jeudi soir, 16 novembre, dans le nouveau temple de la musique à Metz, la salle de l'Arsenal imaginée par Riccardo Boffili, en forme de basilique romaine où les gradins, très pentus, du public descendent derrière et devant l'orchestre, invitant à une concentration très particulière de l'attention et de la communion entre acteurs et auditeurs.

D'ici à dimanche, nombreuses seront les créations de compositeurs tels que Donatoni, Méfano, Zander, Alsina, Halffter, Marco, Amy, Chaynes ou Delbavie, ou des reprises mémorables comme celles de *Déserts* de Varèse ou du *Giardino religioso* de Maderna.

L'Arsenal était comble pour l'ouverture, où, vingt-quatre heures avant le concert-concours du Festival d'automne de vendredi, salle Pleyel, Pierre Boulez donnait la création de *Visage nuptial* dans sa troisième et définitive version après deux très belles exécutions chatoyantes et magiques d'*Eclats multiples* et du *Soleil des eaux*, qui rayonnaient dans cette salle avec un étonnant relief, une brillance et une violence superbes.

Des voix sœurs

Visage nuptial est une composition particulièrement dans l'œuvre de Boulez en ce qu'elle accompagne toute sa vie de compositeur. Il avait vingt et un ans en 1946 quand il la commença, sous forme de musique de chambre ; il en donna une grande version orchestrale à Cologne en 1957, refusa de la reprendre telle quelle en 1981, et enfin la remania entièrement ces dernières années pour des raisons qu'il indique parfaitement dans l'interview donnée à André Velter (*Le Monde* du 16 novembre).

Mais, ainsi qu'il l'a raconté à Metz au cours d'une causerie passionnante, le rapport de la musique à un texte n'a jamais changé, la forme déterminée par le poème de René Char est restée identique, contraignant sous l'éclaircissement des voix (un chœur de femmes s'ajoutant aux deux solistes, soprano et contralto) et de l'orchestre, qui s'est extraordinairement ramifié, avec beaucoup de nouvelles perspectives, de dérivés et d'écho. L'œuvre s'est d'ailleurs accrue de moitié depuis 1957 et atteint trente et une minutes.

Ce vaste poème en cinq parties de l'attente de l'amour, de la consommation, de la paix et du retour à la solitude a tout à la fois la somptuosité cosmique du dernier Boulez, le lyrisme

abrupt, voire brutal de la poésie de Char, et le côté très travaillé, à la limite presque précieux, des structures vocales du compositeur de *PII* selon *PII*, même si elles paraissent ici très assouplies.

Le jeu des solistes et du chœur est d'une qualité extrême, des voix sœurs nageant à travers le flot et les éclats, à l'unisson ou se répondant, s'interpellant, se substituant les unes aux autres comme des poissons ou des sirènes. Les deux femmes d'abord presque timides dans *Conduite*, puis avec des résonances du chœur (*Gravité*) en un cheminement tendre et sensuel de plus en plus intense dans une forêt de rythmes de petites cymbales indiennes.

On débouche sur le *Visage nuptial*, le centre du poème, de l'excitation, de l'extase, presque colorée aux moments contradictoires, tour à tour vive, éclaboussant en acclamations (on pense aux *Petites liturgies* de Messiaen), au milieu de percussions sèches, joyeuses et brutales, puis aux mouvements plus amples, calmes et sereins, qui laissent à nouveau bouillir l'enthousiasme immobile dans la paix. Mais il est bien difficile de saisir d'emblée toute la richesse de cet orchestre déchaîné, mouleux, profond et chaleureux.

Déjà le temps s'enfuit, les chœurs déclament sur une note un très beau poème (*Évadé*), et l'œuvre se reforme sur un *Post-scriptum* en vagues de voix portées et dissimulées tour à tour par le vent comme une vision mélancolique qui s'efface dans l'harmonie du monde et une sorte de plénitude stellaire.

Admirable interprétation, on s'en doute, de l'orchestre et des chœurs de la BBC, avec Phyllis Bryn-Julson et Elizabeth Laurence, sous la direction du compositeur.

JACQUES LONCHAMPT
► Salle Pleyel, le 17 novembre, à 20 h 30. Avec la création mondiale de la *Ville d'en haut* d'Olivier Messiaen.

THEATRE DE L'AQUARIUM
CARTE BLANCHE
Louis
JEAN-LOUIS BENOIT
15 OCT - 15 NOV 1989
THEATRE DE L'AQUARIUM
CARTON BLANC

Ne commandez pas votre PEUGEOT 205, 309, 405, 605 sans nous avoir rendu visite!

800 voitures en stock permanent en livraison immédiate

toujours plus avec la griffe

NEUBAUER PEUGEOT

Plus vite, moins cher!

8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎42.61.15.68
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34
227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21

on en prend plein la gueule!

MOULIN ROUGE

Ca devrait être remboursé par la Sécurité!

MOULIN ROUGE

Même le cheval a de beaux Yeux!

MOULIN ROUGE

CA M'A MIS DANS UN ETAT!

MOULIN ROUGE

STEVE REICH AND MUSICIANS

LUNDI 20 NOVEMBRE 20 H 30
THEATRE DU CHATELET
LOCATION 40 28 28 40
RENSEIGNEMENTS: FESTIVAL D'AUTOMNE
156, RUE DE RIVOLI TEL: 42 96 96 84

ATHENEE LOUIS JOUVET

TITUS ANDRONICUS
SHAKESPEARE
MESGUICH

Il faut avoir vu cette magie. C'est unique. LE MONDE

47.42.67.27

FERRARI
L'homme intime

PIERRE

SCHEENBERG

CULTURE

THÉÂTRE

Les enfants de nulle part

Il existe encore des pièces de Brecht inédites.
Le Théâtre Gérard-Philippe de Saint-Denis monte l'une d'entre elles : « Le Chien noir ».
Tandis qu'au Petit Odéon est mis en scène « le Mobile d'Aurora ».

« Le jour de sa majorité, Aurora Rodriguez fit savoir dans un journal de la ville qu'elle désirait être enceinte. Elle priait le futur père de l'enfant qu'elle voulait mettre au monde de se faire connaître ; toutefois elle était décidée à ne pas épouser ni à entretenir avec lui une quelconque relation. Celui qui serait prêt à accepter une relation aussi courte, limitée à l'acte de procréation, devrait être sain de corps et d'esprit ».

C'est en 1911, dans le quotidien de port d'El Ferrol, qu'Aurora Rodriguez fait passer cette annonce. Et comment ne pas songer à une autre petite annonce qui serait à l'envers de celle-ci : l'annonce qui est le début de la nouvelle de Kleist, *la Marquise d'O* : « A M... ville importante de la haute Italie, la marquise d'O... une veuve d'excellente réputation fit connaître par la voie des gazettes que, sans s'expliquer comment, elle se trouvait enceinte, que le père devait se présenter pour reconnaître l'enfant qu'elle mettrait au monde, et que, pour des considérations de famille, elle était résolue à l'épouser ».

Cependant la marquise et l'anonymous maternité que raconte Kleist sont imaginaires, des inventions de l'esprit, alors qu'Aurora Rodriguez est une Espagnole qui a réellement existé, née en 1890, morte dans un asile psychiatrique en 1955.

Aurora Rodriguez avait été une enfant, puis une jeune fille, dont l'indépendance d'idées déstabilisait une solitude. Elle ne pouvait songer à partager ses jours avec un mari. Cette indépendance, elle la tenait pour une grande part de son père, un homme qui n'avait les opinions, les réactions, de personne.

Plus tard les magistrats, les médecins ne purent comprendre pourquoi au juste Aurora Rodriguez n'avait pas choisi d'agir par elle-même, et avait préféré donner naissance à une fille qui parviendrait à établir la liberté et la justice en Espagne.

« Jardin de la sagesse »

Cette fille, qu'Aurora poussa Hildegarde, ce qui signifie « jardin de la sagesse », montra des facultés rares. A trois ans, elle maîtrisait parfaitement la machine à écrire. A treize ans, elle était étudiante en droit. A quatorze ans, elle militait dans les rangs du Parti socialiste et publiait des articles politiques dans *El Socialista*. Bien la petite-fille de son grand-père, Anselmo, elle n'admettait pas toutes les orientations du Parti socialiste, dont elle démissionna pour rejoindre les rangs des fédéralistes. C'est peu de temps après, à dix-huit ans, qu'elle perdit confiance, et demanda à se marier de la tierce. Aurora Rodriguez attendit que sa fille soit endormie, tira quatre balles de revolver, et alla trouver un ami avocat qui la conduisit au palais de justice. Elle fut condamnée à vingt-cinq ans de prison, puis transférée dans un asile.

S'aidant de nombreux articles et des treize livres publiés par Hildegarde, ainsi que des entretiens qu'eut l'écrivain Eduardo de Guzman avec Aurora en prison, l'Autrichien Erich Hackl,

aujourd'hui âgé de trente-cinq ans, a publié le récit de cette aventure, sous le titre *le Mobile d'Aurora*. La traduction française a été publiée par Fayard. C'est un beau livre, dont l'écriture impeccable, « factuelle », rappelle en effet celle de Kleist dans *la Marquise d'O*, celle de Kafka aussi lorsqu'il fait comme s'il restait tout à fait étranger aux anomalies qu'il raconte.

Une adaptation, par M^{me} Marcela Salivarova, du *Mobile d'Aurora* est à présent donnée sur la scène du Petit Odéon. Ce théâtre du Petit Odéon a, entre autres qualités, celle de mettre le spectateur tout près de l'acteur. Cela nous permet de partager l'art admirable de Christiane Fersen, qui joue Aurora Rodriguez. La mise en scène et le décor, peut-être un peu compliqués, qui semblent s'inspirer de certaines toiles à la fois naturalistes, oniriques et volontairement triviales de Salvador Dali, n'empêchent pas d'être remués, grâce à Christine Fersen et à la jeune Catherine Bangue (Hildegarde), par cette destinée d'une mère et d'une fille qui, telles les héroïnes grecques, acceptent et refusent l'insolite en nécessité.

MICHEL COURNOT.

Dans la petite salle du Théâtre Gérard-Philippe de Saint-Denis, Filip Forgeau met en scène, pour la première fois en France, une courte pièce de Brecht, *le Chien mort*. C'est un dialogue, mi-dérision mi-ironie, entre un empereur et un mendiant. Brecht a écrit cela en 1919, lorsqu'il se remettait mal de

la révolution manquée, et qu'il passait ses soirées à écouter le clown Karl Valentin jouer ses sketches. Brecht a composé alors quelques œuvres mineures, dont le véritable tour est difficile à deviner. Par moments il y a des passages de l'humour ténébreux de Brecht, de son alliance de poésie amère et de culture contrariée. Par exemple, l'empereur demande un mendiant : « Qu'est-ce que tu fais ? », et le mendiant répond : « Un garçon, de temps en temps. Un garçon qu'un ange fit à sa mère alors qu'elle volait des pommes de terre... » Ce qui, curieusement, recoupe les « associations verbales » de la marquise d'O et d'Aurora Rodriguez.

La mise en scène de Filip Forgeau est d'une jeunesse capable : lourde, insistante, dramatique. Claude Guyonnet (l'empereur) est une « association verbale », fin, attachant, d'une belle élégance de jeu. Denis Lavant (le mendiant) joue faux, d'une voix tendue et machinale, mais il est un bon acteur, qui va vite retrouver la forme, dans cette pièce ou dans une autre.

Le Mobile d'Aurora, d'Erich Hackl, Petit Odéon. Du mardi au samedi, 18 heures, dimanche 18 h 30, jusqu'au 3 décembre. Tél. : 43-25-70-32.
Le chien mort, Théâtre Gérard-Philippe de Saint-Denis. Jusqu'au 10 décembre. 20 h 30, du mardi au samedi. Dimanche, 17 heures. Tél. : 43-43-17-17.

Tranches de vie en BD

« Les Petits Aquarimus », de Philippe Minyana : une énorme farce que le punch de Judith Magre et de Florence Giorgetti ne sauve pas de l'opacité

Philippe Minyana fait partie de la jeune et prometteuse génération d'auteurs français qui mettent en pièces, à divers titres, le quotidien et la psychologie trépidante. Du *Diner de Lina à Chambres ou Inventaires*, il peint des tranches de vie plus ou moins au vitriol, mais bien loin de ce qui fut le théâtre du quotidien.

Dans *Les Petits Aquarimus*, Philippe Minyana a réalisé un collage de textes antérieurs ou inédits, et écrit d'autres fragments, directement à côté du plateau. Cette fois, il a grossi le trait, travaillé l'énorme, l'exagéré, les fantasmes d'une famille très psychotique. Sa farce se situe entre *Reise*, pour la grossièreté méchante, et *Cami*, pour la légèreté grinçante et les chansons banales. Mais elle n'est pas à la hauteur, tourne à vif et sent trop les ficelles de fabrication.

Il s'agit d'un triptyque : dans le *Sang* ou le *Salon* d'une famille brésilienne, deux sœurs hystériques s'entendent et s'aiment autour du cadavre de papa, tandis qu'autour de leur libido très prononcée gravitent un ex et un amant qui ne sont pas en reste. Suit le *Deuil* ou le *Vengeur* du siège, sanglante querelle entre un clunien et l'enfant perdue d'une mère indigne. Dans le *Temps* ou *Greta et Nicole*, Judith Magre et

Florence Giorgetti ni-vierges ni-pudels attirés en tableaux charnels et vivants observent la décadence de leurs corps.

Entre chaque partie, tel un message épique, un comédien, crâne rasé, tenue marin Petit-Bateau ou chevalier médiéval, selon, s'avance et tient des propos décousus sur la politique, l'islam de l'immigration, et autres grands sujets du jour. Minyana n'y va pas avec le dos de la charrue, la mise en scène non plus, qui travaille le laid, la trachée de viande sanguinolente.

Les comédiens composent, haut et faux, comme il se doit, cette farce : Jean-Jacques Schaeffer, le moine, et Jacques Verzier, l'autre grand sujet du jour. Minyana n'y va pas avec le dos de la charrue, la mise en scène non plus, qui travaille le laid, la trachée de viande sanguinolente.

Les comédiens composent, haut et faux, comme il se doit, cette farce : Jean-Jacques Schaeffer, le moine, et Jacques Verzier, l'autre grand sujet du jour. Minyana n'y va pas avec le dos de la charrue, la mise en scène non plus, qui travaille le laid, la trachée de viande sanguinolente.

ODILE COURNOT

Théâtre de la Colline. Jusqu'au 20 décembre. Tél. : 43-68-43-60.

COMMUNICATION

Selon une étude de l'IDATE

Le Japon dispute aux Etats-Unis la domination du marché de l'audiovisuel

Du 15 au 17 novembre, les onzièmes Journées internationales de l'Institut de l'audiovisuel et des télécommunications en Europe (IDATE) ont fait le point sur l'économie de la communication, « tirée » par les services, et dont la mondialisation va croissant.

Déréglementation des télécommunications et de l'audiovisuel font de ce secteur un terrain mouvant, où les entreprises ne peuvent plus raisonner dans le seul cadre national. C'est bien pourquoi les dix-huit ateliers et les tables rondes des Journées réunies à Montpellier ont été largement ouvertes aux éclairages étrangers. Même si cette ouverture s'est limitée bien souvent aux pays développés de l'OCDE, leur part étant prépondérante dans les quatre grands marchés dont l'IDATE dresse un panorama chiffré.

Ainsi, en 1988, les 300 milliards de dollars (1 900 milliards de francs) des services de télécommunications se partageaient pour l'essentiel entre l'Amérique du Nord (50,2 %), la CEE (26,7 %) et le Japon (15,3 %). La domination des trois grandes zones est encore plus forte au sein des 146 milliards de dollars du marché des services informatiques, avec respectivement 57,6 %, 22,2 % et 10,6 %. En revanche, parce que leurs besoins sont gigantesques en la matière, la part des pays de l'Est et des pays en développement dans les achats de matériels de télécommunications devrait croître de 21 à 28 % actuellement à 37 % en l'an 2000, sur un total passant de 88 milliards

de dollars en 1988 à 170 milliards à la fin du siècle.

Même si les échanges entre zones sont encore limités en raison de barrières protectionnistes ou normatives, les stratégies des fournisseurs se mondialisent, et leurs structures aussi.

L'audiovisuel, dont les cent premières entreprises totalisent environ 58 milliards de dollars de chiffre d'affaires, n'échappe pas à ce mouvement. Si le poids des trois grands « networks » américains se place largement dans le peloton de tête « voir tableau », la montée

japonaise est nette, et sera encore accentuée avec le rachat de Columbia par Sony. Quant à la fusion Time Warner, elle placerait le nouvel ensemble au cinquième rang dans l'audiovisuel (avec 2 897 millions de dollars), même s'il peut, grâce à son fort secteur écrit (presse et livre), revendiquer le titre de premier mondial des médias. En comparaison, les groupes français font figure de nains audiovisuels : les quatre premiers réunis n'arriveraient qu'au douzième rang sur la planète.

M. C. L.

Les géants mondiaux...

		CHIFFRE D'AFFAIRES 88-89	
		Total	Dont audio.
1	Capital Cities/ABC (E-U)	4 773	3 749
2	General Electric/NBC (E-U)	50 089	3 638
3	Fuji Sankei (Japon)	4 876	2 970
4	AIR (E-U)	2 970	2 970
5	CBS (E-U)	2 780	2 780
6	NHK (Japon)	2 737	2 737
7	Sony (Japon)	9 810	2 577
8	MCA (E-U)	3 024	2 290
9	Fininvest (Italie)	2 748	2 152
10	Bertelsmann (RFA)	6 434	2 143

...et les Français

31	Canal +	729	729
32	TF 1	711	711
41	FR 3	468	468
46	Antenne 2	423	423

Le C.A. audiovisuel comprend les activités de production/distribution/diffusion dans les sous-secteurs cinéma, radio, TV, services pour le câble et le disque, mais non la gestion de réseaux câblés. Source : Analyse industrielle IDATE.

Pour s'implanter sur le marché européen des séries télévisées

Paramount prend une participation dans le capital d'un producteur britannique

Paramount Television, filiale d'une des grandes « majors » hollywoodiennes, vient d'acheter 49 % du capital de Zenith, un producteur britannique contrôlé par le groupe Carlton Communications. Le rachat de la transaction n'a pas été précipité. Zenith est un producteur spécialisé dans les séries télévisées haut budget et a travaillé avec des réalisateurs comme Robert Altman, Stephen Frears ou Nicolas Roeg. La société a aussi une division spécialisée dans les jeux télévisés, Action Time, et une autre filiale, Zenith North, qui se consacre aux programmes musicaux.

Carlton Communications, qui contrôle majoritairement Zenith, est un groupe britannique en pleine

expansion qui a récemment racheté les laboratoires Technicolor. Son bénéfice a atteint environ 500 millions de francs l'an dernier pour un chiffre d'affaires dépassant 2,2 milliards de francs.

Les dirigeants de Carlton estiment que l'accord avec Paramount, qui distribue déjà les productions de Zenith, renforcera la position de la société sur le marché mondial des programmes. Mel Harris, président de Paramount, ne cache pas que cette alliance est un moyen de pénétrer plus directement sur le marché européen de la télévision. « dont la forte demande en programmes représente le marché le plus excitant depuis le développement du câble aux Etats-Unis ».

La concentration dans la presse américaine

La Cour suprême autorise la fusion de deux quotidiens à Detroit

WASHINGTON correspondance

La Cour suprême a approuvé, par quatre voix contre quatre (selon la règle, un vote partagé est considéré comme affirmatif) un accord de fusion passé entre les deux principaux quotidiens de Detroit. En vertu de cet accord, le *Detroit Free Press* et le *Detroit News* maintiendront des rédactions séparées, mais leurs opérations publicitaires, de distribution et de production seront communes. Ces quotidiens appartiennent à deux des plus importants groupes de presse américains : Gannett contrôle le *News* et Knight Ridder détiend le *Free Press*.

Les deux journaux se sont livrés entre 1981 et 1985 une guerre des prix qui s'est traduite par des pertes importantes : 23 millions de dollars pour le *News*, 39 millions de dollars pour le *Free Press* menacé de fermeture. La fusion se traduira par la perte de 450 emplois, mais n'affecte pas la rédaction. Au bout de cinq ans d'application de l'accord prévu pour une durée de cent ans, les deux groupes prévoient de se partager plus de 100 millions de dollars de bénéfices annuels.

La décision de la Cour provoque des remous dans les milieux de presse. En août 1988, l'attribution générale avait autorisé les deux chaînes de journaux à conclure un accord d'« opérations conjointes », communément appelé JOA (Joint Operating Agreement) existant déjà dans d'autres villes. Une JOA est une exception aux règles antitrust prévues dans une loi de 1970

en faveur de journaux en « danger de faillite ».

Un groupe de « citoyens du Michigan pour une presse indépendante », en vain, fait valoir que la presse n'avait pas été établie que le *Free Press* était au bord de la faillite. En fait, il accuse les journaux de Detroit d'avoir artificiellement diminué leurs revenus par de très bas tarifs de publicité et d'abonnement, anticipant les gros bénéfices qu'ils tireraient d'une JOA. Ils estiment que les deux journaux se sont engagés dans une guerre des prix pour aboutir à créer un monopole et éliminer la concurrence. Il est évident que la décision renforce la tendance à la concentration.

D'autre part, une nouvelle génération d'hebdomadaires en compétition serrée avec les quotidiens dans au moins cinquante villes ont exprimé leur mécontentement. Le président de leur association estime que la décision de la Cour aboutit à « une subvention gouvernementale de milliards de dollars à des monopoles ».

« C'est la fin de la compétition entre les quotidiens », a déclaré un sénateur du Michigan en soulignant que dans vingt-cinq autres grandes villes, les deux quotidiens engagés dans une bataille serrée seront encouragés à fusionner. Mais, selon les experts, le vote partagé de la Cour suprême ne crée pas un précédent et devrait décourager d'autres journaux à s'inspirer de la tactique employée avec succès à Detroit.

HENRI PIERRE

Un arrêt de la cour d'appel de Paris

La Cinq pourra retransmettre les grandes rencontres sportives

La Cinq vient d'obtenir de la cour d'appel de Paris de pouvoir retransmettre les grandes rencontres sportives internationales dans les mêmes conditions que les autres chaînes françaises membres de l'OFRT, la branche française de l'Union européenne de radiodiffusion (UER).

S'estimant victime de pratiques anticoncurrentielles qui aboutissent à donner systématiquement la priorité pour les retransmissions de football, tennis, ou des Jeux olympiques à ses concurrentes adhérentes de l'organisme depuis plus longtemps qu'elle, la Cinq avait (fin septembre), porté plainte contre l'OFRT auprès du Conseil de la concurrence avec demande de mesures conservatoires, mais avait été déboutée. Mercredi 15 novembre, la première chambre de la cour d'appel a ordonné « la suspension des effets » des articles du règlement intérieur de l'OFRT contestés par la chaîne jusqu'à ce que le Conseil de la concurrence ait statué au fond sur la plainte de la Cinq. La cour a en effet estimé que ce règlement empêche la Cinq de convoier des événements qui participent à sa mission de service de télévision à vocation générale.

Le dépôt de bilan de l'agence de presse

L'interyndicale dénonce

la « volonté de liquidation » de l'ACP

Il n'existe pas de plan de relance écrit de l'Agence centrale de presse, ce plan ne peut donc être communiqué. Telle est, en substance, la réponse du tribunal de grande instance de Paris à la demande du comité d'entreprise de l'ACP, qui avait assigné en référé, jeudi 16 novembre, le PDG de l'agence, M. Alain Couture, et la société Maxwell Médias, en vue d'obtenir communication d'un tel plan. M^{me} Huguette Le Foyer de Costil, premier vice-président du tribunal, a donné acte au PDG et au principal actionnaire de l'agence qu'ils déclarent qu'il n'existe pas de plan écrit ou de document écrit qui aurait pu ou pourrait être remis au comité d'entreprise de l'ACP. En conséquence, il ne sera pas remis de plan au président du tribunal de commerce le vendredi 17 novembre, lors de la déclaration de cessation de paiement, et le comité d'entreprise sera informé de la procédure.

Rappelant qu'un plan de relance avait été évoqué à plusieurs reprises, y compris après le dernier conseil d'administration, mercredi dernier, l'interyndicale estime que d'« une certaine manière, la justice française a pris acte de la volonté de liquidation de la deuxième agence française par le groupe Maxwell ».

du 20 au 25 novembre, 20 h 30

LUC FERRARI
Journal intime
avec Lisette Malidor,
Denis Chouillet et Elise Carron
Mise en scène : Philippe Adrien
Production : La Muse en Circuit

Le Théâtre du Lièvre

28 - 29 novembre 1989, 20 h 30

WENZEL / SCHOENBERG

Donblages Erwartung
avec Irène Jaraly, Jo Desseure,
Huguette Forge et Frédéric Mago
Mise en scène : Philippe Massur
22, rue du Chevaleret - 75013 Paris
Réservations : 45.88.55.83 et Franc

THEATRE RENAUD BARRAULT

MAISON INTERNATIONALE DU THEATRE

LES LIVRES SONT PRÊTS POUR ÊTRE LUS, POUR ÊTRE DITS
C'EST POURQUOI LES ARTISTES DES LIVRES

EDMOND JABES

LA MEMOIRE DU LIVRE : LE LIVRE DES QUESTIONS

Peut-on porter au théâtre le livre des questions ? d'EDMOND JABES, dont il dit lui-même qu'il est « le contraire de la scène » puisqu'il est le présent de l'écriture ? PIERRE-ANTOINE VILLEMINE tente pourtant la gageure du Théâtre du Rond-Point. LIBERATION.

Belle et grave méditation poétique, sur la création, l'exil, l'holocauste, un spectacle essentiel d'une très grande rigueur. FRANCESCA QUILTER. La mise en scène, sobre, s'organise autour de quatre voix (BERNARD BRIEUX, PHILIPPE FAURE, GISELE RENARD et YVES-ROBERT VIALA) pour prendre la tonalité ample et généreuse d'un livre qui raconte sa propre histoire. LA CROIX.

Une belle et grande tragédie. PHILIPPE FAURE et YVES-ROBERT VIALA font merveille. LE MONDE.

Mise en scène : GISELE RENARD / PIERRE-ANTOINE VILLEMINE

Mise en scène : PIERRE-ANTOINE VILLEMINE

Mise en scène : PIERRE-ANTOINE VILLEMINE

Mise en scène : PIERRE-ANTOINE VILLEMINE

LOCATION : 42.56.60.70

سكناء الاحل

هكذا من الاجل

Grand Prix du financement PEUGEOT

Pole position	9,4 %	Crédit sur 12 mois* Apport initial 25 % minimum du prix tarif TTC du véhicule choisi. Par exemple pour un montant emprunté de 10 000 F.T.E.G. de 9,4 %, 12 mensualités de 897,24 F.TTC. Coût total du crédit : 10 768,88 F.TTC (perceptions forfaitaires incluses mais hors assurances).
Conduite maîtrisée	0 F PAR MOIS PENDANT 18 MOIS	Location avec option d'achat sur 60 mois* Par exemple pour une 309 XE. Prix tarif au 8/09/89 : 57 400 F.TTC. 1 ^{er} versement de 22 960 F.TTC (8 610 F.TTC de dépôt de garantie et 14 350 F.TTC de 1 ^{er} loyer majoré) suivi de 18 loyers à 0 F et 41 loyers à 1 371,86 F.TTC. Option d'achat finale 11 480 F.TTC. Coût total en cas d'acquisition 82 076,26 F.TTC (hors assurances).
Grand confort	453 F PAR MOIS PENDANT 12 MOIS	Location avec option d'achat sur 60 mois* Par exemple pour une 405 GL 1400 cm ³ . Prix tarif au 8/09/89 : 73 000 F.TTC. 1 ^{er} versement de 29 200 F.TTC (10 950 F.TTC de dépôt de garantie et 18 250 F.TTC de 1 ^{er} loyer majoré) suivi de 12 loyers de 452,60 F.TTC et de 47 loyers de 1 284,80 F.TTC. Option d'achat finale 13 687,50 F.TTC. Coût total en cas d'acquisition 97 754,30 F.TTC (hors assurances).
Longue route en souplesse	660 F PAR MOIS	Location longue durée (36 mois / 45 000 km)* Par exemple pour une 205 Junior 3 portes. Prix tarif au 8/09/89 : 48 750 F.TTC. 1 ^{er} loyer majoré de 15 284,63 F.TTC suivi de 35 loyers de 659,63 F.TTC (hors assurances et entretien).

* Offres valables jusqu'au 28 décembre 89, réservées aux particuliers sur véhicules neufs Année Modèle 90 (hors véhicules utilitaires).
Sous réserve d'acceptation du dossier par DIN pour le crédit et LOCADIN pour la location avec option d'achat et la location longue durée (Groupe CREDITPAR).

RESEAU PEUGEOT TALBOT

SANS VISA

Avant John Wayne et ses petits-fils qui continuent à animer le paysage, on vit ici des Apaches et des Navajos se heurter aux Espagnols et des Navajos subir les assauts de colons blancs en marche vers la nouvelle frontière.



L'Arizona de John Wayne

CES terres arides ont vu en pétrifier les Indiens. Rien ici de paisible. La nature dans toute sa violence. Le ruisseau qui serpente sous les frondaisons de cottonwoods et de junipers peut, en un instant se muer en torrent dévastateur emportant tout sur son passage. Partout, même dans la forêt de pins ponderosa des hautes plateaux, la roche affleure, dénudée, visible. Mère Nature en nourrice sèche, cassante, exigeante, voire meurtrière. On saisit mieux à ce spectacle la terreur sacrée des Indiens, leur soumission religieuse à la terre et à la montagne, l'attachement farouche à leur sol aussi. Quelques choses comme la tendresse et la frousse qu'inspire aux marins le vif océan.

L'Arizona, quarante-huitième état de l'Union, incorporé en 1912, appartient à un vaste ensemble géographique et culturel, le Sud-Ouest, qui englobe son voisin et jumeau le Nouveau-Mexique, un bout de Texas, le sud du Colorado et de l'Utah, un morceau de Nevada et de Californie, s'étendant de la pointe du golfe de Californie dans une succession de bassins qui séparent des chaînes courrant grossièrement du nord-ouest au sud-est. La sécheresse du climat jointe à la violence brève des précipitations a suscité une érosion franche laissant à voir les roches les plus dures, gravant dans le sol ces gorges profondes et ces canyons encaissés.

L'Amérindien préhistorique a habité ces lieux, vécu dans ces cavernes perchées au flanc de falaises abruptes sous des climats divers au gré des glaciations. Il est généralement admis qu'il est d'origine mongole et que, chasseur, il suivit les hordes de mammoth, chameaux, chevaux, bisons et autres animaux plus étranges encore — comme le gros paresseux dont on trouve des traces à plusieurs reprises sur le continent — à travers le détroit de Behring quand celui-ci était encore un isthme. Il ne connaît pas encore l'arc et les flèches qui seront la marque de ses attributs guerriers futurs mais il a déjà mis au point une arme meurtrière, l'atlatl, un javalot complété d'un bâton-souple destiné à catapulter l'arme avec plus de force, une espèce de « lance-lance » en quelque sorte.

Aux environs du troisième millénaire avant notre ère, l'émergence

de la culture du maïs va créer des sociétés semi-sédentaires que l'on distingue selon leur implantation géographique en Cochise-Mongollon (Arizona du Sud-Est), Oshara-Anasazi (bassin central), Hohokam (Sud-Ouest) et Hualapai (chaîne Pacifique). Les mieux connus, les Hohokams avaient développé au bord de la rivière Gila un réseau complexe de canaux d'irrigation qui atteste d'une civilisation avancée. Un autre classement se réfère aux artefacts et signes tangibles de progrès et distingue ainsi des périodes de « faiseurs de paniers » courant jusqu'à environ l'an 900 de notre ère suivies de périodes *pueblos* qui vont jusqu'à la conquête espagnole, culminant dans un « âge d'or » et s'éteignant soudain avec la grande sécheresse qui règne de 1276 à 1299. En dépit des lacunes importantes, des blancs de l'Histoire, on suppose que les Hohokams se sont prolongés dans les actuels Indiens pimas de même que les Hopis seraient les descendants probables des Anasazi.

Le mythe du retour d'un frère blanc

La soif de l'or qui poussait les conquérants espagnols suscita bien des mirages que le Mexique de Cortés contribua à exacerber. Il y eut un Eldorado au sud. Au nord, des cités somptueuses aux trésors inouïs attendaient les audacieux : les sept cités de Cibola. Si l'Épave-Vache, au cours du périple qui devait le mener des alentours de l'actuelle Galveston à la côte du golfe de Californie après huit années de galère, ne rencontra que des Indiens faméliques, survivant difficilement de cueillette et de chasse, ce ne fut pas le cas d'un de ses compagnons : le More Estevanico se targua de savoir où trouver Cibola, guida la première expédition en Arizona et au Nouveau-Mexique et y laissa la vie. Les premiers *pueblos* espagnols n'étaient pas d'or, mais de torchis. De trésors, bernaïque !

La première véritable expédition (et porte définitive de l'illusion de Cibola) fut menée en 1540, sept années après la conquête mexicaine, par Vasquez de Coronado. Celui-ci découvrit la pauvreté du Pueblo Zuni, accepta sa soumission, laissa la troupe se livrer à un peu de pillage et de viol pour lui

garder le moral, puis envoya Pedro de Tovar, quelques cavaliers et un franciscain à la conquête de l'Arizona. Tovar arriva chez les Hopis.

Les Hopis (ou Moquis, comme les nommèrent longtemps les Espagnols) partageaient avec d'autres sociétés précolombiennes, Mayas, Toltèques, Aztèques, le mythe du retour d'un frère blanc perdu qu'ils appelaient Pahana. Malheureusement, les Espagnols l'ignoraient. Ils bonsoignèrent des Hopis bien intentionnés au cri de « Santiago » et Tovar put recueillir les signes de leur soumission. Mené à Oraibi, dont il ne savait pas que c'était le centre du monde, il se trouva face au chef du clan de l'Ours qui lui tendait une paume ouverte qui l'aurait fait reconnaître comme Pahana s'il avait su la saisir. Tovar, innocent, y fit mettre par un de ses sbires une poignée de verroterie, se privant ainsi d'une belle occasion de devenir messie.

La conquête se poursuivait. En l'absence de mines d'or ou d'argent, les Espagnols décidèrent à leur habitude de sauter des âmes. Des missionnaires vinrent s'établir dans les villages, construisirent des églises et des missions, abusèrent de sa patience et de ses filles. Fier, ils tentèrent d'éradiquer des croyances et des coutumes ancestrales. En 1680, les Pueblos exaspés menèrent une révolte sanglante, liquidèrent cinq cents Espagnols et quelques prêtres, détruisirent les églises et reconduisirent les survivants au Mexique. Il y eut reconquête, suivie de frottements épiques entre occupants de périodes de coexistence relativement pacifique : les Pueblos sont peuples paisibles et les Blancs eurent bien d'autres chats à fouetter avec les Navajos et les Apaches.

Appartenant à un groupe ethnique baptisé Athabascans, Navajos et Apaches n'ont pas atteint les régions du Sud-Ouest avant le seizième siècle, et donc plus ou moins en même temps que les Espagnols. Les Navajos s'établirent dans la partie nord de l'Etat, au voisinage des établissements hopis à qui ils empruntèrent peu à peu des pratiques (culture du maïs et de la courge) et probablement des rites religieux. Les Apaches occupèrent le Sud-Est. Fiers, individualistes, semi-nomades et turbulents, les deux ethnies domèrent du fil à

retordre aux Espagnols puis aux Mexicains.

L'ouverture de la frontière après que les territoires du Sud-Ouest eurent été pris au Mexique marqua le début de la fin. Les Américains procédèrent de la manière cynique et efficace qui fut la leur à l'égard de toutes les nations indiennes. Envasement des territoires par de pauvres colons, envoi de la troupe pour régler les différends, établissement de traités trahis dès leur signature. Sous peine d'être décimés par les troupes de Kit Carson, les Navajos durent subir un douloureux exil à Bosque-Redondo, où périrent deux tiers de la tribu, avant d'être rétablis dans leur réserve actuelle, un grand morceau de plateaux dénudés qui, par chance, se révéla plus riche qu'on ne le pensait. Le sort des Apaches fut moins heureux encore. Leur résistance fut telle qu'un général américain suggéra un jour qu'après avoir fait la guerre au Mexique pour gagner ces territoires on serait bien venu de la faire de nouveau pour l'obliger à la reprendre. Après des années d'errance, le dernier grand chef, Geronimo, se rendit avec dix-sept hommes, le reste de ses troupes, et fut exilé en Floride.

Souffrir avec patience

Du côté des Blancs, le mythe de la frontière s'est fait de la cruauté des précédents, de la rigueur du paysage, de la difficulté de la terre. Le mot-clé qui revient dans toute la littérature du Sud-Ouest, c'est « endurer », c'est-à-dire, tenir ou souffrir avec patience. Le peuplement anglo-américain s'est constitué de femmes et d'hommes aventureux, d'aventuriers aussi et de mauvais garçons dans tous ces territoires à la loi encore flexible. Si les Clanton et leurs cow-boys furent sans conteste des voleurs de bétail, des pillards de banques et de diligences, des tueurs et gibiers de potage, les Wyatt Earp et Doc Holliday qui leur réglèrent leur compte à Tombstone n'avaient rien d'enfants de cœur. Il semble même que seule l'étoile de shérif ait fait la différence.

De la richesse de ses paysages, de leur beauté nue, absolue, de son passé aussi, proche et lointain, l'Arizona a fait la seconde industrie de l'Etat. Une industrie florissante qu'il a bien fallu organiser pour



faire fructifier ce qui, littéralement à première vue, appartient à tout le monde, le paysage justement et, à un moindre degré, la vie et les mœurs de ses occupants. Il a fallu prévoir l'accès à des sites difficiles, protéger de fragiles reliefs et ruines, loger, nourrir, distraire, fournir des supports au souvenir. Le Grand Canyon et ses abords ne contemplent de plates-formes aménagées au long de parcours stricts, jalonnés de points de repères précis et de tuyaux incrochables : sont ainsi fournis les lieux et horaires auxquels se prend la meilleure photo.

L'hébergement est diversifié pour satisfaire à toutes les bourses et escarcelles, de l'établissement luxueux (l'un d'eux porte le nom de Tovar : le messie manqué des Moquis aura trouvé sa postérité comme aubergiste) au camping civilisé. Du ravin, on peut se contenter de la berge : pour le voir de plus près ou de plus haut, on peut le parcourir à pied au long de pistes balisées, à dos de mule, en aéroplane ou en hélicoptère.

OLIVIER BOISSIERE
Lire la suite page 23.

A bord d'Avianca destination soleil

Vous êtes au-dessus de la Sierra Nevada de Santa Marta, vous pouvez apercevoir la mer des Caraïbes et droit devant au-delà des trois Cordillères la plus grande réserve d'oxygène au monde : l'Amazonie. Vous êtes déjà en Colombie. AVIANCA vous souhaite un agréable séjour et espère vous retrouver très prochainement sur ses lignes.

Soleil des Caraïbes, soleil des Andes, soleil d'Amazonie, ils illuminent la Colombie et toute l'Amérique Andine. Soleil d'un univers paradisiaque avec les plages de sable doré, abritées de cocotiers, les eaux bleues et transparentes, les îles dressées sur leur socle de corail et des milliers de poissons multicolores.



AVIANCA
9, bd de la Madeleine
75001 PARIS
Tél. : 42 60 35 22



هكذا من الامل

SANS VISA

LA TABLE

Restaurants d'hôtel

C'est vrai, on peut quelquefois bien y manger

AU contraire des Londoniens, les Parisiens mirent longtemps à prendre l'habitude d'aller déjeuner ou dîner dans les restaurants d'hôtel. A quelques exceptions près : Proust, on le sait, dormait des dîners au Ritz (1). Il est vrai que l'on y servait une cuisine d'apparat beaucoup plus que de saveur. Nous n'en sommes plus là.

Les trois derniers palaces parisiens : le Ritz, le Bristol et le Plaza sont de très bonne cuisine et de cadre élégant, on le sait.

Les autres grands hôtels, à quelques exceptions près, se veulent une cuisine de qualité, du George V (qui doit s'améliorer encore et proposer un grill avec entrée directe sur l'avenue) au Prince de Galles ; du Lutetia au Pullman Windsor ; du Royal Monceau au Grand Hôtel. Tous avec des restaurants très fréquentés où l'on mange bien.

Une place à part pour quatre hôtels : l'Estimote, l'Estimote, l'Estimote, l'Estimote.

ran de l'Hôtel Baltimore, avenue Kléber ; le Relais du Parc, restaurant du Parc Avenue, avenue Raymond-Poincaré ; le Relais Castille, restaurant de l'Hôtel Castille, rue Cambon ; et La Croisière, restaurant de l'Elysée Marignan — son PDG vient de créer un club dont la carte donnera droit, outre l'invitation à des manifestations diverses (cocktails, soirées musicales), à une réduction de 10 % sur les additions du soir.

Sans oublier les trois meilleurs restaurants dans cette catégorie : le Céladon de l'Hôtel Westminster, 15, rue Daunou, dont j'ai parlé récemment et dont le jeune chef, Joël Boilleau, tient le « piano » avec tout... l'honneur soutenable ; le Clos Langchamp de l'Hôtel Méridien, 81, bd Gouvion-Saint-Cyr, qui peut s'enorgueillir de posséder en Jean-Marie Meunier, lauréat du Grand Prix de la Cuisine 1989, un super chef et en Didier Bureau, un sommelier de belle classe. A noter également ce co-

Méridien, avec entrée particulière boulevard Pécire, le Café Adequin, brasserie autant élégante qu'agréable, de bonne cuisine simple avec des petits déjeuners « parisiens », « buffets », « basses calories », des menus (98 F et 148 F) et carte. Enfin, La Couronne à l'Hôtel Warwick.

Ces trois maisons, mériteraient mieux que leur étoile au Guide Gourmand.

La Couronne, par exemple, a pour chef Paul Van Gessel, un « tout bon » qui fit ses classes avec le chef Barriot, à Tours. On a heureusement fermé sa porte donnant sur la galerie de Berli et égayé le décor. De la directrice, Nicole Paul, au sommelier, Sylvain Melle, le service est aimable comme sont remarquables les ravioles de pâtes à la crème d'oignons, le filet de garçonne en sauce, la tranche de foie gras de canard au champagne, le beurre blanc des saint-jacques et langoustines grillées, le pot-au-feu maigre d'agneau à l'ail. Le givry Louis

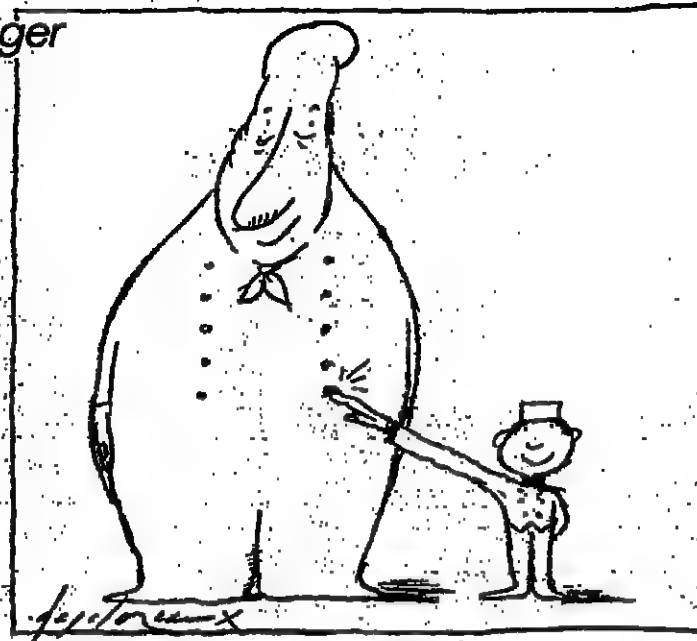
Latour convenait fort bien au filet de canard de Barbarie et ses ravioles de girolles avant une croustille de pommes gelée de citron signée du pâtissier Yves Besset. Il faut compter de 400 F à 450 F, mais il y a deux menus (220 F et 380 F) et, au bar Swan's Bar, une restauration légère est prévue à toute heure. J'ajoute que du parking, dans l'immeuble, un ascenseur particulier vous conduit directement au Warwick.

Décidément, les restaurants d'hôtel aujourd'hui à Paris ont du bon !

LA REYNIERE

(1) « De toute façon, le Ritz simplifie beaucoup pour moi, dans des menus à manger et habituellement que tout y est noté fidèlement. » (Lettre de Proust à Armand de Guiche, d'octobre 1918, citée dans le Bulletin de la Société des amis de Marcel Proust.)

► LA COURONNE, 5, rue du Berli, 75008 Paris. Tél. : 45-63-14-11. Tous les jours. A.E.-D.C.-C.B.



VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'azur

06400 CANNES
HOTEL LIGURE ****
5, rue Jean-Jaures - 06400 CANNES
Tél. : 93-39-03-11 - Tél. 970275
FAX 93-39-19-48
A 150 mètres du Palais des congrès, climatiseur, piscine, chambre, TV couleur. Tél. direct, minibar.

NICE

HOTEL LA MALMAISON
Best Western ****
Hôtel de charme près mer, cuisine, grand confort, 50 ch. INSONORISÉS ET CLIMATISÉS
TV COULEUR PAR SATELLITES
Restaurant de qualité
42, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-87-42-26 - 93-87-41-16
Télécopie 93-16-17-95

NICE

HOTEL VICTORIA ***
33, boulevard Victor-Hugo
06000 NICE - Tél. 93-88-39-60
Piscine, centre-ville, calme, petit parking, grand jardin, chambre, confort, téléphone direct, minibar.

Côte basque

64600 ANGLET
HOTEL de la RESIDENCE de CHIBERTA et du GOLF
**** (près de Biarritz)
« Un des lieux à 300 m de l'océan et au calme de la forêt de pins. »
Séjours en studios équipés tout confort (linge, chauffage, tél. direct, canal + incl.)
Taxis pour 2 pers. : semaine 1 220 F
quinzaine 1 950 F - nuit 3 400 F
Valables du 1/11/1989 au 23/3/1990 (sauf du 26/12/1989 au 3/1/1990)
Possibilité petits déj. et repas
Biarritz-Ville et ses environs à 3 km
104, boulevard des Plages, ANGLET
Tél. 93-52-15-16
Tél. 93-52-11-23

Montagne

05350 SAINT-VÉRAN
(Hautes-Alpes, Queyras)
Pavé réf. Site classé. Stat. village. Piste fond. Plus l'été, d'Europe 2040 m.
LE VILLARD, tél. 92-45-82-08
Appt et chambres avec cuisine. Grill de 650 à 1 500 F/pers./semaine.
BEAUREGARD, tél. 92-45-82-62
Au départ des pistes de fond, demi-pension à partir de 1 400 F/pers./semaine.

Paris

SORBONNE
HOTEL DIANA **
73, rue Saint-Jacques
Chambres avec bain, w.-c., TV couleur.
Tél. direct.
De 250 à 350 F. - Tél. 43-54-92-85.

Provence

ADX-EN-PROVENCE
HOTEL RESIDENCE
Location d'appartements meublés pour séjour de courte ou longue durée.
Prestations de qualité.
L'HOTEL PARTICULIER
Tél. : 42-38-29-92

Sud-Ouest

PÉRIGORD
AUBERGE LA CLÉ DES CHAMPS ****
CLUB DE CHASSE
Sélection Jet Tours
GOLF
Pratique à l'hôtel
parcours 9 trous compact à 20 m
Greenfees - WE 230 F.
24590 VILLEFRANCHE-DU-PÉRIGORD
Tél. 53-22-95-94

Grande-Bretagne

LONDRES
EDEN PLAZA HOTEL, 68 Queens-gate, South Kensington, Londres SW 7.
Tél. : 19-44-370-4111.
Tél. 916228. Fax : 570 6578.
Hôtel moderne et accueillant près de Knightsbridge, Harrods, Hyde Park, musées.
Prix : de 53 à 272 £ (petit déj. compris).

Suisse

LEYSIN (Alpes vaudoises)
1400 m. Hôtel SYLVANA***
(panoramique). Chambres tout confort. Prix selon saison à 50 m des pistes de ski. Famille Bonelli. Tél. : 19-41 25/34 11 35. Fax : 19-41 25/34 16 14.

CH-1938 CHAMPEX-LAC VALAIS
Région Grand-Saint-Bernard
Paradis des promeneurs, du ski de fond, ski de piste. Un hôtel familial qui vous procure bien-être et détente.
Pens. compl. 7 jours : 450 à 590 F (env. 1990 à 2 360 FF). Demi-pens. : 400 à 540 FF (env. 1690 à 2 160 FF).
HOTEL SPLENDIDE
Tél. 1941/26/41145.

La Casita

C'est, nonobstant son absence de tous les guides, toujours une bonne vieille maison parisienne (fondée en 1925 par deux barman, comme Maxim's un quart de siècle plus tôt). On fête heureusement ses soixante-cinq ans et, mieux encore, les vingt-cinq ans de règne de l'Auvergnat G. Puech pour qui elle est devenue, selon son expression : « Sa femme, sa maîtresse, celle à qui il a tout donné ! »

Ce fut d'abord un bar décoré de boiseries, chène massif et vitraux de plomb de style espagnol. C'est, depuis longtemps, un bon restaurant prisé aux déjeuners des hommes d'affaires du quartier, aux dîners des avant-cinéma des Champs-Élysées. Avec une cuisine très « typée », un chef qui l'on voit évoluer devant sa grille au charbon de bois. Mélange de foie gras, magret fumé, escalade landaise ou rouergates, chausson au requorot, cassoulet et confit de canard au four avec saumon fumé, contre-filet, faux-filet ou tournedos sauce Choron, tartare maison, avant les desserts (tarte aux prunes flambées à la vieille réserve de cailar pour rester dans le terroir). Bonne cave avec quelques bouteilles à l'entour des 100 F (dont la bergamote et le chahors Château de Mercus de Vigoroux). Compter 300 F. Avec deux

menus : touristique à 145 F (qui séduit de nombreux visiteurs retrouvant ici un Paris d'Epinal) et du gastronomes à 170 F (220 F avec une demi-bouteille de vin). Service diligent, accueil paternel du patron, amical de son fils.

► LA CASITA,
9, rue de Washington,
75008 Paris.
Tél. : 45-61-00-38.
Fermé samedi et dimanche.
Salon 15-25 couverts.
D.C. - C.B.

Parking : entrée 5, rue La Boétie (on sortira, en piéton, par la galerie rue de Washington, en face). Gratuit le soir.

Jean-Charles et ses amis

Jean-Charles est parti. Roland Magrie est arrivé. Il faudrait vite changer l'enseigne, et je suis sûr que cela ne changerait point l'impact d'une cuisine autre mais elle aussi sérieuse, sage, sans bluff (comme trop à l'entour... suivez mon regard !) avec une terrine de poireaux en gelée (32 F), des sardines marquées (48 F), la saucisse sèche de la Lozère (39 F), un foie gras à la compote de pruneaux (118 F), un saucisson chaud aux lentilles du Puy (62 F), des Jous de rabe au noly (89 F), la tête de veau à l'ancienne (92 F), les tripes (76 F)... Le T-bone steak

(145 F), et le poulet haute-mère (un vieux classique, 92 F). Sans oublier les plats du jour (potée auvergnate du lundi, pot au feu jambon de bois du mardi, etc.) et les desserts. Avec des vins : bourguet, enjol, gailac, fronton, côtes-du-rhône - à moins de 100 F.

► JEAN-CHARLES ET SES AMIS,
7, rue de La Trémoille,
75008 Paris.
Tél. : 47-23-88-18.
Fermé samedi midi.
A.E. - D.C. - C.B.

L'Ardelène

La rue des Lombards, quelque peu historique, fait son plein de touristes mêlés à la foule des anciennes Hottes. Tout cela au milieu des mangeoires jouant sur hamburger et pittoresque mêlés. Alors on est tout surpris de découvrir, entre tant de propices, deux salles élégamment décorées, modestement ouvertes aux plaisirs sincères de la table, passant des caufs pochés requorot aux moules de bouchot pâtes fraîches, du gigot de lotte aux pistils de safran à la barbe rôtie sauce vanillée, du confit de canard aux cèpes au magret aigre-doux. Des desserts honorables. Quelques vins au verre et surtout une cyrde-Louis. Max venus de Bourgogne à 48 F, qui permet ainsi, négociant le menu à

70 F, d'aborder soit le menu à 130 F pour un bon repas ne dépassant pas les 200 F, soit le carte.

► L'ARDELÈNE,
24, rue des Lombards,
75001 Paris.
Tél. : 42-97-71-71.
Fermé lundi.
Parking : Hôtel-de-Ville, (entrée, quai de Goevras).
A.E. - D.C. - C.B.

MIETTES

● Golf et casseroles. — Du 1^{er} au 7 décembre aura lieu à l'ère Maurica le premier Trophée de golf des jeunes restaurateurs de France. Veulent-ils démontrer qu'un club de golf est plus facile à manier qu'une casserole ?

● Caféménas. — Mouins à café, cafetiers, grillons, porcelaines diverses depuis le dix-huitième siècle, sont exposés au Cocheir (Village suisse, entrée 2, avenue Paul-Déroulède, Paris-15^e).

● Chefs de rang. — En finale du deuxième Concours régional Paris-Île-de-France de l'excellent chef de rang, le premier (J.-F. Tual) et le cinquième (Thierry Bertaud) viennent du Rouquet.

● Magnolias. — Le restaurant les Magnolias, signalé dans le Monde du 14 octobre et installé dans une ancienne maison de famille de Paul Valéry, est situé à Plaisance — non pas dans l'Ardeche, mais dans l'Aveyron.

Aux quatre coins de France

Commandez votre
CHAMPAGNE DES FÊTES
Priorité à la qualité
Expression de la différence
Elaboré en toute sérénité
Cuvée appréciée des connaisseurs

CHAMPAGNE DU RÉDEPTEUR
BIANC DI BRUT
Toutes cuvées tirées sur demande.
CL. DUBOIS & Les Almarneches
VENTEUIL, 51200 ÉPERNAY
Tél. : (16) 26-58-48-37.

GRANDS VINS DE JURANÇON
CHATEAU DE ROUSSE
Direct. du producteur au consommateur.
Qualité et millésime en son et moelleux.
J. LABAT-LABONNETTE, 64100 JURANÇON.
Tarif sur demande.

LES LYCÉES VITICOLES DE FRANCE
se sont associés pour vous proposer
constituer votre CAVI en une seule commande (Jurançon, champagne, bourgogne, val-de-loire, cognac). Demandez les tarifs au GIE Club des Ecoles
Lyons viticole, 71000 DAVAYE
Tél. : 82-52-52-42.

GASTRONOMIE

LE COMPTOIR DE L'ÉVÉNEMENT DU JEUDI
ENTRE PONT-NEUF ET ODÉON
CUISINE ET CADRE À LA MODE
MENUS 92 F, 280 F. (Apéritif offert.)
2, rue Christine-P. Tél. : 43-23-01-78

La Villa Créole
Cuisine authentique
ambiance musicale agréable
19, rue d'Antin, 2^e. 47-42-64-82

Relais de Bellman
HOTEL CLASSE MILLAN
DELICIEUX D'APPARTS
DINERS (Séjour, 10 ch.)
Cuisine traditionnelle
Plaisir Gastronomique
2, rue de Valenciennes 11^e PARIS 8^e 47-93-54-32

INDEX DES RESTAURANTS

Spécialités françaises et étrangères

ANTILAISES DOUCEURS DES ILES 3, rue de Brémilles, 9 Tél. : 45-26-68-20. Discothèque	FRANÇAISES TRADITIONNELLES RELAIS BELLMAN, 37, r. François-1 ^{er} , 47-23-54-42. Jours 22 h 30. Cadre élégant. Fermé samedi, dimanche.	LYONNAISES LA FOULX, 2, rue Clément (6 ^e). F. dim. 43-25-77-66. Alex aux fourneaux.	DANOISES ET SCANDINAVES 142, av. des Champs-Élysées, 43-89-28-41. COFFRENOIR, 1 ^{er} étage. FLORA DANICA et son agréable jardin.	SAPNA 168, r. de Choiseul, 13 ^e . F/midi. 43-46-73-33. Musique, dans indienne. Cais. raffinée.	PORTUGAISES SAUDADE, 34, r. des Bourdonnais, 1 ^{er} (Châtelet), 42-36-30-71. Serv. à 22 h 30. F. dim. Spéc. portugaise. PÉRENNITÉ. PRIX MARCO POLO CASANOVA 82.
BOURGUIGNONNES CHEZ PIERROT, 18, rue E.-Marcel, 45-05-48/1744. F. sam, dim. Cais. bourg.	MAITRE CORBEAU 42-27-19-20 6, rue d'Armaillé, 17 ^e . Parking assuré.	SARLADAISES LE SARLADAN, 2, r. de Vienne, 8 ^e , 45-22-23-62. Dîner péjoré 130 F s.c.	ETHIOPIENNES 45-97-08-31. F/dim. ENTOTTO 143, r. L.-M.-Nordmann, 13 ^e . Dorowet, Beryanneton av. l'Indien.	LE TAGOR 25, av. du Maine, Paris-19 ^e . T.L.I. 45-44-94-41.	THAILANDAISES CHONG-MAY 12, r. Frédéric-Sauzet, 9 ^e . 43-25-45-45. F/dim. 26. Tél. 90-30-F.S.C.
CREOLES LA VILLA CRÉOLE, 19, rue d'Antin, 2 ^e . F. dim. 47-42-64-92. Gastronomie cuisine grand-mère.	ARTOIS ISIDORE 42-25-01-10 13, r. d'Artois, 8 ^e . F. sam. midi, dim.	SUD-OUEST LE REPAS DE CANTOUCHE, 40-25-36, 1 ^{er} bal. val des Filles-de-Calvaire (11 ^e). F. sam. midi, dim.	INDIENNES MAHARAJAH 43-54-26-07 72, bd St-Germain, 14 ^e arr. S.C.E. NON-STOP, 23 h 30. Vend. sam. j. 1 h. Cadre luxueux.	ITALIENNES L'APPENINNO, 61, rue Amiel-Mouchet, 13 ^e . 45-89-08-15. F/dim. Lundi ÉMILIE-ROMAGNE.	VIETNAMIENNES NEM 66, 66, rue Laurendeau (16 ^e). 47-27-74-52. F. sam. soir et dim. Cuisine Maître. Grand choix de grillades.

Arizona
John Wa615 FL
taxi neige

SECRETARIAT GÉNÉRAL

SANS VISA

VOYAGES

L'Arizona de John Wayne

Suite de la page 21.

Pour épargner au curieux son temps, sa peine, les courbatures et ampoules, le poids d'un bavresec et d'une grosse paire de jumelles, les meilleures échantillons de la faune et de la flore de l'Etat sont mis en scène adroitement dans de petits musées astucieux comme le Sonora Desert Museum. Là, on peut examiner à loisir des serpents à sonnette et des tarantules sans essayer les sables du « *la sierra* », admirer des ours bruns aussi bien qu'à Berna, mais aussi des pumas, des castors, des loups gris, des coyotes jaunes, des geais noirs et bleu électrique, des perroquets et des oiseaux-mouches multicolores, des faucons pèlerins, des vautours pelés et des aigles chausés dans un décor plus vrai que nature — le visiteur est mis au défi de distinguer les vraies roches des fausses. Quant aux plantes et aux buissons de tout poil, ils sont identifiés de la manière la plus précise en anglais et en latin.

La nostalgie de la Frontière nourrit une autre part de rêve. Dans des ranchs recyclés en pensions de famille se revisite la (rude) vie de cow-boy. Le visiteur se voit percher sur un doux destrier qui, à un train de sénateur, le mène le long de pistes pittoresques jusqu'au lieu désiré où il sera régalié d'omelettes plantureuses et de juteuses saucisses. A défaut du frisson de l'aventure, il pourra voir de vrais cactus, le « *tocon* » à la floraison pourpre, le petit maraîtier aux oreilles de Mickey, le *saguaro* hiératique à la peau d'accordéon — extensible jusqu'à l'entourer des tonnes d'eau — et aux bras de can-délabre. On lui soufflera qu'un bras pointant vers le sol indique la place où une femme indienne a été infidèle. Devant la rareté du phénomène, il demeure devant un obédiant-dilemme : ou la femme indienne est particulièrement vertueuse ou bien elle aura trouvé un lieu plus confortable qu'un pied de cactus pour consommer l'adultère. Mais où ?

La nostalgie se double au miroir du cinéma : les grands sites ont vu passer les équipes de Ford, Hawks et Nick Ray. A Tucson, une grande compagnie a construit en dur la réplique de ce qu'on suppose que fut la ville à l'origine. Reconstruit

en parc Disney, ce décor est visité par des milliers de touristes qui viennent reconnaître le coin de bureau où John Wayne s'ouvrit à Dean Martin après son entretien avec Angie qui l'homme n'a besoin que de café et de cigarettes. Il y a aussi la banque, le saloon, le *maréchal-ferrant*, reconstitués avec la parfaite exactitude de la fiction. Deux fois par jour, une bande de cascadeurs joue aux vrais durs pour rire, à bouffe de coups de poings et de feu, tombe des toits, roule dans la poussière. Ces faux mauvais garçons y gagnent la carte de syndicat qui leur ouvrira peut-être la carrière. De même que le tournage de quelques trois cents films western a donné à Old Tucson un *rever d'authenticité*. John Wayne, *Duke*, vrai acteur, finit en héros et vrai fermier dans un vrai ranch du Colorado.

D'abord méfiant, les Indiens ne sont parvenus insensiblement aux sirènes du tourisme. Hopis et Navajo ont établi des comptoirs pour négocier leur artisanat traditionnel : poteries, tapis et couvertures, bijoux d'argent rehaussés de turquoise, parfois sous-traités à d'autres fabricants — il y a eu, il y a sans doute encore, des ceintures ornées de perles multicolores — *made in South Korea*. Ils font visiter leurs grands sites naturels, Monument Valley ou Canyon de Chelly, moyennant un *acrol*. Ils possèdent des motels, des GMC rugissants équipés de sièges-baquets de plastique rembourrés de coussins et commentent sur un mode mi-ironique, mi-litannique les vies perchées à flanc de rocher et le pétroglyphes décrivant l'arrivée de Espagnols. Ils tolèrent de leurs visiteurs les spectacles à l'Amour. Des romans populaires fort exacts et bien documentés sur l'histoire de la frontière. Best-sellers d'aéroports (deux cents titres, deux cents millions d'exemplaires vendus !). Les policiers indiens de Tony Tillerman ;

protection de la terre et de ses mystères le dispute au souci de leur fonds de commerce.

L'air sec est bon pour les rhumatismes. Devant la menace de saturation de Palm-Springs, l'Arizona offre à un vaste clientèle de citoyens d'âge mûr une belle alternative avec la floraison de résidences-hôtels luxueuses à l'architecture discrètement régionaliste — le faux adobe (construction en terre) est très populaire, — ouvertement vouées à la remise en forme et garnies des meilleurs spas, tennis, piscines et autres salles d'aérobic. Les intéressés y réchauffent leurs os au soleil dans les plus beaux paysages du monde. Il en est un à Boynton Canyon. A deux pas, au pied de la mesa rouge, quelques hurluberlus méditent profondément dans le halo d'une source d'énergie mystérieuse — un vortex — et attendent la nuit pour guetter la visite de gentils extra-terrestres qui hantent ces lieux dans leurs soucoupes volantes (les meilleurs lieux et heures pour la photo seront indiqués ultérieurement). Tandis que, sur la grande avenue qui mène de l'aéroport de Tucson à la ville, dans une gigantesque cascade, alignés comme à la parade, les engins volants de l'US Air Force, réformés par la course technologique, toutes cartilages déglutantes, regardent, sous un soleil de plomb, leur bel aluminium noircir comme une vieille casserole. Il faut partir. Embarquer dans une grosse américaine aux amortis-



seurs fatigués. Rouler sans fin sur des routes qui mènent droit à l'horizon, avec Ry Cooder et l'air conditionné à fond la caisse. Entrouvrir la fenêtre pour sentir le souffle de forge du désert. Voir, sous des

images bas et sombres, la roche se poudrer de lumière cuivrée avant que s'élèvent les spirales de poussière. Se laisser surprendre par un buisson de *umbleweed* bondissant à travers la route. Croiser un

Indien sévère sous son feutre noir à larges bords, au volant de son pick-up 4 x 4. Attendre la pluie. Se faire, pour soi seul, son cinéma.

OLIVIER BOISSIÈRE

REPÈRES

S'informez à l'office du tourisme des États-Unis, ambassade des États-Unis, 75582 Paris Cedex 08. Tél. : 42-60-57-15.

Lire — *Le Premier Américain*, de C.W. Ceram. La formidable aventure de l'archéologie nord-américaine. — *Les romans westerns de Louis l'Amour*. Des romans populaires fort exacts et bien documentés sur l'histoire de la frontière. Best-sellers d'aéroports (deux cents titres, deux cents millions d'exemplaires vendus !). — *Les policiers indiens de Tony Tillerman* ;

— *Le Livre des Hopis* ;
— *Le Livre des Navajos* ;
— *Les Mémoires de Garin*.

Pour s'y rendre
Par New-York et Denver sur Continental Air Lines, A/R : 3 800 F. Par Los Angeles sur Air France et compagnie intérieure, A/R : 5 800 F. Un circuit des plus beaux parcs nationaux à partir de Las Vegas et par le Grand Canyon, Monument Valley, Yellowstone, etc. Bille, A/R + voiture + hôtel (sur la base de deux personnes) par personne, 9 500 F. Pacific Holidays, 340, avenue du Général-Lacoste, 75014 Paris. Tél. : 45-41-52-58.

OU 36 15 SAMOENS

Un voyage au Canada sur la banquise
L'aventure de votre vie.
En hélicoptère, allez admirer et photographier les magnifiques paysages et leurs habitants. Un voyage exceptionnel. Une semaine parfaite pour tous. Pour tous renseignements complémentaires, appelez ou téléphonez à Chantal DERTY 2 bis, rue des Déportés 57070 METZ (France) Tél. 87-85-30-23

KENYA avec Transsafari

13 PROGRAMMES DE 9 A 16 JOURS POUR TOUS LES GOUTS ET TOUS LES BUDGETS AU KENYA ET EN TANZANIE

A PARTIR DE 7600F JUSQU'À 23 600F

transsafari

13, RUE AUBER, 75009 PARIS - TEL : (1) 47.42.15.15

115T

P.O. BOX 30312, COTTAGE HILL, 1000 16TH STREET, NAIROBI, KENYA. TEL : 22 440/330440

NOMADE

Doc gratuite. 50 av. des Terres 75017 Paris - 43.42.45.43

VOYAGES AVENTURES

SARAJEVO - BALKAN - MEDITERRANEE

C'EST LE TYPE QUI NE SAVAIT PAS QU'IL Y A DE LA NEIGE A FLAINE !...

36 15 FLAINE

23 RUE CAMBON 75001 PARIS TEL : 42.61.55.17

INFORMATIONS RESERVATIONS

Maxi neige, mini prix, minitel.

36 14 CONSOM

INFO PRIX - NEIGE

85 stations

HÔTELS, LOCATIONS, REMONTÉES MÉCANIQUES ETC.

SECRÉTARIAT D'ÉTAT CHARGÉ DE LA CONSOMMATION

Foies Gras Promotion Art Village

Pour mieux nous faire connaître, nous vous offrons le Port entièrement gratuit, et en Cadeau, le Guide Gascon 1989 pour l'achat de :
2 blocs de Foie Gras de Canard 65 g net (2 parts/bloc)
2 blocs de Foie Gras de Canard 100 g net (3 parts/bloc)
1 bloc de Foie Gras de Canard 200 g net (6 parts) soit 530 g pour le prix total de 287 F. (Conservation garantie 4 ans) (1).

A notre tarif normal, ce colis vous reviendrait à 336 F + 39 F pour les frais d'envoi.

GARANTIE TOTALE - ASSURANCE EXCEPTIONNELLE
Commencez par déguster en tête-à-tête un de nos blocs 65 g (mettez-le au frais deux jours avant dégustation). Si vous n'êtes pas enthousiasmé par sa qualité, il vous suffit de nous renvoyer les quatre autres blocs. Nous vous rembourserons la totalité de votre achat (287 F) par retour.

Nous sommes une petite équipe (9 personnes) installée dans un tout petit village du Gers. Nous expédions toute une gamme de spécialités savoureuses. Nos clients sont très fidèles et très exigeants : pour les satisfaire, nous améliorons sans cesse la qualité des produits que nous sélectionnons. ART VILLAGE, c'est d'abord l'art de bien choisir.

Nous proposons chaque année, depuis plus de 10 ans, une promotion très avantageuse qui encourage les gastronomes à faire connaissance avec notre Maison.

Un cadeau original : le Guide Gascon 1989. Nous joindrons à votre colis l'édition 1989 de notre Guide de la Gascogne à tout petits prix : une sélection de restaurants artisanaux, de fermes-auberges et de tables d'hôtes. Un touriste découvre autour de 52 clochers gascons et de 19 caves et chais de la Gascogne gastronomique. Une lecture passionnante et utile.

BON DE DÉGUSTATION à retourner à ART VILLAGE - 32120 SARRANT

Adressez-moi votre colis contenant les cinq blocs de Foie Gras de Canard décrits ci-dessus et vos Cadeaux pour le prix total de 287 F par retour.

Mon nom : _____

Mon adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

☐ Ce port 287 F par ☐ chèque bancaire ☐ CCP ☐ mandat-lecture ☐ Je règle avec ma carte bancaire (Carte Bleue, Visa, Cédex Agricole, Eurocard) N° _____ Validité _____

Êtes-vous déjà client ? ☐ oui ☐ non Signature _____

(1) Impôt de 10% sur le prix de détail hors taxes, 30,40 F, net, par kg. Le prix de notre promotion correspond à 34,25 F pour 100 g.

هكذا من الاجل

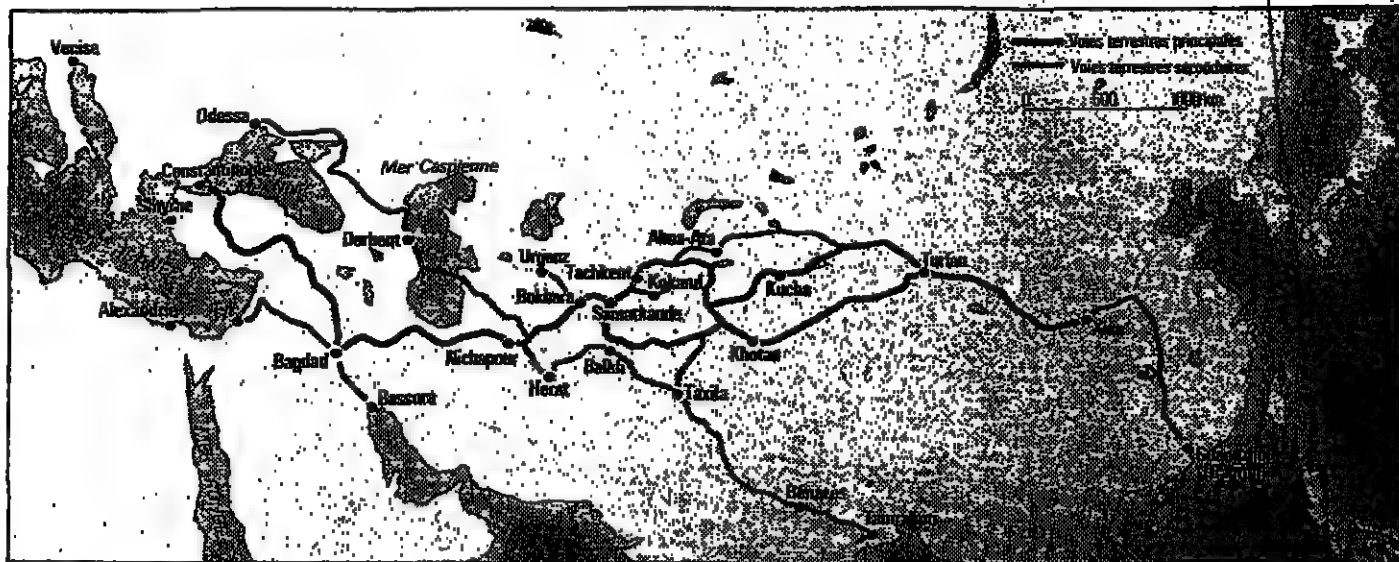
حکذا من الاجل

SANS VISA

RENCONTRE

L'Unesco sur les routes

Au moment où s'achève sa XXV^e conférence générale, l'Organisation mondiale pour la culture met sur pied un projet aussi mobilisateur que naguère le sauvetage des temples égyptiens.



prises, travaillant sur le dossier. Approximativement un quart de ces 30 millions de francs seront constitués de prestations en nature, comme le prêt du vaisseau omanais, dont nous prendrons toutefois en charge le carburant et également l'alimentation des passagers. Notre directeur général a invité tous les Etats membres à verser une contribution volontaire au compte spécial Routes de la soie et a incité le secteur privé à apporter sa coopération. Le gouvernement sud-coréen a été le premier à répondre à cet appel.

La plus considérable contribution financière vient pour le moment de la télévision japonaise, moyennant quoi cette chaîne filmiera la totalité de notre entreprise sans que soient exclus pour autant les autres télévisions du monde. Ainsi le Français Jean-Claude Carrière, assisté d'une iranienne, tournera sans doute un film sur l'ancien prophète perse Manès, qui fut aussi peintre, calligraphe, écrivain et même inventeur d'une écriture. Ce n'est que l'un des multiples aspects culturels que notre programme mettra à la portée d'un vaste public de par la terre entière.

Le rôle des Français

Si les argentiers français publics ou privés n'ont pas encore montré beaucoup d'intérêt pour l'idée de l'UNESCO, la France est déjà largement présente dans l'affaire, scientifiquement et médiatiquement. Le comité consultatif du projet, composé d'une vingtaine de savants internationaux, est prési-

CETTE fois-ci, les mousquetaires sont vraiment trois : l'énergique Sénégalais Doudou Diène, l'imaginatif Italien Lucio Attinelli et le Japonais réfléchi Eiji Hattori. Tous trois agents de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture, tous trois dans la force de l'âge, francophones, basés à Paris et attelés avec enthousiasme au plus prestigieux projet que l'UNESCO ait mis sur pied depuis le sauvetage des temples égyptiens d'Abou-Simbel ou indonésiens de Boroboudour.

Il était temps, à l'heure où le directeur général de l'Organisation, l'ancien ministre espagnol Federico Mayor, après deux paisibles - trop paisibles peut-être - années de pouvoir, est critiqué par la presse anglo-saxonne pour ne pas avoir su encore relancer l'UNESCO, il était temps que celle-ci patronne une réalisation d'envergure, susceptible d'améliorer sa cote.

Le projet « Routes de la soie, routes du dialogue », nous dit le coordonnateur du programme, M. Diène, remonte à 1985, lorsqu'un océanographe pakistanais de notre Organisation, M. Mazhar Said Haq, a attiré notre attention sur l'intérêt multidisciplinaire que pourrait représenter l'étude et la mise en valeur des échanges de toute nature, et tout particulièrement culturels, ayant irrigué durant des siècles le continent euro-asiatique, du Japon à la Turquie et à l'Italie, avec les points forts de la Chine et de la Perse.

La suggestion de M. Haq, développée notamment par un Portugais qui a, depuis lors, quitté l'UNESCO, Mario Ruivo,

fut en 1986 approuvée - à condition que l'entreprise s'auto-financie - par le Sénégalais Amadou Mahtar M'Bow, alors directeur général, au milieu des remous politico-financiers consécutifs au départ de Washington et de Londres de l'Organisation.

Malgré ce handicap, Doudou Diène contacta les principaux spécialistes mondiaux de la question - un millier d'archéologues, historiens, sinologues, etc., sont en fait intéressés - et également les Etats membres de l'UNESCO, au premier rang desquels la vingtaine de nations concernées directement par la Route de la soie : Afghanistan, Ceylan, Chine, Corée du Sud, Egypte, Grèce, Inde, Indonésie, Irak, Iran, Italie, Japon, Liban, Oman, Malaisie, Mongolie, Pakistan, Syrie, Thaïlande, Turquie, Vietnam seront pratiquement tous traversés par les expéditions ou les enquêtes, le Sultanat de Brunel, l'un des rares Etats de la planète non membres de l'UNESCO, réservant encore sa réponse.

Les réactions furent unanimement favorables tant parmi les savants que du côté des autorités politiques ou médiatiques. Ainsi le patron du National Geographic Magazine américain, M. Wilbur Garrett, a accepté, en dépit de l'absence de son pays de notre Organisation, d'être membre du comité consultatif du programme. Le sultan Qabous d'Oman a offert de nous prêter son bateau pour retracer la Route maritime de la soie, ce qui se fera dans un an. Chargé de spécialistes de toutes les disciplines en cause, ce navire quittera Venise en octobre 1990 et atteindra Osaka en février sui-

vant, à travers une vingtaine d'escalades : Alexandrie, Mascate, Colombo, Madras, Sourabaya, etc.

Ne craint-on pas que ce trajet tourne à la croisière de luxe avec dîners fins, conférences d'académiciens, bordées coquines, etc. ?

Littérature de voyage

Les coordinateurs se récrient : « Tout voyage n'est pas forcément touristique ! Ceux que nous préparons, par mer aussi bien que par terre, comporteront du travail scientifique quotidien, avec une trentaine de séminaires, de rencontres, de films, d'expositions, le tout suivi de

publications, de recherches, de restaurations, etc. Il n'y aura pas de place pour des mondanités à vernis culturel. A Venise plancheront les meilleurs experts en littérature de voyage, sous les auspices du Pen Club international ; Marco Polo ou son émule arabe Ibn Batouta seront à l'ordre du jour.

Athènes, Smyrne et d'autres ports encore présenteront des expositions didactiques. Mascate nous retiendra une semaine avec la plus large rencontre scientifique du périple, à laquelle participera personnellement M. Mayor. Avant le trajet maritime se sera déroulée, en

avril-mai 1990, la trajectoire terrestre, essentielle, entre les deux cités chinoises de Yian et Kachgar. C'est la roche du désert. La variante par la steppe, plus au nord, pourrait être organisée au printemps 1991. Les Russes tiennent beaucoup à cette reconstitution et ont accepté avec courtoisie que la voie désertique soit reconstituée en premier lieu, selon les vœux des Chinois, se plaisant à indiquer nos mousquetaires.

Mais qui financera tous ces travaux, manifestations et expéditions ?

Notre budget pour les cinq années ayant commencé à courir début 1988 est fixé à environ 30 millions de francs (1), uniquement en ressources extérieures, sauf le traitement de la dizaine de fonctionnaires de l'UNESCO, secrétaires con-

Le tournant calédonien

EDWY
PLENEL

**MOURIR
A
OUVÉA**

ALAIN
ROLLAT

280 PAGES - 89 F
LE MONDE/LA DÉCOUVERTE

Tonique
l'air pur des
grands espaces.
Dynamique
la station aux trois
champions du
monde.
Pratique
à 35 km du TGV
et de l'aéroport.
Réservations
La Chaux Tour
74220 La Clusaz
04.82.40.78
HIVER - ÉTÉ
la Clusaz
HAUTE-SAOVIE - FRANCE

VIENNET DE PARAÎTRE

**NEIGE :
Les stations
dans le vent**

Gondole, ski, poushka, parapente, saut, ski acrobatique... les stations françaises font assaut d'imagination et de création pour séduire les nouveaux skieurs. Les Bancs d'Essais vous présentent le tableau complet de ces nouvelles stations dans le vent.

HUIT PHOTO-REPORTAGES

- SAFARI : Ramenez-les vivants
- PHOTO : Le Mont Blanc vu du ciel
- LOUXOR : Faut-il rendre l'obélisque ?
- HONG KONG : La ville encerclée
- DESROCHES : Ile-hôtel aux Seychelles
- PORTUGAL : La fête des Saints
- CROISIÈRES : L'Océan Pearl en mer de Chine

2 BANCS D'ESSAIS
■ TGV Atlantique
■ HERTZ au Mexique

INFOS VACANCES
chez votre marchand de journaux

**BANCS D'ESSAIS
DU TOURISME**

PEUPLES DU MONDE

VOYAGES INSOLITES ET CULTURELS

LES PEUPLES DU MONDE LES VOICI !



En petits groupes assistés d'un accompagnateur français connaissant bien le pays, Peuples du Monde vous propose des voyages pleins de relief. Voici quelques-uns des peuples que vous pourrez y rencontrer :

De haut en bas et de gauche à droite : 1. Femme cachemirienne ; 2. Enfant akha (Nord Thaïlande) ; 3. Saddhou de l'Inde du Nord ; 4. Petite fille yéménite ; 5. Femme de l'Atipiano ; 6. Vieillard tibétain au moulin à prières.

10, rue de Montmorency - 75003 PARIS - Tél. 42-72-50-36
Lit. 175 151 Tél. 214381 (PRIX)

derbamenzel

Le DJERBA/MENZEL, c'est quatorze maisons djerbiennes sur un cap, ayant huit cents mètres de front de mer et une forêt de palmiers.

C'est aussi le calme la mer, les criques, une piscine chauffée, une cuisine franco-tunisienne raffinée et un service de grande qualité.

Adresse : B.P. 63 - 4116 MIDOUN - DJERBA - TUNISIE
Téléphone : (05) 57070
Tél. : 51927
Télécopie : (05) 57124

PARIS - NEW YORK A PARIR DE 2290 F A/R

DES PRIX TELLEMENT DISCRETS QU'ON LES VOIT PARTOUT.

LOS ANGELES.....A/S 1895 A/R 3590	BUENOS AIRES.....A/S 3695 A/R 6095
SAN FRANCISCO.....A/S 1895 A/R 3590	CARACAS.....A/S 3895 A/R 6095
MIAMI.....A/S 1895 A/R 3190	SANTIAGO.....A/S 3795 A/R 6095
MONTREAL.....A/S 1001 A/R 1880	SEYCHELLES.....A/R 4995
RIO DE JANEIRO.....A/S 3195 A/R 4995	SYDNEY.....A/S 4510 A/R 7995
MEXICO.....A/S 2550 A/R 4695	ANTILLES.....A/S 1490 A/R 3975

ET ENCORE D'AUTRES DESTINATIONS. OPÉRATIONS DE VENTES EN 1^{re} CLASSE ET CLASSE AFFRÉE. RESTAURANTS HÔTELLIERS ET LOCAUX, VOYAGES DE VOITURES, CROISIÈRES ET BREVETS A LA CARTE. POSSIBILITÉ DE RÉPONDRE AU DE VOTRE VOYAGE AU MEILLEUR PRIX. VOTRE CARTE D'ADRESSE.

ACCESS

PARIS : METROJET RER CHATELAIN-LES HALLES.
4, RUE PIERRE-LESCOT, 75004 PARIS. Tél. (1) 40.13.02.02.
LYON : TOUR CRÉDIT LYONNAIS, LA PART-DIEU. Tél. 78.63.67.77

SANS VISA

RENCONTRE

de la soie

sidé par le sinologue français d'origine russe Vadime Elisséï et comprend également l'académicien Jean d'Ormesson et le réalisateur Yves Jaigu. (FR 3). L'équipe restreinte de l'UNESCO, suivant le dossier comprend une conservatrice de musée française, Isabelle Anselme (2).

Le principal périodique, généré par le projet, *Orient Occident*, dont le premier numéro doit être bouclé dès cette année et qui sortira en version bilingue, français-anglais, sera animé par André Parinaud, ancien de la revue *Artis* et de France-Culture. Pierre-André Boutang (« Océaniques », FR 3) ainsi que le cinéaste Jean Rouch seront associés à certaines phases de l'opération. Une banque parisienne nationalisée pourrait gérer les sommes récoltées par le monde au titre du sponsor et consentir d'éventuelles avances.

Enfin, soulignent les coordinateurs, « le bouquet final sera un Festival des Routes de la soie, prévu à Paris en 1993, où paraîtront, outre les collections françaises, des pièces venant de l'Ermitage de Leningrad, du British Museum, de Berlin, Delhi, Séoul, etc. ». Toute la documentation des différentes manifestations liées au projet pourrait ensuite être réunie dans la Bibliothèque d'Alexandrie, à la reconstitution de laquelle est d'ailleurs associée l'UNESCO (le Monde du 27 septembre).

Si l'UNESCO met surtout en exergue les contacts civilisateurs produits par la Route de la soie, les rivalités nationales la marquent néanmoins profondément. Ce n'est, du reste, pas fini, mais pour le moment la concurrence entre États jaloux de valoriser leur histoire, leur culture,

leurs inventions a plutôt bénéficié au projet: la Chine et la Corée du Sud ont redoublé d'empressement quand elles ont vu les médias japonais miser à fond sur l'opération. Moscou n'a pas voulu être moins actif que Pékin, Bagdad que Téhéran, et ainsi de suite.

« Dans cinq ans, si l'enthousiasme s'est maintenu, si la trépasserie a suivi, notamment grâce au sponsoring, si des réseaux de chercheurs, internationaux ou conquis à fonctionner autour d'études communes, si des campagnes de réhabilitation de monuments liés à la Route de la soie se sont dessinées, l'UNESCO se lancera peut-être dans une nouvelle phase de cinq ans sur le même thème, mais plus spécialement centrée sur les repères en état d'édifices », conclut Doudou Diène.

On n'en est pas là, encore qu'il soit vrai que le dossier « Route de la soie », prometteur par toutes les perspectives à la fois de recherches, de restaurations et de découvertes culturelles qu'il recèle, et original dans son thème et sa conception, mérite sans doute de susciter un élan de solidarité mondiale analogue à celui qui permit de sauver les colosses ramessides de Nubie, il y a déjà un quart de siècle.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ

(1) A titre de comparaison, le seul « parcours spectacle » mis sur pied pour célébrer durant une semaine la bataille de Valmy, dans le cadre du Bicentenaire de 1789, est revenu à 15 millions de francs.

(2) S'est formé, d'autre part, un Comité français de coordination du projet « Routes de la soie », présidé par Jean Lécant, secrétaire perpétuel de l'Académie des inscriptions et belles-lettres. Siège du comité: 42, avenue Poincaré, 75116 Paris. (Tél. 46-66-66-21.)

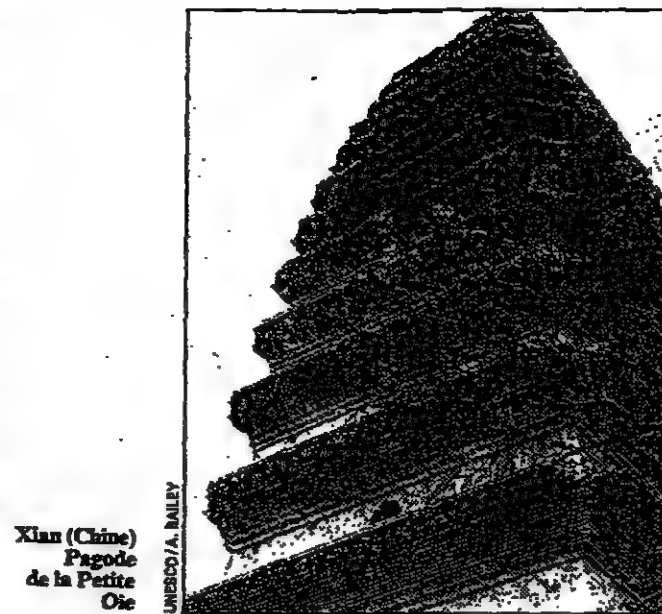
Entre minarets et pagodes

Si l'on en croit l'historienne Luce Boulnois, qui s'appuie sur son très lointain prédécesseur le Latin Florus, c'est le consul romain Crassus, gouverneur de Syrie, qui est le responsable — involontaire — de l'ouverture d'une voie appelée à devenir durant un millénaire et demi le plus extraordinaire vecteur économique et artistique de l'histoire de l'humanité: la Route de la soie.

En 53 avant le Christ, Crassus, donc, affronta à la bataille de Carrhes, un peu à l'est de l'Euphrate, les terribles archers parthes. Le consul périt dans la débâcle, mais les Romains rescapés, en proie à une sorte de terreur admirative, racontèrent qu'ils avaient été aveuglés par des grandes étoffes anormalement brillantes et colorées, agitées en tous sens par les Parthes...

Leurs étendards! En mordant la poussière, l'Occident venait de découvrir la soie pour laquelle, durant des siècles, il allait dépenser des trésors de diplomatie, de force et de patience, sans parler des trésors tout court.

C'est de 106 avant l'ère chrétienne qu'on date les premières ventes de soie chinoise aux Parthes, donc à la Perse. Celle-ci devait ensuite devenir le principal marché mondial entre Méditerranée et mer de Chine, le seul central d'échanges entre marchandes occidentales et orientales. Bien souvent, les négociants des deux bords ne se rencontraient même pas, d'ailleurs, les Perses préférant louer à leur profit, le rôle d'intermédiaires. Bien rares furent ceux



Xian (Chine)
Pagode
de la Petite
Oie

qui, comme Marco Polo, reconstruisant la Route de la soie d'un bout à l'autre et, qui plus est, dans ses deux versions, terrestre et maritime.

Si celle-ci fut par définition à peu près toujours la même de Venise à Osaka, via Smyrne, Mascate, Goa, Malacca, Brunei et Canton, la voie de terre, avec son point de départ chinois unique, Xian, et ses trois débouchés essentiels à l'ouest: Odessa, Constantinople et Tyr, suivit, elle, deux et parfois même trois trajets en Asie centrale, selon les époques, sans compter, en son milieu, une bretelle s'étirant jusqu'au Bengale.

Se développa évidemment aussi le commerce de l'esprit, qui jamais, au reste, ne précède

l'Empire des steppes, de feu l'académicien René Grousset (Peyot).

Moins décontractés, leurs descendants ont fait quelques fautes, avant de se rendre à l'idée de l'UNESCO d'étudier l'expansion nestorienne et également l'épopée asiatique des manichéens de Perse.

La Route de la soie n'a pas été un beau jour fermée. Elle s'est peu à peu rétrécie — sauf dans son tracé marin — lorsque la Chine, vers 1350, s'est refermée puis que la découverte des Amériques a drainé une bonne part des appétits européens. Quant au secret de la fabrication de la soie, « gardé plus de siècles qu'aucun autre secret au monde », nous dit Luce Boulnois, il s'était échappé un jour de Chine, sans doute vers le VI^e siècle, à cause, dit-on, d'une princesse peu patriote mariée à l'étranger... Il fallut cependant de très longues générations avant d'atteindre la perfection des soyeux chinois.

J.-P. P.-H.

Nombreux sont les ouvrages sur la Route de la soie ainsi que les biographies de Marco Polo. Parmi les textes les plus accessibles on peut citer *Marco Polo et la Route de la soie*, de Jean-Pierre Drège (« Découvertes », Gallimard), l'excellent quoique peu connu *Route de la soie* de l'auteur iranien Ali Mazaheri (Ed. du Papyrus, Paris) ou, le superérudit *Route de la soie* de Luce Boulnois (« Artou », Ed. Olizans, Genève), etc. Jean-Pierre Drège a également publié, à la Bibliothèque des arts, à Paris, un magnifique album de trois cent cinquante photos couleurs commentées, *La Route de la soie, paysages et légendes*. On lira également avec profit *L'Europe chinoise d'Estimble* (deux tomes, « Bibliothèque des idées », Gallimard) ou ce grand classique qu'est *l'Empire des steppes*, de feu l'académicien René Grousset (Peyot).

REV' VACANCES EGYPT

PLUS ON VOYAGE PLUS ON A ENVIE DE VOYAGER

LE N° 1 MONDIAL DES CROISIÈRES SUR LE NIL, REV' VACANCES, VOUS INVITE À DÉCOUVRIR L'ÉGYPTE EN FEUILLETANT SON CATALOGUE. AU FIL DES 84 PAGES DE CETTE BROCHURE RICHE EN INFORMATIONS, REV' VACANCES VOUS PRÉSENTE SES 24 PROGRAMMES EXCLUSIFS, SES 13 NAVIRES DONT LES PLUS LUXUEUX, LE M/S "PAPYRUS" ET LE M/S "LE SCRIBE", LUI APPARTIENNENT. CHOISISSEZ LE VOYAGE DE VOS RÊVES AU PAYS DES PHARAONS: SÉJOUR À LOUXOR OU AU CAIRE (8 JOURS 3 990 F*) CROISIÈRE CLASSIQUE SUR LE NIL (8 JOURS 6 610 F*) CROISIÈRE DE GRAND LUXE AVEC NUIT À ABU SIMBEL (12 JOURS 11 500 F*) OU CROISIÈRE CONFÉRENCE... PARTIR EN ÉGYPTE AVEC REV' VACANCES, C'EST ÉGALEMENT DEVENIR GRATUITEMENT TITULAIRE DE LA CARTE REV ET DE SES PRIVILÈGES: PRISE EN CHARGE DES VISAS, CRÉDIT REV, EXEMPTION DES FRAIS D'ANNULATION, ET DÈS VOTRE SECOND VOYAGE, DES RÉDUCTIONS POUVANT ALLER JUSQU'À 2 200 F. AVEC REV' VACANCES, PLUS ON VOYAGE ET PLUS ON A ENVIE DE VOYAGER.

*PREX FRANCE/FRANCE (À PARTIR DE). **REV' VACANCES TRAVEL AND CRUISE C°

POUR TOUT RENSEIGNEMENT, ADRESSEZ-VOUS À VOTRE AGENT DE VOYAGE AGRÉÉ, OU ENVOYEZ CE BON À REV' VACANCES - BP 9 - 91235 GENNEVILLIERS CEDEX

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL

CLE LMWG



ABONNEZ-VOUS À REV' VACANCES

هكذا من الامم

L'assemblée générale annuelle des écologistes à Marseille

Les Verts s'interrogent sur leurs succès

Les Verts se réunissent en « assemblée générale », samedi 18 et dimanche 19 novembre à Marseille, afin de fixer leur ligne politique pour l'année à venir. Principal animateur du mouvement, M. Antoine Waechter doit faire face, d'une part, à l'opposition de la majorité des élus européens et, d'autre part, à celle des militants réunis autour de deux anciens porte-parole, MM. Yves Cochet et Jean Brière. M. Brice Lalonde, secrétaire d'Etat à l'environnement, reste, fidèle, de son côté, à la démarche soft-taire qui l'a éloigné du mouvement écologiste.

Les « écoles » vont-elles sombrer dans la « cuisine politique », après avoir prétendu vouloir inventer la « politique autrement » ? A la veille de son assemblée générale annuelle (1), le mouvement des Verts bruisse de rumeurs diverses sur des adhésions « fictives » dans tel département, sur le refus de certaines adhésions, jugées trop marquées politiquement — celles des anciens compagnons de M. Pierre Juquin dans la Nouvelle Gauche — et sur le « repêchage » de quelques dirigeants historiques écartés des instances de direction par une « jeune et nouvelle base » facilement manipulable. Depuis le résultat de M. Waechter à l'élection présidentielle de 1988 (3,78 %) et, plus encore, après l'incontestable succès, aux élections européennes, de leur liste qui, avec, neuf élus, s'est intercalée entre celle du Front national (dix élus) et celle du Parti communiste (sept élus), les Verts ont enregistré une vague d'adhésions qui ferait pâlir d'envie n'importe quel parti politique. D'un million d'adhérents, environ, avant 1988, ils sont passés à la fin 1989 à quelque cinq mille sympathisants encartés.

Ce « boom » vert est une des inconnues de cette assemblée générale — chaque adhérent pouvant y assister, contrairement à un congrès, composé de délégués des adhérents — car aucune des tendances au sein du mouvement n'a de véritable emprise sur les nou-



veaux venus, dont beaucoup sont jeunes et n'ont aucune expérience politique. Tout au plus peut-on imaginer que la plupart d'entre eux se sont engagés sur le principe « si gauche, ni droite » cher à M. Waechter, qui se complait logiquement dans un comportement « environnementaliste », en se gardant de donner prise à toute classification politique. Cette tactique, qui s'est révélée bénéfique jusqu'à présent, peut malgré tout avoir, à terme, des effets négatifs, alors même que tous les dirigeants du

« Attache ta charrie à une étoile »

Cette difficulté à donner une traduction à la « responsabilité » dont se sentent investis les Verts est tout à fait visible dans les motions — projets de résolution — qui sont en présence à Marseille : certaines signatures qui se trouvent au bas de l'une pourraient se situer, sans difficulté, au bas d'une autre,

et la réaffirmation commune des principes en vogue dans la maison — « l'écologie n'est pas à marier » selon l'expression qui fit la victoire de M. Waechter dans le mouvement en novembre 1986 — laisse peu de place à l'originalité ou au non-conformisme par rapport à la ligne officielle.

Quatre motions occupent le dessus du panier. La première, intitulée « Attache ta charrie à une étoile si tu veux que ton sillon soit droit », est signée par les tenants de la branche « waechterienne » du fondamentalisme écologiste, dont Mme André Buchmann, conseiller municipal de Strasbourg, MM. Christian Brodhag, un des deux porte-parole, et Jean-Louis Vidal, conseiller de Paris. A moins de fusionner préalablement avec d'autres motions très voisines, celle de M. Waechter semble condamnée à un second tour pour s'imposer. Elle recueillera, surtout, les suffrages des adhérents d'Alsace, d'Aquitaine, de la région parisienne et de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Deux autres motions, dont les méchantes langues laissent entendre qu'elles ne se font pas vraiment concurrence, semblent se disputer la deuxième place, celle de l'opposition. L'une, qui souhaite coupler la « radicalité » des choix au « réalisme » de la démarche, est signée par deux anciens porte-parole de la période pré-waechterienne,

MM. Jean Brière et Yves Cochet. L'autre, qui veut « marier la réflexion et l'action », est paraphrased par la majorité des élus verts français (députés ou suppléants) au Parlement européen. Une quatrième motion, enfin, baptisée « Pour un fil vert d'émotion », dont l'initiateur est M. François Degans, s'inscrit dans la ligne majoritaire d'autonomie — défendue par M. Waechter.

En dehors de ces textes, qui définissent un clivage entre des « associatifs » et des « politiques », les autres s'alignent plutôt sur le premier de ces deux camps. L'un d'entre eux, à l'initiative duquel se trouve M. Maurice Gillard, personnage très controversé, se présente tout à la fois comme une motion de soutien inconditionnel à M. Waechter, une publicité pour les médecines douces — dont l'auteur est un adepte — et un exercice de divagation pittoresque.

Enfin, deux figures du mouvement élus en juin à Strasbourg n'ont signé aucune motion : il s'agit de Mme Solange Fernex, plutôt proche de M. Waechter, et de M. Didier Anger, plutôt proche de M. Yves Cochet.

OLIVIER BUFFAUD

(1) L'assemblée générale pourrait se prononcer sur l'organisation d'un congrès que les statuts ne prévoient pas. Une telle décision transformerait implicitement le mouvement en parti.

Les élus de la Manche se méfient du « supermarché socialiste »

CHERBOURG (Manche)

de notre envoyée spéciale

Le nucléaire ? La région du Nord-Cotentin a appris à « vivre avec ». Les deux réacteurs de la centrale EDF de Flamanville ronronnent depuis 1988 en contrainte de la faiblesse, à moins d'un kilomètre du petit port de pêche de Dielette. Le chantier de l'extension de l'usine atomique de La Hague tire à sa fin tandis que les publicités vantant « le paysage grandiose mais rude » de ce site naturel récemment classé, St-François, de Cherbourg fabriquent toujours ses équipements nucléaires à l'abri du secret militaire, les escaladeurs de guie et autres activités des années 70 ont déserté la rade, préférant griser les rangs du mouvement antinucléaire Greenpeace ou ses dissidents de Robin des Bois.

Les écologistes sont pourtant plus actifs que jamais et, aux dernières élections municipales, ils ont fait un malheur dans la Manche. Dans la zone nucléaire, bien sûr, où la liste conduite par M. Didier Anger, aux Fleux, a obtenu près de 30 % des voix au second tour, mais aussi à Equoudeville, dans la banlieue de Cherbourg, où la liste de M. Daniel Bosquet a obtenu, au second tour, 28 % des suffrages et quatre sièges, tout en devançant celle de droite. Et même dans le petit village de La Haye-du-Puits, dans le centre du département, où l'écologiste du coin, M. Charles Guilbert, également animateur de la chorale communale, a rafé le tiers des voix de ses concitoyens. « Pour la première fois, les Verts se retrouvent confrontés à un mouvement de masse qui a des élus », constate, encore un peu surpris, M. Daniel Bosquet, secrétaire régional du mouvement, et lui-même vice-président de la communauté urbaine de Cherbourg.

Pourtant la lutte antinucléaire n'occupe plus, aujourd'hui, « que sa part » dans le programme des écologistes de la Manche. « On n'organise plus qu'une seule conférence de presse par an sur ce thème », explique ainsi M. Patrick Crinquante, adjoint au maire de Cherbourg, chargé de l'urbanisme. Quant à M. Anger, figure emblématique du mouvement, animateur du comité régional d'information et de lutte antinucléaire (CRILAN), il joue toujours le rôle de « contre-pouvoir vigilant » face à la direction de la centrale de Flamanville, mais il a essentiellement déplacé le débat sur le terrain du Parlement européen où il siège depuis le mois de juin

et s'est inscrit à la commission de l'énergie. « Même s'il y a moins de manifestations qu'en 1984, nous sommes plus près de gagner », estime M. Anger, encouragé par la position en retrait d'EDF sur la poursuite du programme nucléaire français.

Si, dans les années 70, la lutte antinucléaire avait permis à de nombreux écologistes de « prendre très facilement conscience de leur engagement politique », estime M. Anger, les rangs du mouvement se sont de nouveau étoffés sous le coup de l'accident de Tchernobyl, en 1986, et d'une sensibilisation massive aux problèmes de l'environnement. Même les ouvriers, qui accusent les écologistes de casser l'emploi, sont de plus en plus mobilisés, ne serait-ce que pour renforcer, de l'extérieur, la sécurité dans leur entreprise. Les paysans, qui ont vu passer les lignes à très haute tension dans le bocage, ne sont pas en reste non plus. Ainsi la Confédération paysanne, qui regroupe 33 % des exploitants agricoles, s'est-elle entamée une réflexion commune avec ses anciennes « bêtes noires » sur les questions de quotas laitiers, d'utilisation de nitrates ou d'hormones.

Entre les paquerettes et le social

« On fait toujours appel à nous quand il s'agit de défendre les paquerettes », précise tout de suite M. Durchon, conseiller municipal de Coutances, mais on a encore un mal fou à faire passer notre message social. « On apparaît encore trop comme des opposants systématiques », renchérit M. Anger, et moins connus des porteurs de projets ou des gestionnaires. C'est pourquoi M. Crinquante n'a pas hésité à sauter le pas, lassé de voir ses propositions rejetées par la majorité socialiste de Cherbourg, sous prétexte qu'elles arrivaient trop en aval des décisions. Rédu, qui conseil municipal en mars, il a, cette fois, accueilli le poste d'adjoint au maire, chargé de l'urbanisme, même s'il a dû s'expliquer auprès « des écoles intégristes qui se méfient de leurs élus par peur de les voir récupérés par le système politique ».

Cette récupération par le système politique ou par le PS est la grande hantise des écologistes qui se proclament « membres du peuple de gauche ». Ainsi M. Bosquet s'est-il préféré demeurer conseiller municipal « indépendant » plutôt que de « devenir otage » de

la majorité socialiste d'Equoudeville, qui « prend les décisions municipales en réunion de section ». En revanche, il a accepté la vice-présidence de la communauté urbaine de Cherbourg, présidée par M. Olivier Stirn, après avoir eu des garanties quant à son « autonomie ».

Il est vrai que « l'affaire Didier Anger » a laissé des traces... Après avoir eu « l'audace », selon M. Guilbert, d'appeler à voter pour M. François Mitterrand au second tour de l'élection présidentielle de 1988 (1), M. Anger s'était, en effet, présenté aux élections législatives dans la circonscription de Valognes « avec la majorité présidentielle ». Faible dans cette circonscription acquise à la droite, le PS avait choisi de ne pas présenter de candidat et de soutenir officiellement le représentant écologiste, qui y avait toujours atteint de bons scores depuis 1978. « Didier Anger est apparu comme venu du PS », regrette Daniel Bosquet, qui considère toujours qu'il s'agissait d'une erreur tactique. Pour punition, la responsable du CRILAN, qui avait rassemblé 30 % des voix au premier tour, avait été rétrogradée à la neuvième place sur la liste écologiste pour les élections européennes — liste qu'il conduisait en 1984 — à la suite d'un vote « acquis au système tout dans une ambiance à couteaux tirés ».

« On ne pardonne pas au supermarché socialiste d'utiliser pour son compte les traditions écologistes », déclare, pour sa part, M. Michel Frémont, secrétaire départemental des Verts, l'œil braqué sur M. Brice Lalonde, ministre. « On est très vigilant dans ce domaine, surtout après avoir vu comment le PS avait mangé le PC et le PSU », renchérit Christiane Durchon, qui a été élue, aux élections municipales, sur une liste « Coutances autrement » composée de socialistes et d'écologistes et soutenue par la CFDT.

En même temps, « on ne peut pas effacer le passé », rappelle M. Anger, lorsque écologistes, syndicalistes et socialistes manifestaient main dans la main contre le nucléaire. Même si les écologistes de Cherbourg ont été les premiers du septennat socialiste à rater du CRS en 1981. Même s'ils se sont sentis trahis par le faux débat parlementaire d'octobre 1981 sur le nucléaire.

VALÉRIE DEVILLECHABROLLE

(1) Contre la consigne d'abstention donnée par M. Antoine Waechter.

M. Lalonde et M. Waechter : des frères ennemis avec deux stratégies opposées

Tout ou presque, les séparant. Hormis leur qualité d'écologistes « professionnels », MM. Brice Lalonde et Antoine Waechter n'ont pratiquement rien en commun. Le premier appartient à ces grandes familles cosmopolites qui partagent leur temps entre Paris, siège des affaires sérieuses, et « la campagne » pour le défilé. Fils de famille choyé, il navigue entre l'entreprise textile de son père et les chevaux de sa mère écossaise. De mai 1968, où il découvre le combat politique, il garde les réflexes de convivialité, de « bon plaisir sans entraves » et d'impressionnisme qui caractérisent les soixante-huitards.

Du mouvement des Amis de la Terre, fondé en 1969 par l'Américain David Brower, M. Lalonde conserve le goût de l'écologie planétaire, d'ailleurs à la mode aujourd'hui. Il n'hésite donc pas à se rendre aux antipodes — en l'occurrence Murrumbidgee — pour voir et témoigner. M. Lalonde, Parisien riche, chic et bétoniste, aime la vie. « Ecole » de charme et play-boy, il aime aussi la ville, lieu de rencontres, de création et d'innovation. Il aime enfin la Terre, cette petite boule de chaleur humaine perdue dans les espaces infinis et glacés.

Provincial est M. Waechter, provincial il reste. A Malboue, ville ouvrière, il fait l'univers gris des immeubles d'après guerre pour découvrir la nature à sa porte, dans la plaine du Rhin ou dans les Vosges. A l'université, chamboulé par la contestation post-soixante-huitarde, il travaille. Il laboure son sillon calmement, sérieusement, jusqu'à l'obtention de son diplôme, un doctorat de troisième cycle qui le fait se prévaloir de la qualité — contestée par les juristes, mais reconnue dans les milieux de l'environnement — d'ingénieur écologue. Tandis que M. Lalonde transforme son appartenance familiale en force de l'écologie militante, gauloises de contestataires et d'administratives, M. Waechter vit seul dans son logement, situé au-dessus de celui de ses parents. D'un côté, le travail austère, mais en profondeur, de l'Alsacien. De l'autre, le dilettantisme du Parisien, tout d'amusement et de légèreté.

Le fossé qui sépare les deux hommes ne tient pas seulement à leur personnalité. Il résulte, aussi, de l'histoire mouvementée du mouvement écologiste depuis que M. Lalonde, faisant, à son habitude, cavalier seul, était présent à la magistrature suprême en 1981. Dès le lendemain de l'élection, pourtant si déboîtonnée — 3,8 % des voix, le triple du score enregistré en 1974 par M. René Dumont — c'était la brulante entre les écologistes purs et durs, allergiques à toute compromission, et l'aimable M. Lalonde, qui avait profité de la

campagne électorale pour assoir sa notoriété. Certains allaient même l'accuser, lui qui avait prêté des locaux à Greenpeace dans son immeuble familial de la rue de la Bûcherie, d'être « parti avec la caisse » après l'élection.

Lorsque les écologistes se regroupent en parti des Verts, au début de 1984, la rupture avec M. Lalonde est consommée. Ce n'est plus de la méfiance, mais une antipathie réciproque, presque une allergie. Le simple nom de l'ancien candidat — « Brice Lalonde », disent certains militants — donne des démangeaisons aux Verts. Quant à l'ancien ministre des Amis de la Terre, qui survit au milieu d'un carré de groupes inconditionnels, la seule évocation des Verts — « Verts de rage », dit-il — le brise. On ne se parle plus entre militants de l'écologie planétaire et souriante, de type anglo-saxon, et adhérents des Verts, qu'on dit alignés sur les Grünen allemands.

La liste LSD

La « trahison » de M. Lalonde éclate lorsque l'ancien candidat à l'élection présidentielle s'associe, en 1984, avec MM. Olivier Stirn, ancien ministre du septennat précédent, et François Dubiau, radical de gauche, au sein d'une liste ERE, bien vite surnommée « LSD » par ceux qui ne comprennent pas la raison de ce curieux trio. Lorsque M. Lalonde se présente, à Lyon, contre le candidat des Verts, aux élections législatives de 1986, la guerre est déclarée entre frères ennemis. Cette guerre dure encore.

L'ancien militant de l'UNEF, puis du PSU, ne cesse de se recruter. Il ne refuse pas de travailler avec M. Alain Carignon lorsque le maire RPR de Grenoble, ministre de l'environnement, le charge de mission pour la pollution du Rhin. Avant l'élection présidentielle de 1988, il hésite entre M. Raymond Barre, l'homme qui monte dans les sondages, et M. Michel Rocard, dont il se sent proche. Nommé secrétaire d'Etat à l'environnement, il prend comme directeur de

cabinet un barriste avoué, M. Lucien Chabason, comme pour braver ses partenaires socialistes au sein de la majorité présidentielle.

Ce parcours, évidemment, a le don d'exaspérer les Verts. Alors qu'ils tentent, depuis des années, de constituer un parti écologiste à peu près cohérent, sinon homogène, ils voient M. Lalonde papilloner au-dessus des formations politiques et accéder, finalement, au pouvoir sans leur soutien. Le « candidat de l'écologie » a réussi à se glisser en solitaire au sein d'un gouvernement. Même ses plus fidèles lieutenants des Amis de la Terre, intégrés, d'abord, dans son cabinet, finissent par « décrocher ». Ses conseillers ne savent qu'inventer pour torpiller les initiatives des Verts, par exemple en créant, tout récemment, une nouvelle Entente nationale des élus de l'environnement (ENEE), destinée à faire pièce à l'Association nationale des élus écologistes.

Les positions des uns et des autres sont devenues irréconciliables. Alors que le secrétaire d'Etat, résolu à écarter, souhaite « écologiser la politique », les Verts s'efforcent, au contraire, de politiser l'écologie. Il s'agit, pour eux, de construire un parti assez puissant, sinon pour prendre le pouvoir, du moins pour négocier en situation de force, afin d'accéder au gouvernement à leurs conditions. Ils pratiquent donc, ce qui est nouveau pour eux, un patriotisme de parti que M. Lalonde juge à la fois « ringard » — la pire injure, à ses yeux — et inefficace.

Ces deux stratégies ont, chacune, son double modèle de réussite. En RFA, la pression des Grünen est telle que le gouvernement et les autres formations politiques doivent faire assaut de bonne volonté écologique. Et les accepter, parfois, dans une coalition, comme en Sarre ou à Francfort. Aux Pays-Bas, en revanche, où les Verts obtiennent des scores dérisoires, le souci de l'environnement a tellement pénétré les différents partis politiques qu'un gouvernement — de droite — est tombé pour le défendre.

ROGER CANE

FLORENT GABORIAU Collection « Avec »

Edith Stein philosophe

165 p. - 120 F

38, rue Madame - 75006 Paris

هكذا من الاجل

حکومتی اطلاع

SOCIÉTÉ

Tout en annonçant son inculpation pour ingérence

M. Jacques Médecin évoque une opération visant à « discréditer toute la droite française »

M. Jacques Médecin, maire (RPR) de Nice et président du conseil général des Alpes-Maritimes, s'est longuement défendu, le jeudi 16 novembre, à la tribune des premières Assises internationales de la désinformation, des accusations portées contre lui dans deux articles du *Canard enchaîné* — où il n'était ni nommé ni cité — relatifs à l'instruction d'une plainte pour ingérence déposée par un ancien député socialiste, M. Jean-Hugues Colonna. Il a évoqué une opération qui « a pour objet de discréditer toute la droite française ». Il a également annoncé qu'il devait se rendre, le vendredi 17 novembre, devant le conseiller à la cour d'appel Pierre Bérard, à Grenoble, « pour y être inculpé ». Vendredi matin, M. Médecin a en effet été entendu par M. Bérard.

NICE

de notre correspondant régional

Elus, parents, amis : toute la famille médeciniste était venue soutenir et acclamer le maire de Nice. Dans le style virulent qu'on lui connaît, M. Médecin ne s'est pas contenté de répondre à ses contempteurs mais a renversé les rôles en se présentant comme la victime d'un « complot contre Nice ». Avant de lire un discours entièrement rédigé, d'une trentaine de feuillets, le maire de Nice a fait projeter un clip sur la désinformation où plusieurs personnalités de l'opposition, notamment M. Eric Raoult, député (RPR) de Seine-Saint-Denis, et M. Robert Panchaud, ancien secrétaire d'Etat à la sécurité publique du gouvernement Chirac, lui exprimaient leur confiance.

Après avoir évoqué les affaires du Carrefour du développement, des fausses factures — en dénonçant « les combines de M. Monate, ancien policier passé dans les rangs des truands de la gauche pour présider à un réseau national de racket en faveur des caissiers du Parti socialiste » — ou encore « les sales combines de ventes d'armes à l'Iran par la société Luchaire » et « le honteux scandale des petits copains initiés dans l'affaire Pechiney-Triangle », M. Médecin en est venu à son propre cas.

« L'opération, a-t-il lancé, a pour objet de discréditer toute la droite française », tout en estimant, peu après, que « le but de la manœuvre » était de « faire invalider mon élection et me faire déclarer indigne à vie pour avoir commis le délit d'ingérence (...) Antidémocratiquement, pour parler comme elle, la gauche essaie de récupérer par le glaive de la justice ce qu'elle ne parvient pas à conserver par le suffrage universel ».

M. Médecin a ensuite repris les conclusions du jugement rendu, en sa faveur, dans une autre instance, par le tribunal administratif de Nice et a répondu à ce qu'il a appelé des « indiscretions scélérates » concernant le résultat de perquisitions effectuées notamment à son domicile, le 27 octobre dernier par « une armée de policiers fiscaux ou assimilés. Bien sûr, ils sont venus chez moi. Oui ils ont visité mon coffre et celui de ma femme (...) ». Il n'a rien trouvé. Rien de rien sinon quelques billets de monnaies étrangères ramassés de différents voyages et quelques bijoux personnels.

Selon l'entourage du maire de Nice, en effet, les inspecteurs de la direction centrale de la police judiciaire n'auraient saisi que quelques documents, ailleurs que dans le coffre personnel de M. Médecin, notamment le testament de la Médecin family trust, des relevés bancaires et les plans d'une villa construite par sa fille Martine à Phoenix (Arizona).

Le maire de Nice a ensuite indiqué que le *Canard enchaîné* avait déjà parlé de la propriété que possédait son épouse américaine à Beverly Hills et « déjà imprimé, il y a plus de quatre ans », qu'il était l'exécuteur testamentaire d'un forestier gabonais (M. Woronko). « Oui, a-t-il poursuivi, je suis propriétaire de mon domicile principal, la villa Lou Soubiran, à Gattau. Le *Canard* affirme que je n'ai

pas l'intention de la vendre à la personne qui m'a versé une somme de 3 millions de francs à valoir sur cette transaction, me permettant par là de déguiser en promesse de vente un prêt pur et simple. Si je ne peux pas vendre cette propriété, c'est qu'elle est hypothéquée par le Trésor public à la suite de vérifications fiscales dont je suis l'objet permanent depuis 1980. Je n'ai pas l'intention de me laisser saigner sans discuter et je ne consens pas pour l'instant, le montant définitif d'une éventuelle amende. Pourtant, j'aimerais bien vendre cette propriété sur laquelle je paie, chaque année, de plus en plus lourdement, l'impôt sur les grandes fortunes. A ce sujet, l'avocat de M. Médecin, Me Henri-Charles Lambert, nous a précisé que le Trésor public avait pris une hypothèque de 2,5 millions de francs correspondant à une créance qui fait l'objet de négociations transactionnelles.

Un chèque de 215 F

« Le hasard faisant bien les choses », M. Médecin a brandi, à ce moment de sa démonstration, un chèque de 215 F, que le *fin* lui avait fait parvenir, le matin même, au titre de remboursement d'un trop perçu sur les impôts de 1988 (sur un revenu imposable de 239 931 F).

Le maire de Nice a, par ailleurs, déclaré qu'il « n'a jamais eu de cession de parts en blanc de la

société SEGAT (la société éditrice de son magazine *l'Action Nice-Côte d'Azur*) et a évoqué la saisie, sur sa table de travail, à la mairie, d'un dossier ancien « marqué AG. CGE », c'est-à-dire *Argentine Compagnie générale des Eaux*. Il contenait, en tout et pour tout, la carte de visite du directeur français de cette compagnie pour les exportations vers l'Amérique latine et l'adresse manuscrite du correspondant de la CGE.

M. Médecin aurait, affirme-t-il, simplement voulu rendre service à cette entreprise — communisante de la ville de Nice depuis plus de cent ans — auprès du maire de Buenos-Aires « qui cherche à se doter d'une usine de traitement des ordures ménagères (...) ».

« Les élocutions du *Canard* sur le Brésil, l'Hawaï, les îles Caïman, Panama, a encore déclaré le maire de Nice, sont toutes du même tonneau. Elles n'ont aucun rapport avec la réalité et encore moins avec la plainte de M. Colonna. Je vais me rendre à Grenoble, demain, pour y être inculpé par M. Pierre Bérard, conseiller à la cour d'appel, a conclu M. Médecin. Je n'y vois pour ma part que le déroulement normal d'une instruction en cours.

L'inculpation n'est d'ailleurs nullement la présomption d'une culpabilité. Nul n'ayant oublié que François Mitterrand fut inculpé dans le passé... »

GUY PORTE

Virulente attaque contre le préfet

Un « militant socialiste déguisé en commis de l'administration »

NICE

de notre correspondant régional

Au cours de son intervention, M. Médecin a vivement pris à partie le préfet des Alpes-Maritimes, M. Yvon Olivier. « Tout ceci s'organise désormais, a-t-il déclaré, autour d'un préfet, militant socialiste déguisé en commis de l'administration qui paralyse la marche en avant de notre département (...) ». Il se prononce sur l'opportunité de tout et de rien en toute liberté, il diffère en arbitraire administratif les mesures arrêtées municipalement. Il se préoccupe bientôt de la nomination des femmes de service... Le maire de Nice a estimé, par ailleurs, que M. Olivier « est trop occupé sans doute à coordonner l'offensive anti-Médecin dont on lui a confié la mission d'être le fer de lance ».

Interrogé sur ces accusations, le préfet des Alpes-Maritimes nous a déclaré qu'il

se refusait « à entrer dans le polemique ». « Mon seul travail, nous-a-t-il dit, consiste à représenter l'Etat et à appliquer la loi. A ce titre je suis appelé, dans un certain nombre de cas, à exercer le contrôle de la légalité des délibérations du conseil municipal de Nice comme d'autres communes. Il arrive que cela ne fasse pas plaisir. Mais je ne pense pas que M. Médecin puisse trouver des illustrations de ce qu'il dit sur l'orientation politique de mon action ».

Dans un communiqué, M. Olivier a d'autre part « formellement démenti avoir eu un entretien avec les inspecteurs de la PJ venus perquisitionner à Nice et n'avoir eu, conformément aux règles judiciaires, aucune information préalable à cette action des services de police menée sous la seule autorité du juge d'instruction ». Par ailleurs, M. Médecin s'en est pris, avec la même vigueur, « au minable Colonna, un personnage payé par le contribuable dont la mission est de déstabiliser Jacques Médecin ».

Sur sa lancée, le maire de Nice a également mis en cause le *Canard enchaîné*. « Je ne suis pas nommé, a-t-il déclaré, dans ces articles transparents qui me rappellent ceux publiés par un hebdomadaire paraissant le mercredi, vivant sans aucune publicité, mais dont les questions se présentent avec une régularité d'horloge dans les ministères de tous les gouvernements, de droite ou de gauche, comme par hasard le jour où le premier ministre distribue les chèques fonds secrets, afin de collecter une petite enveloppe dont l'importance augmente en proportion contraire du lignage consacré par le *Journal* au grand-père donateur.

J'ai moi-même remis ce genre d'obole en 1982, lorsque j'étais assesseur parlementaire au cabinet du ministre des affaires économiques. Je me suis refusé à ce chantage lorsque j'ai été secrétaire d'Etat au tourisme. L'hebdo en question ne me le pardonnera jamais... »

G. P.

Non-lieu en faveur du professeur Milhaud

La reconnaissance judiciaire de la mort cérébrale

Le professeur Alain Milhaud, qui avait provoqué en février 1988 une vive polémique en pratiquant au CHR d'Amiens (Somme) une expérimentation sur un sujet en état de mort cérébrale, a bénéficié mardi 14 novembre d'un non-lieu (*le Monde* du 16 novembre). Dans son ordonnance, le doyen des juges d'instruction d'Amiens, M. Jean-Michel Stoltz, s'appuyant sur les conclusions d'un collage d'experts, a considéré que « l'état de mort cérébrale étant antérieur aux expérimentations réalisées par l'inculpé, l'infraction de coups et blessures volontaires, qui suppose que la victime est vivante, ne saurait être reprochée au professeur Milhaud ».

L'affaire Milhaud « touche à sa fin. En révélant le 23 février 1988, au cours du procès de Poitiers, qu'un médecin avait utilisé le corps d'un homme en état de mort cérébrale à des fins médico-légales, le professeur Jean Lassus avait déclenché une violente polémique. Au-delà de l'aspect purement médical de l'affaire — le professeur Milhaud souhaitait reproduire les conditions anesthésiques qui avaient précédé la mort d'une femme, M^{me} Nicole Bernier, le 30 octobre 1984, au CHU de Poitiers, dans l'hypothèse où il y aurait eu une inversion des tuyaux d'arrivée de gaz sur le respirateur utilisé lors de son intervention chirurgicale —, il s'agissait de savoir s'il était licite, et si oui, dans quelles conditions, de se livrer à une expérimentation médicale ou scientifique sur un sujet en état de mort cérébrale.

Après que la famille du jeune homme sur lequel l'expérimentation avait été réalisée eut déposé une plainte « pour coups et blessures volontaires sur une personne hors d'état de se protéger elle-même en raison de son état physique ou mental », le professeur Milhaud avait été inculpé, à la demande, le 8 mars 1988, afin de pouvoir accéder au dossier.

Le 7 novembre 1988, le Comité national d'éthique avait rendu son avis important sur « l'expérimentation médicale et scientifique sur des sujets en état de mort cérébrale ». Cet avis précisait tout d'abord que le terme de « mort cérébrale » devait être prêté à

celui de « coma dépassé » jusqu'à ce qu'un consensus soit atteint afin d'éviter la confusion avec les comas prolongés.

Il rappelait que la mort cérébrale signifie l'arrêt irréversible de toute l'activité du cerveau. « Le cerveau est mort, pouvait-on lire, mais les autres organes fonctionnent parce qu'ils sont irrigués par un sang dont la teneur en oxygène et en gaz carbonique est maintenue au niveau physiologique grâce à la respiration artificielle ». Et le comité d'éthique concluait : « La mort cérébrale est la mort de l'individu ».

La carence du droit

L'avis précisait que « le contrat tacite qui lie le malade et le médecin ne comporte pas que le médecin puisse procéder ou laisser procéder sur le malade à des expériences scientifiques. Nous devons placer en premier le respect dû à la personne et à sa déposition mortelle, la loyauté vis-à-vis des volontés du défunt et vis-à-vis de sa famille, la confiance qui ne peut être trahie ». C'est pourquoi le comité d'éthique indiquait « qu'un médecin ne peut procéder à des expériences sur un sujet en état de mort cérébrale, à moins que le sujet n'ait déclaré de son vivant, et par écrit, vouloir faire don de son corps à la science ou à la recherche scientifique ».

D'une certaine manière, l'ordonnance rendue par le doyen des juges d'instruction d'Amiens est conforme à l'avis du Comité d'éthique. Selon les experts qu'il cite, l'état de mort cérébrale du jeune homme remonte au 2 février et les expérimentations avaient commencé le 12 février. Aucun autre facteur, « telles les expériences pratiquées par le professeur Milhaud », n'a accéléré ou provoqué l'évolution terminale », note encore l'ordonnance. « Il y a lieu de constater qu'en l'état du droit positif, les expériences pratiquées par l'inculpé ne tombent pas sous le coup de la loi pénale », estime le doyen des juges.

L'avocat de la famille, M. Lhoté a déclaré que cette ordonnance révélait « la carence du droit dans le domaine de l'expérimentation médicale » et a annoncé qu'il allait engager « une procédure au plan civil pour obtenir réparation du préjudice moral causé à la famille ».

FRANCK NOUCHÉ

L'assassinat du directeur de la polyclinique nord de Marseille

Deux personnes présentées au magistrat instructeur sont remises en liberté sans inculpation

L'enquête sur l'assassinat, le 19 mai 1988, de Léonce Monte, directeur de la polyclinique nord de Marseille, abrite en pleine rue au fusil de chasse, par, semble-t-il, un meurtrier professionnel, a donné lieu, jeudi 16 novembre, à un rebondissement au palais de justice de Marseille.

Après quarante-huit heures de garde à vue, deux des dix personnes interpellées mardi 14 novembre (*le Monde* du 16 novembre) ont été présentées, jeudi 16 novembre, à M^{me} Chantal Gaudin, premier juge d'instruction, chargée du dossier. Ces deux personnes, M. Jean Chouaqui, le directeur de plusieurs cliniques marseillaises suspecté par les enquêteurs d'avoir commandité le meurtre, et l'un de ses proches, M. David Drai, soupçonné, lui, d'avoir exécuté Léonce Monte, avaient été dans la matinée déferées au parquet de Marseille puis, en fin d'après-midi, écrouées par le magistrat instructeur aux fins d'une éventuelle inculpation.

M^{me} Chantal Gaudin, au vu du dossier établi par les policiers et

des différents éléments collectés pendant les dix-huit mois d'enquête, a décidé de remettre en liberté les deux personnes qui lui étaient présentées, sans prononcer d'inculpation à leur encontre.

Cette décision du juge d'instruction, fondée de toute évidence sur l'insuffisance des charges établies par les enquêteurs de la PJ contre ces deux personnes, a provoqué un malaise dans les milieux policiers. Au-delà, elle risque de ne pas être sans conséquence judiciaire, car les noms et les qualités des deux hommes mis en cause avaient, par une série de fuites, été largement diffusés dans différents organes de presse.

Dans un communiqué, les avocats du directeur de cliniques marseillaises, présentés au juge d'instruction ont d'ailleurs dénoncé, jeudi soir, l'existence d'une « campagne de calomnies savamment orchestrée » contre leur client, et « destinée à briser l'image de marque et la réputation d'un chef d'entreprise particulièrement compétent ».

PIERRE-BLOCH

ALGER, CAPITALE DE LA FRANCE EN GUERRE

Préface de Jacques CHABAN-DELMAS

En vente dans les drugstores : 100 F

Editions UNIVERSAL

3, rue de Choiseul 75002 Paris

Les résultats des élections professionnelles

Représentativité syndicale inchangée dans la police

Le ministère de l'Intérieur a rendu publics, vendredi 16 novembre, les résultats des élections professionnelles parmi les gros des troupes policières (gardés et gardiens, inspecteurs, personnels administratifs). Comparés à ceux de 1985, ils révèlent une forte stabilité du paysage syndical.

Parmi les policiers en tenue, la Fédération autonome des syndicats de police (FASP) maintient sa prédominance avec plus de 50 % des suffrages exprimés, suivie par l'Union des syndicats catégoriels (USC) qui reste à un peu moins de 30 %. Parmi les inspecteurs, le Syndicat national autonome des policiers en civil (SNAPC) reste largement en tête. On note cependant une nouvelle progression de la Fédération professionnelle indépendante de la police (FPIP), liée à l'extrême droite.

Comme en 1985, mais à la différence de 1982, les policiers ont voté par correspondance. Ce mode de scrutin est souhaité par les principaux syndicats afin, disent-ils, d'éviter les « pressions de la hiérarchie » si les urnes étaient instal-

lées dans les commissariats. Placés sous haute surveillance, les bulletins sont donc centralisés et dépouillés au ministère de l'Intérieur. Ces élections sont celles des représentants du personnel aux Commissions administratives paritaires (CAP) des corps des gradés et gardiens, des inspecteurs et des personnels administratifs.

Gradés et gardiens. — La participation a été de 60,13 %, légèrement inférieure à celle de 1985 (61,03 %). Les résultats, en suffrages exprimés, sont les suivants (accompagnés entre parenthèses de ceux de 1985) : FASP, 52,26 % (52,83 % en 1985) ; USC, 29,54 % (28,91 %) ; FPIP, 6,89 % (5,2 %) ; Force ouvrière, 5,25 % (6,93 %) ; CFTC, 1,72 % (2,19 %) ; CGT, 1,23 % (1,41 %) ; Syndicat professionnel des policiers de France, 0,97 % (0,34 %) ; CFTD, 0,89 % (1,07 %) ; Syndicat d'union policière, 1,25 % (0,28 %).

Entre la stabilité de la FASP et de l'USC, le scrutin est donc marqué par une chute, voire un effondrement des confédérations. La progression de la FPIP, malgré la polémique soulevée par les révélations de ses liens avec les néo-nazis du Parti nationaliste français et euro-

péens (PFNE), est surtout sensible en province, notamment dans la région marseillaise. Plus généralement, les résultats sont assez contrastés entre Paris et la province : la FASP, dont le syndicat parisien est particulièrement dynamique, progresse dans la capitale où elle obtient 57 % — notamment parmi les jeunes policiers —, tandis que la FPIP recule. En revanche, la FASP perd des points dans certaines régions et chez les CRS.

Inspecteurs. — La participation a été de 69,10 %, contre 74,02 % en 1985. Les résultats sont les suivants : SNAPC 61,14 % (59 % en 1985) ; Force ouvrière, 13,11 % (16 %) ; Syndicat national unifié des inspecteurs de police (SNUIP), 10,93 % (ce syndicat n'existait pas en 1985) ; CGC, 4,95 % (9,8 %) ; CFTC, 4,93 % (7,5 %) ; FPIP, 3,10 % (4,69 %) ; CFTD, 1,33 % (2,11 %) ; CGT, 0,48 % (0,47 %).

L'effondrement des confédérations est ici encore plus net. Le SNAPC se maintient tandis que la FPIP régresse. La nouveauté est créée par le SNUIP, syndicat créé par la FASP après qu'elle ait été rejointe par d'anciens dirigeants du SNAPC. D'ores et déjà, les inspec-

teurs de la FASP semblent vouloir contester la régularité des résultats. Malgré un score honorable pour une première participation, ils ratent en effet de 140 voix un siège à la Commission administrative paritaire.

Personnels administratifs. — La participation a été de 62,84 %. Les résultats de 1985 n'ont pas été communiqués par le ministère. Voici les résultats : Syndicat national indépendant des personnels administratifs et techniques (SPAT-USC), 3,15 %.

Agresions contre un journaliste de FR 3-Poitiers. — Un journaliste de FR 3-Poitiers, qui intervenait en direct d'Angoulême dans le journal régional du jeudi 16 novembre, a été agressé dans la soirée par un inconnu qui a ensuite pris la fuite. Olivier Bismail avait été envoyé à Angoulême pour suivre les débats de la fédération PS de Charente, actuellement préoccupée par les accusations portées contre l'ancien maire socialiste de la ville, M. Jean-Michel Boucheron (*le Monde* du 16 novembre). La direction de FR 3-Poitiers a fait connaître son intention de déposer plainte.

Stolern pour favoriser

ES TRACES de Bang

Des désaccords personnels

PAR ADJUDICATION

SOCIÉTÉ

Avec d'autres « ministres d'ouverture »

M. Lionel Stoleru veut « prendre l'initiative » pour favoriser l'insertion des immigrés

« Ça commence à bien faire... » M. Lionel Stoleru, secrétaire d'Etat au Plan, a été scandalisé par la mise en cause des juifs d'Aix-les-Bains (le Monde du 17 novembre), qui, à ses yeux, est de même nature que celle des foyers islamiques. « On arrive à un point où il est plus facile de faire tomber le mur de Berlin que le mur de la haine », nous a-t-il déclaré.

Juif engagé, fils d'un immigré roumain, M. Stoleru a été secrétaire d'Etat aux Immigrés de 1981, sous la présidence de M. Giscard d'Estaing. C'est en tant que secrétaire d'Etat au Plan qu'il a sorti des placards, l'an dernier, un gros rapport, établi sous la direction de Stéphane Hessel et intitulé « Immigration : le devoir d'insertion », qui sert de base à la réflexion actuelle du gouvernement.

Ce « ministre d'ouverture » trouve très injuste l'accusation selon laquelle le gouvernement n'aurait pas une vraie politique d'insertion. « Ce n'est pas parce qu'on ne fait pas de discours qu'on ne travaille pas », dit-il. Plusieurs ministères se concertent depuis sept ou huit mois sur la base du rapport Hessel. Des décisions seront annoncées d'ici à la fin de l'année.

M. Stoleru n'est pas partisan d'un secrétariat d'Etat aux immigrés ou d'un ministère de l'Intégration. C'était bon, selon lui, dans les années 70, quand il fallait encore défendre « le droit à l'indifférence ». « Nous sommes, dit-il, en train de passer à une autre phase, celle que Michel Rocard appelait récemment « le droit à la différence ».

L'ancien secrétaire d'Etat aux Immigrés reconnaît cependant qu'il manque peut-être une structure adéquate. « Non pas parce que l'immigration est un problème spécifique, mais parce que c'est un problème horizontal. Les problèmes de la France sont de plus en plus horizontaux... »

Un grand débat de société

Ne serait-il pas nécessaire d'avoir, en matière d'immigration, une politique plus explicite, un peu plus publique ? « Disons qu'il faut aller vers le public. Tout en réglant les problèmes quotidiens, il faut animer un débat pour que la marche vers l'insertion soit mieux comprise et acceptée. » Un débat qui ne serait pas forcément parlementaire, mais qui permettrait de « chercher des lignes d'accord ».

M. Claude Malhuret, maire (UDF) de Vichy, vient de proposer un « pacte de non-agression » entre gauche et droite pour l'immigration. « Cliquez ! », répond M. Stoleru, mais il attend encore le « mode d'emploi » de cette proposition sympathique, qui lui semble être en contradiction avec toute l'attitude de la droite : « Je constate que le discours d'exclusion continue d'être de droite. Exclure, exclure, je n'entends que ça, alors que nous, nous disons : rassembler, rassembler. »

M. Stoleru ne se contentera pas d'attendre les précisions du maire de Vichy. En matière d'insertion des immigrés, il entend « prendre l'initiative, avec d'autres ministres d'ouverture », notamment M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire. « Bernard Kouchner et moi, nous pensons que l'ouverture n'est pas seulement de la gauche vers la droite, mais l'ouverture du pouvoir vers la société, et donc vers les grands débats de société. »

A l'école des Frères-Lumière de Montmagny (Val d'Oise)

Marie-Christine tombe le voile

Les enseignants du groupe scolaire des Frères-Lumière, à Montmagny (Val-d'Oise), avaient décidé de faire grève un quart d'heure tous les jours à partir du 16 novembre si l'une de leurs collègues, une rééducatrice convertie à l'islam, refusait d'enlever son foulard islamique à l'intérieur de l'établissement. Jeudi matin, pour le premier jour du mouvement, la jeune femme s'est présentée à l'école sans son voile.

La rentrée s'annonçait hésitante. Tandis que les élèves étaient un peu en retard et, à l'heure dite, l'école tout entière guettait l'arrivée de Marie-Christine Benmechene. Beaucoup l'ont attendue en vain. Effrayée par les médias, la rééducatrice de l'école des Frères-Lumière a préféré éviter la grande porte d'entrée. Elle s'est glissée au sein du groupe scolaire en utilisant une porte plus discrète. Pour la première fois depuis le mois de septembre, elle ne portait pas son foulard.

Beaucoup se sont sans doute sentis soulagés. La directrice, gênée par le tapage créé par l'une de ses enseignantes ; les instituteurs, qui s'apprêtaient à s'engager dans une grève dirigée contre l'une de leurs collègues ; l'inspection académique, qui souhaitait voir ce dossier se clore au plus vite ; et le maire de Montmagny, qui était lui-même venu jusqu'à l'école pour contrôler la tenue de l'enseignante. Lassée par une semaine de polémique autour de ce hijab, Marie-

Christine Benmechene a fini par céder.

Le foulard a donc disparu sous la menace d'une grève, mais la victoire des instituteurs et des « laïques » est étonnamment silencieuse. Pas un commentaire, pas une déclaration. La presse attend devant l'école, mais ce jeudi est, dit-on, « un jour ordinaire ». A l'heure du déjeuner, les enseignants quittent l'école à grands pas, en refusant de prononcer le moindre mot. Les enfants eux-mêmes hésitent à parler. « Le maître nous a dit de ne pas répondre. » La directrice prend soin de bien refermer la porte derrière les élèves, qui partent déjeuner. Elle n'a, dit-elle, « rien à déclarer ».

Grève à la japonaise

Pourtant, ce foulard a suscité bien des réunions ces derniers jours. Marie-Christine Benmechene avait été reçue le semaine dernière par l'inspecteur d'académie du Val-d'Oise, M. Grossetête, et vendredi elle s'était rendue à l'hôtel de ville de Montmagny où l'attendait le maire, M. Jean Trinquet. Quatre jours plus tard, elle était reçue une seconde fois à la mairie en compagnie de la directrice de l'école, et le lendemain, elle repartait pour l'inspection académique, où l'on souhaitait à nouveau « s'entretenir avec elle ». Tous lui demandaient de retirer son foulard. Averti de la préparation d'une grève, le maire, ancien directeur du personnel de l'usine automobile Chausson de Gennevilliers, en profitait même pour donner des conseils aux enseignants : à la

veille du mouvement, il les encourageait à organiser une grève « à la japonaise », bras armé au bras, qui aurait l'avantage, disait-il, de ne pas nuire aux enfants.

Marie-Christine Benmechene a fini par rendre les armes. Mercredi 15 novembre, au terme de sa discussion avec l'inspecteur d'académie du Val-d'Oise, elle s'est engagée à renoncer au hijab dès le lendemain matin. « Je suis ravie qu'elle ait abandonné son foulard », expliquait une mère devant l'école. « Je mets mes enfants à lire et à compter. Pas pour qu'ils soient en contact avec une religion. » L'enseignante ne portait pas son foulard devant ses élèves, mais peu lui importait. « La laïcité, c'est la laïcité. »

Marie-Christine Benmechene, qui est également rééducatrice dans une école toute proche située sur la commune de Groussy, demande maintenant à être déchargée des heures de cours de ce dernier établissement. Il lui faut désormais s'y présenter sans foulard et elle compte là-bas, dit-elle, plus de collègues masculins qu'à Montmagny. L'inspection académique, qui souhaite régler ce problème au plus vite, a accepté d'aménager son nouvel emploi du temps « pour des raisons de facilité ». Marie-Christine Benmechene, elle, regrette sans doute amèrement « l'avant-Creil ». Ces premiers mois d'automne s'annonçaient tranquilles et l'année dernière, à l'école de Garges-lès-Gonesse où elle enseignait, personne n'avait jamais tenté de lui faire enlever son foulard.

ANNE CHEMIN

SCIENCES

Sur les traces de Big Bang

Suite de la première page

Si COBE remplit sa mission, la physique des particules elle-même pourrait bénéficier des travaux du satellite. « Le Big Bang a créé les conditions de température et de pression les plus extrêmes que l'on puisse imaginer, précise John Mather, principal responsable scientifique du projet. Ces conditions peuvent avoir donné naissance à des particules subatomiques que nous ne connaissons pas encore, ou dont l'existence peut seulement, à l'heure actuelle, être déduite des expériences réalisées dans des accélérateurs de particules. COBE, lui, nous donnera accès à l'accélérateur ultime... »

Perte de poids

D'un coût de 230 millions de dollars (près de 1,5 milliard de francs), cette mission sans précédent aura cependant subi, comme tant d'autres, le contre-coup des déboires qu'a connus ces dernières années le programme spatial américain. Programmé par la NASA dès la fin des années 70, COBE devait à l'origine être déployé par une navette, dont le lancement était prévu début 1989. Et l'engin était déjà construit, et prêt à voler, lorsque survinrent en janvier 1986 l'explosion de Challenger. Pour éviter que la mission ne prenne trop de retard, la NASA décida alors, début 1987, de recourir à une fusée Delta, obligeant ainsi les constructeurs à réviser toute la conception du satellite.

Prévu dans un premier temps pour loger dans la « soute spacieuse » d'une navette, COBE, pour tenir dans la coiffe d'une Delta, dut en effet perdre en deux ans la moitié de son poids (2,6 tonnes au lieu de 5,2) et voir son diamètre passer de 5 mètres à moins de 3 mètres. Soit, au total, une augmentation de coût d'environ 100 millions de dollars (plus de 600 millions de francs).

Moyennant quoi, à quelques mois près, l'Agence spatiale américaine aura réussi à tenir son calendrier. En partant dimanche à la conquête du cosmos (dans la coiffe de la cent quatre-vingt-quatrième et dernière fusée Delta envoyée par la NASA), COBE donnera ainsi, avec quelques semaines d'avance, le ton du programme d'exploration spatiale des années 90. Après la découverte des plus lointaines planètes du système solaire, illustrée en août dernier par les spectaculaires images de Neptune envoyées par la sonde Voyager 2, la prochaine décennie, en effet, sera avant tout celle des satellites de recherches astrophysiques.

Dès l'année prochaine, ce devrait être le télescope spatial Hubble, construit et mis en œuvre conjointement par les Américains et les Européens : joint des interférences de l'atmosphère et de la luminosité terrestres, il permettra de remonter le temps et d'observer, à des années-lumière de la Terre, des événements survenus dans le lointain passé. Une astronomie de l'invisible pour laquelle plusieurs autres missions internationales sont d'ores et déjà prévues d'ici à 1995 et qui devraient permettre de mieux comprendre l'histoire — passée et future — de l'univers.

CATHERINE VINCENT

Protection de la couche d'ozone

Des désaccords persistent sur la révision du protocole de Montréal

A la clôture, vendredi 17 novembre, de la réunion de Genève pour la révision du protocole de Montréal signé en 1987 pour protéger la couche d'ozone, les désaccords persistent. Les Etats scandinaves, appuyés par l'Australie et la Nouvelle-Zélande, ont demandé que les HCFC (hydrochlorofluorocarbones), produits de substitution aux CFC (chlorofluorocarbones), ne soient utilisés que pour des besoins restreints (réfrigération, usages médicaux) et pour une

durée limitée (2010 ou 2020). Les industriels américains utilisateurs de CFC, qui estiment le coût du passage aux HCFC à une somme de l'ordre de 6 à 10 milliards de dollars en dix ans, souhaitent au contraire « une phase de tolérance longue » pour les HCFC. Plusieurs délégués ont demandé l'inclusion du méthyl-chloroforme dans le protocole de Montréal. La prochaine réunion de révision aura lieu à Londres en juin 1990. — (AFP.)

VENTES PAR ADJUDICATION

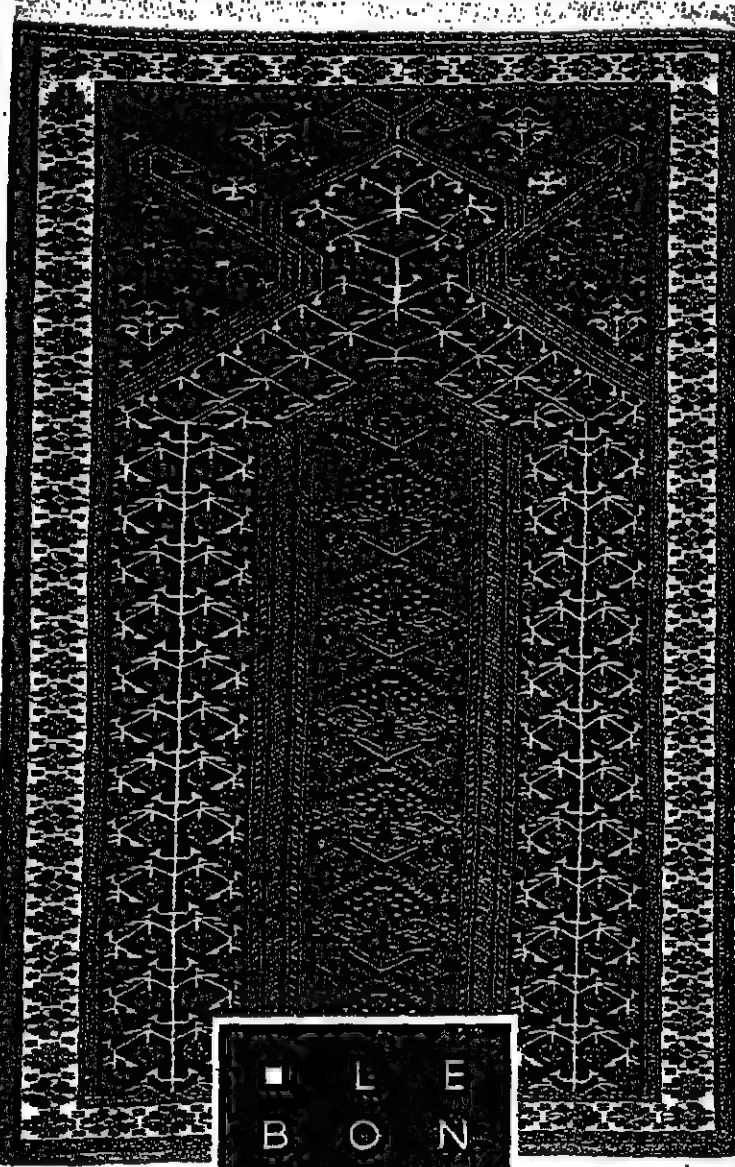
Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-68
MINITEL 36.15 CODE A3T puis OSP

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS, le jeudi 30 novembre 1989 à 14 h 30 en un lot
APPELLEMENT À PARIS 11^e

43, rue Popincourt
au 4^e étage, de 3 pièces, cuisine, w.c.
Mise à prix : 100 000 F

S'adresser à M^{re} ARCHER, avocat à Paris, demeurant à Paris 4, 5, rue de Renard. Tél. : 48-04-55-46, au Greffe du trib. de grande instance de Paris.

Tapis persans, tapis de maître.



■ L E N
■ B O N
■ M A R C H É

RIVE GAUCHE

Au Bon Marché, nous avons une passion, celle des authentiques tapis d'Orient. Véritables chefs-d'œuvre d'élégance, ce sont d'incomparables témoignages de la culture orientale dans tous ses fastes. Leurs motifs inimitables ainsi que la riche palette de leurs teintes, des plus discrètes aux plus chatoyantes, font de chaque tapis une pièce d'art à l'éclat unique. Notre passion est également devenue une véritable vocation tant il est vrai que nous la vivons depuis plus d'un siècle. Afin de mieux la partager avec tous les amateurs de tapis d'Orient, nous présentons dans une galerie au 3^e étage du magasin 1, une exposition exceptionnelle : « Tapis persans, Tapis de Maître ».

Cet immense palais d'Orient abritera ainsi de merveilleuses compositions, aux couleurs les plus raffinées et aux textures les plus riches. Tapis anciens de Caucase, persans en soie, tapis de village aux subtils teintes végétales de Turquie et d'Afghanistan, autant d'éblouissantes invitations au voyage à la rencontre de peuples aux noms évocateurs : Kaschgai, Bakhtiari, Shaksavan, Afshar, Turkmenes...

Selon son habitude en début d'été, François DUMIER, notre expert, a laissé sa passion le conduire. Cette année en Iran, il a aussi eu l'occasion de découvrir et de rapporter les pièces les plus rares. Son expédition l'a mené dans le nord iranien où il a rejoint les campements Turkmènes, berceau de pièces somptueuses : Djol Ash (selle), Oja Namaz (tapis de prière) ainsi qu'une abondance de tapis utilisés pour la décoration de la jeune traditionnelle (kumiz). Qu'ils soient persans, turcs, afghans ou tibétains, les tapis d'Orient du Bon Marché sont des pièces authentiques, façonnées par ceux qui détiennent les secrets et la mémoire de l'art oriental. C'est également le caractère d'origine, l'expertise, le nettoyage, le conseil, la restauration, la garde et la présentation à domicile. Le Bon Marché, c'est toute une équipe d'experts passionnés au service de la tradition.

Crédit 3 mois sans frais à partir de 5 000 F d'achat. Remises non cumulables.

-20%

SUR LES TAPIS D'ORIENT
EXPOSITION-VENTE JUSQU'AU
25 NOVEMBRE 89 - 3^e ETAGE
M^{re} SEVRES BABYLONE 45.49.21.22

سكننا من الاصل

هكذا من الاعمال

"BANQUIERS, PARLONS DE NOS CLIENTS"



28, 30 NOV. et 1^{er} DÉC. 89

"Les banques et la trésorerie des particuliers"

Présidents d'ateliers :

- | | |
|---|--|
| 1 E. MALINVAUD,
<i>Professeur au Collège de France - "Aspects Macro-Economiques".</i> | 4 J.-Y. HABERER,
<i>Président du Crédit Lyonnais - "Les Intervenants".</i> |
| 2 D. KESSLER,
<i>Président du Comité Consultatif du Conseil National du Crédit - "Observation et Mesure des Comportements".</i> | 5 R. THOMAS,
<i>Président de la Banque Nationale de Paris - "Les Produits".</i> |
| 3 P. BOURDIEU,
<i>Professeur au Collège de France - "Attitudes Psychologiques et Sociologiques".</i> | 6 A. LEVY-LANG,
<i>Président du Directoire de la Compagnie Bancaire - "Les Règles du Jeu".</i> |
| | 7 M. VIENOT,
<i>Président de la Société Générale - "Questions et Réalités Européennes".</i> |

Avec la participation de :

- | | |
|--|--|
| P. ARTUS
M. AURIOL
Y. BALENSI
J. BARUS MICHEL
C. BAUDELLOT
P. BEAUCHANT
J.-M. COTTERET
F. DESPRAIRES
B. DROT
J.-C. GOARIN
F. HENROT
E. ICOLE
J.-C. JOLAIN
J. DE LAROSIÈRE | J. LENORMAND
A. MARAIS
C. MENESGUEN
A. PARGUEZ
L. PARISOT
G. PENINOU
J.-P. POLLEN
B. PROT
J. RAMBOSSON
R. RAYMOND
O. ROBERT DE MASSY
J. SCHEINKMAN
I. SCHIMMEL
P. SIMON |
|--|--|

Déjeuner débat, invité : Sir LEON BRITTAN - Vice-Président de la Commission de la Communauté Européenne.

Séance Plénière présidée par D. CHATILLON, Président de l'Association Française des Banques, animée par O. de Rincquesen (Europe 1).

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS : (1) 48 00 50 13 / 48 00 50 05
"OUVERT A TOUS"



ASSOCIATION FRANÇAISE
DES BANQUES

CLIENT

SOCIÉTÉ

ÉDUCATION

Grèves de la faim
et occupations de locaux à Paris

Les présidents d'université dénoncent les « pressions » exercées par des étudiants étrangers

C'était toujours l'impasse vendredi matin 17 novembre à l'université Paris-VII où neuf étudiants marocains et tunisiens poursuivaient dans les locaux de la présidence une grève de la faim entamée dix-huit jours plus tôt. Plusieurs dizaines d'autres étudiants étrangers continuaient d'occuper les locaux de Paris-III et de Paris-VIII pour réclamer leur inscription immédiate dans les universités parisiennes.

liste nominative de ceux qui étaient admis.

Mais ce geste était accompagné d'un ultimatum de vingt-quatre heures : « Si toute forme de pression n'a pas cessé, la proposition sera annulée et les quatre-vingt-trois étudiants ne seront pas admis. » A l'expiration du délai, les étudiants ont fait savoir qu'ils maintenaient leur mouvement, tout en essayant de sensibiliser les étudiants des autres universités parisiennes.

Un appel
à Lionel Jospin

Depuis plus d'un mois, la situation est bloquée entre ces étudiants, dont les demandes d'inscription sont parvenues hors délai, et les universités parisiennes, depuis longtemps saturées (le Monde du 14 octobre).

Après examen des quelque 470 dossiers en instance, une commission d'expertise inter-universitaire spécialement créée pour l'occasion avait décidé, début novembre, de retenir quatre-vingt-trois candidatures. Les treize présidents d'université de la région parisienne s'étaient déclarés « prêts, dans un souci d'apaisement, à inscrire par dérogation à la procédure normale les candidats dont les dossiers ont été déclarés acceptables ».

Ultimatum
de vingt-quatre heures

Cependant, ils fixaient comme préalable la cessation du mouvement d'occupation des locaux. Les étudiants étrangers, soutenus par l'Union nationale des étudiants marocains (UNEM), l'Union générale des étudiants tunisiens (UGET) et l'UNEF, ayant décidé de camper sur leurs positions, les présidents d'université avaient souhaité, jeudi, « faire un pas en avant » en rendant publique la

Comme nombre de ces étudiants invoquent des raisons politiques pour justifier leur demande d'inscription tardive, les présidents d'université avaient rappelé, vendredi 10 novembre, que les critères de jugement des dossiers avaient été exclusivement d'ordre pédagogique. « Nous ne sommes pas en mesure de vérifier ces affirmations », disaient-ils. Mais si tel était le cas, il appartenait aux autorités publiques de dévier, s'il y a lieu, des permis de séjour dont la carte d'étudiant ne peut être la substitut.

Cette position a reçu l'appui de la conférence des présidents d'université, qui a adopté, à l'unanimité moins une voix, un texte déclarant « ne pouvoir accepter que des universités soient prises en otage par des candidats à l'inscription qui prétendent être admis hors délais et hors procédure réglementaire ». En conférence « souhailait que Lionel Jospin leur apporte publiquement son soutien et demande que des mesures soient prises avec les autres ministres concernés pour éviter le renouvellement de ces pressions inadmissibles qui se répètent et s'amplifient chaque année ».

« Le Monde de la Révolution française »
n° 11 - novembre 1989

Religion et Révolution : Dieu perd la raison

● L'almanach de 1789. — La nationalisation des biens du clergé va bouleverser les rapports entre la Révolution et la catholicisme. Parallèlement, à partir de novembre 1789, les anciennes provinces disparaissent au profit de nouveaux départements. Les décrets du 4 août avaient laissé un vide juridique qu'il devenait urgent de combler, les 44 000 municipalités risquant de s'organiser en « mini-républiques ». La réforme se fait en respectant les usages et en fonction d'un artificialisme astucieux de façon à satisfaire les intérêts locaux tout en créant un tout national.

C'est Dupont de Nemours qui va chercher à résoudre la question des revenus du clergé : au lieu de supprimer immédiatement la dîme, comme cela avait été prévu le 4 août, il faut la percevoir au profit de l'Etat, qui en reversera la plus grande partie pour les besoins du clergé. Le 2 novembre, à la suite de débats houleux, l'Assemblée décide de mettre les biens ecclésiastiques à la disposition de la nation. Portraits : Camille Desmoulins, le « précurseur de la République », journaliste caustique, brillant, souvent féroce ; Talma, tragédien et citoyen ; Malouet, le modéré anarchique ; Jean-Baptiste Louvet, le romancier des amours du chevalier de Faublas. De très nombreux voyageurs sillonnent la France : des Américains comme Thomas Jefferson, futur président des Etats-Unis ou Gouverneur Morris (d'origine française par

sa mère), ambassadeur en France de 1792 à 1794, l'Anglais Arthur Young, de nombreux Allemands comme J.-H. Campe, W. von Humboldt, F. Schultz, von Halem, ou encore des Italiens comme Filippo Buonarroti.

● Le Journal des droits de l'homme traite de la liberté religieuse. L'union du trône et de l'autel du royaume très chrétien va être minée en 1789. La réforme catholique a été amorcée dès Henri IV, s'enracine au dix-septième siècle, mais à partir de 1760 des mutations se font jour. Simple-ment autorisée, puis pourchassée par la Révolution, la religion va être rejetée dans la sphère du privé. La constitution civile du clergé provoque la guerre civile et jette les bases du schisme qui va opposer longtemps catholiques et République, ainsi que le constate Claude Languis ; la déchristianisation va marquer l'ani 1, raconte Michel Vovelle, tandis que Mons Ozouf analyse le culte de l'Être suprême qui tient plus du spectacle que du sacré. Un entretien entre François Furet et Jean-Marie Lustiger fait le point sur la position de l'Eglise vis-à-vis des droits de l'homme.

● La Gazette du Bicentenaire retrace la célébration de Valmy, les maîtres de la peinture française sont exposés au Musée Ingres de Montauban, le bilan de la commémoration se poursuit.

► En vente chez tous les marchands de journaux — 30 francs.

CIRCULATION

Le plan de lutte contre les embouteillages

Stationnement plus cher dans la capitale et contraventions plus nombreuses

La sévérité annoncée à l'encontre des automobilistes parisiens n'a pas été un vain mot : 180 000 contraventions ont été dressées pendant la semaine du 6 au 13 novembre. On annonce parallèlement que le tarif de stationnement payant augmentera très prochainement.

Les Parisiens commencent à s'apercevoir que le plan annoncé le 10 octobre par le maire de Paris et le préfet de police (le Monde du 10 octobre) pour lutter contre les embouteillages dans la capitale entre dans les faits. Les premières mesures appliquées sont dissuasives. Il est donc encore trop tôt pour en apprécier les effets sur la circulation, mais il est évident que les consignes de répression données par le préfet de police, M. Pierre Verbugge, ont été suivies. Et, lundi 20 novembre, le conseil de Paris adoptera une augmentation des tarifs de stationnement payant en surface, dont le maire de Paris a souligné, jeudi 16 novembre, qu'elle vise à « inciter les automobilistes à revoir le choix de leur mode de transport ».

Sévérité, rigueur, répression : après trois semaines d'information en octobre auprès des automobilistes en stationnement abusif, les services de police se sont fait sourds à toute indulgence (le Monde du 9 novembre). Du 6 au 12 novembre, 80 202 procé-

verbaux ont été dressés pour infraction grave dans les rues parisiennes. Ce nombre représente une augmentation de 40 % par rapport aux semaines précédentes. Chaque jour, près de 450 procès-verbaux ont été établis pour franchissement de feux rouges (2 322 pendant la semaine). Les conducteurs de bus n'ont guère été libérés par les voitures particulières en dépit des rappels à l'ordre : 1959 contraventions ont été rédigées pendant la semaine. Même constat pour ce qui concerne les passages pour piétons où 12 567 infractions ont donné lieu à PV.

Le stationnement payant a connu la même rigueur près de 100 000 PV du 6 au 12 novembre. A ce rythme-là, le nombre total d'infractions commises par les automobilistes à Paris et sanctionnées au cours de l'année connaîtra une augmentation notable : il passera de 6,5 millions en 1988 à plus de 9 millions.

Quatre zones
payantes

Même les usagers de l'automobile en règle verront leur portefeuille s'alléger. Non seulement le nombre de places payantes devrait augmenter à la cadence de 10 000 à 15 000 par an, mais dans l'immédiat les tarifs des 71 100 emplacements existants seront relevés. Un relèvement « substantiel », a reconnu M. Jacques Chirac, car il s'agit, selon lui, à la fois de dissua-

der les automobilistes de prendre leur voiture et de moins pénaliser l'usage des parcs souterrains par rapport à celui des places sur la chaussée. Actuellement, dans les premiers l'heure de stationnement coûte 10 francs environ ; en surface, selon les zones, de 4 à 6 francs.

L'augmentation ne s'appliquera qu'au stationnement « rotatif » (maximum : 2 heures) et non aux résidents. Désormais, 4 zones seront délimitées au lieu de 3 actuellement. Zone à 5 francs l'heure : 42 000 places environ dans les 9^e, 13^e, 14^e, 15^e, 16^e, 17^e, 18^e, 19^e et 20^e. Zone à 6 francs l'heure : 10 000 places dans les 5^e, 6^e, 7^e arrondissements, le nord-est du 16^e et les points nord des 14^e et 15^e. Zone à 8 francs l'heure : 19 000 places dans les 1^{er}, 2^e, 3^e, 4^e et 8^e arrondissements. Zone à 10 francs l'heure, enfin : 2 500 places dans un secteur délimité par les avenues Marceau et Pierre-I^{er}-de-Serbie. La rue Clément-Marot, les avenues Montaigne et Franklin-Roosevelt, la rue du Faubourg-Saint-Honoré et l'avenue de Friedland.

Ces mesures, pour impopulaires qu'elles soient, ne le seront peut-être pas plus que les embouteillages. La paralysie du trafic automobile dans la capitale a atteint le point limite. Il restera demain à constater que sévérité et rigueur ne seront pas trop oubliées lorsqu'il s'agira de résister aux pressions pour le recouvrement des amendes.

CHARLES VIAL

EN BREF

□ Réouverture du Bay Bridge à San-Francisco. — Le Bay Bridge, le célèbre pont qui relie San-Francisco à Oakland, a été réouvert jeudi 16 novembre, juste un mois après le tremblement de terre qui l'avait endommagé. Les réparations ont coûté 2 millions et demi de dollars, mais les ingénieurs ont précisé que le pont « n'était pas conçu de façon adéquate » pour résister aux secousses et risquait d'être endommagé à nouveau en cas de séisme. — (AFP.)

□ L'eau potable de l'île-de-France trop pauvre en fluor. — Le fluor, un oligo-élément essentiel pour la prévention de la carie dentaire est très insuffisant dans la quasi-totalité de l'eau potable distribuée en île-de-France et, à ce propos, jeudi 16 novembre, la Direction générale de l'action sanitaire et sociale (DGASS).

Précisant que l'eau du robinet est trop pauvre en fluor dans plus de 90 % des 1 281 communes de la région parisienne, la DRASS conseille de compléter l'apport nécessaire par l'usage d'un sel de table enrichi en fluor. Les besoins journaliers en fluor sont variables selon l'âge : 0,5 mg pour les enfants de moins de sept ans et 2 mg pour les adultes.

□ ERRATUM. — Deux erreurs ont dénaturé les propos de Mme Michèle Bernard-Requin, substitut au tribunal de Nanterre, dans l'article sur les femmes battues paru dans le Monde daté 12-13 novembre. Au lieu de « Elle regrette également que le ministère public, de son côté, ne donne pas suite. Le mari peut convaincre de son impunité... », il fallait lire : « Elle regrette que dans ces cas le ministère public, de son côté, ne donne pas suite. Le mari peut se convaincre de son impunité. »

JOURNAL D'UN AMATEUR

par PHILIPPE BOUCHER

D ÉJA les questions, c'est-à-dire les soupçons, d'est-à-dire les craintes, ont mangé la joie, pourtant déçue par l'effacement. A peine, en effet, avait-on eu le temps de décrire M. Egon Krantz comme l'héritier trop servile de M. Honecker que le portrait démentait le peintre.

Cet homme, refusé dès qu'il avait paru, et alors non sans raisons, contredisait les oiseaux de mauvais augure et prenait rang auprès de ses autres « surprises de l'Histoire » que sont la roi Juan Carlos, le général Jaruzelski ou M. Gorbatchev, sans qui, aujourd'hui, l'Occident ne se réjouirait pas de son propre triomphe et de la victoire des idées qu'il incarne — bien ou mal, au quotidien — c'est une autre histoire.

Qu'importe ce qui a changé M. Egon Krantz, une nuit pascalienne ou le cynisme machiavélique, puisque, en même temps que lui, c'est le monde qui vire de cap ; paraissant cingler vers des aurores d'Eden tant le contraste est intense avec le monde qui meurt. Encore une fois, et dans des délais qui ne sont d'ordinaire pas les siens, l'Histoire accouche de coups de théâtre peu croyables quand ils ont lieu sur scène.

Juan Carlos, épigone supposé du franquisme, a étouffé ses derniers sursauts ; Jaruzelski, militaire résumé par ses lunettes, a ressuscité les droits de la société civile ; Egon Krantz détrône le parti qui avait fait sa carrière ; Gorbatchev, fils de tous les temps, d'avant et d'après 1917, crée sa propre lignée, qui pourrait se nommer « liberté », la fait valoir, l'expose, impose ses droits à ceux qui l'exigeaient comme à ceux qui la redoutaient et, à tous les petits saints Thomas de la vie internationale, démontre qu'il ne révent pas, que le doute n'est désormais pas plus loyal qu'il n'était permis à l'apôtre.

L'événement n'est cependant pas encore accompli qu'il est dévoré et comme masqué par les conséquences qu'on lui suppose, aussi contradictoires qu'elles puissent être. Quel futur pour l'Europe ? Quel horizon pour l'Allemagne ? Où est le paix ? Où est la guerre ? Y a-t-il lieu d'avoir peur des suites de ce qui avait été tant réclamé ? La liberté suscite autant d'inquiétudes qu'elle en dissipe. Qu'il était confortable le mur de Berlin lorsqu'il retenait encore l'interrogation universelle qu'engendrait son démantèlement. Le déstabilisé équilibre d'hier en paraît presque préférable à l'apaisement soudain des relations internationales. Comme quoi, même ce que l'on souhaite, on n'y est pas forcément préparé lorsque cela survient.

Pourtant, fût-ce de loin, fût-ce sans toujours comprendre ce qui a lieu, sans bien deviner ce qui pourrait se produire, mais faisant le pari d'un mieux-être ; se dire qu'on a vécu l'Histoire, et qu'elle soit belle à voir ;

que, pour ainsi dire sous nos yeux, prospère une révolution d'un type nouveau, qui ne trahirait avec elle ni le sang ni les larmes, ni les prisons ni l'exil, c'est une certaine image de bonheur, la fierté d'un vingtième siècle qui, près de finir, rachète ainsi et d'un coup toutes les fautes qui en faisaient l'un des plus honteux de l'histoire humaine. Le désir surgit alors d'aller sur place, pour écarquiller les yeux devant cette liberté qui défile, aussi étonnante, aussi inopinée pour ses bénéficiaires que pour ses spectateurs, pédagogie à l'intention de ces derniers pour qu'ils n'oublient pas que la liberté est la première de leurs richesses et qu'elle n'est pas le synonyme de l'habitude.

Apesanteur

Aller « à-bas », non pas en journaliste dont la présence serait justifiée par son métier, pas en touriste non plus, qui se ferait un passeport de sa curiosité, mais en citoyen à la rencontre d'une moisson qui lève et dont les fruits sont à son image.

Peut-être, toute modeste et tout ridicule mis à part, pour témoigner que l'Occident c'est autre chose que ce qu'il a exhibé dans les premières heures où il devenait accessible. Autre chose, même si c'était là la demande, qu'une société de convoitise, de bouffe et de beuverie, regorgeant à ce point de richesses qu'elle pouvait ouvrir des fontaines de marks comme les fêtes médiévales installaient des fontaines à vin, distribuant les billets comme les GI's en 1945 lançaient des chocolats et du chewing-gum aux populations européennes affranchies du nazisme. L'Occident ne serait-il qu'un droit égal et universel à l'indigestion ?

Ce n'est pas qu'il y ait lieu d'être gêné d'une profusion qui n'a d'ailleurs pas été acquise sans efforts ni souffrances. Entre l'Allemagne en tout point ruinée de 1945 et le colosse économique de 1989, respecté et courtois par toutes les nations, il y a la distance d'une austerité qui n'avait que peu à voir, en fait de privations, avec ce qu'on désigne maintenant en France sous ce nom.

Ce n'est même pas qu'il faille rougir de ces boîtes à sexe qui auraient, paraît-il, quel-que peu fait rire en bais ceux qui en vérifiaient l'existence. Mais, si l'Occident, sur son seul versant allemand pour l'instant, n'a que cela à offrir à ses visiteurs de l'Est pour marquer sa supériorité, c'est un peu pauvrement.

D'autant que ces visiteurs, s'ils vivent, sur plus d'un terrain, chichement, sont loin d'être dans cet état généralisé de déficit, à commencer par le domaine alimentaire, que subissent les Polonais par exemple.

L'abondance des biens de consommation est sans doute une condition nécessaire pour montrer la supériorité d'un système politique (l'économie n'en étant qu'une composante), mais pas une condition suffisante.

Un système politique s'incarne dans une civilisation dont l'accomplissement est la raison d'être du premier. Ce serait une drôle de civilisation que celle qui ne se caractériserait que par des téléviseurs allumés jour et nuit sur des séries nippo-américaines et par des réfrigérateurs débordant de fruits tout droit venus d'Australie ou du Chili. L'Europe, s'il s'agit d'elle, cette « civilisation contemporaine » qu'assigne à son temps M. Gorbatchev, c'est autre chose. Sinon, ce n'est rien, une culture de l'hypermarché.

Face à cette contagion du miracle, répétant avec plus de succès l'épidémie démocratique de 1848, ce qui devient, en Europe, l'exception roumaine (et, sur un autre registre, le cas albanais) est désormais une plaie dont la guérison ne peut diviser l'Est et l'Ouest mais devrait logiquement les réunir.

Si, jusqu'alors, Bucarest pouvait prétendre, aux yeux de l'Occident plus ou moins attentif, plus ou moins obstiné, n'être ni meilleure ni pire que les pays du même bloc, l'illusion dorénavant ne peut que grever les yeux, y compris à l'Est, aujourd'hui contraint d'obéir à ce qu'il devient.

Surtout si, non content d'opprimer les hommes, le régime fou de M. Ceausescu et de sa clientèle détruit ce qui ne se reproduit jamais (à la différence des hommes) : les bâtiments venus du passé, c'est-à-dire le temps.

Si M. Ceausescu n'est pas sensible à l'air du moment, si nulle pression politique ne peut avoir barre sur lui, si la population de son pays est depuis trop longtemps asservie pour oser — et qui ne l'asservirait ! — défilier dans les rues, s'il est avéré que des sanctions économiques pèseraient avant tout et durablement sur un peuple déjà démuné au-delà de l'imaginable, on se dit que le régime mériterait d'avoir une variante républicaine. Sous réserve que la Roumanie mérite encore le nom de République.

Post-scriptum protocolaire. Dans une société où le surveillant de prison et le policier sont mieux payés qu'un instituteur, il n'est hélas pas étonnant que l'Académie française, et plus généralement l'Institut de France, soit moins considérée que le préfet de police.

Post-scriptum démographique. Vingt-cinq millions, c'est la population de l'Algérie de nos jours, et non pas au moment de l'indépendance (à propos de « l'amateur » de la semaine dernière).

سكزا من الامم

PUBLICATION JUDICIAIRE

EXTRAIT DES MINUTES
DU GREFFE DU TRIBUNAL
DE GRANDE INSTANCE
DE PARIS

CONDAMNATION PENALE

Par jugement contradictoire (sur opposition jugé du 28-11-1988) rendu le 29 mai 1989, la 31^e chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour : PUBLICITE FAUSSE OU DE NATURE A INDUIRE EN ERREUR, pour avoir à Paris, et sur le territoire national, couru décembre 1987, affecté une publicité comportant des allégations, indications ou présentations fausses ou de nature à induire en erreur sur les qualités substantielles de la prestation offerte en indiquant : animation en direct par RTL, présence du Podium animation RTL avec des émissions en direct la nuit du grand débat de Noël 1987 alors qu'aucun contrat n'était conclu avec RTL pour cette animation en direct et la visite de Jean-Luc LARAYE qui n'avait pas été présentée pour cette manifestation ;

à la peine de 15 mois d'emprisonnement avec sursis et à une amende de 20 000 F.

M. BENAHIM Guy, Henri, né le 4 août 1959 à Alger (Algérie), directeur de société, demeurant à Toulouse (31), 67, boulevard Lacroix. La tribunalet, en outre, ordonné aux frais de condamné la publication de ce jugement par extrait dans le journal « Le Monde ».

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur de la République sur sa réquisition. N.Y. AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES
DU GREFFE DU TRIBUNAL
DE GRANDE INSTANCE
DE PARIS

CONDAMNATION PENALE

Par jugement contradictoire rendu le 24 mai 1989, la 31^e chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour : INFRACTION AUX MESURES GENERALES D'HYGIENE ET DE SECURITE dans le bâtiment et les travaux publics, pour avoir à Paris, le 24 décembre 1987, étant responsable par délégation du chef d'entreprise, d'un chantier soumis aux dispositions du livre II, titre III du Code du travail et à celles du décret 65-48 du 08-01-1965, effectué par sa filiale personnelle les dispositions relatives à la sécurité des travailleurs et plus spécialement les mesures particulières de protection et de salubrité applicables aux établissements dont le personnel exécutait des travaux de bâtiment, des travaux publics ou des autres travaux concernant les immeubles, en faisant travailler 2 salariés à plus de 15 mètres du sol sans dispositif de protection collective ou individuelle.

à la peine de 2 amendes de 5 000 F chacune.

M. BONNEROY Raymond, né le 22 mars 1945 à Villars (73), gérant de fait de l'entreprise SERRU-NORD, demeurant à Tilly-Saint-Denis (93), 9, rue Léonie.

La tribunalet, en outre, ordonné aux frais de condamné la publication de ce jugement par extrait dans le journal « Le Monde ».

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur de la République sur sa réquisition. N.Y. AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES
DU GREFFE DU TRIBUNAL
DE GRANDE INSTANCE
DE PARIS

CONDAMNATION PENALE

Par jugement contradictoire (sur opposition jugé du 11-02-1987) rendu le 27 janvier 1988, la 31^e chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour : TROMPERIE SUR LA NATURE, LA QUANTITE OU L'ORIGINE D'UNE MARCHANDISE, qu'il ressort que le 15 janvier 1986, les dits courants effectués par les services vétérinaires dans l'épicerie qu'exploitait la prévenue, 63, boulevard Kellerman à Paris (13^e), a été constatée la mise en vente dans un meuble présentoir réfrigéré de 32 produits alimentaires dont les dates limites de consommation se trouvaient dépassées de plusieurs jours, voir pour certains, de plusieurs semaines.

à la peine de 6 mois d'emprisonnement avec sursis et 10 000 F d'amende.

M. HANNOU Mohamed, né en 1941 à Alk Tahat (Maroc), épicière, demeurant à Aubergenville (78), 2, boulevard du Commerce Elmetteville.

La tribunalet, en outre, ordonné aux frais de condamné la publication de ce jugement par extrait dans le journal « Le Monde ».

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur de la République sur sa réquisition. N.Y. AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES
DU GREFFE DU TRIBUNAL
DE GRANDE INSTANCE
DE PARIS

CONDAMNATION PENALE

Par jugement contradictoire en date du 16 mai 1989, la 31^e chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour : TROMPERIE-PUBLICITE FAUSSE OU DE NATURE A INDUIRE EN ERREUR,

pour avoir à Paris, le 29 juillet 1986 et en juin 1987, trompé le consommateur sur la nature, les qualités substantielles du produit vendu, en vendant ou mettant en vente une partie de ces pierres d'imitation sous la dénomination « perle de culture et saphir bleu » ;

à la peine de 15 mois d'emprisonnement avec sursis et à une amende de 20 000 F.

M. ADRAI épouse TOUBOUL, née le 18 décembre 1949 à Alger (Algérie), président directeur de la SA SODORI, demeurant à Paris (19^e), 2 bis, boulevard Barès.

EXTRAIT DES MINUTES
DU GREFFE DU TRIBUNAL
DE GRANDE INSTANCE
DE PARIS

CONDAMNATION PENALE

Par jugement contradictoire en date du 17 mai 1989, la 31^e chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour : PRET LUCRATIF DE MAIN-D'OEUVRE EN VIOLATION DES REGLES SUR LE TRAVAIL TEMPORAIRE, MARCHANDAGE DE MAIN-D'OEUVRE, EXERCICE ILLEGAL D'UNE ACTIVITE DE TRAVAIL TEMPORAIRE.

à la peine de 15 mois d'emprisonnement avec sursis et à une amende de 20 000 F.

M. BENAHIM Guy, Henri, né le 4 août 1959 à Alger (Algérie), directeur de société, demeurant à Toulouse (31), 67, boulevard Lacroix. La tribunalet, en outre, ordonné aux frais de condamné la publication de ce jugement par extrait dans le journal « Le Monde ».

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur de la République sur sa réquisition. N.Y. AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES
DU GREFFE DU TRIBUNAL
DE GRANDE INSTANCE
DE PARIS

CONDAMNATION PENALE

Par jugement contradictoire rendu le 24 mai 1989, la 31^e chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour : INFRACTION AUX MESURES GENERALES D'HYGIENE ET DE SECURITE dans le bâtiment et les travaux publics, pour avoir à Paris, le 24 décembre 1987, étant responsable par délégation du chef d'entreprise, d'un chantier soumis aux dispositions du livre II, titre III du Code du travail et à celles du décret 65-48 du 08-01-1965, effectué par sa filiale personnelle les dispositions relatives à la sécurité des travailleurs et plus spécialement les mesures particulières de protection et de salubrité applicables aux établissements dont le personnel exécutait des travaux de bâtiment, des travaux publics ou des autres travaux concernant les immeubles, en faisant travailler 2 salariés à plus de 15 mètres du sol sans dispositif de protection collective ou individuelle.

à la peine de 2 amendes de 5 000 F chacune.

M. BONNEROY Raymond, né le 22 mars 1945 à Villars (73), gérant de fait de l'entreprise SERRU-NORD, demeurant à Tilly-Saint-Denis (93), 9, rue Léonie.

La tribunalet, en outre, ordonné aux frais de condamné la publication de ce jugement par extrait dans le journal « Le Monde ».

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur de la République sur sa réquisition. N.Y. AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES
DU GREFFE DU TRIBUNAL
DE GRANDE INSTANCE
DE PARIS

CONDAMNATION PENALE

Par jugement contradictoire (sur opposition jugé du 11-02-1987) rendu le 27 janvier 1988, la 31^e chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour : TROMPERIE SUR LA NATURE, LA QUANTITE OU L'ORIGINE D'UNE MARCHANDISE, qu'il ressort que le 15 janvier 1986, les dits courants effectués par les services vétérinaires dans l'épicerie qu'exploitait la prévenue, 63, boulevard Kellerman à Paris (13^e), a été constatée la mise en vente dans un meuble présentoir réfrigéré de 32 produits alimentaires dont les dates limites de consommation se trouvaient dépassées de plusieurs jours, voir pour certains, de plusieurs semaines.

à la peine de 6 mois d'emprisonnement avec sursis et 10 000 F d'amende.

M. HANNOU Mohamed, né en 1941 à Alk Tahat (Maroc), épicière, demeurant à Aubergenville (78), 2, boulevard du Commerce Elmetteville.

La tribunalet, en outre, ordonné aux frais de condamné la publication de ce jugement par extrait dans le journal « Le Monde ».

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur de la République sur sa réquisition. N.Y. AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES
DU GREFFE DU TRIBUNAL
DE GRANDE INSTANCE
DE PARIS

CONDAMNATION PENALE

Par jugement contradictoire en date du 16 mai 1989, la 31^e chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour : TROMPERIE-PUBLICITE FAUSSE OU DE NATURE A INDUIRE EN ERREUR,

pour avoir à Paris, le 29 juillet 1986 et en juin 1987, trompé le consommateur sur la nature, les qualités substantielles du produit vendu, en vendant ou mettant en vente une partie de ces pierres d'imitation sous la dénomination « perle de culture et saphir bleu » ;

à la peine de 15 mois d'emprisonnement avec sursis et à une amende de 20 000 F.

M. ADRAI épouse TOUBOUL, née le 18 décembre 1949 à Alger (Algérie), président directeur de la SA SODORI, demeurant à Paris (19^e), 2 bis, boulevard Barès.

La tribunalet, en outre, ordonné aux frais de condamné la publication de ce jugement par extrait dans le journal « Le Monde ».

« Où seront les pouvoirs dans dix ans ? » Les participants, fort nombreux, du deuxième séminaire Sciences-Po - le Monde réuni le 16 novembre à Paris, ont quasi unanimement répondu : de moins en moins dans la sphère de l'Etat. La construction de l'Europe a organisé un pouvoir supranational qui tente d'imposer son autorité, et la décentralisation a multiplié les lieux de pouvoir local. Si chacun entend rester vigilant face au premier phénomène, tout le monde appelle le développement du second. Quant au « vrai » pouvoir, il appartient, ont dit nombre d'orateurs, aux entreprises.

Les pouvoirs ? M. Jacques Attali, conseiller spécial auprès du président de la République, en dénombre trois (le religieux, le militaire, l'économique), mais il leur préfère une autre formulation : la norme (à définir et à appliquer), les objets (à concevoir, produire, vendre et transporter), les modèles (à définir) et les rêves, qui subvertissent et transforment.

Aujourd'hui, ce rôle de définition de la norme concède à l'Etat, se dissout. La définition démocratique de la norme s'efface devant l'urgence du « rationnel, porteur d'universalité ». Les objets : les accompagnent les crises qui bouleversent l'organisation des nations ou l'agencement des ordres politiques, financiers, culturels. Au début du siècle, ce fut l'automobile. Plus récemment, les biens d'équipement ménagers.

Aujourd'hui, la constitution de deux espaces économiques nouveaux crée - l'un autour du Pacifique, l'autre formé par l'Europe continentale large - un climat d'incertitude. C'est l'objet portatif, l'objet « nomade », minuscule, qui fait son apparition. Quant au « modèle » caractérisé par la « réussite », la « renommée », lié à l'instantané du spectacle, à l'éphémère, il est porteur de frustration.

Enfin, dernier pouvoir : celui de faire rêver et de subvertir. « Le seul pouvoir vrai, commente M. Attali, c'est celui d'une foule dans les rues, d'une foule qui, face aux fusils, sait qu'ils ne tireront pas. Il n'y a rien de plus dissuasif ». Alors, conclut M. Attali, « la liberté, c'est le principe

de pouvoir que nous pouvons avoir sur nous-mêmes et sur les autres ».

Quant à la télévision et à la presse écrite, lieux où s'exprime - au majeur partie - le pouvoir culturel, resteront-ils intacts ou seront-ils nivelés par la base, tenaillés entre une logique « de qualité » et une logique « de marché » ? Pour M. Jacques Rigan, président de RTL - qui constate depuis une dizaine d'années une remise en cause du pouvoir culturel d'Etat, qui a été suivi d'un éclatement du monopole audiovisuel et d'une prise de distance entre le pouvoir et l'audiovisuel - deux phénomènes contradictoires virent le jour. Entre la logique du marché et la logique culturelle du service public, il existe une troisième voie : celle du mécénat. « La prochaine décennie, a-t-il commenté, devra être celle de la stabilisation de la règle du jeu ».

Il revenait à M. Bernard Waut, administrateur général du Monde, d'analyser l'avenir de la presse écrite, qui se situe, dit-il, dans sa capacité à « apprendre à vivre dans un univers

où le marché économique est dominé par les puissances économiques multinationales ». La presse est un contre-pouvoir essentiel, a-t-il expliqué, elle est « la cristallisation des opinions latentes ; plus la presse est violente et moins la rue l'est ».

Quant à M. Axel Ganz, PDG de Prima-France, il a résumé sa pensée en une formule : le pouvoir économique commande le pouvoir culturel.

Avec quelques nuances, l'unanimité s'est faite pour décerner la palme du pouvoir à l'entreprise et au chef d'entreprise. Pour M. Michel Pébereau, PDG du Crédit commercial de France, « le pouvoir économique se situe au niveau des entreprises plus qu'à celui des chefs d'entreprise, parce que ce sont elles qui créent les richesses. Quant au pouvoir économique de régulation, il se situe au niveau de vastes ensembles : Etats-Unis, Canada, Mexique ; Europe des Douze accompagnée par les pays de l'Est ; ensemble asiatique constitué autour du Japon ». « La vraie concurrence, selon M. Jean-René Tourtour, PDG de Rhône-

Poulenc, c'est celle de la science et de la technologie. En chimie aujourd'hui, selon lui, « l'Europe mène le monde ». Encore faut-il, a-t-il dit, conserver la stabilité de notre système.

L'Etat « patifié », l'Etat « redéfini »

Quant aux pouvoirs politiques, quels en seront les détenteurs ? De moins en moins l'Etat, dont les rôles et fonctions sont comme aspirés par la double spirale de la constitution de l'Europe et de la décentralisation. Si M. Dominique Baudis, maire de Toulouse, se « réjouit » de ce « démantèlement », le phénomène n'est pas sans inquiéter. « Nous sommes passés, a-t-il indiqué, d'un pouvoir beaucoup trop concentré à un pouvoir trop dispersé. Aujourd'hui chaque citoyen se trouve confronté à au moins cinq niveaux d'administration : la commune, le département, la région, l'Etat, et la CEE, et d'un système immuable à un système atteint d'une instabilité chronique, les règles du jeu étant sans cesse remises en cause ».

M. Charles Millon, président du conseil régional Rhône-Alpes, a estimé qu'il « s'agit moins d'une diminution que d'une purification des pouvoirs parisiens et de ceux du gouvernement ». En se félicitant de ce que le pouvoir national renonce à un certain nombre de ses compétences, il voudrait que l'Etat s'en débarrasse encore de quelques-uns : qu'il confie à la région le tourisme, le logement, l'université, la culture... et une fiscalité adaptée à ces nouveaux pouvoirs.

Ces positions sont celles de M. Michel Delebarre, ministre de l'équipement, du logement, des transports et député de Nord, qui, d'entrée de jeu, avait estimé que l'augmentation du pouvoir local et régional n'est qu'à mi-parcours. « Je suis favorable à une approfondissement de la décentralisation parce que suis attaché à ce que le rôle de l'Etat ne soit pas diminué, mais redéfini ».

Après ces échanges avec la salle, les auteurs ont permis aux participants d'interposer quelques questions et chefs d'entreprise, MM. André Fournier, directeur du Monde, et René Rémont, président de la Fondation nationale des sciences politiques, ont conclu les travaux de ce deuxième séminaire.

CHRISTIANE GROSSE

SOCIÉTÉ

Le colloque Sciences-Po « le Monde » : « Où seront les pouvoirs dans dix ans »

L'entreprise plébiscitée

« Où seront les pouvoirs dans dix ans ? » Les participants, fort nombreux, du deuxième séminaire Sciences-Po - le Monde réuni le 16 novembre à Paris, ont quasi unanimement répondu : de moins en moins dans la sphère de l'Etat. La construction de l'Europe a organisé un pouvoir supranational qui tente d'imposer son autorité, et la décentralisation a multiplié les lieux de pouvoir local. Si chacun entend rester vigilant face au premier phénomène, tout le monde appelle le développement du second. Quant au « vrai » pouvoir, il appartient, ont dit nombre d'orateurs, aux entreprises.

Les pouvoirs ? M. Jacques Attali, conseiller spécial auprès du président de la République, en dénombre trois (le religieux, le militaire, l'économique), mais il leur préfère une autre formulation : la norme (à définir et à appliquer), les objets (à concevoir, produire, vendre et transporter), les modèles (à définir) et les rêves, qui subvertissent et transforment.

Aujourd'hui, ce rôle de définition de la norme concède à l'Etat, se dissout. La définition démocratique de la norme s'efface devant l'urgence du « rationnel, porteur d'universalité ». Les objets : les accompagnent les crises qui bouleversent l'organisation des nations ou l'agencement des ordres politiques, financiers, culturels. Au début du siècle, ce fut l'automobile. Plus récemment, les biens d'équipement ménagers.

Aujourd'hui, la constitution de deux espaces économiques nouveaux crée - l'un autour du Pacifique, l'autre formé par l'Europe continentale large - un climat d'incertitude. C'est l'objet portatif, l'objet « nomade », minuscule, qui fait son apparition. Quant au « modèle » caractérisé par la « réussite », la « renommée », lié à l'instantané du spectacle, à l'éphémère, il est porteur de frustration.

Enfin, dernier pouvoir : celui de faire rêver et de subvertir. « Le seul pouvoir vrai, commente M. Attali, c'est celui d'une foule dans les rues, d'une foule qui, face aux fusils, sait qu'ils ne tireront pas. Il n'y a rien de plus dissuasif ». Alors, conclut M. Attali, « la liberté, c'est le principe

de pouvoir que nous pouvons avoir sur nous-mêmes et sur les autres ».

Quant à la télévision et à la presse écrite, lieux où s'exprime - au majeur partie - le pouvoir culturel, resteront-ils intacts ou seront-ils nivelés par la base, tenaillés entre une logique « de qualité » et une logique « de marché » ? Pour M. Jacques Rigan, président de RTL - qui constate depuis une dizaine d'années une remise en cause du pouvoir culturel d'Etat, qui a été suivi d'un éclatement du monopole audiovisuel et d'une prise de distance entre le pouvoir et l'audiovisuel - deux phénomènes contradictoires virent le jour. Entre la logique du marché et la logique culturelle du service public, il existe une troisième voie : celle du mécénat. « La prochaine décennie, a-t-il commenté, devra être celle de la stabilisation de la règle du jeu ».

Il revenait à M. Bernard Waut, administrateur général du Monde, d'analyser l'avenir de la presse écrite, qui se situe, dit-il, dans sa capacité à « apprendre à vivre dans un univers

où le marché économique est dominé par les puissances économiques multinationales ». La presse est un contre-pouvoir essentiel, a-t-il expliqué, elle est « la cristallisation des opinions latentes ; plus la presse est violente et moins la rue l'est ».

Quant à M. Axel Ganz, PDG de Prima-France, il a résumé sa pensée en une formule : le pouvoir économique commande le pouvoir culturel.

Avec quelques nuances, l'unanimité s'est faite pour décerner la palme du pouvoir à l'entreprise et au chef d'entreprise. Pour M. Michel Pébereau, PDG du Crédit commercial de France, « le pouvoir économique se situe au niveau des entreprises plus qu'à celui des chefs d'entreprise, parce que ce sont elles qui créent les richesses. Quant au pouvoir économique de régulation, il se situe au niveau de vastes ensembles : Etats-Unis, Canada, Mexique ; Europe des Douze accompagnée par les pays de l'Est ; ensemble asiatique constitué autour du Japon ». « La vraie concurrence, selon M. Jean-René Tourtour, PDG de Rhône-

Poulenc, c'est celle de la science et de la technologie. En chimie aujourd'hui, selon lui, « l'Europe mène le monde ». Encore faut-il, a-t-il dit, conserver la stabilité de notre système.

L'Etat « patifié », l'Etat « redéfini »

Quant aux pouvoirs politiques, quels en seront les détenteurs ? De moins en moins l'Etat, dont les rôles et fonctions sont comme aspirés par la double spirale de la constitution de l'Europe et de la décentralisation. Si M. Dominique Baudis, maire de Toulouse, se « réjouit » de ce « démantèlement », le phénomène n'est pas sans inquiéter. « Nous sommes passés, a-t-il indiqué, d'un pouvoir beaucoup trop concentré à un pouvoir trop dispersé. Aujourd'hui chaque citoyen se trouve confronté à au moins cinq niveaux d'administration : la commune, le département, la région, l'Etat, et la CEE, et d'un système immuable à un système atteint d'une instabilité chronique, les règles du jeu étant sans cesse remises en cause ».

M. Charles Millon, président du conseil régional Rhône-Alpes, a estimé qu'il « s'agit moins d'une diminution que d'une purification des pouvoirs parisiens et de ceux du gouvernement ». En se félicitant de ce que le pouvoir national renonce à un certain nombre de ses compétences, il voudrait que l'Etat s'en débarrasse encore de quelques-uns : qu'il confie à la région le tourisme, le logement, l'université, la culture... et une fiscalité adaptée à ces nouveaux pouvoirs.

Ces positions sont celles de M. Michel Delebarre, ministre de l'équipement, du logement, des transports et député de Nord, qui, d'entrée de jeu, avait estimé que l'augmentation du pouvoir local et régional n'est qu'à mi-parcours. « Je suis favorable à une approfondissement de la décentralisation parce que suis attaché à ce que le rôle de l'Etat ne soit pas diminué, mais redéfini ».

Après ces échanges avec la salle, les auteurs ont permis aux participants d'interposer quelques questions et chefs d'entreprise, MM. André Fournier, directeur du Monde, et René Rémont, président de la Fondation nationale des sciences politiques, ont conclu les travaux de ce deuxième séminaire.

CHRISTIANE GROSSE

« Espace français », espace européen »

Avec celle de M. Attali, l'intervention de l'historien Pierre Michel a ouvert les débats du colloque. L'auteur de la Troisième République a notamment déclaré : « En multipliant les transversales, le nouveau tracé autoroutier français a maré le territoire, l'interdiction de franchir l'espace national sur l'axe principal Bâle-Hambourg. Quatre liaisons sont prévues : Nantes-Lyon-Allemaigne ; Nantes-Orléans-Troyes-Allemaigne ; Bordeaux-Clermont-Ferrand-Lyon-Allemaigne ; Amiens-Rainville-Allemaigne. La nouvelle logique de l'aménagement est résolument carolingienne. Elle n'est pas que cela, car les appels d'air versus du Sud et de l'Ouest s'offrent pour rétablir l'équilibre, notamment l'essor du sud-ouest. »

Le nouveau tracé autoroutier, en longeant les côtes de

la France de l'ouest, en évitant Paris pour gagner directement Calais et le nouveau tunnel sous la Manche, risque de construire un nouvel espace économique (...). Dans cette perspective, le tunnel sous la Manche est assurément la clé du développement. Il est peu compréhensible que son coût soulevé des critiques au regard des perspectives qu'il ouvre pour l'espace économique français. (...) Le surgissement sur l'espace économique européen de nouvelles couches de consommateurs et de producteurs ne peut, dans l'hypothèse optimiste que renforce la cohésion du continent et ses chances de développement. Dans cette optique, les axes transversaux reliant la France à l'est de l'Europe prennent de nouveaux tourments leur importance.

CARNET

Naissances

— Olivier VUARNESON et Anne GILLOIRE sont heureux d'annoncer la naissance de

Leop, le 30 octobre 1989, à Paris.

23, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris.

Décès

— M. Honoré BERNOS, son épouse, Pierre (†) et Marie-Jacqueline Vidal-Bernos, Jean-Charles et Claudine Milon-Bernos, ses enfants, Jean-Laurent et Isabelle Vidal, Philippe et Emmanuelle Vidal, Charles, Julie et Alexandre Milon, ses petits-enfants, Lyne-Marine, Bénédicte et Capucine, ses arrière-petits-enfants, Lucie Berthelot-Laurens, sa sœur, Sa famille, ont l'honneur de faire part du décès de

M^{me} Honoré BERNOS, née Marie-Louise Berthelot, chevalier des Palmes académiques, survenu le 16 novembre 1989.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 18 novembre, à 10 heures, en l'église Sainte-Jeanne-d'Arc de Versailles, sa paroisse. L'inhumation aura lieu au cimetière Notre-Dame de Versailles, dans le caveau de famille.

14 bis, rue du Parc-de-Gagny, 78000 Versailles.

2, place de la Madeleine, 75008 Paris.

17, rue du Général-Niox, 75016 Paris.

— André Bourgeois fait part du décès de

Denise BOURGNEAU, survenue à Saint-Cloud, le 4 novembre

Cet avis tient lieu de faire-part.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. Jean COLLIGNON, ingénieur des Arts et Manufactures, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945,

survenu à Paris le 11 novembre 1989.

De la part de : M. et M^{me} Jean-Guy Collignon, Jean-Guillaume, Marie-Isabelle et Anne-Margaux. Des familles Gauthier, Mampou, Vigie, Baillet et Le Boulleux.

La cérémonie religieuse a été célébrée dans l'intimité familiale le mercredi 15 novembre 1989, en l'église paroissiale de Firo (Manche).

On rappelle à votre souvenir M^{me} Jean COLLIGNON, née Marguerite Wares,

son épouse, décédée le 17 novembre 1978.

M^{me} Yvonne COLLIGNON, sa sœur, décédée le 26 janvier 1989.

Une messe sera dite le jeudi 14 décembre 1989, à 17 h 30, en l'église Saint-François-Xavier (chapelle de la Sainte-Vierge).

1, rue Roussier, 75007 Paris.

— M. et M^{me} Jacques Le Grand des Cloizeaux et leurs enfants, M. et M^{me} Henri Boulle de Maréuil et leurs enfants et leur petite-fille, M. et M^{me} Henri des Cloizeaux et leurs enfants, M. et M^{me} René des Cloizeaux et leurs enfants, M. et M^{me} Pierre-Marie Ribonier et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de leur père, grand-père et arrière-grand-père

M. Roger LE GRAND DES CLOIZEAUX, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918 et 1939-1945,

survenu dans sa quatre-vingt-quatrième année.

Les obsèques auront lieu le samedi 18 novembre 1989, à 11 heures, en l'église Saint-Etienne de Beauvais.

— On nous prie d'annoncer le décès de M^{me} Armand DE VILLEPIN, née Christiane de Lapierre de Saint-Sauveur,

survenue le 3 novembre 1989, à Metz, à l'âge de soixante et onze ans.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu le mardi 7 novembre aux Hôpitaux (Haut-Savoie).

— M. Antoine Le Conte, non époux,

M^{me} François de Beaumes, M^{me} Jean-Pierre Paquet, M^{me} René Piffard, La marquise d'Evry, M^{me} Delage de Linge, M. et M^{me} Maurice Le Conte, M. et M^{me} Robert Le Conte et leurs enfants, petits-enfants, arrière-petits-enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M^{me} Antoine LE CONTE, née Nicole Vitry, croix de guerre 1939-1945,

le 12 novembre 1989, dans sa soixante et onzième année.

Nicole ayant fait don de son corps à la faculté de médecine, il n'y aura pas d'obsèques.

Une messe sera célébrée à sa mémoire, le jeudi 23 novembre, à midi, en l'église Saint-Honoré-d'Eylau, 66, avenue Raymond-Poincaré, Paris-16^e.

— Nous apprenons la mort de André PRABONNAUD,

survenu à Dax, le 7 novembre 1989.

[Avec André Prabonnaud disparaît l'un des typographes de l'atelier de composition du Monde qui fut, en décembre 1944, premier lors de la victoire du journal. Né en février 1908, il avait, comme bien de ses collègues de l'époque, fait ses premières armes dans la presse d'après-guerre et notamment au Temps.]

Que son vœu d'union trouve ici l'expression de notre tristesse.

Anniversaires

— Il y a vingt ans, Elisabeth RACHINE.

— On nous prie d'annoncer le décès, survenu le 6 novembre 1989, de

M^{me} Lucie ROBERT, née Wagues,

à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Les obsèques ont eu lieu le 9 novembre, à Vincennes, dans la plus stricte intimité.

89, rue de la Jarry, 94300 Vincennes.

AGENDA

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-matin. Signification des symboles : ▶ Signifié dans « Le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; △ Ou peut voir en Ne pas manquer ; ■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 17 novembre

TF 1 20.35 Variétés : Avis de recherche. Invité : Guy Marchand. 22.30 ▶ Magazine : 52 sur la Une. 23.30 Variétés : Et puis quoi encore ! 0.30 Journal et Météo.	22.30 Journal et Météo. 22.55 Documentaire : Histoire de la Révolution française. 4. La Terreur. 23.45 Musiques, musique.	23.45 Sexy clip. 0.15 Variétés : You can dance. Rediffusions. 1.00
A 2 20.35 Série : Panique aux Caraïbes. 21.30 Apogée : Les livres du mois : Michel Antoine (Louis XVI, Jean Bérthod (Bernard Grasset, vie et passions d'un éditeur), Jean-Michel Royer (François Mitterrand du à l'Académie française), Jean Echenoz (Lac), Jean Dutoit, Eric Orsenna, Frank Ténot. 22.53 Quand je serai grand. Invité : Inès de La Fressange. 22.55 Journal et Météo. 23.12 Solitaires secondes. Tadeus Kantor, soliste. 23.15 Cinéma : Meurtre dans un jardin anglais ■■■ Film britannique de Peter Greenaway (1982) (v.o.).	CANAL PLUS 20.30 Téléfilm : Enlèvement à New-York. 22.00 ▶ Documentaire : Le cadeau du siècle. 22.55 Flash d'informations. 23.00 Cinéma : Y a-t-il enfin un pilote dans l'avion ? □ Film américain de Ken Finkleman (1982). 0.28 Cinéma : La Maison de Jade □ Film français de Nadine Trintignant (1988).	LA SEPT 20.30 Opéra : Le Pavillon aux pivoines. De Tong Xianzu. 21.30 Documentaire : Jean Weidit le danseur rouge. 22.30 Documentaire : Angéno nouvelles de Madagascar. 23.40 Cinéma : Le beau mariage ■■■ Film français d'Eric Rohmer (1982).
FR 3 20.35 Magazine : Thalassa. Les naufrages de l'Antarctique. Expédition Shackleton 1914. 21.30 Série : La retour d'Arsène Lupin.	LA 5 20.40 Téléfilm : Le droit au meurtre. Magazine : Reporters. 22.30 Série : Génération pub. 0.00 Journal de minuit. 0.05 Génération pub (suite). 0.25 Téléfilm : La manipulation.	FRANCE-CULTURE 20.30 Concert (en direct de la salle Pleyel) : Le chant du rossignol, de Stravinski ; La ville d'un haut, de Messiaen ; Le visage d'un homme, de Boulez ; Le chœur et l'orchestre symphonique de la BBC, dir. Pierre Boulez, sol : Philippe Bryn-Jensen, soprano, Elizabeth Laurence, mezzo-soprano, Yvonne Loriot, piano. 23.07 La livre des mélanges. 0.30 Poissons d'or.

Samedi 18 novembre

TF 1 14.20 La Une est à vous. Les téléspectateurs choisissent un téléfilm. 15.45 Tiercé à Vincennes. 15.55 La Une est à vous (suite). 17.35 Trente millions d'amis. Sommaire : Le châtiment de Jacques Lanzmann ; Junior, contre-enquête à Saint-Tropez. 18.05 Les professionnels. 18.55 Série : Marc et Sophie. 19.25 Jeu : La roue de la fortune. 20.00 Journal et Météo. 20.40 Variétés : Surprise sur prise. Avec Jean-Edem Hellier, Dany Cœl, Farié Chopel, Yvonne Horner, Stéphane Cherdron. 22.00 Magazine : Ushuaïa. La Turquie en parapente, à cheval et en montgolfière ; Le jardin des rêves ; Tour du monde en tracteur ; Radeau des cimes ; Le kayak arctique ; Bridge Bey. 23.00 Magazine : Formule sport. Escalade : Coupe du monde à Lyon ; Football : Championnat du monde à Hawaï ; Football : Résumé de France-Chypre. 23.55 Journal et Météo.	17.00 Flash d'informations. 17.05 Sandynamite. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. 19.51 Dessin animé : Kimbo. 20.00 Jeux : La classe. 20.35 Sandynamite. 21.55 Journal et Météo. 22.20 Magazine : Le divan. Invité : Emmanuel Béart. 22.40 Cinéma : Musiques. La tombe du jour, Schumann. 23.40 ▶ Magazine : Sports 3. Chary Motz.	18.05 Variétés : Multitop. 19.25 Magazine : Turbo. 19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série : Madame est servie. 20.30 Téléfilm : Un enfant dans la ville. 22.05 Téléfilm : SOS côté Ouest. 23.20 Six minutes d'informations. 23.25 Magazine : Club 6. 0.25 Faillite : Splendeurs et misères des courtesanes. 2.10 Rediffusions.
A 2 14.20 Série : Un duo explosif. Magazine : Sports passion. Basket-ball : Championnat de France (Mantes-Chaumont) ; La magazine du tennis. 17.25 Aventure-voyages. La cité perdue des Mayas ; Crocodile balles. 18.20 Magazine : Les chevaux du week-end. 18.30 Série : La loi est la loi. 18.30 Jeu : Dessinez, c'est gagné ! 20.00 Journal et Météo. 20.35 Variétés : Champs-Élysées. Spécial Pierre Perret. Avec Emmanuel Béart, Jimmy Saut, Les Nigamas vertes. Licence IV, Romain Didier, Daniel Lancia, Pascal Taffari, Nat Buffo, un extrait de Legar, spectacle au Théâtre du Grand Égmont. 22.35 Série : Clémence Aletti. 23.30 Journal et Météo. 23.45 Lunettes noires pour nuit blanche. Solitaires secondes. Robert Combes, artiste-peintre.	CANAL PLUS 14.00 Téléfilm : L'apocalypse est pour tout de suite. Documentaire : Mister Swing. Michel Jonasz et ses musiciens. 16.50 Spectacle : Le monde du cirque, Barnum 7. 17.30 La boutique de Jérôme Bonaldi. 18.00 Cabou cadin. 18.03 Dessins animés : Décade pas Bunny. En clair jusqu'à 20.30 19.30 Flash d'informations. 19.35 Top 50. 20.25 Sport : Football. Couleuses. 20.30 Sport : Football. Match éliminatoire de la Coupe du monde : France-Chypre, en direct de Toulon. 22.35 Flash d'informations. 22.40 Magazine : Exploits. 23.00 Cinéma : Prince des ténèbres. ■ Film américain de John Carpenter (1987). 0.35 Cinéma : Silverado. ■ Film américain de Lawrence Kasdan (1985) (v.o.).	LA SEPT 16.00 Méthode Victor : Allemand et espagnol. 16.30 Documentaire : François Tosquelles une politique de la folie. 17.30 Faillite : Sainte Thérèse d'Avila. (5 ^e épisode). 18.30 Série : It's our world (6). 19.00 Magazine : Mégamix. 19.30 Opéra : Le voyage à Reims. Opéra en un acte de Rossini. 22.30 Documentaire : Histoire parallèle. Jazz soundies collection. 23.25 Documentaire : Travail à domicile. 23.35 Documentaire : Les camps du silence.
FR 3 14.00 Magazine : Sports loisirs. Moteur aviation : Contact. La magazine des sports mécaniques : Tir à l'arc. Grand Prix de France compound à Sassenay ; Gymnastique féminine : Deuxième trophée Marseille à Marseille ; Golf : Coupe du monde 1989, en direct de Marbella (Espagne).	LA 5 14.30 Série : Superminds. 15.30 Série : Automaten. 16.30 Dessins animés. 18.30 Variétés : Parfums. 18.55 Journal images. 19.00 Série : Happy days. 19.30 Série : Arnold et Willy. 20.00 Journal. 20.30 Divertissement : Drôles d'histoires. 20.40 Série : Supercopier. 22.20 Série : Le voyageur. 22.55 Magazine : Samedi foot. 23.00 Téléfilm : Sacré soirée à Hollywood. 0.00 Journal de minuit. 0.05 Sacré soirée à Hollywood (suite).	FRANCE-CULTURE 20.30 Photo-portrait. Alexandre Bonnier, écrivain et peintre. 20.45 Dramatiques. Abschied ; Le prix du soleil. 22.35 Musique : Opus. Amin Jordan, l'anti-star des chefs d'orchestre. Extraits : La clemence de Titus, La Rite enchançée, de Mozart ; La Création, de Haydn ; La bouquille perichonne, de R. Strauss ; Les pousmes, de Mendelssohn ; Le tombeau de Couperin, de Ravel ; Symphonie n° 4, de Schubert ; Rhapsodie pour saxophone alto, de Debussy. 0.05 Clair de nuit.

Dimanche 19 novembre

TF 1 7.45 Jardinez avec Nicolas. 8.00 Club Dorothée dimanche. 10.10 Hic NRJ-TF1. 10.55 Magazine : Les animaux du monde. Safari sans guide. 11.30 Magazine : Auto-moto. 11.55 Jeu : Tournez... manège. 12.30 Jeu : Le juste prix. 12.55 Météo et Journal. 13.20 Série : Un fil dans la Mafia. 14.15 Série : Rick Hunter inspecteur choc. 15.05 Variétés : Mondo Dingo. 15.35 Tiercé à Autoul. 15.45 Série : Vivement lundi. 16.15 Dessins animés : Disney parade. 17.30 Variétés : Y a-t-il encore un coco dans le show ? 18.00 Magazine : 7 sur 7. 19.00 Magazine : 7 sur 7. 19.50 Loto sport. 20.00 Journal et Météo. 20.35 Cinéma : La petite allumée. ■ Film français de Danièle Dubroux (1987). 22.15 Magazine : Ciné-dimanche. 22.30 Cinéma : Le mouton noir. ■ Film français de Jean-Pierre L'Évêque (1978). 0.10 Journal et Météo. 0.30 Danse. Les aventures d'Ivan Vaffin, de Jean-Claude Gallot ; Trésonnais, de Marc Tompkins ; Magnificat, de Ruth Mayer.	17.00 Flash d'informations. 17.03 Magazine : Montagne. Hunza : un don des glaciers. 17.30 Amuse 3. 18.00 ▶ Série : L'étrange Monsieur Duvalier. 19.55 Flash d'informations. 20.02 Série : Benny Hill. 20.35 Documentaire : Optique. Africa blues. 2. L'Afrique en noir ou blanche, ou Secrets d'olives tropicales. 21.30 Magazine : Océaniques. L'actualité culturelle. 22.05 Journal et Météo. 22.30 Cinéma : L'âge d'or. ■ Film français de Luis Buñuel (1930). 23.50 Cinéma : Simón du désert. ■ Film mexicain de Luis Buñuel (1966). 0.35 Musiques, musique. Fantassimade op. 73, de Schumann, par Paul Meyer, clarinette, et Eric Lassegue, piano.	(1982). Un amour dangereux s'est évadé du bagne. 22.25 Magazine : Ciné Cinq. 22.35 Cinéma : Tendre et libertine. □ Film italien de Joe d'Amato (1987). 0.00 Journal de minuit. 0.05 Arsène Lupin joue et perd. 1.05 La traque (redif.). 2.55 Le journal de la nuit.
FRANCE-CULTURE 20.30 Radio-archives. Avec l'assent : Raina, Farnand. 21.30 Musique : Black and blue. Du nouveau sur « Bird ». 22.40 Nuits magnétiques : Rondes de nuit. 0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Code. Art of noise.	CANAL PLUS 7.00 Dessins animés : Décade pas Bunny. 8.25 Cabou cadin. 9.00 Documentaire : L'empire du froid. 9.35 Cinéma : Malena. ■ Film américain de Harvey Cokles (1987). 11.05 Cinéma : Y a-t-il enfin un pilote dans l'avion ? □ Film américain de Ken Finkleman (1982). En clair jusqu'à 14.00 12.30 Magazine : Rapido. 13.00 Flash d'informations. 13.05 Magazine : Mon zénith à moi. Invité : 14.00 Magazine : Dcontact. 14.05 Téléfilm : L'île du maître. 15.50 Série : Bergerac. 16.40 Magazine : Journal de l'art. 17.30 Documentaire : Et si nous étions des animaux. 18.00 Cinéma : Cap sur les étoiles. □ Film américain de Harry Winer (1988). En clair jusqu'à 20.35 19.40 Flash d'informations. 19.50 Dessins animés : Ça cartoon. 20.30 Magazine : Tranches de l'art. 20.35 Cinéma : La brûlure. □ Film américain de Mike Nichols (1988). 22.20 Flash d'informations. 22.25 Cinéma : Mortelle randonnée. ■ Film français de Claude Miller (1982). Avec Michel Serrault, Isabelle Adjani, Guy Marchand. Audier et son fils Jacques ont remarquablement transposé un roman noir américain. 0.00 Mon zénith à moi. 0.50 Cinéma : La vengeance des monstres. □ Film américain de Larry Cohen (1987).	M 6 9.00 Jeu : Pour un clip avec toi. 10.30 Variétés : Fréquentstar. 11.00 Dessins animés : Graffiti. 11.55 Infoconsommation. 12.00 Informations : M 6 express. 12.05 Série : Char oncle Bill. 12.30 Série : L'ami des bêtes. 13.20 Série : Madame est servie (redif.). 13.50 Série : Les têtes brûlées. 14.40 Série : Clair de lune. 15.30 Série : Espion modèle. 16.20 Série : Brigade de nuit. 17.10 Série : Vegas. 18.00 Informations : M 6 express. 18.05 Série : Père et impaire. 18.30 Les années coup de cœur. 19.00 Magazine : Culture pub. 19.30 Série : Roseanne. 19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série : Madame est servie. 20.30 Téléfilm : Touristes en délire. Magazine : Sport 6. 22.10 Capital. 22.25 Cinéma : Ces messieurs de la gâchette. □ Film français de Raoul André (1970). Avec Francis Blanche, Michel Serrault, Jean Poiret. 0.05 Musique : Boulevard des clips.
FR 3 8.02 Inspecteur Gadget. 8.32 Documentaire : Splendeurs sauvages. Canada, Arctique, Antarctique. 9.00 Magazine : Racines. 9.26 Magazine : Relais. 9.30 Magazine : Rencontres. 10.30 Magazine : Latitudes. 11.30 RFO hebdo. 12.00 Magazine : Musicales (redif.). 12.57 Flash d'informations. 13.00 Magazine : D'un soleil à l'autre. 13.30 Forum RMC-FR 3. 14.30 Magazine : Sports loisirs. Fun generation : Golf : Coupe du monde 1989, en direct de Marbella (Espagne).	LA SEPT 16.00 Méthode Victor : Allemand et espagnol. 16.30 Documentaire : François Tosquelles une politique de la folie. 17.30 Faillite : Sainte Thérèse d'Avila. (5 ^e épisode). 18.30 Série : It's our world (6). 19.00 Magazine : Mégamix. 19.30 Opéra : Le voyage à Reims. Opéra en un acte de Rossini. 22.30 Documentaire : Histoire parallèle. Jazz soundies collection. 23.25 Documentaire : Travail à domicile. 23.35 Documentaire : Les camps du silence.	LA SEPT 16.00 Méthode Victor : Allemand et espagnol. 16.30 Documentaire : François Tosquelles une politique de la folie. 17.30 Faillite : Sainte Thérèse d'Avila. (5 ^e épisode). 18.30 Série : It's our world (6). 19.00 Magazine : Mégamix. 19.30 Opéra : Le voyage à Reims. Opéra en un acte de Rossini. 22.30 Documentaire : Histoire parallèle. Jazz soundies collection. 23.25 Documentaire : Travail à domicile. 23.35 Documentaire : Les camps du silence.

6 équipes de journalistes ont vécu les premières 24 H de l'événement et l'émotion de tout un peuple. Le mur s'est ouvert, des familles se retrouvent après 25 ans, un vœu voit un monde s'écrouler, des gens consomment comme des enfants. L'inimaginable est devenu vrai.

BERLIN LES PASSE-MURAILLE
Samedi 13H en clair.

CANAL+

سكننا من الالهي

هكذا من الاصل

SPORTS

HIPPIQUE

Katko, le phénomène d'Auteuil

Pour différencier les trois disciplines des courses hippiques, une définition est couramment admise : le galop nécessite de la vitesse; le trot, du dressage et les obstacles; de l'aptitude. Mais imagine-t-on un champion de steeple-chase qui sauterait de façon innée, mais serait atteint de lenteur et n'aurait jamais été astreint à la gymnastique préparatoire à la compétition? Evidemment, la clé du succès réside dans la conjonction des trois paramètres. Katko, le meilleur cheval de steeple-chase de ces dernières décennies, sinon de tous les temps, en est un exemple parfait.

Le classique prix de La Haye Jousselin, disputé dimanche 19 novembre à Auteuil, devrait lui offrir l'occasion de démontrer sa classe. D'ailleurs son plus redoutable adversaire, Oteuf SF, un nom prédestiné, a décliné la lutte. Pourquoi s'écarter d'un roc?

Le destin sportif de Katko était inscrit dans son pedigree. Son père, Carmarthen, a terminé pendant cinq ans tête de liste des reproducteurs d'obstacles. Pourtant, mystère de la génétique, il n'avait jamais sauté lui-même le moindre fagot de bois. Cheval de plat, il avait été offert aux haras nationaux du Pin par un riche éleveur américain, M. Strassburger, désireux d'aider l'élevage français. Parallèlement, sa mère, Kotkie s'inscrit dans une lignée de spécialistes étonnante : entre autres Klain, Kotka, et le petit dernier Saiko, déjà considéré comme le dauphin (quatre ans). C'est certainement leur seule commune Matamne qui leur a transmis la classe. Toute sa descendance saute vite et bien.

Des années durant, elle a ponctué paisiblement les haras des Condras, dans l'Orne, chez le comte de Montesson. Celui-ci, président des courses de trot - la célèbre Une de Mai lui appartenait, - connaît maintenant paradoxalement sa meilleure réussite en obstacles par l'intermédiaire de cette souche. Il l'a façonnée de toutes pièces avec sa femme qui, elle-même, pendant l'hiver, établit les croisements. Tous deux croient beaucoup à l'épanouissement des qualités héréditaires dans un environnement naturel qu'ils situent ainsi : il faut laisser les chevaux tranquilles, ne pas les bousculer durant toute leur croissance. Sur de bons élevages, ils se font eux-mêmes ensemble. C'est ainsi qu'ils acquièrent tempérament et aussi des aplombs nets et des sabots sains. Ensuite, s'ils doivent réussir, ils le prouvent sur les champs de courses.

Ce sera une bourrique ou un phénomène. Tel est le diagnostic d'expérience que tenait M. de Montesson en 1986 lorsqu'il présentait Katko à son entraîneur Bernard Seely à Chantilly. Celui-ci se souvient : « J'étais prévenu, mais vraiment le poulain ne payait pas de mine, cet adolescent efflanqué, 1,72 mètre, dégingandé, osseux. Il avait des problèmes de dos, d'intestins et d'assimilation notamment. Pour qu'il devienne un crack, il a fallu beaucoup de travail, de patience et de foi. Heureusement, question dressage, c'était facile : il n'y avait rien à lui apprendre. Ainsi, il gagnait d'emblée sa première course de haies à Auteuil, le prix Finot dès le mois de novembre.

J'avais dit à son jockey Dela-londe : laisse-le faire ce qu'il veut, c'est lui qui commande ». Il ne récupérât pas bien. Il perdait du poids. Mais, en contrepartie, à l'écurie et à l'entraînement il continuait de manifester une facilité formidable, doublée d'un carac-

tere étonnant. A la fois maniable et inquiet, n'acceptant qu'un seul lard près de lui, son mangeoire particulière, des horaires de sortie et d'arrivée précis. Il était très dominateur, voulant toujours être le premier dans le peloton et commander la bande.

Logiquement, poursuit son entraîneur, à la rentrée 1987, nous avons décidé de l'orienter vers le steeple-chase. En trois ans, pas une chute, quinze victoires, dont le Grand Steeple-Chase de Paris cette année. Plus de 5 millions de francs de gains. Sa seule défaite étant due à une erreur d'itinéraire de son jockey, le 29 mai dernier, dans le prix Millionnaire. Le public était furieux. Depuis lors, il est monté par Jean-Yves Beaurain, qui le connaît depuis toujours et s'en sert très bien. Pour moi, c'est un phénomène. Je n'ai jamais vu ça de toute ma vie. Sur le terrain, il me fait penser, lorsqu'il saute, à un coureur cycliste qui resterait en ligne au haut du Tourmalet alors que tous les autres seraient en détresse.

Vingt-deux obstacles

Dimanche encore, Katko devrait mener le bal pendant 5 500 mètres, à son rythme. Il sautera vingt-deux obstacles dont deux fois la rivière des tribunes (un bond de 18 mètres de bord à bord), mais aussi le Raila ditch and Fence appelé le « juge de paix » (1,60 m de haut, 5,50 m de long), le Ball finch (1 m sur 3 m) et l'Oxer (2,80 m). Enfin, il lui faudra aborder une ligne droite qui n'en finit pas, puis le sprint sur le plat de 261 mètres. C'est là que se produisent souvent des renversements de situation. Où un cheval détaché se met d'un seul coup à marcher au pas à bout de souffle.

Pour le grand alevage, pas de problèmes de ce genre, il semble pouvoir continuer des kilomètres,

imperturbable, puissant et dominateur. Pourtant, il fera encore trembler ses supporters et son mentor, qui explique : « J'ai toujours peur qu'il me fasse une bêtise. Il est tellement brusque. Il risque toujours de se blesser lui-même dans son action. Il pèche parfois par excès de facilité, trop conscient de ses gros obstacles que les petits sur lesquels il ne néglige parfois. »

Pour toutes ces raisons, le récit du soliste vaudra le déplacement : il y a quelques années, les dirigeants de la Société de steeple-chase de France, pour ramener du public sur leurs hippodromes, souffrant comme tous les sports d'une crise, avait trouvé un slogan simple à l'adresse des touristes : « Venez voir sauter vos 5 francs. » Ils peuvent l'adapter aux circonstances et annoncer : « Venez voir sauter Katko », avant qu'il ne soit statué à l'entrée de l'hippodrome.

GUY DE LA BROSSE

Une rencontre ministérielle à Varsovie

Les pays socialistes divisés sur le recours au professionnalisme

Les clivages politiques dans les pays socialistes se sont retrouvés à la conférence des ministres des sports de ces pays qui s'est ouverte, jeudi 16 novembre à Varsovie, avec la participation de la Bulgarie, de la République de Cuba, de la Mongolie, de la RDA, de la Roumanie, de la Hongrie, du Vietnam, de l'URSS et de la Pologne. L'URSS, la Pologne et la Hongrie se sont ouvertement prononcées pour une profonde modification des structures du sport, préconisant une profonde décentralisation de sa gestion pour la confier non plus à la toute-puissance de l'Etat, mais aux clubs. Elles ont exprimé leur vœu d'introduire chez elles le professionnalisme et la commercialisation du sport en faisant appel à des partenaires commerciaux.

Le ministre polonais, M. Aleksander Kwasniewski, a estimé que le sport professionnel et sa « com-

mercialisation » prenaient de plus en plus d'ampleur. En conséquence, selon lui, les pays socialistes se devaient de « réviser » leur approche pour se mettre au diapason et trouver des « ressources » pour assurer le développement des activités sportives. Ainsi, ce même jour à New-York, l'URSS a adhéré au Conseil mondial de la boxe (WBC), l'une des quatre grandes associations qui gèrent les combats professionnels.

En revanche, les pays « conservateurs », tels Cuba et la Roumanie, ont déclaré leur ferme opposition au sport professionnel, qui, selon eux, constitue un « danger » pour les Jeux olympiques. Ce n'est pas l'avis de M. Juan-Antonio Samaranch, président du Comité international olympique, qui était invité à cette conférence. La « commercialisation » du sport est, selon lui, indispensable dans la mesure où nombre de pays éprouvent des difficultés à trouver des ressources pour financer son développement. Dans l'esprit du président, ce financement doit cependant s'effectuer sous le contrôle de spécialistes du sport et pas simplement d'hommes d'affaires.

M. Samaranch, qui a invité l'assistance à s'employer à « préserver l'unité » du mouvement olympique, a affirmé en conclusion que « les gouvernements ont le devoir de subventionner le sport, important secteur de la vie de la société ». — (AFP.)

TENNIS : Masters féminin. — L'Américaine Martina Navratilova et l'Argentine Gabriela Sabatini se sont qualifiées, jeudi 16 novembre, pour les demi-finales du Masters féminin de tennis disputé à New-York, en battant respectivement la Yougoslave Monica Seles (6-3, 5-7, 7-5) et l'Américaine Zina Garrison (6-3, 5-7, 6-3).

LES HEURES DU STADE

AUTOMOBILISME

Rallye du RAC. — Dernière manche du championnat du monde. Du dimanche 19 au jeudi 23 novembre en Grande-Bretagne.

BASKET-BALL

Championnat de France. — Quinzième journée (A 2, Nanterre-Châteaufort, le 18 novembre à 15 heures).

ESCALADE

Coupe du monde. — Dimanche 19 novembre à Lyon.

FOOTBALL

France-Chypre. — Éliminatoires de la Coupe du monde. Samedi 18 novembre à Toulouse.

Coupe de l'UEFA

Olympiakos-Auxerre, mercredi 22 novembre à Athènes.

Championnat de France. — Monaco-Marseille, match en retard, mercredi 22 novembre (Canal + à 20 heures).

JEU A XIII

France - Nouvelle-Zélande. — Samedi 18 novembre à Perpignan.

TENNIS

Masters féminin. — Jusqu'au dimanche 18 novembre à New-York.

VOLLEY-BALL

Coupe du monde. — Du samedi 18 au dimanche 26 novembre au Japon.

FESTIVAL

RENAULT OCCASIONS

DU 14 AU 30 NOVEMBRE

CRÉDIT 9,5 %* SUR 24 MOIS Crédit au TEG de 9,5 % sur 24 mois avec apport minimum 20 % sur tous les véhicules d'occasion. Ex : montant financé 10 000 F, 1^{re} échéance 579,14 F (dont 120 F de perceptions forfaitaires), 23 échéances de 459,14 F. Coût total à crédit : 11 139,36 F. Crédit au TEG de 14,9 % sur 36 mois, et 15,9 % sur 48 mois.

REPRISE ARGUS + 5 000 F ou 5 000 F minimum de votre véhicule si vous le possédez depuis au moins 6 mois, pour tout achat d'un véhicule d'occasion marqué d'un point rouge. Conditions générales Argus diminuées des charges et frais professionnels et des éventuels frais de remise à l'état standard.

CRÉDIT FESTIVAL* Partez et payez-le dans 3 mois. Crédit sur tous les V.O. de 12 à 36 mois et 48 mois sur les véhicules Garantie OR et OR Privilege de moins de 3 ans. Apport comptant minimum 10 %. Ex : montant emprunté 25 000 F sur 36 mois. 1^{re} échéance 1 210,41 F (dont 240 F de perceptions forfaitaires), 33 échéances de 970,41 F. TEG 17,85 %. Coût total : 33 233,94 F.

CRÉDIT TOTAL* Crédit total 6 à 36 mois sur tous les véhicules d'occasion. Ex : montant financé 30 000 F sur 36 mois. 1^{re} mensualité de 1 322,31 F (dont 240 F de perceptions forfaitaires) et 35 mensualités de 1 082,31 F. TEG 17,85 %. Coût total : 39 203,16 F. Crédit total 6 à 48 mois sur tous les véhicules d'occasion Garantie OR ou OR Privilege de moins de 3 ans.

CHOIX - GARANTIES Un très grand choix de voitures d'occasion sélectionnées bénéficiant toutes d'une Garantie Renault Occasions : Garantie Contrôle Sécurité 3 mois, pièces, ou Garantie OR 6 ou 12 mois, pièces et main-d'œuvre, kilométrage illimité.

* Sous réserve d'acceptation du dossier par la DIAC S.A. au capital de F. 321 490 700 - 27-33, quai La Gelle - 92512 Boulogne Cedex RCS Nanterre B 702 002 221.

CHEZ TOUS LES CONCESSIONNAIRES RENAULT

La nouvelle route

Renault vous propose une nouvelle façon de voyager. Avec la Renault 25, la plus grande Renault jamais conçue, vous avez une voiture qui vous offre une nouvelle liberté. Une liberté de mouvement, de confort, de sécurité. Une liberté de choix, car la Renault 25 est disponible en 10 versions différentes, adaptées à tous les goûts et tous les budgets. Une liberté de style, car la Renault 25 est une voiture qui défie les conventions. Une liberté de performance, car la Renault 25 est une voiture qui vous permet de franchir les limites. Une liberté de confiance, car la Renault 25 est une voiture qui vous garantit la tranquillité d'esprit. Une liberté de plaisir, car la Renault 25 est une voiture qui vous fait découvrir de nouvelles sensations. Une liberté de vie, car la Renault 25 est une voiture qui vous aide à vivre mieux. Une liberté de réussite, car la Renault 25 est une voiture qui vous aide à réussir. Une liberté de bonheur, car la Renault 25 est une voiture qui vous aide à être heureux. Une liberté de tout, car la Renault 25 est une voiture qui vous aide à tout.

Renault 25 : la nouvelle route.

38 La CEE et la politique industrielle
Les résultats de l'année39 Taxes Air commande quarante Airbus
30 à 42 Une nouvelle donne pour la RDA46 Rumeurs sur Eurotunnel
47 Bourse

BILLET

L'Afrique
quand même ?

La rupture spectaculaire des pays de l'Est avec le communisme fera-t-elle oublier la lutte du tiers-monde, de l'Afrique en particulier, contre le sous-développement et la pauvreté ? La question avait affleuré en juillet au lendemain du sommet de l'Arche, lorsque les sept grands s'étaient mobilisés en faveur de la Hongrie et la Pologne, traitant avec condescendance l'initiative du « contre-sommet » lancée autour des sept pays les plus pauvres de la planète.

L'insatiation d'un gouvernement issu de Solidarité en Pologne, le sabotage du Parti communiste à Budapest et les brèches ouvertes dans le mur de Berlin ont été, ces derniers mois, autant de coups de théâtre qui ont redonné vie au dialogue Est-Ouest, au prix d'une relation Nord-Sud, il est vrai, déjà bien distendue. Les Etats, les chefs d'entreprise et jusqu'aux organisations non gouvernementales (ONG) se demandent s'il n'est pas temps de reconsidérer leur politique, leurs investissements, leurs aides, dans les pays pauvres. Une pierre venue de l'Est dans le jardin de l'Afrique.

Soucieux d'équité et sentant monter la pression du tiers-monde à l'approche de la renégociation des accords de Lomé entre la CEE et soixante-six Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, la France a annoncé jeudi 16 novembre la création, dès le premier semestre 1990, d'un fonds de garantie pour encourager les investissements privés sur le continent noir. Selon M. Jacques Fauroux, ministre de la coopération, ce fonds qui doit démarrer avec quelque 50 millions de francs traduit la volonté du gouvernement français de ne pas abandonner son aide au développement à l'Afrique au profit de l'Est.

Alibi ou conviction ? Les échecs des politiques d'aide au tiers-monde enregistrés ces dernières années incitent de nombreux experts de la coopération à prôner des actions au coup par coup avec certains Etats d'Afrique, soigneusement sélectionnés, qu'un soutien global. Les craquements à l'Est vont sans doute accroître l'urgence de ces choix.

E. F.

Après la décision de la Commission de Bruxelles

L'Europe contre Renault

Après que la Commission de Bruxelles ait accordé un délai de trois mois à la France pour se mettre en règle avec les engagements de restructuration de Renault pris en 1988 (le Monde du 17 novembre), M. Pierre Bérégovoy a indiqué, jeudi 16 novembre, qu'il était devenu nécessaire de « clarifier les positions françaises avec la Commission européenne » sur le problème du traitement des dossiers des entreprises publiques et privées.

« Il faut que l'on s'explique », a poursuivi le ministre de l'économie, afin que par un biais ou par un autre, on ne remette pas en cause le statut des entreprises publiques prévu dans le traité de Rome. »

L'Europe industrielle peut-elle se faire contre la première entreprise française, Renault ? La décision prise, mercredi 15 novembre, par la Commission de Bruxelles, de refuser à la France un désempolement de la Régie de 12 milliards de francs sans réductions parallèles de ses capacités de production pose la question au grand jour. Renault sort à nouveau de symbolique, et ce n'est sans doute pas bien bon pour cette entreprise, qui en a trop souffert par le passé.

Les contradictions sont désormais trop fortes pour qu'on évite encore la question de la politique industrielle des Douze. Les problèmes de concurrence, avec le débat actuel sur le contrôle des fusions, celui de l'ouverture des frontières avec le débat sur « l'Europe fortifiée », et celui du régime des aides d'Etat avec le débat concernant Renault, mais hier Pechniey, Alfa-Romeo, Rover, etc., provoquent pertes de temps, compromis boiteux et rancunes croissantes.

Il semble que le prochain conseil européen du début décembre veuille trancher, enfin, sur l'Europe monétaire et mette les capitaux - en particulier Londres et Bonn - face à leurs responsabilités. En matière industrielle, il est donné que M. Roger Fauroux, ministre français de l'industrie, n'ait pas profité des six mois de présidence française de la Communauté pour qu'il en soit de même dans son domaine. L'échec sur le dossier Renault vient d'abord de là.

Sir Leon Brittan, commissaire européen chargé de la concurrence, a raison d'un point de vue juridique. La Régie n'a pas tenu ses engagements. M. Madelin avait promis, en mars 1988, de changer le statut de la Régie pour la transformer en société anonyme. Bruxelles interprétait cette opération comme une volonté de rapprochement du droit commun et des règles normales de concurrence. M. Fauroux a abandonné cette promesse.

M. Madelin avait joint au dossier envoyé à la Commission le plan moyen terme de Renault, qui prévoyait, à l'époque, des fermetures de sites et des réductions de capacités (15 % pour les voitures, 30 % pour les camions). Bruxelles a reçu ce qu'on appelle à Paris une « amorce » comme un engagement des Français pris, en échange des 12 milliards. Or, ces réductions n'ont été effectuées qu'à 40 %, selon Sir Brittan (4 % de réduction des capacités pour les autos et 9 % pour les camions). Même si l'on peut contester les méthodes de calcul des experts bruxellois, le fait n'est ni par personne que l'engagement n'a pas été tenu à 100 %.

Des sous-capacités
flagrantes

Or, précisément, l'argument majeur des Français est là : M. Rocard, qui a pris en charge le dossier, a raison d'un point de vue économique. A qui fera-t-on croire qu'il est bon pour l'Europe que Renault ferme des capacités, alors que la demande est désormais telle que tous les constructeurs manquent d'autos ? L'industrie n'est pas en surcapacité, mais en sous-capacité flagrante. En outre, Bruxelles laisse les Japonais bâtir des usines en Grande-Bretagne, bloquer Renault, n'est-ce pas, dans le contexte actuel, faire leur lit ?

Sans doute trouvera-t-on un compromis. Les experts des deux parties vont réviser les fermetures réalisées par Renault et, si Paris l'accepte, la Régie devra rembourser une partie des 12 milliards inversement proportionnelle à l'exécution des promesses.

ERIC LE BOUCHER
Lire la suite page 38

Aux Chantiers navals de Saint-Nazaire

La nomination d'un conciliateur
pour renouer les fils du dialogue

SAINT-NAZAIRE

Correspondance

La désignation le jeudi 16 novembre par M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, de M. Paul Bouchet, conseiller d'Etat, comme conciliateur dans le conflit qui affecte les Chantiers de l'Atlantique depuis maintenant huit semaines, a permis de contourner l'opposition des métallurgistes nazairiens. Mais l'intersyndicale CGT, CFDT, FO se demande quelle sera la marge de manœuvre du conciliateur. La première rencontre entre M. Bouchet, les syndicats et la direction du chantier était prévue pour samedi à Saint-Nazaire.

Silence prudent
de la direction

L'intersyndicale a appris la désignation de M. Bouchet alors qu'elle était repue à la permanence locale du ministre de la santé, M. Claude Evin, qui est élu de Saint-Nazaire, et que mille cinq cents métallurgistes manifestaient dans la rue. A midi, lorsque les manifestants piquaient dans l'hôtel de ville, les syndicats prenaient connaissance de la nomination du ministre de la santé. Rappelant l'aide financière du gouvernement à l'occasion des

deux dernières prises de commandes de paquebot, M. Evin indiquait que le conflit au chantier était de nature salariale et sociale et « seules des réponses salariales dont la responsabilité incombe à l'entreprise, et à elle seule, doivent être trouvées ». « Evin décharge le gouvernement de sa responsabilité », ont affirmé les syndicats. Ils ont alors invité les manifestants à retourner à la permanence du ministre « pour demander des explications ». Mais, devant les portes fermées, la manifestation s'est dirigée vers la sous-préfecture, où l'intersyndicale a appris qu'elle se verrait notifier dans la soirée le calendrier des rencontres avec le conciliateur.

La CGT réaffirmait jeudi soir que l'union syndicale devait rester ferme sur ses revendications - dont celle des 1 500 francs d'augmentation mensuelle - la CFDT se contentant « d'insister sur la nécessité d'une revalorisation importante des salaires ». De son côté, la direction locale du chantier, qui jusqu'ici rappelait de manière péremptoire qu'elle ne discuterait pas sur les salaires, s'est réfugiée dans un prudent silence, pour ne pas, dit-elle, « gêner la mission du conciliateur ».

Un projet du gouvernement thaïlandais

Une nouvelle route entre le Moyen et l'Extrême-Orient

Le gouvernement thaïlandais devrait donner, lundi 20 novembre, le coup d'envoi d'un projet de plusieurs milliards de dollars destiné à ouvrir une nouvelle route entre le Moyen et l'Extrême-Orient, évitant ainsi aux cargos le détour, jusqu'ici inévitable, par le détroit de Malacca et Singapour.

BANGKOK

de notre envoyée spéciale

Nommé « Southern Seaboard », le projet du gouvernement thaïlandais consiste, nous a expliqué, mercredi 15 novembre, M. Korn Taba-rani, ministre chargé du pétrole, du tourisme et des investissements, à créer, de part et d'autre de la péninsule reliant la Malaisie et Singapour au continent asiatique, deux terminaux pétroliers et gaziers ainsi que deux complexes de raffinage et de pétrochimie. Ceux-ci seraient reliés par un double oléoduc, une autoroute et un chemin de fer. Dans une première phase, ce projet ne concernerait que le pétrole brut, les produits pétroliers ou pétrochimiques, mais il pourrait être étendu au transport de marchandises, court-circuitant ainsi partiellement Singapour.



pétrochimique basé sur l'utilisation du gaz extrait d'un champ équivalent à celui de Lacq, situé en mer, au sud du golfe de Thaïlande, que le groupe français Total doit mettre en exploitation à partir de 1993.

Le gouvernement a créé, il y a deux mois, un comité spécial, présidé par le premier ministre, chargé d'étudier la faisabilité et de suivre la mise en œuvre du projet, qui se réunira lundi 20 novembre pour la première fois et devrait donner, selon M. Korn, le coup d'envoi officiel. Le coût de l'ensemble n'a pas encore été estimé, la seule construction des raffineries et des complexes pétrochimiques étant évaluée à 2 milliards de dollars.

Priorité
au secteur privé

Du côté ouest, le terminal, les raffineries et les usines pétrochimiques seraient installées dans la province de Krabi, au nord de Phuket, capitale touristique de la Thaïlande. Ils pourraient recevoir le pétrole brut venant du Golfe par l'océan Indien, qui serait transporté en état ou après transformation vers le côté est, à Khamom, d'où il serait réparti vers le Japon par la mer de Chine. A Khamom, serait également installé un second centre

Les études se poursuivent, en liaison avec le Moyen-Orient et le Japon, premiers concernés. En tout état de cause, a précisé M. Korn, le gouvernement entend laisser la mise en œuvre au secteur privé. « Le gouvernement et les compagnies nationales ne seront pas l'investisseur dominant. Il [le gouvernement] encouragera le secteur privé à réaliser les investissements des deux côtés de la péninsule », a-t-il déclaré.

Ce projet ambitieux présente pour la Thaïlande, en plein boom économique, un triple avantage. Il confirme le désir du pays de devenir le pôle économique de la partie nord de l'Asie du Sud-Est (l'Indochine), jouant à l'égard du Vietnam, du Laos, de la Birmanie, voire du Cambodge, le même rôle que Singapour à l'égard de la Malaisie, des Philippines et de l'Indonésie. Par ailleurs, il permettrait de créer une nouvelle zone de développement industriel au Sud et de désengorger Bangkok, d'ores et déjà saturé du point de vue des infrastructures. Enfin il pourrait nourrir les ambitions pétrochimiques de la Thaïlande, qui veut devenir, selon M. Korn, « le premier fournisseur de bases pétrochimiques en Asie du Sud-Est ».

De façon plus générale, ce projet, s'il vient à jour, devrait permettre de prendre le relais de Singapour, premier port pétrolier de l'Asie, où, compte tenu du développement accéléré de la région, les capacités de transit, et surtout de raffinage et de transformation, sont déjà saturées. Il témoigne de l'envie de la demande pétrolière dans toute la région Asie-Pacifique, où la consommation augmente depuis deux ans de 7 % par an en moyenne, avec des hausses record l'an dernier de 20 % en Corée, de 15 % en Thaïlande, de 12 % à Taiwan.

VERONIQUE MAURIS

Commerce extérieur français

Déficit record en août

Le déficit du commerce extérieur de la France s'est fortement creusé en août, atteignant, après correction des variations saisonnières, 9,3 milliards de francs : un record absolu depuis septembre 1982.

Les mouvements de grève ont pendant des semaines retardé la publication des chiffres relatifs aux échanges commerciaux. Ceux-ci sont maintenant connus, et ils sont très mauvais. En données brutes, le déséquilibre importations-exportations apparaît modéré (3,8 milliards de francs), mais les échanges durant ce mois d'été sont réduits et donc peu significatifs. Les importations, par exemple, se sont limitées à 77,4 milliards de francs contre 94,7 milliards en juillet. Les chiffres corrigés des variations saisonnières indiquent beaucoup mieux la tendance réelle : les importations, celles-ci, pour la deuxième fois, dépassent les 100 milliards de francs, en progression de 4 % par rapport à juillet et de 13 % par rapport à août 1988.

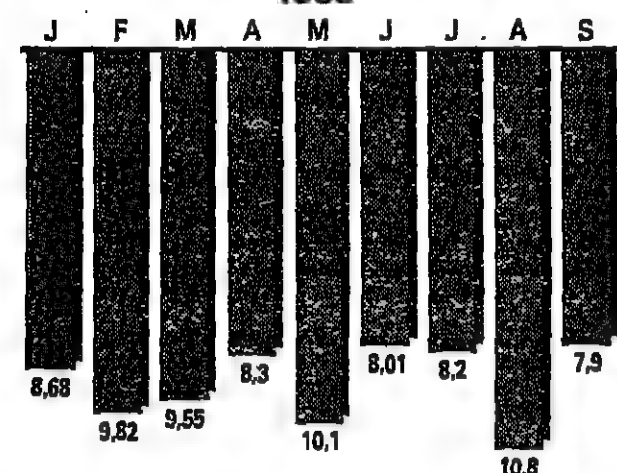
Les exportations ont tendance à plafonner, étant même inférieures en août à leur niveau moyen du premier semestre. Par rapport à août 1988, les ventes de la France progressent de 12,3 %. L'essentiel de l'aggravation du déficit d'août s'explique par le commerce des produits manufacturés déficitaires de 10,1 milliards de francs en août, record absolu, contre 3,5 milliards de francs en moyenne mensuelle durant l'année dernière. Si l'excédent agro-alimentaire reste satisfaisant (+ 3,5 milliards de francs contre 3,3 milliards en moyenne mensuelle 1988), le déficit du poste « énergie » s'est lui aussi creusé : - 6,9 milliards de francs contre - 5,5 milliards de francs en moyenne mensuelle 1988.

C'est avec la RFA et le Japon que nos échanges se sont le plus détériorés, tandis que nos excédents égard de la Grande-Bretagne se réduisent.

Il est évident que si le déficit record d'août se confirmait au cours des mois suivants, le gouvernement devrait prendre des mesures pour freiner les importations.

Nette réduction du déséquilibre
commercial américain en septembre

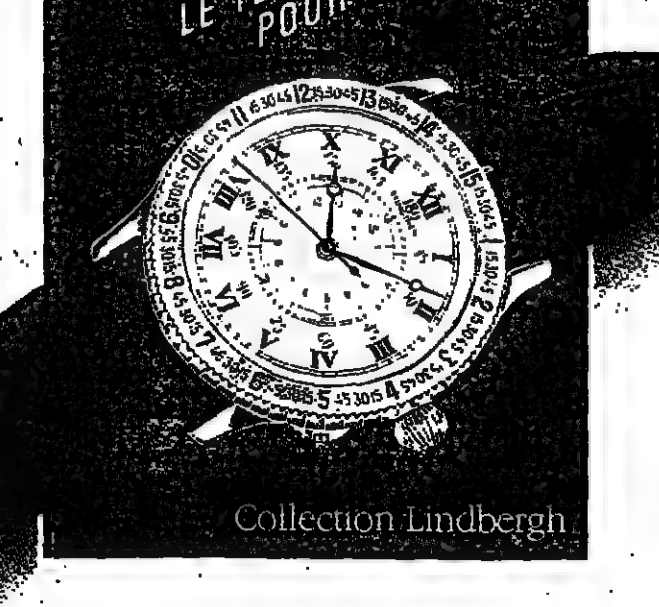
en milliards de dollars
(données corrigées des variations saisonnières)
1989



Source : Département du commerce
chiffres FAB/FAB

Exportations en hausse, importations en baisse, c'est par ce double mouvement vertueux que s'explique la nette réduction du déficit commercial américain au mois de septembre : 7,9 milliards de dollars contre 10,1 milliards en août. Ce chiffre est le plus faible depuis décembre 1984 et il a surpris en bien les analystes qui prévoyaient plutôt un déficit de 9 milliards. Sur les huit premiers mois de l'année, le déficit cumulé du commerce extérieur américain a été de 80,41 milliards de dollars, contre 87,93 milliards pour la même période de 1988, soit une baisse de 8,5 %, précise le communiqué du département du commerce. En septembre, les exportations ont progressé de 1,9 % à 31,1 milliards ce qui s'explique par une forte augmentation des ventes d'équipements aéronautiques, tandis que les importations diminuaient de 3,9 % par rapport à août, à 39,1 milliards. Depuis le début de 1989, les exportations ont augmenté de 14,5 % et les importations de 8,2 %.

LONGINES®

LE TEMPS
POUR GAGNER

Collection Lindbergh

هكذا من الامم

(Publicité)
PRÉFECTURE DU PUY-DE-DÔME
PRÉFECTURE DE LA HAUTE-LOIRE
PRÉFECTURE DU CANTAL
DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DE L'ÉQUIPEMENT

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

En application d'un arrêté préfectoral en date des 23, 27 et 30 octobre 1989, il sera procédé à une enquête publique portant sur :

- le classement de la route nationale 9 dans la catégorie des autoroutes (A 75) entre le diffuseur de la RD 137 (communes de PERIGNAT-LES-SARLIEVE (département du Puy-de-Dôme) et le diffuseur de SAINT-FLOUR SUD (commune de SAINT-GEORGES, département du Cantal) sur les territoires des communes de :
- PERIGNAT-LES-SARLIEVE, LA ROCHE-BLANCHE, LE CREST, TALLENDE, VEYRE-MONTON, LA SAUVETAT, AUTHEZAT, MONTEYROUX, COUDÉS, SAUVAGNAT-SB-MARTHE, ST-YVOINE, ISSOIRE, LE BROC, LE BREUIL-SUR-COUZE, ST-GERMAIN-LEMBRON, BAULIEU, CHARBONNIER-LES-MINES, MAURIAT (Puy-de-Dôme) ;
- LEMPDES, ST-GERON, LEOTOING, LORLANGES, ESPALEM, GRENIER-MONTGON (Haute-Loire) ;
- MASSAC, BONNAC, ST-PONCY, ST-MARY-LE-PLAIN, VIEILLES-PESSE, MENTIERES, COREN, ST-FLOUR, SAINT-GEORGES (Cantal) ;
- le classement de la route nationale 9 dans la catégorie des autoroutes (A 75) entre le diffuseur de la RD 137 (communes de PERIGNAT-LES-SARLIEVE (département du Puy-de-Dôme) et le diffuseur de SAINT-FLOUR SUD (commune de SAINT-GEORGES, département du Cantal) sur les territoires des communes de :

PERIGNAT-LES-SARLIEVE, LA ROCHE-BLANCHE, LE CREST, TALLENDE, VEYRE-MONTON, LA SAUVETAT, AUTHEZAT, MONTEYROUX, COUDÉS, SAUVAGNAT-SB-MARTHE, ST-YVOINE, ISSOIRE, LE BROC, LE BREUIL-SUR-COUZE, ST-GERMAIN-LEMBRON, BAULIEU, CHARBONNIER-LES-MINES, MAURIAT (Puy-de-Dôme) ;

LEMPDES, ST-GERON, LEOTOING, LORLANGES, ESPALEM, GRENIER-MONTGON (Haute-Loire) ;

MASSAC, BONNAC, ST-PONCY, ST-MARY-LE-PLAIN, VIEILLES-PESSE, MENTIERES, COREN, ST-FLOUR, SAINT-GEORGES (Cantal) ;

Le dossier de cette opération sera déposé avec les pièces à l'appui à LA PRÉFECTURE DU PUY-DE-DÔME, siège principal de l'enquête, pendant 24 jours consécutifs du 28 novembre 1989 au 21 décembre 1989 inclus.

A la même date et pendant le même délai, un dossier d'enquête et un registre subsidiaire seront déposés dans les préfectures de la Haute-Loire et du Cantal et dans les mairies concernées par le projet.

Toute personne pourra en prendre connaissance les jours et heures d'ouverture des préfectures et des mairies, à savoir :

DÉPARTEMENT DU PUY-DE-DÔME

PRÉFECTURE DU PUY-DE-DÔME : du lundi au vendredi de 9 h à 15 h 30.

MAIRIES :

PERIGNAT-LES-SARLIEVE : du lundi au vendredi de 11 h à 12 h 30 et le samedi de 9 h à 12 h ;

LA ROCHE-BLANCHE : lundi, mercredi, jeudi, vendredi de 9 h à 11 h et de 15 h à 17 h, mardi de 15 h à 18 h 30 ;

LE CREST : lundi et vendredi de 16 h à 19 h, mercredi de 9 h à 12 h et de 15 h à 17 h ;

TALLENDE : lundi de 16 h à 18 h, mardi de 16 h à 19 h, jeudi et vendredi de 9 h à 11 h 30 ;

VEYRE-MONTON : du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h ; le samedi de 9 h à 12 h ;

LA SAUVETAT : lundi de 13 h 30 à 15 h 30, mercredi de 9 h 30 à 11 h 30, vendredi de 16 h 30 à 18 h 30 ;

AUTHEZAT : lundi et mercredi de 17 h à 19 h, mardi et jeudi de 14 h à 16 h, vendredi de 10 h à 12 h ;

MONTEYROUX : lundi de 14 h à 16 h, samedi de 14 h à 16 h, mercredi de 18 h à 20 h ;

COUDÉS : du lundi au vendredi de 17 h 30 à 19 h 30 ;

SAUVAGNAT-SB-MARTHE : lundi et vendredi de 18 h à 19 h, mercredi de 10 h à 11 h ;

SAINT-YVOINE : mardi de 9 h à 11 h, jeudi et vendredi de 17 h à 19 h ;

ISSOIRE : du lundi au vendredi de 8 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 30 ;

LE BROC : lundi, mardi, jeudi et vendredi de 8 h à 12 h et de 14 h à 17 h ;

LE BREUIL-SUR-COUZE : mardi et jeudi de 16 h à 19 h, mercredi et samedi de 9 h à 12 h ;

ST-GERMAIN-LEMBRON : lundi au vendredi de 8 h 30 à 12 h, lundi, mardi, mercredi, jeudi de 13 h 30 à 17 h 30, samedi de 9 h à 12 h ;

BAULIEU : lundi, mardi, jeudi, vendredi de 14 h à 15 h ;

CHARBONNIER-LES-MINES : lundi, mardi, jeudi, vendredi de 14 h à 16 h ;

MAURIAT : lundi et jeudi de 17 h à 19 h, vendredi de 10 h à 12 h ;

DÉPARTEMENT DE LA HAUTE-LOIRE

PRÉFECTURE DE LA HAUTE-LOIRE : du lundi au jeudi de 8 h 45 à 11 h 45 et de 14 h à 17 h, vendredi de 8 h 45 à 11 h 45 et de 14 h à 16 h 30 ;

MAIRIES :

LEMPDES : du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h, samedi de 9 h à 12 h ;

ST-GERON : mardi de 16 h à 18 h, vendredi de 9 h à 12 h ;

LEOTOING : mercredi de 14 h à 16 h, samedi de 9 h à 11 h ;

LORLANGES : mardi de 9 h à 11 h, samedi de 16 h 30 à 18 h 30 ;

ESPALEM : mardi de 17 h 30 à 18 h 30, mercredi de 10 h à 12 h, vendredi de 17 h à 17 h 30 ;

GRENIER-MONTGON : samedi de 14 h à 16 h ;

DÉPARTEMENT DU CANTAL

PRÉFECTURE DU CANTAL : du lundi au jeudi de 8 h à 11 h 45, et de 14 h à 17 h 15, vendredi de 9 h à 11 h 45 et de 14 h à 15 h 15 ;

MAIRIES :

MASSAC : du lundi au vendredi de 10 h à 12 h et de 14 h à 17 h, samedi de 10 h à 12 h ;

BONNAC : lundi et mercredi de 8 h à 12 h, vendredi de 8 h à 11 h ;

SAINT-PONCY : lundi de 14 h à 17 h, jeudi de 9 h à 12 h, samedi de 14 h à 17 h ;

SAINT-MARY-LE-PLAIN : mercredi de 10 h à 12 h, dimanche de 10 h à 12 h ;

VIEILLES-PESSE : dimanche de 9 h à 12 h ;

MENTIERES : mercredi et dimanche de 9 h à 11 h ;

COREN : mercredi de 14 h 30 à 16 h 30 ;

SAINT-FLOUR : lundi, mardi, mercredi, jeudi de 8 h à 12 h et de 14 h à 18 h, vendredi de 8 h à 12 h et de 14 h à 17 h ;

SAINT-GEORGES : lundi, mardi, jeudi et vendredi de 8 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h, dimanche de 9 h à 12 h ;

Pendant le délai d'enquête, les observations éventuelles peuvent être consignées directement sur les registres d'enquête. Elles pourront être également adressées par écrit au Président de la commission d'enquête à la préfecture du Puy-de-Dôme (Bureau du contentieux et du droit des sols, 18, boulevard Desaix, 63033 Clermont-Ferrand Cedex) qui devra les annexer au registre principal.

En outre, le 15 décembre 1989, les membres de la commission d'enquête entendront personnellement toutes les personnes ayant des observations à formuler sur le projet aux lieux et heures suivants :

Préfecture du PUY-DE-DÔME : Bureau du contentieux et du droit des sols, porte 515 de 9 h à 11 h et de 13 h 30 à 16 h.

M. ARNAUD François (Président), géomètre expert (ancien DPLG).

Préfecture de la HAUTE-LOIRE : de 14 h à 16 h 30.

M. JACQUIER Edmond, directeur départemental de l'équipement honoraire.

Préfecture du CANTAL : de 9 h à 11 h.

M. AUNOS Jean, inspecteur central des impôts en retraite.

Dans un délai d'un mois à compter de la date de clôture de l'enquête, soit au plus tard le 21 janvier 1990, le Président de la commission d'enquête transmettra l'ensemble des dossiers, y compris les registres, son rapport de fin d'enquête et ses conclusions motivées à M. le Préfet de la région d'Auvergne, Préfet du Puy-de-Dôme (D.D.E.).

Toute personne physique ou morale concernée pourra avoir communication des conclusions motivées de la commission d'enquête en adressant une demande à la Direction départementale de l'équipement, service du Réseau national, 7, rue Léo-Lagrange, 63033 Clermont-Ferrand Cedex.

En outre, la copie des conclusions de la commission d'enquête sera mise à la disposition du public dans les préfectures, les sous-préfectures et les mairies concernées par le projet pendant un an à compter de la date de la clôture de l'enquête.

حکذا من الاصل

ÉCONOMIE

Jugeant le dispositif de 1976 obsolète

La Commission européenne veut réformer la politique méditerranéenne

Les accords de la CEE avec les pays méditerranéens ne sont plus adaptés aux enjeux actuels : tel est le sens de la communication transmise, vendredi 17 novembre, par la Commission européenne aux gouvernements membres. Les ministres des affaires étrangères des Douze se réuniront, lundi 27 novembre, au document de Bruxelles, qui pourrait, selon le souhait de M. Abel Maturès, commissaire chargé du dossier, aller devant le Conseil européen de Strasbourg.

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

Depuis 1976, la Communauté est liée avec onze des quatorze pays tiers riverains de la Méditerranée (PTM) par des accords de coopération (1). Ces derniers prévoient le libre accès, à quelques

restrictions près, des articles manufacturés au marché européen et un régime préférentiel à l'importation pour les produits agricoles. Les Douze accordent aussi une aide financière sous forme de subventions et de prêts de la Banque européenne d'investissements (5,5 milliards de francs en faveur du Maghreb pour la période 1987-1991).

Jusqu'ici, personne ne remettait réellement en cause l'ordre établi il y a une quinzaine d'années. Maintenant — comme si les événements en Europe de l'Est devaient modifier les relations de la CEE avec ses partenaires traditionnels — la Commission affirme : « Le dispositif instauré dans les années 70 ne répond plus, dans ses modalités et dans son ampleur, aux besoins des années 90 ». « En aucun cas, poursuit le document, il ne peut représenter une réponse suffisante aux enjeux politiques, économiques et sociaux ».

A l'appui de sa thèse, l'exécutif de la CEE énumère une série de facteurs courrant à « une instabilité considérable » : une population en très forte augmentation (5 millions

de plus par an), une croissance économique insuffisante pour permettre un relèvement du niveau de vie (sept fois inférieur à celui des Douze), une dette extérieure de 190 milliards de dollars, la difficulté pour les pays des rives sud et est de nourrir leurs populations (importations annuelles de céréales de l'ordre de 20 millions de tonnes).

Troisième client quatrième fournisseur

Ces données inquiètent d'autant plus Bruxelles que les États méditerranéens représentent le troisième client et le quatrième fournisseur de la CEE, qui a affiché, en 1988, un excédent commercial de 37 milliards de francs, sans compter que l'Europe est le débouché naturel, note le document, des immigrants des PTM (cinq millions résident légalement dans la Communauté).

Face à cette situation, la Commission demande aux Douze « de ne pas laisser se creuser de tels écarts de développement économique et social avec ses riverains

méditerranéens ». Visiblement encouragé par les progrès vers la démocratie constatés dans plusieurs pays, l'exécutif communautaire milite pour une réforme économique en profondeur, « condition essentielle de leur stabilité politique ».

Bruxelles ne voit pas d'autre option que « le renforcement du processus d'ajustement et une amélioration du volume de financement », sans toutefois donner de chiffres. Pour pallier les conséquences sociales des programmes d'ajustement, un plan d'approvisionnement alimentaire devrait être mis en place. Les financements bancaires commerciaux devraient être encouragés pour les pays qui ont pu assurer le service de la dette, et des formules de réajustement proposées à ceux qui n'ont pu honorer leurs engagements.

MARCEL SCOTTO

(1) La Turquie bénéficie d'un accord d'association depuis 1963, et les Douze n'ont pas conclu d'accord avec la Libye et l'Albanie.

INDUSTRIE

L'explosion du marché aéronautique international

Texas Air commande quarante Airbus

NEW-YORK
de notre correspondant

Plus de cinq mille appareils et 250 milliards de dollars : tels sont les ordres de grandeur du marché de l'aéronautique internationale d'ici à l'an 2000. D'ici là, les grands constructeurs qui sont Boeing, McDonnell et Airbus Industrie s'efforcent de satisfaire les commandes des compagnies, notamment américaines, qui font la queue pour acheter des avions.

Le 15 novembre, Delta Airlines annonçait qu'elle envisageait de commander à Boeing et à McDonnell Douglas un total de deux cent cinquante appareils, dont une centaine en commande ferme. Un contrat qui avoisine les 10 milliards de dollars. Le lendemain, Texas Air, la compagnie de Frank Lorenzo, répliquait en annonçant la commande ferme de dix Airbus A-330 (un bi-réacteur) et autant d'appareils A-340 (un quadri-réacteur long-courrier).

Cette transaction de 4,5 milliards de dollars, destinée à doter en fait sa filiale Continental Airlines, comble également une option sur dix appareils de chaque version. Mais d'autres compagnies du groupe de Frank Lorenzo, notamment Eastern Airlines, qui, après une longue traversée du désert, conquiescence du dur conflit qui a opposé Frank Lorenzo à ses pilotes, refait surface, pourraient également bénéficier de cette commande.

Lors d'une conférence de presse commune réunissant les dirigeants

d'Airbus et de Texas Air, les responsables de cette dernière compagnie, qui détient 20 % environ du marché américain, ont mis l'accent sur la meilleure desserte de l'Europe et du Pacifique que la compagnie pourra offrir à l'avenir (le début de livraison de ces appareils est prévu pour février 1993). De son côté, M. Jean Picson, directeur général d'Airbus, a mis en avant la complémentarité de sa flotte, un élément qui, selon lui, permet au consortium d'avoir obtenu la commande ferme de quatre cent soixante-six appareils auprès de douze clients nord-américains.

Le contrat passé avec Texas Air est le plus important à ce jour pour ces deux types d'Airbus, a-t-il tenu à préciser. Et cette commande vient conforter les prévisions annoncées par le constructeur, qui prévoit de vendre mille appareils — toutes catégories confondues — dans le monde d'ici à l'an 2005.

S. M.

Air France et Aeroflot ont aussi annoncé l'acquisition d'Airbus. La compagnie française devrait commander sept appareils A-340-300 et prendre une option sur quatre autres pour des livraisons entre 1994 et 1996. Par ailleurs, d'après le journal *Investment*, la compagnie soviétique et le consortium ouest-européen Airbus-Industrie sont parvenus à un accord sur l'achat en leasing de cinq A-310-300 par Aeroflot, qui devrait recevoir ces avions en 1991 et les payer en dix ou douze ans.

EN BREF

ANPE : pas de projet de loi au printemps. — M. Gérard Vandepotte, directeur général de l'ANPE, a indiqué, le jeudi 16 novembre, que la réforme de l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE), actuellement en préparation, ne ferait pas l'objet d'un projet de loi présenté lors de la session parlementaire de printemps (le Monde du 16 novembre). Les mesures envisagées ne nécessitent pas l'intervention du législateur et le statut propre à l'agence ne sera pas modifié.

En revanche, des circulaires et un décret précéderont le nouveau statut du personnel qui va être négocié avec les parlementaires sociaux, ainsi que le contenu du

« contrat de progrès », conclu pour trois ans. L'ensemble devrait être prêt avant la fin du premier trimestre.

PRIX : 0,4 % de hausse en octobre en RFA. — L'Office fédéral des statistiques ouest-allemand a révisé en hausse son estimation de l'inflation au mois d'octobre : 0,4 % contre 0,3 % dans l'estimation provisoire. Un changement technique (nouveau « panier de la ménagère » et base 1985 au lieu de 1980) explique cette révision. La hausse des prix en RFA est égale à celle de la France depuis le début de l'année, soit 3,2-3,3 %.

info

TOUTES LES DEMI-HEURES

Avec Jean-Pierre Gaillard et Christophe Badier
Toutes l'information économique et financière
à 7 h 57, la clôture des grands marchés

TOKYO, WALL STREET, PARIS

La Bourse de Paris en direct

La vie des affaires

De 6 heures à 1 heure du matin.

Difficultés pour les camions et l'agroalimentaire du groupe suédois

Le patron de Volvo présente ses résultats et son dauphin

STOCKHOLM

de notre correspondante

La conjoncture se tasse et elle est même déjà en train de tourner. M. Per G. Gyllenhammar, grand patron de Volvo, l'a reconnu lui-même jeudi 16 novembre à Stockholm en présentant les résultats de son groupe pour les neuf premiers mois de l'année. Les ventes du troisième trimestre sont passées de 22 milliards de couronnes (autour de 3,5 milliards de francs) en 1988 à 19 milliards en 1989, et cela se remarque surtout dans la division camions, qui a perdu quelque 10 % sur les marchés étrangers.

Les voitures, en revanche, se sont mieux comportées que prévu malgré le durcissement de la concurrence en Amérique du Nord et en Europe, et leurs ventes ont même doublé au Japon. Bons résultats aussi du côté des bus, des moteurs pour l'aéronautique, l'industrie et les machines. Mais la division agroalimentaire (Proventor) n'est décidément pas le point fort de Volvo. Avec 65 790 millions de couronnes, le chiffre d'affaires du groupe affiche pourtant une augmentation de 9 % et un bénéfice net de 6 170 millions (grâce à la vente d'une société de Proventor au suisse Sandoz), mais la manière de présenter les résultats ayant été modifiée par rapport à l'année der-

nière, la courbe en réalité s'infléchit pour Volvo pour la première fois depuis longtemps. La cause ? Une productivité généralement en baisse en Suède, une augmentation des coûts de production de 900 millions de couronnes par rapport à la période correspondante en 1988 et, toujours, l'absentéisme qui frappe durement l'industrie suédoise.

« Nos résultats ne sont pas brillants », mais ils sont encore bons », constatait M. Gyllenhammar, qui a profité aussi de l'occasion pour mettre en scène la présentation surprise à la presse de celui qui sera à terme son successeur à la tête du groupe : M. Christer Zetterberg, PDG depuis un an et demi seulement de la FK-Banken, après vingt ans passés dans l'industrie suédoise. Il entrera en fonction comme PDG de Volvo au printemps prochain, pour ensuite, dans un avenir encore indéterminé, prendre la charge suprême.

La préparation de la succession a-t-elle un lien quelconque avec les rumeurs persistantes (en Suède) de mariage prochain avec Renault ? « Non, absolument pas », affirme M. Gyllenhammar, qui souligne aussi que, avec le constructeur français, « il ne s'agit que de discussions très lointaines mais pas de négociations ».

FRANÇOISE NIETO

L'Europe contre Renault

Suite de la page 37

On pourra se féliciter du règlement du dossier et de ce que chacun s'en va. Renault ne sera d'ailleurs pas le dernier à se réjouir de voir cette épine sortie de son pied, au moment où il mène de délicates négociations de coopération avec Volvo.

Pourtant, lorsque le droit s'oppose aussi nettement à l'intérêt économique, il est temps de modifier la loi, au moins de la clarifier. En l'occurrence, il s'agit du traité de Rome, qui, en matière industrielle, n'a pas été complété par les textes de l'Acte unique. D'inspiration libérale, le traité stipule que les aides aux entreprises sont, en théorie, interdites. Mais il y a des exceptions plus ou moins définies dans les textes.

Sur la forme, ce régime d'extrême juridisme laisse la place à toutes les tricheries (aides régionales non fondées, déguisements fiscaux, aides camouflées sous des subventions à l'innovation...) et à toutes les interprétations. C'est le cas, en particulier, pour les dotations en capital des entreprises publiques, que Paris utilise beaucoup, mais que Sir Leon Brittan conteste par principe, comme vient d'y faire allusion M. Bérégovoy.

Sur le fond, n'est-il pas absurde que Toyota reçoive une aide régionale lorsqu'il s'implante en Grande-Bretagne et qu'on punisse Renault de ne pas fermer une usine ?

Opacité, impossibilité pour les commissaires de faire la police, illégitimité économique : le régime des aides doit être remis à plat et autant d'industries que juridiques. Entre Paris, qui se cache derrière l'Europe, Rome, qui les dénonce, Bonn, qui se cache derrière les Länder, et Londres, qui s'acharne à ce que les autres les appliquent à la lettre, il faut régler les différends. Renault en est l'occasion.

ERIC LE BOUCHER

RECTIFICATIF. — Dans l'article publié dans le Monde du 17 novembre sur l'image des syndicats, une erreur de transmission nous a conduits à attribuer le sondage, publié le 17 novembre, au *Nouvel Observateur*. Ce sondage a été réalisé pour le *Nouvel Economiste* qui l'a publié dans son numéro du 17 novembre.

Les deux économies

Le monde est divisé en deux zones économiques distinctes. D'un côté, les pays développés, qui connaissent une croissance modérée, et de l'autre, les pays en développement, qui connaissent une croissance rapide. Cette division est due à la différence de niveau de développement économique entre les deux zones.

Les pays développés ont une économie basée sur la technologie et l'industrie. Ils ont un niveau de vie élevé et une population vieillissante. Les pays en développement ont une économie basée sur l'agriculture et l'industrie légère. Ils ont un niveau de vie faible et une population jeune.

La différence de développement économique entre les deux zones est due à la différence de niveau de technologie et de capital humain. Les pays développés ont un niveau de technologie élevé et une main-d'œuvre qualifiée. Les pays en développement ont un niveau de technologie faible et une main-d'œuvre peu qualifiée.

ÉCONOMIE

Une nouvelle donne pour la RDA

La tentation de l'Allemagne

En économie comme en politique, on attendait l'Europe des Douze en 1993. Voilà que l'on s'interroge d'une possible émergence, avant cette échéance, d'une nouvelle puissance, germanique, en plein milieu du continent européen. L'ouverture des frontières entre l'Est et l'Ouest — et l'accélération des événements en RDA — modifie brutalement la donne. Les incertitudes sont totales. Une seule question : celle du choix de l'Allemagne. L'Europe centrale ou l'Europe occidentale, quel camp les grands « Konzerns » ouest-allemands vont-ils choisir ?

Pour l'économie ouest-allemande, l'Europe centrale offre des atouts importants. A l'Est de la RFA, la zone qui constitue la RDA, la Tchecoslovaquie, la Hongrie, l'Autriche et — dans une certaine mesure la Pologne, — constitue « un grand potentiel de croissance », pour reprendre l'expression de M. Bérézgovoy, ministre fran-

çais de l'économie. S'il y a retard économique, il y a matière à rattraper. La demande à satisfaire est énorme, les perspectives de développement bien plus dynamiques qu'à l'Ouest et même qu'au Sud de l'Europe.

Troisième facteur qui pourrait faire pencher la balance, les liens traditionnels de la RFA avec chacun des pays de cette région. Le rideau de fer avait certes contribué à une forte réorientation des flux économiques. Dans les années 50, les petits pays d'Europe centrale avaient été amenés à se recentrer autour de l'Union soviétique. L'Allemagne fédérale devait développer ses échanges avec ses partenaires occidentaux. Les relations bilatérales dans cette région ont été subitement réduites, mais jamais complètement interrompues. La RFA est restée le premier partenaire commercial de chacun de ces petits pays.

Depuis une dizaine d'années, les affaires se sont d'ailleurs fortement développées dans des opérations de sous-traitance, de travail à façon ou à l'occasion de la création de sociétés mixtes, en Hongrie par exemple.

Bref, compte tenu des complémentarités, de la culture commune et des traditions persistantes, les économies d'Europe centrale pourraient profiter d'un processus progressif d'intégration. L'industrie ouest-allemande est prête à fournir les équipements nouveaux dont les pays de l'Est ont besoin. Les banques de Francfort pourraient organiser efficacement le « fameux » recyclage des excédents ouest-allemands actuels vers l'Est.

Economiquement, qu'est-ce que l'Allemagne fédérale peut gagner à préférer jouer le jeu de l'intégration occidentale ? Elle a quelques difficultés à y imposer son régime économique. Les perspectives de croissance y sont moins

fortes. Mais il y a la sécurité. Les partenaires sont connus, les règles du jeu aussi. Les liens économiques sont puissants. Il serait dommage de les abîmer.

A Paris, on estime que les deux voies — un renforcement de l'intégration de l'Europe occidentale et un développement des relations avec les pays de l'Empire à l'Est — ne sont pas incompatibles. En tout cas, les industriels et banquiers français qui ont choisi de répondre positivement à l'appel de M. Roger Fauroux (« Précipitez-vous à l'Est ») ont d'ores et déjà adopté une attitude symptomatique. Pour la plupart d'entre eux, ils ne s'attaqueront à l'Est lointain qu'à partir de l'Est proche. Pour travailler en Hongrie, en Tchecoslovaquie ou en RDA, ils passeront par leurs filiales ou alliés en Allemagne fédérale.

ERIK IZRAELWICZ.

Une étude de PlanEcon à Washington

Les deux économies sont complémentaires

NEW-YORK
de notre correspondant.

Dotée d'une agriculture qui, selon les standards européens, est somme toute productive, et d'un outil industriel qui fait envie à tous les autres « pays frères », la République démocratique allemande, qui s'appuie sur une main-d'œuvre qualifiée, bénéficie aussi d'un endettement extérieur faible. Certains segments de son appareil de production sont cependant obsolescents. Si l'on ajoute à ce tableau un demi-tour mais plutôt positif dans le contexte socialiste un taux de croissance qui atteint officiellement 4 % pour les neuf premiers mois de 1989 et un penchant à l'épargne qui comblerait presque d'aise les Japonais, on comprend que la perspective de voir l'Allemagne de l'Est venir épaissir son puissant voisin ouest-allemand ne suscite pas de vives inquiétudes. De part et d'autre de l'Atlantique.

D'autant que la probable intégration — à terme — des deux économies — va élargir le marché allemand — d'un tiers à un cinquième, assure PlanEcon Inc., un organisme de recherches économiques sur les pays de l'Est situé à Washington. Dans une volumineuse étude sur la RDA que le professeur Jean Vanous a achevé de rédiger le 10 novembre, cet organisme affirme que la complémentarité des deux économies — elles ne sont en rien concurrentes — va permettre aux firmes ouest-allemandes de tirer profit de la nécessaire modernisation de l'industrie soviétique. De plus, le recours à un personnel moins exigeant sur le plan salarial constituera un atout supplémentaire pour les firmes allemandes les plus tournées vers l'exportation. De quoi leur permettre de marquer des points par rapport à ces grands concurrents que sont le Japon, l'Amérique du Nord et, en Europe, la France, la Grande-Bretagne et l'Italie.

Un écart abîmé compensé

An démentant, la différence de niveau de développement entre la RFA et la RDA devrait être abîmée. Cet écart, que PlanEcon évalue à 34 % en prenant comme base le PNB par habitant dans l'un et l'autre pays, devrait rapidement s'estomper dans la mesure où, de tous les pays socialistes, l'Allemagne de l'Est est celui « qui a les travailleurs les plus motivés ».

L'un des seuls éléments susceptibles de remettre en cause ce scénario d'une « Allemagne à deux » économiquement rééquilibrée est celui d'une émigration massive vers l'Allemagne de l'Ouest, voire vers les autres pays occidentaux. A la fin d'octobre dernier, la RDA avait déjà perdu — légalement ou par des moyens détournés — plus de 170 000 de ses habitants. Si le vent de réforme devait tourner court à Berlin-Est, ce sont 300 000 à 400 000 personnes qui quitteraient le pays. Dont 220 000 à 290 000 jeunes gens et jeunes filles, qualifiés, dotés d'un bon niveau d'éducation et qui ont une capacité de production supérieure de 25 % à 50 % à la moyenne nationale.

Pour l'économie est-allemande, les conséquences seraient dévastatrices. Selon les calculs de cet institut, les pertes de productivité en 1990 représenteraient entre 12 et 17 milliards de marks (en fonction du nombre de départs), soit une perte sèche de 3 % à 5 % en termes de produit intérieur brut.

De plus, la RDA n'est pas seule. Elle doit tenir compte de la contrainte extérieure, à savoir les conséquences sur son économie d'une détérioration de la situation en Union soviétique et dans nombre d'autres pays socialistes. Ainsi, la rupture des approvisionnements en énergie, en matières premières et en produits manufacturés en provenance de l'URSS, de la Pologne, de la Bulgarie, de la Hongrie et de la Roumanie dans une moindre mesure, va certainement handicaper le nécessaire développement économique de la RDA.

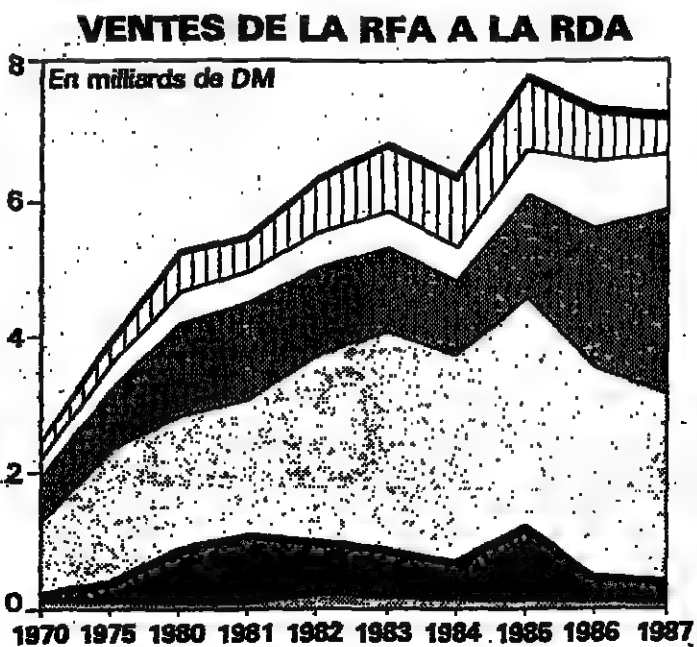
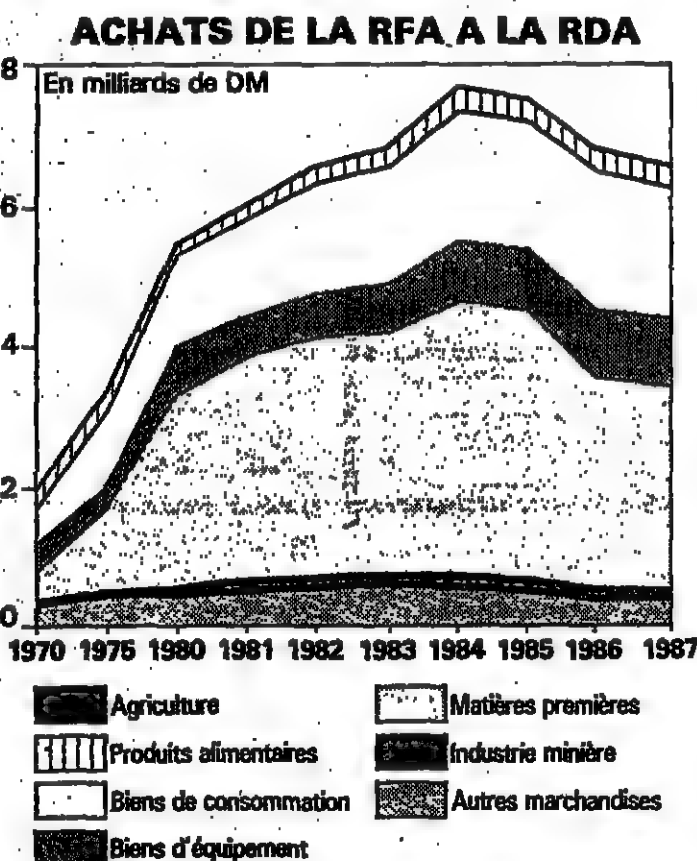
S'il se fait, l'ancre à l'Ouest ne s'effectuera pas du jour au lendemain. A l'heure actuelle, tient à rappeler le professeur Vanous, les échanges avec la seule Union soviétique représentent encore 40 % du commerce extérieur est-allemand. Et le courant import-export entre les deux Allemagnes n'a pas véritablement explosé ces dernières années. Ce n'est que depuis quelques mois qu'un regain d'activité interallemande a été constaté.

As cours du premier semestre 1989, les exportations de la République

démocratique à destination de la RFA ont progressé de 6 %, tandis que les importations croissent de plus du double. Des statistiques qui devraient encourager Bonn dans sa volonté — probablement peu désintéressée — d'aider Berlin-Est à regagner la grande famille germanique. « Si les réformes politiques et économiques amorcées en Allemagne de l'Est s'avèrent réelles et fondamentales, ce pays pourra alors espérer une aide massive du gouvernement ouest-allemand », affirme PlanEcon. « De même, il pourra compter sur une forte injection de capitaux privés dans des joint-ventures (des sociétés mixtes) ou sur des prises de participations directes dans des entreprises est-allemandes. Une main qui pourrait atteindre 15 à 25 milliards de marks (1) par an et cela pendant dix ans. Aucun autre pays de l'Est ne peut prétendre à cela... »

SERGE MARTI

(1) 1 DM = environ 3,4 FF.



Les entreprises françaises qui entretiennent depuis plusieurs années des relations commerciales avec la RDA sont aujourd'hui perplexes. Comment faire fructifier les contacts noués dans ce contexte totalement neuf ? Déchirées entre le désir de profiter de l'ouverture du marché est-allemand et la crainte d'avancer à découvert, elles redoutent surtout la gigantesque pagaille que pourrait engendrer le démantèlement trop hâtif d'un système d'échanges jusqu'ici très décentralisé.

L'Allemagne de l'Est jouit d'une solide cote d'amour auprès des entreprises françaises qui l'ont approchée. Certes, le courant d'affaires s'est confirmé jusqu'ici plutôt téméraire ; la RDA ne pouvant qu'avec une extrême vigilance dans ses réserves en devises, d'une part, et les firmes hexagonales étant, d'autre part, pour la plupart, rebutées par les pratiques de compensation. Reste que le partenaire est-allemand est forgé, peu à peu, une image de client modèle.

« L'Allemagne de l'Est est un pays stable extrêmement sérieux, un payeur de premier ordre, qui a toujours honoré ses engagements », estime-t-on chez Spie Batignolles. Il est vrai que, associé à Celler, Spie Batignolles est en train de concevoir pour un gros projet d'installation d'une usine de cellulose à Wittenberge, en RDA.

Un marché sans surprise

Chez Jemont Schneider, qui réalise 50 millions de francs de chiffre d'affaires en moyenne avec la RDA — goutte d'eau dans un montant total de 800 millions de francs enregistré en 1988 à l'export, — l'appréciation est la même. Comme l'explique Jean-Claude Dupont, négociateur maison pour les pays socialistes, une vente de moteurs électriques à l'Allemagne de l'Est est une vente sans problème. La COFACE (1) elle-même n'est pas en reste dans cette hymne à la fiabilité. Cet organisme, qui garantit les risques que prennent les industriels sur leurs ventes à l'exportation, et notamment les grands contrats, a inscrit en 1985 l'Allemagne de l'Est dans le groupe des pays « de première catégorie » : ceux pour lesquels il est possible de mener une politique de crédit « ouverte et sans restriction particulière ».

Bref, le marché est-allemand a été considéré jusqu'à présent comme un marché sûr, à l'abri de déviances nécessaires, mais sophistiqué (en raison de la forte activité industrielle), et, surtout, extrêmement balisé. En un mot, sans surprise.

Les événements de ces derniers jours ont singulièrement brouillé les repères. La perspective de pouvoir s'adresser à terme, à seize millions de consommateurs supplémentaires, à une industrie avide de biens d'équipement, est aujourd'hui des plus séduisantes. Mais l'environnement des affaires est devenu, dans l'immédiat, nettement plus incertain. « Quels seront nos interlocuteurs dans six mois ? » s'interroge le responsable de la zone Europe de l'Est pour Arbel Fauvet Rail, l'un des tout premiers constructeurs européens de wagons. Numéro un français dans son secteur, la société pratique le marché est-allemand depuis plus de vingt ans. « Le système des centrales d'achat sera-t-il maintenu ou aurons-nous la

possibilité de traiter directement avec les entreprises clientes ? Personne n'est actuellement en mesure de nous répondre. » Les perspectives d'ouverture du marché est-allemand rejoignent bien entendu Arbel. « La RDA va devoir renouveler un parc de wagons — parfois vieux de trente ans — si elle veut intensifier ses échanges. On peut légitimement s'attendre à une relance de la demande est-allemande, surtout si elle est soutenue par l'aide financière occidentale. » Reste que le constructeur hésite encore à prendre les devants. « Nous travaillons là-bas depuis longtemps. Nous avons un bureau permanent à Berlin. Nous n'avons donc pas à nous précipiter. On peut attendre que la visibilité soit meilleure. » Chez GEC-Alsthom, qui a exporté à quinze mois d'intervalle deux gros contrats de fourniture de turbines à gaz à la RDA (le dernier, signé en janvier 1989, s'élève à 356 millions de francs), l'attitude d'attente est plus nette encore. « On

a à cœur de marquer des points sur ce marché que Siemens considère comme une chance gardée. Mais, pour recréer un courant d'affaires, il faut des devises, et la RDA n'en a toujours pas. On accentuera notre effort sur l'Allemagne de l'Est comme sur la Hongrie et la Pologne, en fonction des aides financières qui seront consenties à ces pays-là. » Pour le moment, seuls les traditionnels négociants agro-alimentaires s'apprêtent à passer à l'action. Comme Interagra, ou comme la société Birel, spécialiste du commerce de viande bovine et dont les liens avec la RDA remontent à plus de trente ans. « Le développement de l'industrie agro-alimentaire sera, à n'en pas douter, l'une des priorités des nouvelles équipes en place », explique Louis-Gérard Birel, son président. « C'est pourquoi — dès maintenant — nous montrons en première ligne... »

CAROLINE MONNOT

(1) Compagnie française pour le commerce extérieur.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SAGA
SAGA/FINANCE CONTREPARTIE

DOCKS INDUSTRIELS

Par communiqué du 3 novembre 1989, la société Saga avait annoncé son intention d'acquiescer en Bourse 54 152 actions (87 %) de Docks Industriels, société cotée au marché au comptant de la Bourse de Bordeaux, au prix de 460 F par action.

En même temps, Saga s'était engagée à acheter en Bourse toutes les quantités de titres de Docks Industriels qui lui seraient présentées au prix de 460 F par action au cours de quinze séances de Bourse prévues pour la garantie de cours, soit du 6 novembre au 24 novembre 1989 inclus.

La cotation des actions de Docks Industriels ayant été suspendue le 6 novembre 1989, pour être reprise le 15 novembre 1989, selon communiqué de la Société des Bourses Françaises du 13 novembre 1989, l'engagement de Saga d'acheter toutes quantités de titres de Docks Industriels durant quinze séances de Bourse est renouvelée pour la période du 15 novembre 1989 au 3 décembre 1989 inclus.

La société Finance Contrepartie, ayant manifesté un intérêt pour Docks Industriels et s'étant rapprochée de Saga, a proposé de participer au développement de Docks Industriels. Finance Contrepartie est une société financière dont le capital est de 100 MF et qui est animée par MM. Alain Dumeau et Yveline Salog.

Saga, qui conservera le leadership de l'opération, a l'intention de céder à Finance Contrepartie 50 % des actions de Docks Industriels qu'elle détient à l'issue de la période de garantie de cours ci-dessus visée. Cette cession au profit de Finance Contrepartie s'effectuera au prix de la garantie de cours.

Concomitamment, Docks Industriels a l'intention de regrouper ses activités portuaires et participations liées, au sein d'une structure nouvelle, qui prendra le nom de Docks Industriels de Bordeaux et sera contrôlée par Saga.

L'entité juridique qui restera inscrite à la Cote Officielle sera, d'un commun accord entre les parties, affectée à des activités industrielles et financières nouvelles.



Paluel-Marmont S.A.

O.B.S.A. S.P.I. 6 mars 1987.
Échéance des bons A : 31 décembre 1989.

Chaque bon A permet de souscrire à une action Paluel-Marmont S.A. (anciennement Société de Placements Internationaux - S.P.I.) au prix de 580 F au lieu d'environ 720/750 F, cours actuels.

Ces bons A arrivent à échéance le 31/12/89.

Le valeur de l'actif net réévalué de Paluel-Marmont S.A. est supérieur à 1 000 F par titre.

Paluel-Marmont S.A. détient essentiellement : 38 % de la Compagnie Lebon, 53 % de Paluel-Marmont Banque, 91 % de S.A.C.I. filiale hôtelière du Groupe, 6 % de B.D.D.P. et 17 % de 2001 Andrioussin, fondé avec Virgin France.

Le dernier rapport annuel de Paluel-Marmont S.A. est à la disposition de ceux qui le souhaitent au siège social de la société, 26, rue Marillat - 75008 Paris. Il pourra être envoyé sur demande en téléphonant à Mme Ricourt au 42-67-01-00.

حکومت الاحل

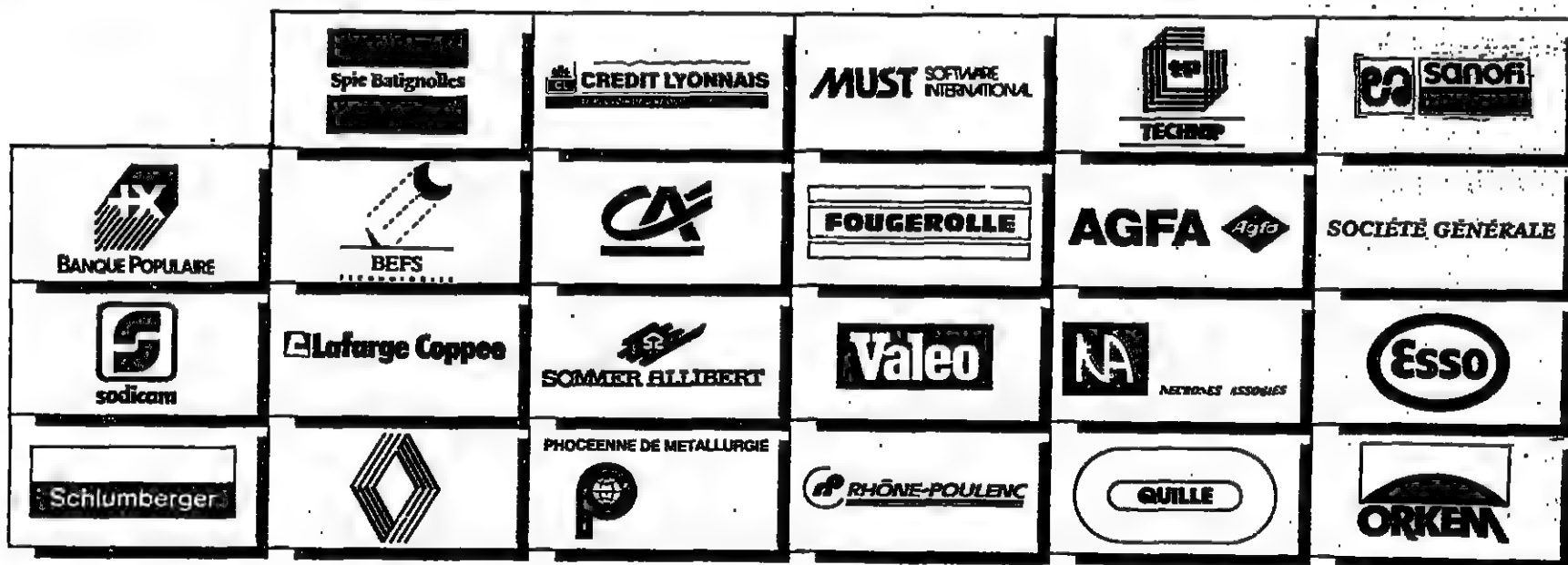
هكذا من الاعمال

LA BOURSE LE 1 AUX STAGES ÉTUDIANTS* GAGNEZ PLUS DE 100 STAGES DANS LE MONDE ENTIER

Dès lundi et jusqu'au 29 novembre, la Bourse aux stages du « Monde Campus », la Commission des Communautés européennes et 23 entreprises vous offrent la possibilité de gagner plus de 100 stages dans le Monde entier.

* BAC + 3 minimum obtenu courant 1990

** Lisez LE MONDE ou demandez un bulletin de participation gratuit au délégué de la Bourse aux stages ou au CIQ de votre université ou école



RÈGLEMENT

ARTICLE 1
La SAEL LE MONDE, capital social 620 000 F, RC 882 010181, 7, rue des Bains, 75008 Paris, éditeur du quotidien LE MONDE, organise une bourse aux stages intitulée « LA BOURSE AUX STAGES DU MONDE CAMPUS ».

ARTICLE 2
Cette bourse est ouverte à toute personne titulaire d'un diplôme ayant en juin 1990 au minimum le niveau bachelier plus 3 ans d'études, au maximum 5 ans, et résidente en France métropolitaine (hors Alsace), à l'exception des collaborateurs du journal LE MONDE, de la radio EUROPE 1 et des membres de leur famille directe.

ARTICLE 3
Cette manifestation est ouverte du 20 novembre au 29 novembre 1989 inclus, à l'âge d'une offre gratuite et sans obligation d'achat.

ARTICLE 4
Entre le lundi 20 novembre et le mardi 28 novembre 1989 inclus, LE MONDE (hors du 21 novembre au 23 novembre) publie au total 23 affirmations sur respectivement 23 entreprises et 2 questions sur la Commission de la Communauté européenne, à raison de 3 questions pendant 5 jours et 4 questions pendant 2 jours. Pour aider les participants, un indice sera dévoilé du 20 novembre au 28 novembre 1989 inclus sur EUROPE 1 pendant le journal de 20 heures.

ARTICLE 5
Le mercredi 29 novembre 1989, LE MONDE (hors du 20 novembre) publie le bulletin de participation comprenant les 23 logos des entreprises et les 2 questions fermées, la question subsidiaire, une demande de renseignements. Chaque candidat est tenu de :

- reconnaître chaque entreprise au travers d'une dédicace et à affecter le nombre de cette dédicace au logo qui lui correspond
- à répondre aux 2 questions
- à répondre à la question subsidiaire
- à remplir la demande de renseignements
- à fournir une attestation de réussite.

ARTICLE 6
Dès le démarrage de l'opération, soit le lundi 20 novembre 1989, des bulletins de participation seront disponibles auprès des délégués de la bourse aux stages dans les universités et aux bureaux des élèves des écoles.

En outre, il sera possible de demander un bulletin de participation par voie postale en adressant à l'adresse suivante :

LA BOURSE AUX STAGES DU MONDE CAMPUS, BP n° 182, 93261 LES LILAS, selon le 20 novembre et le 29 novembre 1989 inclus, le cachet de la poste faisant foi (indiquer renvoyer par simple demande).

Il ne sera communiqué aucun renseignement par téléphone. Les bulletins de participation sont mis en circulation gratuitement comprenant :

- les 23 dédicaces
- les 23 logos
- les 2 questions
- la question subsidiaire
- une demande de renseignements
- l'annexe de règlement.

ARTICLE 7
Les bulletins de participation doivent être complétés avant le 20 novembre 1989, avant le 20 décembre 1989 inclus, le cachet de la poste faisant foi. Le bulletin complété sera renvoyé par simple demande.

ARTICLE 8
Une même personne peut participer plusieurs fois, à condition d'utiliser des bulletins de participation différents, chacun de ces bulletins étant individuellement rempli.

ARTICLE 9
Ne seront pas pris en considération les bulletins illégaux, truqués, intentionnellement remplis ou copiés après la date limite de participation.

ARTICLE 10
La sélection sera tout d'abord effectuée en tenant compte du nombre de réponses reçues sur 23 dédicaces et sur 2 questions. Pour les 23 dédicaces, sera considérée comme une réponse exacte toute bonne association entre une dédicace et un logo correspondant à une entreprise.

Les bulletins-réponses seront classés par ordre de mérite, à l'aide d'un logiciel. Les dédicaces au logo seront départagées par la question subsidiaire et par les réponses fournies dans la demande de renseignements.

ARTICLE 11
La question subsidiaire et la demande de renseignements : Les candidats doivent répondre dans l'espace prévu à cet effet à la question subsidiaire : « Que représente un stage à l'étranger pour votre avenir professionnel ? » Les critères de sélection pour cette question subsidiaire sont : l'originalité, la créativité, le style et l'argumentation du texte.

Les candidats devront répondre dans l'espace prévu à cet effet à une demande de renseignements : les candidats, ils seront à fournir tous les éléments demandés. En application de la loi du 6 janvier 1978, la manifestation d'un droit d'accès et de rectification.

La création, lors de l'opération des données fournies sur la demande de renseignements, sera l'obligation de profil de chaque candidat à l'un des profils suivants pour les différentes étapes.

Le jury pour cette sélection sera composé de :

- représentants du MONDE et de l'ARMEDEPUBLI
- conseils en recrutement.

A ce stade, au moins 200 candidats seront retenus.

Se seront convoqués à Paris, sans indemnité, mercredi 7 mars 1990 en vue de sélectionner les candidats qui bénéficieront effectivement d'un stage.

Cette dernière phase de sélection se déroulera sous la forme d'un entretien des candidats convoqués avec les représentants des entreprises proposant des stages. Cet entretien pourra s'effectuer dans la langue du pays où se déroulent chaque stage.

ARTICLE 12
Les sélectionnés seront prévus personnellement par courrier. Ils recevront toutes indications pour la sélection avec les entreprises concernées.

Le déplacement des sélectionnés, hors de France pour la journée du 7 mars 1990 sera pris en charge par LE MONDE, sur l'aller (SNCF) aller-retour (compagnie Paris) sera remboursé sur la base de 200 F dans un délai de 30 jours.

ARTICLE 13
La bourse aux stages du MONDE CAMPUS est dotée d'une centaine de stages en entreprises situés dans le monde entier.

ARTICLE 14
Il ne sera pas possible d'obtenir un stage dans une entreprise contre un autre stage ou contre des espèces.

Les dates des stages seront fixées par les sociétés et ne pourront être changées. En aucun cas, LE MONDE ne sera responsable si l'entreprise ne fournit pas le stage prévu à un candidat sélectionné.

Le transport et l'hébergement induits par le stage sont à la charge du candidat retenu sauf si l'entreprise concernée les prend à sa charge.

ARTICLE 15
Les candidats sélectionnés par les entreprises à utiliser leurs noms, photos, adresse et photographie dans toute manifestation publicitaire ou commerciale à cette bourse, sans que cette utilisation puisse nuire d'aucun droit qui leur est acquis.

ARTICLE 16
La société organisatrice se réserve le droit d'écarter, de priver, de modifier ou d'annuler le stage et les circonstances l'exigent. Sa responsabilité ne saurait être engagée de ce fait.

ARTICLE 17
Toutes les difficultés pratiques d'application de l'arrêté de la présente règlementation seront traitées conformément par les organisateurs. La participation à cette bourse implique l'acceptation pleine et entière du présent règlement.

ARTICLE 18
Le règlement complet ainsi que les moyens et modalités de contrôle sont déposés chez M. VENEZIA, avocat de justice à Neuilly-sur-Seine.

Sur Europe 1
un indice par jour
au journal de 20 h
pendant toute
la durée
de la Bourse.
Retrouvez ces indices
sur minitel :
3615 LM

Bulletin-
réponse
dans
Le Monde
daté du
30 novembre

AVEC LA PARTICIPATION DE
COMMISSION
DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES
(programme Cornet)

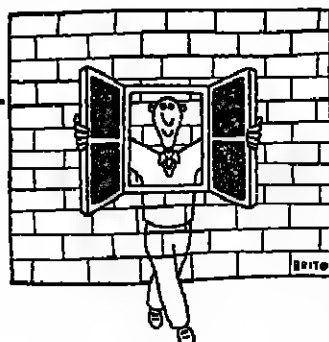
Le Monde
CAMPUS
AVEC
EUROPE 1

ÉCONOMIE

Une nouvelle donne pour la RDA

« Une structure industrielle trop peu spécialisée »

selon M. Ivan Samson, chercheur à l'université des sciences sociales de Grenoble



« La RDA est considérée comme le pays de l'Est le plus industrialisé. Qu'en est-il ? »

On peut dire que la RDA est un des grands pays industrialisés. Mais son industrie a une structure un peu ancienne, très concentrée et trop peu spécialisée. Ainsi, la part des industries lourdes et de la mécanique est encore trop forte. A l'inverse, malgré de très gros efforts, celle de la high-tech est insuffisante ; dans les communications ou les biotechnologies, le pays est peu développé.

Ce tableau correspond à l'image traditionnelle que l'on a de l'industrie dans les pays socialistes.

Pas tout à fait. La RDA a une particularité : sa position forte dans la production, liée à la fois à son savoir-faire dans la mécanique — de tous temps, ses machines traditionnelles ont été réputées — et aux efforts qu'elle a faits pour développer une industrie électronique, dans un esprit quasi autarcique.

On dit souvent que son industrie est en retard d'une génération. Dans l'électronique, la RDA a six ou sept ans de retard. Mais elle fait des efforts considérables pour que cet écart ne s'aggrave pas. Elle vient de sortir des circuits pour une puce de 1 mégabit.

Vous y croyez, à cette puce ? La question est de savoir s'il s'agit d'un prototype ou d'une production industrielle. En règle générale, le pays est bon en recherche-développement, mais l'industrialisation fait défaut. Pour plusieurs raisons : les mécanismes économiques sont tels que les entreprises n'ont pas intérêt à utiliser des processus modernes ; en outre, la pénurie de capitaux est cruelle, les moyens pour l'investissement étant concentrés sur certains secteurs.

Lesquels ?

Par exemple, dans l'énergie, qui absorbe un tiers des investissements industriels, des sommes importantes ont été investies pour reconstruire la lignite les centrales utilisant jusqu'à 100 tonnes de pétrole ou les installations pétrochimiques. Si bien qu'aujourd'hui, la RDA vend à l'étranger des produits dérivés du pétrole (l'essence, notamment) pour se procurer des devises. Le logement absorbe aussi beaucoup de capitaux. Sans oublier les sommes considérables investies pour créer de toutes pièces une industrie électronique.

Les combinats régionaux vont éclater

Autre handicap, la concentration.

Effectivement. Les cent trente combinats industriels sont des unités énormes qui rassemblent de 20 000 à 70 000 personnes. Les plus connus sont Karl Zeiss Jena, Robotron, Fritz Heckert, 7 Oktober ou Polygraph. Certains des combinats est-allemands gagnent de l'argent, exportent, affrontent la compétition et font l'admiration des chefs d'entreprise ouest-allemands. Mais on ne peut généraliser. En règle générale, il y a une logique de la concentration en RDA, comme dans tous les pays de l'Est : plus on est en meilleure position pour négocier, notamment les moyens budgétaires. Autre condition du succès, les hommes.

Quelle est la situation dans ce domaine ? La sélection des cadres économiques s'opère assez correctement : la compétence l'emporte sur la couleur politique.

Parmi les forces des combinats, il faut citer leur rôle dans la rationalisation de la production : totalement intégrés verticalement, ils tirent avantage de leurs relations inter-industrielles, à la différence de la situation dans les autres pays de l'Est, où l'on rencontre souvent des problèmes d'approvisionnement. Ils concentrent 90 % des dépenses de recherche et développement du pays. A court terme, je ne prévois donc pas leur disparition.

A l'inverse, parmi leurs faiblesses, on peut déplorer le pouvoir trop grand dont dispose la dernière entreprise en bout de chaîne, celle qui absorbera les fournisseurs. Le pays manque en conséquence d'industries de biens intermédiaires en contact avec le marché, ce qui pénalise l'innovation et encourage au contraire les tendances autarciques et à la déspecialisation.

Et entraîne des doubles emplois.

Bien sûr. En outre, même s'ils sont compétents, les directeurs des entreprises coiffés par les combinats ont des pouvoirs assez limités.

Voyez-vous une privatisation de ces combinats ?

Il y a un consensus pour ne pas privatiser l'essentiel de l'industrie, c'est-à-dire les grandes entreprises sous contrôle de l'Etat. Pourtant, on assistera peut-être à des changements : leurs fournisseurs pourraient devenir des sociétés par action, détenues par des combinats et non plus dominées par un seul. En revanche, les combinats régionaux, qui sont un non-sens économique, vont vraisemblablement éclater. C'est là que l'on pourrait voir un caser du privé.

La baisse du taux d'investissement a commencé au milieu des années 70. Aujourd'hui, la productivité du capital est faible, car les

équipements sont vieux, rarement renouvelés. En gros, la productivité du travail et du capital est inférieure de moitié à celle que l'on trouve en RFA. En outre, les entreprises est-allemandes travaillent souvent en sureffectif.

Où en sont les relations commerciales de la RDA avec les autres pays de l'Est ?

L'URSS représente environ 40 % du commerce extérieur de la RDA. Elle importe surtout des matières premières et de l'énergie et lui vend des équipements industriels (machines-outils, machines chimiques, matériel d'imprimerie...) et des biens de consommation. Ces deux postes représentent les deux tiers des exportations est-allemandes, voire plus avec l'URSS.

Les échanges avec l'Union soviétique sont très complémentaires : la RDA a besoin des matières premières soviétiques qu'elle règle par ses exportations. Pourtant, depuis l'ère Gorbatchev, l'URSS devient de plus en plus exigeante sur la qualité des produits, et lui fait payer ses matières premières de plus en plus cher.

En revanche, l'Allemagne de l'Est proteste depuis longtemps contre le fonctionnement du Comecon, car elle se sent tirée vers le bas. Elle souffre en outre des classiques problèmes d'approvisionnement que l'on trouve dans chacun de ces pays.

Un pays pétrolier ?

Et les échanges avec l'Ouest ? La RDA achète moins d'équipements à l'Ouest qu'on ne le pense généralement. Ses importations sont surtout constituées de biens

intermédiaires (produits chimiques, sidérurgie spécialisée...), de céréales pour sa production de viande, de biens de consommation et d'équipement. Quantitativement, c'est, depuis 1985, le pays de l'Est le plus ouvert à l'Ouest : l'Ocident représente environ 30 % de son commerce extérieur.

Est-elle excédentaire avec l'Ouest ?

Oui, mais pour des raisons particulières : elle doit une bonne partie de ses devises aux produits dérivés du pétrole. Elle achète le brut à l'URSS, ou même sur le marché libre qu'elle achète à trois mois pour revendre au comptant afin de se procurer des liquidités, le transforme et revend à l'Ouest de l'essence, du gazole ou du fioul, pour 6 millions de tonnes par an environ.

C'est essentiellement sur ce poste que la RDA réalise ses excédents et non avec la mécanique. En effet, la compétitivité de ses machines s'est dégradée et n'atteint pas le niveau qu'elle avait dans les années 70. Ce phénomène est particulièrement marqué avec la RFA : 11 % seulement de ses ventes à ce pays sont constituées de biens d'équipement.

Mais la RDA vend aussi beaucoup de petits biens de consommation industrielle, comme les machines à coudre, l'électroménager, le textile, les chaussures... Dans la mode, elle travaille parfois à façon pour la RFA. Avec Salamander, par exemple, ils ont des accords de licence. Il existe aussi de la sous-traitance où ils n'apportent que de la main-d'œuvre, tout leur étant fourni, y compris les étiquettes.

En cas d'ouverture accrue de la RDA, n'y aura-t-il pas dépendance industrielle ?

La RDA achète encore plus de biens intermédiaires à la RFA que les autres pays de l'Est. C'est dans la chimie que l'Allemagne de l'Est est la plus dépendante : on a l'impression qu'ils sont intégrés à la stratégie des grands groupes ouest-allemands.

En général, les relations sont très étroites, les industriels se connaissent, coopèrent. La structure industrielle reste marquée par l'histoire et retrace encore la spécialisation interrégionale d'autan.

Si l'on envisageait une réunification, y aurait-il une complémentarité industrielle ?

La RDA retrouverait ses spécialités dans les industries mécaniques et légères. Sa chimie, très vétuste, serait intégrée aux grands groupes. Reste à savoir dans cette hypothèse, que j'estime très peu probable à court terme, ce que deviendraient la robotique, l'électronique et l'informatique. Elles auraient sans doute leur place, car elles ont permis le développement de compétences. Il faut savoir que la RDA vend des logiciels à l'étranger (même à Mercedes et à Texaco)... Ses grandes lacunes sont dans l'organisation commerciale et industrielle. En outre, son industrie n'est pas assez spécialisée. Sur le plan interne, comme on l'a vu. Sur le plan externe, aussi, car elle s'est développée selon une logique très nationaliste, trop indépendante. C'est un petit pays qui voudrait tout produire. On le voit dans la mécanique : la moitié des séries est de moins de cinquante unités !

Propos recueillis par

FRANÇOISE VAYASSE

M. Ivan Samson est chercheur à l'unité de recherche sur les économies et les normes du socialisme existant (URGENSE) de l'université des sciences sociales de Grenoble.

TOUS LES JOURS
ON VOUS PARLE
DE COMPTE CHEQUE
REMUNERE

TOUS LES JOURS CORTAL
REMUNERE
VOTRE COMPTE CHEQUE.
6,5 %*
RENDREMENT ACTUEL
DU COMPTE OPTIMAL®

CORTAL
CORTAL. CHOISIR SA BANQUE,
C'EST DÉJÀ UN PLACEMENT.

Cortal vous propose le Compte Optimal®, le 1^{er} compte chèque qui rapporte actuellement 6,5 %* l'an. Votre argent est automatiquement placé en Sicav Optimal et vos liquidités sont rémunérées tous les jours. Vous disposez d'un chéquier pour régler vos dépenses. Pour ouvrir votre Compte Optimal®, 25 000 F suffisent ; la cotisation annuelle est de 450 F. Vous bénéficiez pour vos placements du service Cortal, à votre écoute 24 heures sur 24, et d'un conseiller financier expérimenté. Cortal est une société de la Compagnie Bancaire, 1^{er} groupe européen spécialisé dans les services financiers.

Je souhaite recevoir, sans engagement de ma part, un dossier complet d'information sur le Compte Optimal®.

Nom _____
Prénom _____
Adresse _____
Code postal _____
Ville _____
Tél. (dom.) _____ (bur.) _____
Profession _____ Age _____

Renvoyez dès aujourd'hui ce bulletin sans l'affranchir à :
CORTAL, libre-réponse 9703-75, 75789 Paris Cedex 16.

NUMERO VERT 05.10.30.30

هكذا من الاجل

ÉCONOMIE

Une nouvelle donne pour la RDA

Prudences et réticences à Wall Street

NEW-YORK

de notre correspondant

A Yorkville, aussi, le mur est tombé. Et toute la nuit les chopes de bière ont valsé pour célébrer la chute du dernier rempart qui séparait les deux Berlins. Voir à une réunification des deux Allemagnes. Dans ce qui fut jusqu'à la fin des années 60 le quartier allemand de New-York, les Delicatessen et les restaurants japonais ont remplacé les brasseries d'autan. Mais les immigrants de Washington Heights, dans le nord de la ville où ils se sont à nouveau regroupés, ont su retrouver le chemin de la 86^e Rue et de la 11^e Avenue. Et, durant deux jours au moins, le Heidelberg n'a pas désempé.

« Je n'ai pas arrêté jusqu'à 6 heures du matin. Et le lende-

main, c'était pareil... », se plaint Dieter, l'un des serveurs pris en « extra » pour la circonstance. Ce qu'on a fait ? « D'abord la liberté nouvelle des Allemands de l'Est. Ensuite, la prochaine réunification... » Pour Tommy, c'est un fait acquis. Né sur le sol américain, de père allemand et de mère irlandaise, cet officier de l'US Navy se dit à peine surpris par les événements politiques qui, de l'autre côté de l'Atlantique, se sont succédé à un rythme redoublé depuis trois semaines.

Le premier moment d'euphorie passé, les Américains, qui ont revu sur leurs écrans de télévision le « Ich bin ein Berliner » de John F. Kennedy, ont vite retrouvé le sens des affaires, avec prudence. Témoins les propos pour le moins mesurés du président Bush et de son secrétaire d'Etat, James Baker,

sur « ce développement spectaculaire » (le Monde du 11 novembre) qui semble les avoir pris par surprise.

Dans un premier temps, cette future Europe « entière et libre » que la Maison Blanche affirme avoir appelée de ses vœux fait un peu peur. « Regardez, autour de vous, ces hommes qui pianotent sur leur terminal. Certains d'entre eux avaient tout juste vingt ans à la fin de la dernière guerre mondiale. Ils en ont gardé des souvenirs... », assure cet homme de portefeuille, abrité par l'une des plus importantes banques d'investissement new-yorkaises. « Mais, maintenant, il faut aller de l'avant. Puisqu'on fait la paix, il faut les aider. D'abord en leur demandant d'apprendre l'anglais. C'est ce que George Bush a dit aux Polonais... Ensuite, en les intégrant progressivement dans une économie de marché. Au sein d'une grande Europe. Ce sera bien la première fois depuis l'Empire romain... »

Pourtant, des instructions en ce sens ont été données. Ainsi, Morgan Stanley, l'un des plus puissants « brokers » américains, vient-il de décider de porter de 3 % à 7 % la part de son portefeuille investie en valeurs allemandes. « L'ouverture de l'Allemagne de l'Est est un élément haussier pour les marchés boursiers », affirme Barton M. Biggs, l'un des principaux conseillers en investissements de la firme.

Et de citer les perspectives qu'offrent ces 16,6 millions d'Allemands de l'Est dont le PNB par habitant (4 800 dollars par an contre 13 300 de l'autre côté de la frontière) ne demande qu'à croître, et des profits à tirer d'un salaire horaire de 2 à 3 dollars en RDA, inférieur de cinq à six fois à celui d'un ouvrier ouest-allemand. D'où l'urgence d'investir le marché boursier allemand qui, exception faite de l'Italie, est « encore un des moins chers dans le monde ».

A côté de l'enthousiasme sans frein de Morgan Stanley, les pré-

tentions de Shearson Lehman Hutton paraissent presque déplacées. « Dans l'immédiat, tout en se félicitant de ce qui se passe en Allemagne, je ne prévois pas d'expansion rapide des affaires avec l'Europe de l'Est », assure Steven Nagourney. La situation actuelle pose quantité de questions : que faut-il attendre d'une Allemagne devenue une mégapouissance ? Quel va être son rôle dans l'Europe de 1993 ? L'aide financière accordée à la RDA va-t-elle profiter à la nouvelle Allemagne ou à l'ensemble des autres pays de l'Est avec lesquels elle commerce ?

« La marche ne s'y est pas trompée, fait-il valoir. Certes, dans les actions, notamment allemandes, on a un peu grimpé, mais elles sont

retombées ensuite. De plus, le marché obligataire, celui qui sert d'indicateur sur le moyen terme, était plutôt baissier. Enfin, pour la première fois depuis de nombreuses années, on a noté une prime sur le cours du deutsche-mark à terme. C'est là le signe révélateur des questions que se pose le marché. »

Les grandes banques américaines font preuve elles aussi d'une extrême prudence. « Pour nous, il ne s'agit pas de raisonner déjà en termes de nouveaux marchés de consommateurs, affirme ce responsable d'un des grands établissements de la place. L'incertitude politique est tellement grande que ce n'est pas demain que nous allons ouvrir une agence à Berlin-Est. » Derrière cette attitude d'expectative, il faut voir les leçons du passé. L'exemple récent de la Chine a démontré qu'un processus de démocratisation, même très avancé, peut être interrompu à tout moment. Par ailleurs, les banques américaines continuent à souffrir

— et leurs derniers résultats trimestriels en témoignent, des prêts et des concours divers avènement consentis à une Amérique latine endettée de façon endémique. Troquer la dette mexicaine, péniblement réaménagée, pour de nouveaux risques en terre est-européenne apparaît pour l'instant hasardeux. A l'instar de leurs homologues politiques, les grands banquiers américains attendront plusieurs mois avant de placer quelques pions sur un échiquier aux contours encore trop flous.

Si quelques investisseurs acceptent d'augmenter la mise sur l'Allemagne de l'Ouest, rares sont, pour l'heure, les entreprises qui se précipitent derrière le rideau de fer, à présent définitivement déchiré. Une exception cependant : cette petite firme californienne qui s'est déjà portée acquéreur du mur de Berlin. Pour le débiter pierre par pierre et en faire des objets de souvenir. Payés en dollars, bien sûr.

S. M.

MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT, DU LOGEMENT, DES TRANSPORTS ET DE LA MER

Préfecture de l'Indre - Préfecture de la Creuse - Préfecture de la Haute-Vienne
RN 20 : Liaison autoroutière Châteauroux-Sud-La Crolaître

AVIS D'ENQUÊTE

Une enquête publique préalable :

- à l'attribution du statut autoroutier à la section de la RN 20 entre Châteauroux-Sud et La Crolaître sur le territoire des communes de Saint-Maur, Lusat, Vellès, Saint-Marcel, Argenton-sur-Creuse, Celon, Vigoux, Paracé et Moubet, dans le département de l'Indre, des communes d'Azéables et Saint-Maurice-la-Souterraine, dans le département de la Creuse, et des communes de Saint-Sulpice-les-Feuilles, Arnac-la-Poste et Saint-Amand-Magnazeux, dans le département de la Haute-Vienne ;
- à la déclaration d'utilité publique des travaux des sections ci-après :
 - aménagement entre Châteauroux-Sud et Argenton-sur-Creuse (P.R. 46 + 000 à 61 + 800) ;
 - déviations de Celon (P.R. 68 + 150 à 73 + 100) ;
 - déviations de Cidier l'Aumône et Rhodés (P.R. 86 + 460 - Indre - à P.R. 2 - 000 - Haute-Vienne) ;
 - à la modification du plan d'occupation des sols des communes de : Saint-Maur, Lusat, Vellès, Saint-Marcel, Argenton-sur-Creuse, Celon, dans le département de l'Indre, se déroulera du 15 novembre au 19 décembre 1989.

La commission d'enquête sera constituée de :
— président : M. André Varnale, 81, rue Grande, 36000 Châteauroux ;
— membres : M. Jean Lemoine, Saint-Sauveur, 87300 Bellac ; M. Louis Jamot, rue de Paulette, 23000 Guéret ;
— suppléant : M^{me} Germaine Guillard, 71, avenue de la Manufacture, 36000 Châteauroux.

Du 15 novembre 1989 au 19 décembre 1989, le siège principal de l'enquête sera situé à la préfecture de l'Indre, à Châteauroux, où le dossier sera mis à la disposition du public, tous les jours, de 8 h 30 à 17 heures, ainsi que les samedis 9 décembre 1989 et 16 décembre 1989, de 9 heures à 12 heures, sauf les samedis, dimanches et jours fériés.

En outre, le dossier mis à l'enquête pourra être consulté pendant la même période, sauf les dimanches et jours fériés, dans les mairies de :

- Saint-Maur : les lundis, de 14 heures à 16 h 30, les mardis, mercredis, jeudis, vendredis, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 16 h 30, les samedis, de 9 heures à 12 heures ;
- Lusat : tous les jours, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures, sauf les lundis matin et samedis après-midi ;
- Vellès : les mardis et mercredis, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures, les jeudis, vendredis et samedis, de 9 heures à 12 heures, et de 14 heures à 17 heures, sauf les lundis ;
- Tendu : tous les jours, de 14 heures à 17 heures, sauf les samedis ;
- Saint-Marcel : les lundis, de 14 heures à 18 heures, les mardis, mercredis, jeudis et vendredis, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, les samedis, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures ;
- Argenton-sur-Creuse : tous les jours, de 8 h 45 à 12 heures et de 13 h 45 à 18 heures, sauf les samedis après-midi ;
- Celon : les lundis, mardis, jeudis et vendredis, de 14 heures à 17 heures, les samedis, de 10 heures à 12 heures, sauf les mercredis, excepté le mercredi 15 novembre 1989, premier jour de l'enquête, de 14 heures à 17 heures ;
- Vigoux : les lundis, mardis, mercredis et vendredis, de 14 heures à 17 heures, sauf les jeudis et samedis ;
- Paracé : les lundis, de 14 heures à 18 heures, les mardis, mercredis, jeudis, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, les vendredis, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures, et les samedis, de 9 heures à 12 heures ;
- Moubet : les lundis, de 14 heures à 17 h 30, les mardis, mercredis, jeudis et vendredis, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 h 30, les samedis, de 9 heures à 12 heures ;
- à la préfecture de la Creuse : tous les jours, de 8 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, sauf les samedis ;

En mairies de :

- Azéables : tous les jours, de 8 h 30 à 12 heures et de 13 h 30 à 18 heures, sauf les samedis ;
- Saint-Maurice-la-Souterraine : tous les jours, de 8 h 30 à 12 heures et de 13 h 30 à 18 heures, sauf les samedis après-midi ;
- à la sous-préfecture de Bellac : tous les jours, de 8 h 30 à 12 heures et de 13 h 15 à 17 heures, avec les vendredis après-midi fermeture à 16 heures, sauf les samedis ;

En mairies de :

- Saint-Sulpice-les-Feuilles : tous les jours, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, sauf les samedis après-midi ;
- Arnac-la-Poste : tous les jours, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, sauf les samedis après-midi ;
- Saint-Amand-Magnazeux : tous les jours, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, sauf les jeudis et samedis après-midi.

Les personnes désireuses de faire connaître leurs observations pourront soit les consigner sur les registres déposés dans les lieux susmentionnés, soit les adresser par écrit au président de la commission d'enquête, au siège de l'enquête (préfecture de l'Indre, à Châteauroux).

Au besoin, ces personnes pourront être reçues par un des membres de la commission d'enquête en matière de :

- Saint-Maur : le mardi 5 décembre 1989, de 9 heures à 12 heures ;
- Lusat : le mardi 5 décembre 1989, de 14 heures à 17 heures ;
- Vellès : le mercredi 6 décembre 1989, de 9 heures à 12 heures ;
- Tendu : le mercredi 6 décembre 1989, de 14 heures à 17 heures ;
- Saint-Marcel : le jeudi 7 décembre 1989, de 9 heures à 12 heures ;
- Argenton-sur-Creuse : le jeudi 7 décembre 1989, de 14 heures à 17 heures ;
- Celon : le vendredi 8 décembre 1989, de 14 heures à 17 heures ;
- Vigoux : le lundi 11 décembre 1989, de 14 heures à 17 heures ;
- Paracé : le lundi 4 décembre 1989, de 15 heures à 18 heures ;
- Moubet : le vendredi 8 décembre 1989, de 9 heures à 12 heures ;
- Azéables : le lundi 11 décembre 1989, de 9 heures à 12 heures ;
- Saint-Maurice-la-Souterraine : le mardi 12 décembre 1989, de 9 heures à 12 heures ;
- Saint-Sulpice-les-Feuilles : le mardi 12 décembre 1989, de 14 heures à 17 heures ;
- Arnac-la-Poste : le mercredi 13 décembre 1989, de 9 heures à 12 heures ;
- Saint-Amand-Magnazeux : le mercredi 13 décembre 1989, de 14 heures à 17 heures ;
- à la préfecture de l'Indre, à Châteauroux : le samedi 9 décembre 1989, de 9 heures à 12 heures, le jeudi 14 décembre 1989, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures, et le samedi 16 décembre 1989, de 9 heures à 12 heures.

A l'issue de l'enquête, la commission d'enquête établit un rapport relatant son déroulement et rédige ses conclusions.

Une copie de ce rapport et des conclusions sera déposée à la mairie de chaque commune où s'est déroulée l'enquête, aux sous-préfectures de Le Blanc et de Bellac, ainsi qu'aux préfectures de l'Indre, de la Creuse et de la Haute-Vienne, pour y être mis à disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

« C'est important pour le business »

Pour les marchés boursiers, volontiers enclins à lire dans la boule de cristal, la perspective d'un développement des affaires occidentales avec Berlin-Est puis avec l'ensemble des pays satellites est assurée. Même à terme. Et quitta à présenter la RFA comme cheval de Troie. « L'Allemagne de l'Ouest est devenue la porte d'entrée de toute l'Europe de l'Est », affirme Thomas Franco, un spécialiste chez Broadgate Consultants des grandes tendances en matière d'investissements internationaux.

« Ce qui se passe en ce moment à Berlin est très important. Pour la liberté. Et pour le « business »... compte tenu des besoins des pays de l'Est en biens d'équipement, en produits de consommation courante, il y a un marché potentiel énorme », assure-t-il. « Naturellement, la grande question est : qui va payer ? Il est clair qu'il faut à l'Europe de l'Est un plan Marshall... De toute évidence, les entreprises allemandes, d'abord, occidentales ensuite, vont exploiter les à-côtés économiques de la réunification. »

De fait, Wall Street a semblé plus hardi que le Capitole. Au moment où tombaient les premières pierres du mur de Berlin, l'indice Dow Jones des valeurs américaines s'octroyait une belle avance au New York Stock Exchange. Une hausse qui, de surcroît, est vraie, aux bonnes nouvelles en provenance de la célèbre avenue Unter den Linden à l'Est, qu'aux signaux annonçant une détente de la politique de crédit pratiquée par la Réserve fédérale. Toujours est-il que, le vendredi 10 novembre, au lendemain des événements, les actions allemandes étaient très bien orientées. De son côté, le « Germany Fund », l'emprunt allemand de référence, grimpait de 25 % avant de revenir à des niveaux plus raisonnables les jours suivants.

« Il s'agit là d'une réaction psychologique, admet Klaus Tanner, mais le regain d'intérêt pour l'Allemagne, chez les financiers américains, est manifeste depuis quelques jours », souligne ce représentant à New-York de la banque Hauck (une banque privée de Francfort), chargé de démarcher les grands investisseurs new-yorkais. « Naturellement, on sent bien encore une réticence. La démocratisation de l'Allemagne de l'Est, son orientation vers une économie de marché, ne sont pas encore assurées, concède-t-il. Mais je sais, d'après mes contacts, que de nombreuses maisons ont demandé à leurs spécialistes d'accroître leurs placements sur la RFA. »

Pour autant, les flux financiers entre New-York et Francfort ne vont pas gonfler du jour au lendemain. Traditionnellement, sur les quelque 2 000 milliards de dollars que les Américains placent sur les marchés financiers, un peu plus de 3 % seulement sont investis hors des Etats-Unis. Et, sur cette portion congrue, le Japon assure à lui seul 60 %, la part des Bourses allemandes atteignant 4 % ou 5 % du total investi à l'étranger. Avec leurs 250 milliards de dollars de capitalisation boursière fin 1988, les places de Francfort et de Düsseldorf ont encore fort à faire pour séduire l'argent de Wall Street.

La RFA en bonne place

(Ventilation du commerce extérieur américain)

Importations (en milliards de francs)		Exportations (en milliards de francs)		
	1987	1988	1987	1988
Total général :	406	441	254	322
Dont : CEE :	81	85	61	76
dont RFA :	27	26	12	14
France :	11	12	10	10
Dont Europe de l'Est :	2	2	2	4
dont RDA :	0,08 (1)	-	0,09 (1)	-

(1) 1987 derniers chiffres disponibles
(Source : département américain de Commerce)

D'une année sur l'autre, le Canada et le Japon (non représentés dans ce tableau qui se limite aux pays européens) restent les grands partenaires commerciaux des Etats-Unis. Les exportations américaines vont en priorité vers le Canada, le Japon, le Mexique et enfin l'Europe (où la Grande-Bretagne devance la RFA). En termes d'importations, le Japon vient en tête, suivi par le Canada, l'Allemagne de l'Ouest (premier pays européen), Taiwan et le Mexique.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GAGNER SUR LE TEMPS

SICAV	CARACTÉRISTIQUES	PERFORMANCES (1)	
		1988	9 mois 1989
Sicav Diversifiées :			
PARIBAS PATRIMOINE	RÉGULARITÉ DE LA PERFORMANCE À LONG TERME	14,50 %	11,06 %
PARIBAS OPPORTUNITÉS	CROISSANCE DYNAMIQUE DU CAPITAL	30 %	15,52 %
Sicav Actions :			
FRANCE INDEX	PREMIÈRE SICAV INDICIELLE FRANÇAISE	Crée en Nov. 88	19,84 %
JAPON FRANCE INDEX	PREMIÈRE SICAV INDICIELLE JAPONAISE	Crée en Déc. 88	10,98 %
PARAMÉRIQUE	PREMIÈRE SICAV AMÉRICAINE QUANTITATIVE	22,59 %	30,28 %
PARÉUROPE	GESTION EUROPÉENNE	19,60 %	22,30 %
Sicav Obligataires :			
PARIBAS ÉPARGNE	GESTION DE TRÉSORERIE À MOYEN TERME	10 %	5,40 %
PARIBAS CAPITALISATION	REVENU CAPITALISÉ	7,53 %	6,25 %
PARIBAS REVENUS	REVENU TRIMESTRIEL	9,76 %	3,31 %
EUROMONNAIES	GESTION OBLIGATAIRE EUROPÉENNE	9,59 %	0,45 %

(1) Les performances sont calculées après réajustement au jour du placement, des distributions nettes de la période.

UNE GAMME COMPLÈTE D'INSTRUMENTS DE PLACEMENT ADAPTÉS AUX OBJECTIFS ET AU DEGRÉ DE RISQUE CHOISI PAR CHAQUE INVESTISSEUR.

SICAV PARIBAS

Société de Gestion : PARIBAS ASSET MANAGEMENT S.A.
Renseignements : BANQUE PARIBAS, Direction de la Gestion Privée.
Tél. : 42.98.13.77

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LETTRE AUX ACTIONNAIRES
DE LA COMPAGNIE DE NAVIGATION MIXTE

*Cher actionnaire de la Compagnie de Navigation Mixte,
Madame, Monsieur,*

A vous avez été informés par la Presse de l'offre publique d'achat à titre principal assortie d'une offre publique d'échange à titre subsidiaire des actions de la Compagnie de Navigation Mixte par la Compagnie Financière de Paribas ■

Vous savez que la Compagnie de Navigation Mixte est devenue, grâce à votre soutien, un groupe prospère et que l'un de mes principaux soucis a toujours été d'assurer la meilleure valorisation économique de vos actifs ainsi que leur meilleur rendement ■

Cest dans le cadre de cette priorité que la Compagnie de Navigation Mixte a su créer un groupe où chaque branche d'activité a pu développer, avec une grande autonomie de gestion, une stratégie industrielle offensive et gagnante ■

Aujourd'hui, la Compagnie de Navigation Mixte est un groupe solide. Il dispose de moyens considérables mis au service d'un ambitieux projet d'entreprise dont l'objectif est de devenir un des principaux pôles de développement de l'économie française en Europe ■

Pour soutenir cette dynamique d'avenir, votre conseil d'administration m'a renouvelé sa confiance à l'unanimité, ainsi qu'à mon équipe. Il vous a recommandé de refuser une offre, qui n'est ni dans l'intérêt de votre société dont l'intégrité et l'indépendance doivent être préservées sans ambiguïté, ni dans votre intérêt ■

L'offre publique d'échange a pour effet de mettre en équivalence pécuniaire deux sociétés, la Compagnie de Navigation Mixte et la Compagnie Financière de Paribas, dont le passé, le présent et surtout l'avenir sont fondamentalement différents. La Compagnie de Navigation Mixte bénéficie, depuis 20 ans, d'une stratégie claire menée par un management dont la cohésion est forte autour de son projet d'entreprise. Ces 20 ans de succès ont eu des effets positifs pour vous, actionnaire : un investisseur qui a acheté 1 action de la Compagnie de Navigation Mixte au cours de 100 F en 1969 détient aujourd'hui 3,85 actions au cours actuel d'environ 1850 F soit un capital de 7120 F (71,2 fois l'investissement initial !). Ceci est notamment le résultat d'une politique de distribution d'actions gratuites, politique que nous entendons poursuivre dans les années à venir ■

L'offre publique d'achat valorise l'action de votre société à 1850 F. A ce cours, le marché n'a fait que réajuster insuffisamment la valeur de la société. La Compagnie de Navigation Mixte peut se prévaloir, aujourd'hui, d'un important potentiel de plus-values ■

L'a stratégie de croissance et de partenariat menée en Europe et notamment dans les hautes technologies en sont les fondements. La plus-value à réaliser dès 1990 et 1991 sur les actifs d'assurances, d'un montant d'environ 1,3 milliard de francs, en est la réalité tangible ■

Votre conseil d'administration est composé de membres représentant des actionnaires français et européens prestigieux. Leur recommandation de refuser d'apporter leurs actions à cette offre est unanime ■

Port de ce soutien, je suis sûr de pouvoir compter sur le vôtre : c'est dans votre intérêt et dans celui de votre société ■

J'e vous remercie de votre confiance et vous prie de croire, Madame, Monsieur et cher actionnaire, à l'assurance de mes sentiments dévoués ■

Marc Fournier

Marc FOURNIER
Président - Directeur Général
de la Compagnie de Navigation Mixte.



10, rue Volney - 75002 PARIS

هكذا من الاجل

● PROCHE-ORIENT : LA PAIX SE NÉGOCIE AU-DESSUS DES PEUPLES - Pages 22 et 23

N° 428 - 36^e année

NOVEMBRE 1989

LE MONDE

diplomatique

La quête
des Allemands de l'Est

(Page 3.)

32 pages - 17 F

Algérie : 10 DA
Belgique : 100 FB
Canada : 2,25 \$ C
C.F.R. : 1170 F CFA
Espagne : 320 Ptas
France : 17 F
G.R. : 1,40 \$ US
Grèce : 1,40 \$
Irlande : 1,70 £
Italie : 3 700 Lires
Londres : 100 FL
Maroc : 15,50 DH
P.-Bas : 5,00 FF
R.F.A. : 5 DM
Suisse : 900 F Cfr
Tunisie : 1 200 m

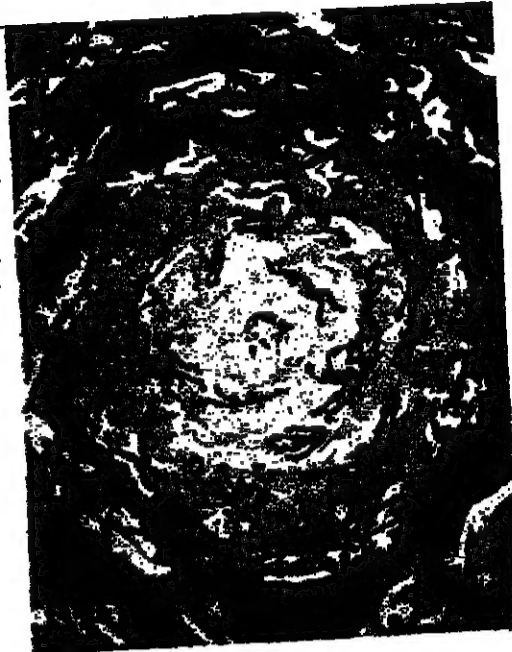
Publication mensuelle - 5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

Démocraties sans courage

Par CLAUDE JULIEN

PRISES au dépourvu, les capitales occidentales manifestent une extraordinaire perplexité devant l'effervescence de l'Europe orientale (1). Longtemps sceptiques, elles ont finalement cessé de s'interroger sur les intentions réelles de M. Gorbatchev. Devant l'ampleur des mouvements qu'il a mis en branle, elles ne peuvent plus douter, mais ne savent que faire. Exprimer bien l'incertitude générale, l'un des meilleurs commentateurs américains (2) écrit : « Je pose des questions. Il est évident que je

M. Henry Kissinger se borne à émettre un vœu : « Les États-Unis doivent prendre position (...) ». Nous devons trouver un [nouveau] concept politique pour l'Europe de l'Est (5). » Plus facile à dire qu'à faire... Car c'est toute une manière de voir le monde



UNE AMÉRIQUE A COURT DE MOYENS

La prudence forcée de M. George Bush

L'héritage de M. Reagan est-il en train de paralyser la diplomatie du président Bush ? Face à la rapidité des changements à l'Est, les dirigeants américains se montrent d'une extrême prudence. Mais cette attitude reflète moins un calcul stratégique qu'une incapacité à prendre l'initiative, à agir vigoureusement. En raison de ses folles dépenses militaires, de ses déficits budgétaires et commerciaux et des immenses besoins pour remédier aux inégalités sociales, l'Amérique manque aujourd'hui de moyens pour encourager une évolution qu'elle n'avait cessé de souhaiter.

Par SERGE HALIMI *

DANS ses premières déclarations à la presse écrite en tant que tion à la Maison Blanche sous M. Reagan), en un mot de sa « passivité ».

Également au sommaire

RENDRE AUX ÉLUS DU PEUPLE LA CAPACITÉ DE FAIRE LA LOI

Pour que les citoyens « à la conquête des pouvoirs » puissent pleinement participer aux décisions au sommet de l'État, il n'est d'autre solution que de renforcer le rôle et les moyens du Parlement. Christian de Brie explore les méthodes qui permettront au peuple de mieux faire entendre sa voix.

DÉSORDRE MONDIAL ET PAUVRETÉ DES NATIONS

Censées porter remède aux crises du sous-développement, les politiques d'ajustement structurel font faillite, écrit Jacques Decornoy. La « mondialisation » de l'économie concerne une poignée de nations riches. Mais l'Occident continue de prôner un libéralisme qui ne peut qu'aggraver le désordre planétaire.

ASIE DU SUD

M^{me} Bhutto dans un « champ de mines », par A. Dastarac et M. Levent. Comment garantir une transition pacifique à Kaboul, par Selig Harrison.

URSS

L'écologie comme terrain de lutte politique, par Patrice Miran.

ÉCOLOGIE

Les politiques sommés de faire un choix radical, par Bernard Cassen.

NOUVELLE-CALÉDONIE

À l'école de l'intégration, par Jean-Marie Kohler.

CAFÉ

Les producteurs perdent leur filet de sécurité, par Jean-Louis Gombaud.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

هكذا من الاجل

PARIS, 16 novembre

11	12	12	12 1/2	12 3/8	12 3/4	12 3/8	12 7/8
14 3/4	15	14 15/16	15 1/16	15	15 1/8	14 13/16	14 15/16
9 15/16	10 3/16	10 1/16	10 3/16	10 3/16	9 5/16	10 1/4	10 3/8

Ces courbes pratiquées sur le marché interbancaire des devises nous sont indiquées fin de semaine par une grande banque de la place.

Cours relevé
à 17 h 33

Comptant (réflexion)

SICAV (attention) 16/11

Cote des changes

Marché libre de l'or

MARCHÉ OFFICIEL	COURS parc.	COURS 16/11	COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS parc.	COURS 16/11		
			Achete	Vente					
Ban. d'Als (5 %)	8 261	8 220	8 050	8 520	Or 16 (16 au bar)	78 520	78 400	Or 16 (16 au bar)	78 520
Ban. d'Als (10 %)	8 187	8 169			Or 16 (16 au bar)	78 520	78 400	Or 16 (16 au bar)	78 520
Ban. d'Als (15 %)	8 113	8 074	7 923	7 951	Or 16 (16 au bar)	78 520	78 400	Or 16 (16 au bar)	78 520
Ban. d'Als (20 %)	8 039	8 000	7 889	7 917	Or 16 (16 au bar)	78 520	78 400	Or 16 (16 au bar)	78 520
Ban. d'Als (25 %)	7 965	7 926	7 815	7 843	Or 16 (16 au bar)	78 520	78 400	Or 16 (16 au bar)	78 520
Ban. d'Als (30 %)	7 891	7 852	7 740	7 768	Or 16 (16 au bar)	78 520	78 400	Or 16 (16 au bar)	78 520
Ban. d'Als (35 %)	7 817	7 778	7 666	7 694	Or 16 (16 au bar)	78 520	78 400	Or 16 (16 au bar)	78 520
Ban. d'Als (40 %)	7 743	7 704	7 593	7 621	Or 16 (16 au bar)	78 520	78 400	Or 16 (16 au bar)	78 520
Ban. d'Als (45 %)	7 669	7 630	7 518	7 546	Or 16 (16 au bar)	78 520	78 400	Or 16 (16 au bar)	78 520
Ban. d'Als (50 %)	7 595	7 556	7 444	7 472	Or 16 (16 au bar)	78 520	78 400	Or 16 (16 au bar)	78 520
Ban. d'Als (55 %)	7 521	7 482	7 370	7 398	Or 16 (16 au bar)	78 520	78 400	Or 16 (16 au bar)	78 520
Ban. d'Als (60 %)	7 447	7 408	7 296	7 324	Or 16 (16 au bar)	78 520	78 400	Or 16 (16 au bar)	78 520
Ban. d'Als (65 %)	7 373	7 334	7 222	7 250	Or 16 (16 au bar)	78 520	78 400	Or 16 (16 au bar)	78 520
Ban. d'Als (70 %)	7 299	7 260	7 148	7 176	Or 16 (16 au bar)	78 520	78 400	Or 16 (16 au bar)	78 520
Ban. d'Als (75 %)	7 225	7 186	7 074	7 102	Or 16 (16 au bar)	78 520	78 400	Or 16 (16 au bar)	78 520
Ban. d'Als (80 %)	7 151	7 112	6 999	7 027	Or 16 (16 au bar)	78 520	78 400	Or 16 (16 au bar)	78 520
Ban. d'Als (85 %)	7 077	7 038	6 926	6 954	Or 16 (16 au bar)	78 520	78 400	Or 16 (16 au bar)	78 520
Ban. d'Als (90 %)	7 003	6 964	6 852	6 880	Or 16 (16 au bar)	78 520	78 400	Or 16 (16 au bar)	78 520
Ban. d'Als (95 %)	6 929	6 890	6 778	6 806	Or 16 (16 au bar)	78 520	78 400	Or 16 (16 au bar)	78 520
Ban. d'Als (100 %)	6 855	6 816	6 704	6 732	Or 16 (16 au bar)	78 520	78 400	Or 16 (16 au bar)	78 520
Ban. d'Als (100 %)	6 781	6 742	6 630	6 658	Or 16 (16 au bar)	78 520	78 400	Or 16 (16 au bar)	78 520
Ban. d'Als (100 %)	6 707	6 668	6 556	6 584	Or 16 (16 au bar)	78 520	78 400	Or 16 (16 au bar)	78 520
Ban. d'Als (100 %)	6 633	6 594	6 482	6 510	Or 16 (16 au bar)	78 520	78 400	Or 16 (16 au bar)	78 520
Ban. d'Als (100 %)	6 559	6 520	6 408	6 436	Or 16 (16 au bar)	78 520	78 400	Or 16 (16 au bar)	78 520
Ban. d'Als (100 %)	6 485	6 446	6 334	6 362	Or 16 (16 au bar)	78 520	78 400	Or 16 (16 au bar)	78 520
Ban. d'Als (100 %)	6 411	6 372	6 260	6 288	Or 16 (16 au bar)	78 520	78 400	Or 16 (16 au bar)	78 520
Ban. d'Als (100 %)	6 337	6 298	6 186	6 214	Or 16 (16 au bar)	78 520	78 400	Or 16 (16 au bar)	78 520
Ban. d'Als (100 %)	6 263	6 224	6 112	6 140	Or 16 (16 au bar)	78 520	78 400	Or 16 (16 au bar)	78 520
Ban. d'Als (100 %)	6 189	6 150	6 038	6 066	Or 16 (16 au bar)	78 520	78 400	Or 16 (16 au bar)	78 520
Ban. d'Als (100 %)	6 115	6 076	5 964	5 992	Or 16 (16 au bar)	78 520	78 400	Or 16 (16 au bar)	78 520
Ban. d'Als (100 %)	6 041	6 002	5 890	5 918	Or 16 (16 au bar)	78 520	78 400	Or 16 (16 au bar)	78 520
Ban. d'Als (100 %)	5 967	5 928	5 816	5 844	Or 16 (16 au bar)	78 520	78 400	Or 16 (16 au bar)	78 520
Ban. d'Als (100 %)	5 893	5 854	5 742	5 770	Or 16 (16 au bar)	78 520	78 400	Or 16 (16 au bar)	78 520
Ban. d'Als (100 %)	5 819	5 780	5 668	5 696	Or 16 (16 au bar)	78 520	78 400	Or 16 (16 au bar)	78 520
Ban. d'Als (100 %)	5 745	5 706	5 594	5 622	Or 16 (16 au bar)	78 520	78 400	Or 16 (16 au bar)	78 520
Ban. d'Als (100 %)	5 671	5 632	5 520	5 548	Or 16 (16 au bar)	78 520	78 400	Or 16 (16 au bar)	78 520
Ban. d'Als (100 %)	5 597	5 558	5 446	5 474	Or 16 (16 au bar)	78 520	78 400	Or 16 (16 au bar)	78 520
Ban. d'Als (100 %)	5 523	5 484	5 372	5 400	Or 16 (16 au bar)	78 520	78 400	Or 16 (16 au bar)	78 520
Ban. d'Als (100 %)	5 449	5 410	5 298	5 326	Or 16 (16 au bar)	78 520	78 400	Or 16 (16 au bar)	78 520
Ban. d'Als (100 %)	5 375	5 336	5 224	5 252	Or 16 (16 au bar)	78 520	78 400	Or 16 (16 au bar)	78 520
Ban. d'Als (100 %)	5 301	5 262	5 150	5 178	Or 16 (16 au bar)	78 520	78 400	Or 16 (16 au bar)	78 520
Ban. d'Als (100 %)	5 227	5 188	5 076	5 104	Or 16 (16 au bar)	78 520	78 400	Or 16 (16 au bar)	78 520
Ban. d'Als (100 %)	5 153	5 114	5 002	5 030	Or 16 (16 au bar)	78 520	78 400	Or 16 (16 au bar)	78 520
Ban. d'Als (100 %)	5 079	5 040	4 928	4 956	Or 16 (16 au bar)	78 520	78 400	Or 16 (16 au bar)	78 520
Ban. d'Als (100 %)	5 005	4 966	4 854	4 882	Or 16 (16 au bar)	78 520	78 400	Or 16 (16 au bar)	78 520
Ban. d'Als (100 %)	4 931	4 892	4 780	4 808	Or 16 (16 au bar)	78 520	78 400	Or 16 (16 au bar)	78 520
Ban. d'Als (100 %)	4 857	4 818	4 706	4 734	Or 16 (16 au bar)	78 520	78 400	Or 16 (16 au bar)	78 520
Ban. d'Als (100 %)	4 783	4 744	4 632	4 660	Or 16 (16 au bar)	78 520	78 400	Or 16 (16 au bar)	78 520
Ban. d'Als (100 %)	4 709	4 670	4 558	4 586	Or 16 (16 au bar)	78 520	78 400	Or 16 (16 au bar)	78 520
Ban. d'Als (100 %)	4 635	4 596	4 484	4 512	Or 16 (16 au bar)	78 520	78 400	Or 16 (16 au bar)	78 520
Ban. d'Als (100 %)	4 561	4 522	4 410	4 438	Or 16 (16 au bar)	78 520	78 400	Or 16 (16 au bar)	78 520
Ban. d'Als (100 %)	4 487	4 448	4 336	4 364	Or 16 (16 au bar)	78 520	78 400	Or 16 (16 au bar)	78 520
Ban. d'Als (100 %)	4 413	4 374	4 262	4 290	Or 16 (16 au bar)	78 520	78 400	Or 16 (16 au bar)	78 520
Ban. d'Als (100 %)	4 339	4 300	4 188	4 216	Or 16 (16 au bar)	78 520	78 400	Or 16 (16 au bar)	78 520
Ban. d'Als (100 %)	4 265	4 226	4 114	4 142	Or 16 (16 au bar)	78 520	78 400	Or 16 (16 au bar)	78 520
Ban. d'Als (100 %)	4 191	4 152	4 040	4 068	Or 16 (16 au bar)	78 520	78 400	Or 16 (16 au bar)	78 520
Ban. d'Als (100 %)	4 117	4 078	3 966	3 994	Or 16 (16 au bar)	78 520	78 400	Or 16 (16 au bar)	78 520
Ban. d'Als (100 %)	4 043	4 004	3 892	3 920	Or 16 (16 au bar)	78 520	78 400	Or 16 (16 au bar)	78 520
Ban. d'Als (100 %)	3 969	3 930	3 818	3 846	Or 16 (16 au bar)	78 520	78 400	Or 16 (16 au bar)	78 520
Ban. d'Als (100 %)	3 895	3 856	3 744	3 772	Or 16 (16 au bar)	78 520	78 400	Or 16 (16 au bar)	78 520
Ban. d'Als (100 %)	3 821	3 782	3 670	3 698	Or 16 (16 au bar)	78 520	78 400	Or 16 (16 au bar)	78 520
Ban. d'Als (100 %)	3 747	3 708	3 596	3 624	Or 16 (16 au bar)	78 520	78 400	Or 16 (16 au bar)	78 520
Ban. d'Als (100 %)	3 673	3 634	3 522	3 550	Or 16 (16 au bar)	78 520	78 400	Or 16 (16 au bar)	78 520
Ban. d'Als (100 %)	3 599	3 560	3 448	3 476	Or 16 (16 au bar)	78 520	78 400	Or 16 (16 au bar)	78 520
Ban. d'Als (100 %)	3 525	3 486	3 374	3 402	Or 16 (16 au bar)	78 520	78 400	Or 16 (16 au bar)	78 520
Ban. d'Als (100 %)	3 451	3 412	3 300	3 328	Or 16 (16 au bar)	78 520	78 400	Or 16 (16 au bar)	78 520
Ban. d'Als (100 %)	3 377	3 338	3 226	3 254	Or 16 (16 au bar)	78 520	78 400	Or 16 (16 au bar)	78 520
Ban. d'Als (100 %)	3 303	3 264	3 152	3 180	Or 16 (16 au bar)	78 520	78 400	Or 16 (16 au bar)	78 520
Ban. d'Als (100 %)	3 229	3 190	3 078	3 106	Or 16 (16 au bar)	78 520	78 400	Or 16 (16 au bar)	78 520
Ban. d'Als (100 %)	3 155	3 116	3 004	3 032	Or 16 (16 au bar)	78 520	78 400	Or 16 (16 au bar)	78 520
Ban. d'Als (100 %)	3 081	3 042	2 930	2 958	Or 16 (16 au bar)	78 520	78 400	Or 16 (16 au bar)	78 520
Ban. d'Als (100 %)	3 007	3 000	2 896	2 924	Or 16 (16 au bar)	78 520	78 400	Or 16 (16 au bar)	78 520
Ban. d'Als (100 %)	2 933	2 930	2 822	2 850	Or 16 (16 au bar)	78 520	78 400	Or 16 (16 au bar)	78 520
Ban. d'Als (100 %)	2 859	2 860	2 750	2 778	Or 16 (16 au bar)	78 520	78 400	Or 16 (16 au bar)	78 520
Ban. d'Als (100 %)	2 785	2 786	2 686	2 714	Or 16 (16 au bar)	78 520	78 400	Or 16 (16 au bar)	78 520
Ban. d'Als (100 %)	2 711	2 712	2 612	2 640	Or 16 (16 au bar)	78 520	78 400	Or 16 (16 au bar)	78 520
Ban. d'Als (100 %)	2 637	2 638	2 538	2 566	Or 16 (16 au bar)	78 520	78 400	Or 16 (16 au bar)	78 520
Ban. d'Als (100 %)	2 563	2 564	2 464	2 492	Or 16 (16 au bar)	78 520	78 400	Or 16 (16 au bar)	78 520
Ban. d'Als (100 %)	2 489	2 490	2 390	2 418	Or 16 (16 au bar)	78 520	78 400	Or 16 (16 au bar)	78 520
Ban. d'Als (100 %)	2 415	2 416	2 316	2 344	Or 16 (16 au bar)	78 520	78 400	Or 16 (16 au bar)	78 520
Ban. d'Als (100 %)	2 341	2 342	2 242	2 270	Or 16 (16 au bar)	78 520	78 400	Or 16 (16 au bar)	78 520
Ban. d'Als (100 %)	2 267	2 268	2 168	2 196	Or 16 (16 au bar)	78 520	78 400	Or 16 (16 au bar)	78 520
Ban. d'Als (100 %)	2 193	2 194	2 094	2 122	Or 16 (16 au bar)	78 520	78 400	Or 16 (16 au bar)	78 520
Ban. d'Als (100 %)	2 119	2 120	2 020	2 048	Or 16 (16 au bar)	78 520	78 400	Or 16 (16 au bar)	78 520
Ban. d'Als (100 %)	2 045	2 046	1 946	1 974	Or 16 (16 au bar)	78 520	78 400	Or 16 (16 au bar)	78 520
Ban. d'Als (100 %)	1 971	1 972	1 872	1 900	Or 16 (16 au bar)	78 520	78 400	Or 16 (16 au bar)	78 520
Ban. d'Als (100 %)	1 897	1 898	1 798	1 826	Or 16 (16 au bar)	78 520	78 400	Or 16 (16 au bar)	78 520
Ban. d'Als (100 %)	1 823	1 824	1 724	1 752	Or 16 (16 au bar)	78 520	78 400	Or 16 (16 au bar)	78 520
Ban. d'Als (100 %)	1 749	1 750	1 650	1 678	Or 16 (16 au bar)	78 520	78 400	Or 16 (16 au bar)	78 520
Ban. d'Als (100 %)	1 675	1 676	1 576	1 604	Or 16 (16 au bar)	78 520	78 400	Or 16 (16 au bar)	78 520
Ban. d'Als (100 %)	1 601	1 602	1 502	1 530	Or 16 (16 au bar)	78 520	78 400	Or 16 (16 au bar)	78 520
Ban. d'Als (100 %)	1 527	1 528	1 428	1 456	Or 16 (16 au bar)	78 520	78 400	Or 16 (16 au bar)	78 520
Ban. d'Als (100 %)	1 453	1 454	1 354	1 382	Or 16 (16 au bar)	78 520	78 400	Or 16 (16 au bar)	78 520
Ban. d'Als (100 %)	1 379	1 380	1 280	1 308	Or 16 (16 au bar)	78 520	78 400	Or 16 (16 au bar)	78 520
Ban. d'Als (100 %)	1 305	1 306	1 206	1 234	Or 16 (16 au bar)	78 520	78 400	Or 16 (16 au bar)	78 520
Ban. d'Als (100 %)	1 231	1 232	1 132	1 160	Or 16 (16 au bar)	78 520	78 400	Or 16 (16 au bar)	78 520
Ban. d'Als (100 %)	1 157	1 158	1 058	1 086	Or 16 (16 au bar)	78 520	78 400	Or 16 (16 au bar)	78 520
Ban. d'Als (100 %)	1 083	1 084	984	1 012	Or 16 (16 au bar)	78 520	78 400	Or 16 (16 au bar)	78 520
Ban. d'Als (100 %)	1 009	1 010	910	938	Or 16 (16 au bar)	78 520	78 400	Or 16 (16 au bar)	78 520
Ban. d'Als (100 %)	935	936	836	864	Or 16 (16 au bar)	78 520	78 400	Or 16 (16 au bar)	78 520
Ban. d'Als (100 %)	861	862	762	790	Or 16 (16 au bar)	78 520	78 400	Or 16 (16 au bar)	78 520
Ban. d'Als (100 %)	787	788	688	716	Or 16 (16 au bar)	78 520	78 400	Or 16 (16 au bar)	78 520
Ban. d'Als (100 %)	713	714	614	642	Or 16 (16 au bar)</				

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

**PUBLICITÉ
FINANCIÈRE**

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

حکذا من الاصل

Le premier secrétaire de l'ambassade d'URSS rencontre les communistes corses

BASTIA

de notre correspondant

Prudent autant qu'habile, M. Dimitri Youdine, le premier secrétaire de l'ambassade d'URSS en France, s'est rendu à l'invitation de la fédération du PCF de Corse-du-Sud, pour, a-t-il dit, expliquer la perestroïka et non pour « s'ingérer dans les affaires du Parti communiste français ». La fédération de Corse-du-Sud est pourtant connue pour ses positions proches des « reconstruoteurs », pour le diplomate soviétique, « ce qui est important, c'est que ce sont des communistes qui ont lancé l'invitation... qu'ils soient reconstruoteurs ou non, c'est au PCF de le voir ».

Pas plus de jugement de valeur lorsqu'il faudra parler du décalage entre le discours favorable à la perestroïka de M. Georges Marchais et la pratique du secrétaire général du PCF : « Je ne sais pas s'il y a des décalages, mais s'il y a des divergences de points de vue, c'est bien pour le débat (...). Aujourd'hui, nous affirmons que le socialisme doit s'adapter au monde d'aujourd'hui (...). Nous avons fait des erreurs dans le passé. Par exemple, nous n'avons pas su comprendre ce qui se passait dans certains pays de l'Est après la seconde guerre mondiale.

Nous avons même pesé de notre poids idéologique, politique, parfois militaire, pour que rien ne change. Ces pays ont ressenti avant nous la nécessité d'un changement. Ils avaient raison, nous ne le savions pas. »

Y aurait-il péril alors pour les partis politiques à trop s'adapter ? « En fait, chez nous, en Union soviétique, dit M. Youdine, tout a changé avant que vous vous en rendiez compte. Le mur de Berlin est un symbole qui parle au monde entier. Mais, au-delà, c'est la muraille de Chine qui est dans nos consciences qu'il faut démolir, que nous soyons de l'Est ou de l'Ouest. Il faut que l'Europe soit enfin unie. »

Il a conclu : « La réunification est primordiale car cela risque de bouleverser tout l'équilibre européen qui s'est formé après la seconde guerre mondiale. Mais il faut que la maison commune Europe soit construite par toutes les nations... des nations souveraines, indépendantes, des nations qui apporteront au trésor commun ce qui constitue leur culture, leur civilisation, leur authenticité. » Ce discours semble avoir séduit les communistes corses venus écouter le représentant de M. Gorbatchev.

M. C.

L'Iran est prêt à un échange de prisonniers accompagné d'un retrait des troupes irakiennes

L'Iran a proposé, jeudi 16 novembre, à l'ONU un échange « immédiat » des prisonniers de guerre irakiens et iraniens, accompagné d'un retrait « simultané » des troupes sur les frontières internationales pour « briser l'impasse artificielle » dans laquelle se trouvent les négociations. La proposition iranienne, rapporte l'agence IRNA, a été remise par le ministre iranien des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati, à l'envoyé spécial de l'ONU, M. Jan Eliasson, lors d'un dernier entretien qu'ils ont eu, jeudi, avant le retour à New-York de M. Eliasson.

L'agence précise, par ailleurs, que le chef de la diplomatie iranienne a accepté le principe d'une nouvelle réunion avec le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Pérez de Cuellar, « au cours de la dernière semaine de décembre ». De son côté, M. Velayati a souligné, dans un communiqué, que l'Iran avait accepté les propositions de l'envoyé spécial de l'ONU afin d'engager « une démarche de bonne volonté et [avancer] une offre qui puisse aider à briser l'impasse artificielle » dans laquelle se trouvent actuellement les négociations « sans que personne y trouve un avantage ».

M. Eliasson avait entrepris, le 1^{er} novembre, une nouvelle mission en Irak et en Iran afin de tenter de débloquent le processus de paix — dans l'impasse de l'instauration du cessez-le-feu, le 20 août 1988 — et a effectué six voyages entre Bagdad et Téhéran pour convaincre les deux pays de reprendre leurs pourparlers directs, interrompus en avril dernier.

Exécution de prisonniers politiques

Plus de 1700 personnes ont été exécutées en Iran en 1989, parmi lesquelles figuraient des prisonniers politiques présentés comme des trafiquants de drogue, estime l'ONU dans un rapport rendu public jeudi sur la situation des droits de l'homme dans ce pays.

Le rapporteur de l'ONU sur ce sujet, le salvadorien Reynaldo Galindo Pohl, précise qu'il a reçu des informations « selon lesquelles plusieurs de ces exécutions étaient des exécutions politiques déguisées dans le but d'éviter une réaction négative de l'opinion internationale ». Ces allégations, qui sont particulièrement déplorables, nécessitent un examen sérieux et prudent », écrit toutefois M. Pohl, soulignant qu'il entend poursuivre ses investigations en la matière. Il note néanmoins qu'il lui a été possible « de dresser une liste de quelque 1700 personnes probablement exécutées, soit à la suite de condamnations ordinaires, soit pour des raisons politiques ».

Des témoignages entendus par M. Pohl, il ressort en outre que des prisonniers font l'objet de tortures et que certains gardiens de prison se livrent à des similitudes d'exécution sur des détenus. — (AFP.)

TURQUIE

Le nouveau gouvernement obtient la confiance du Parlement

Le gouvernement du premier ministre Turgut Ozal, désigné jeudi dernier par le nouveau président Turgut Ozal, a obtenu, mercredi 15 novembre, la confiance du Parlement à la majorité simple.

Le cabinet de trente et un membres remplace celui de M. Ozal. Deux ministres d'Etat du gouvernement Ozal ne figurent pas sur la liste de M. Akbulut, tandis que sept nouveaux ministres d'Etat ont été nommés. Parmi eux, trois fondamentalistes musulmans, MM. Mustafa Tazir, Vehbi Dinçerler et Mehmet Koceler.

Le vote de confiance est intervenu un jour après le fin du débat au Parlement sur le programme du nouveau gouvernement. Celui-ci avait été présenté très rapidement vendredi dernier, à peine vingt-quatre heures après l'annonce de la composition du nouveau gouvernement.

Ce programme se présente sous un aspect modéré de la politique intérieure et extérieure suivie depuis 1983 par l'ex-premier ministre Ozal avec sa majorité parlementaire du Parti de la mère patrie.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 17 novembre

Hésitation

Le marché ouvrait en légère baisse, vendredi, en début de matinée, perdant 0,02 % à l'ouverture. Il se dépréciait de 0,22 % après la publication du déficit commercial français, qui atteint les 9,33 milliards de francs en août contre 7,48 milliards en juillet. Les principales hausses étaient enregistrées par Eurotunnel (+ 6,2 %).

Le numéro de « Monde » daté 17 novembre 1989 a été tiré à 569 874 exemplaires.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Métro-boulot-crado !

DANS ma saine Je-prévoise-le-métro-ce-sont-mauvais-c'est-riche-c'est-crado, voici le cent soixante-quatorzième épisode de l'épisode « Grève sur la ligne 9 de la Porte-de-Montreuil — Pont-de-Sèvres », celle que je prends tous les matins pour aller à la gym. Là, j'ai pas. Non, pas tant pis, tant mieux ! Je le partage, je l'encourage, la colère des trop rares employés obligés d'affronter seuls, soir après soir, de sanglantes bagarres entre junkies, entre dealers.

Sur les quatre cents flics enfin chargés de notre protection, entre les congés, les maladies et les roulements il n'y en a jamais plus de quatre-vingts pour surveiller trois cent soixante stations, c'est dire ! Ce qui est dingue, en l'occurrence, c'est notre formidable passivité, à nous, les usagers, notre crédulité, notre résignation. On aurait pas l'idée, si le font bien à l'étranger, de se secouer, de s'associer, de gueuler et de tirer nous-mêmes la sonnette d'alarme.

Les syndicats de conducteurs, c'est pas fait pour les chiens. C'est fait pour les vœux, pour l'énorme troupeau des voyageurs piétinant l'ail

vide, le dos courbé dans l'interminable attente de rames trop bondées pour qu'on puisse y monter. C'est fait pour les rats flics, passés les heures de pointe, crâniels, affolés, l'œil aux aguets, les fesses serrées le long des couloirs et des quais de ces cloaques que la nuit transforme en coupe-gorge.

Le 11^{er} novembre, dans France-Soir, un reportage hallucinant sur la 9, justement, la ligne de tous les dangers. Assorti d'une interview, carrément grandiose, du nouveau « M. sécurité » nommé par la RATP. Que comptez-vous faire pour améliorer la situation ? Menier une campagne d'information auprès des jeunes, histoire de les avertir des risques qu'ils courent en prenant un ticket de métro. Changer les vendeurs à la sauvette, pas de drogue, non, pas forcément, de fourniture ou de parapharmacie — et les remplacer par des éducateurs invités à dialoguer avec les adolescents qui se seraient tenus de se serrer, pour voir, comme ça en passant. Le fais pas, mon grand, réfléchis, attends, si tu y tiens vraiment, t'en trouveras d'autres à Charente ou à Méditerranée !

Grève d'avertissement sur la ligne 9 du métro parisien

Le personnel de la RATP excédé par les dealers

Chassés des lignes 4 (Porte-de-Clichy-Porte-de-Orléans) et 3 (Levallois-Gallieni), le « marché » de la drogue dans le métro parisien a trouvé refuge à l'extrémité est de la ligne 9 (Porte-de-Sèvres-Mairie-de-Montreuil). Vendredi 17 novembre, agents de conduite et personnel des stations de la ligne 9 ont pris un « coup de sang » et ont cessé le travail à l'appel des syndicats autonome, CGT et CFTD.

« De février à août, s'indigne M. Robert Galopon, chef de la station Oberkampf, nous avons eu la paix grâce aux opérations de police, mais ils sont revenus. C'est devenu impossible : les dealers traversent les voies et perturbent le trafic. Le soir, ils sont parfois cinquante ou quatre-vingts sur les quais et on n'arrive pas à les faire sortir, à moins que la brigade de sécurité de la RATP ou la police avec des chiens viennent en renfort. »

La semaine dernière, une violente rixe entre bandes rivales, Porte de Montreuil, au cours de laquelle des coups de feu ont été échangés, a déclenché la réaction du personnel. « Vous savez, les usagers ne s'en rendent pas forcément compte, mais la présence des dealers est facilement repérable.

Il nous surprenent et font leur commerce ouvertement devant nous », affirme Galopon, contrôleur à la station République. « On ne peut rien faire. Ils nous gênent, pas la drogue sur eux, sont Français, ont des papiers en règle et quand ils se font passer, on les retrouve le jour lendemain, plus agressifs encore », réchirait un agent de la station Oberkampf, enfoncé dans la cage de verre.

Pour M. Daniel Bizon, secrétaire général du syndicat autonome-traction, la coupe est pleine. « Ils distillent leur came le long des voies entre deux stations et menacent même les agents avec des couteaux. »

Le commissaire principal, Gérard d'André, attaché au président de la RATP, M. Christian Blanc, pour les questions de sécurité, ne nie pas l'étendue du problème. « Pour un dealer, le métro est l'enfer rêvé car il est très facile de s'échapper. Mais il ne faut pas négliger le tableau. La RATP toute seule ne pourra rien faire, il faut d'abord tirer dans cette faune ceux qui sont récupérables et peuvent être soignés, mais aussi tendre la main et informer intelligemment les usagers, surtout les jeunes, et ensuite exercer une répression qui devra être impitoyable », affirme-t-il.

Pour les syndicats, cet arrêt de travail sur la ligne 9, sur laquelle un train seulement circule tous les quarts d'heure vendredi matin, constitue un « overboard », aux pouvoirs publics. Selon le syndicat autonome, le trafic devrait reprendre normalement samedi matin.

JEAN-MICHEL NORMAND

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

Europe : « Tout dépend désormais de l'Ouest », par Marion Böhnhoff et Helmut Schmidt : « Questions après la fête », par Pierre Sudreau 2

L'anarchie en Somalie

Un régime à bout de souffle 5

La conférence de l'UNESCO

Le programme de M. Mayor adopté mais sans augmentation du budget 6

L'Association des maires de France

La révolte des maires ruraux embarasse les socialistes qui souhaitent réduire leur influence 8

SECTION B

L'Italie

de la renaissance

Un puissant vent de réformes souffle sur la nation la plus énigmatique de l'Europe. Après des années d'atmosphère, la cinquième puissance économique mondiale bouillonne de projets 9 à 16

SECTION C

« Peinture-cinéma-peinture » à Marseille

Les rapports ambigus de la peinture et du cinéma sont le prétexte d'une grande exposition à la Vieille Charité de Marseille 18

Boulez à Metz

Quarante-trois ans après la première version de *Vierge nuptiale*, Boulez donne la version définitive de son œuvre à Metz 18

Rock, révolte et rouble

Le rock est depuis quelques années la bande-son de la perestroïka. L'ouverture à l'Est n'est pas, dans ce domaine, exempte de problèmes financiers 17

Concentration dans la presse américaine

La feu vert donné par la Cour suprême des Etats-Unis à la fusion de deux quotidiens de Détroit alarme les milieux politiques et professionnels qui dénoncent une atteinte au pluralisme 19

SANS VISA

L'Arizona de John Wayne

Ici, la nature est toute de violence. Mais l'histoire ne l'est pas moins. La terre garde le souvenir de la conquête espagnole et de l'extermination des tribus indiennes 21 et 23

• La table • les jeux 22 et 28

L'Assemblée des écologistes

Au cours d'une réunion annuelle à Marseille les Verts s'interrogent sur leurs succès 27

Les élections dans la police nationale

Les résultats des élections professionnelles dans la police nationale confirment la stabilité de la représentation syndicale, au-delà d'une légère poussée de la FIP dans quelques villes dont Marseille 28

La circulation à Paris

Cent quatre vingt mille contrevenances ont été dressées pendant le semaine du 6 au 13 novembre à Paris. La loi du stationnement payant augmentera prochainement 31

Journal d'un amateur

« Apesanteur », par Philippe Boucher 31

Où seront les pouvoirs dans dix ans

Au cours du deuxième séminaire Sciences-Po - le Monde, l'entreprise a été débattue 32

Sports

Réunion ministérielle à Varsovie : le pays de l'Est divisé sur la place à faire au professionnalisme 36

SECTION D

L'Europe contre Renault

Les démarches de la Commission de Bruxelles contre la règle Renault pose le problème de la politique industrielle de l'Europe 37

Un conciliateur à Saint-Nazaire

M. Scisson cherche à renouer les fils du dialogue entre la direction et les syndicats des chantiers navals 37

Texas Air commande quarante Airbus

Le marché de l'aéronautique en pleine expansion 38

La politique méditerranéenne de la CEE

La Commission de Bruxelles veut réformer des pratiques datant des années 70 38

Services

Abonnements	34
Annonces classées	44 et 45
Campus	34
Carnet	32
Jeux	26
Loto	34
Marchés financiers	48
Météorologie	34
Philatélie	34
Radio-télévision	35
Spectacles	33
La télématique du Monde :	
3815 LEMONDE	
3815 LM	

Les Etats-Unis pourraient accorder la clause de la nation la plus favorisée à l'URSS

Le secrétaire américain au commerce, M. Robert Mosbacher, a annoncé, lors d'une conférence de presse à Washington, que le président Bush proposerait d'ici la fin du mois de novembre l'octroi de la clause de la nation la plus favorisée à l'Union soviétique. Cette clause, réclame par l'Union soviétique dans le cadre des négociations commerciales américano-soviétiques qui se déroulent actuellement, permettrait à ses importations d'entrer sans surtaxe sur le marché américain. L'un des obstacles à la normalisation des liens commerciaux entre les deux pays était la restriction à la liberté d'émigrer pour les juifs soviétiques. Dans la même conférence de presse, le ministre du commerce extérieur soviétique a annoncé le vote prochain d'une nouvelle loi sur l'émigration.

M. Laurent Fabius invité à « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, sera l'invité de « Grand Jury RTL-le Monde », dimanche 19 novembre, de 18 h 30 à 19 h 30.

L'ancien premier ministre, qui vient d'effectuer un voyage officiel à Moscou, répondra aux questions d'André Pannoz et de Jacques-Alain de Mérode et de Paul-Jacques Truffaut et de Pierre-Marie Chénier de RTL, le débat étant dirigé par Olivier Mazerolle.

Chintz de toute beauté ? Où ? Chez Artirec

Où trouver du chintz et du satin imprimé à 39,50 F le mètre linéaire en 140 traits anti-sellures ? Je crois que c'est impossible. Normalement c'est 150 F.

— Oui, mais chez Artirec, c'est 39,50 F qualité « siège » parait aussi pour murs et rideaux.

Incrovable mais vrai. Tant qu'il y a du stock à l'entrepôt secret du 6 impasse St-Sébastien 11^e, tél. : 43.55.66.50. Agréé FNAC.

Ne pas se tromper : arrivant par le bd R. Lenoir, à la hauteur du 87 prend la Rue St-Sébastien puis tire à gauche (r. Alp. Baudin) puis tire à gauche Impasse St-Sébastien. Artirec Tissus est au 8. Park. grat. cour. 5 % lecteurs La Monde.

Pour votre
DEMEULEMENT
ODOUL AGENT DE
demeco
16, rue de l'Allee 75019 Paris 42 08 10 30

METRAGE ET "COUTURAGE" SONT LES DEUX MERVEILLES DE LA MODE
COUTURE + COURAGE = "COUTURAGE" c'est-à-dire votre robe, jupe ou ensemble faits par vous, à votre goût, à votre idée, etc...
METRAGE, aucun problème, il y en a des milliers chez Rodin, de toutes les matières, couleurs, dessins, fantaisies.
Les Nouveaux Métrages, depuis 30 F le mètre.
RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

Pure...
Fine, fraîche et particulièrement pure, VOLVIC accompagne les meilleurs plaisirs de Paris.
AU PAVILLON MONTSOURIS Paris 16^e
VOLVIC

LITERIES CAPELOU
Les meilleures marques aux meilleurs prix
TRECA EPEDA SIMMONS PIRELLI
37, Av. de la République 75011 PARIS Tél. (1) 43.57.46.35 Métro : PARMENTIER